

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-39	Divers <i>Verschiedenes</i>	Ouverture de la session <i>Eröffnung der Session</i>				
2.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
3.	2022-GC-134	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP CSR) - 2021 <i>Interparlamentarischen Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR) - 2021</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Gaétan Emonet Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>  Sylvie Bonvin-Sansonnens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
4.	2022-GC-65	Motion <i>Motion</i>	Révision totale de la Loi sur les affaires culturelles (LAC) <i>Totalrevision des Gesetzes über die kulturellen Angelegenheiten (KAG)</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Laurent Dietrich Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Sylvie Bonvin-Sansonnens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
5.	2022-DICS-35	Rapport <i>Bericht</i>	Impacts du Covid-19 dans le domaine de la culture (Rapport sur postulat 2020-GC-156) <i>Auswirkungen der Covid-19-Krise im Kulturbereich (Bericht zum Postulat 2020- GC-156)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Sylvie Bonvin-Sansonnens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
6.	2022-DEE-18	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) - Rapport d'activité 2021 <i>Kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) - Jahresbericht 2021</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Claude Brodard Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2021-GC-96	Mandat <i>Auftrag</i>	Le canton doit devenir actionnaire majoritaire par rapport à la Ville de Fribourg, ou lui vendre, à défaut, ses propres actions <i>Der Kanton muss Mehrheitsaktionär werden oder, wenn er dies nicht will, seine Aktien der Stadt Freiburg verkaufen</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Philippe Demierre Romain Collaud Peter Wüthrich Sébastien Dorthe Adrian Brügger Benoît Glasson Gilberte Schär Claude Chassot Nicolas Kolly Cédric Péclard Auteurs / <i>Urheber</i>  Savio Michellod Roland Mesot Nicolas Galley Jean-Daniel Chardonens Gabriel Kolly Auteurs remplaçants / <i>Stv. Urheber</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
8.	2022-DEE-31	Rapport <i>Bericht</i>	Soutien du bilinguisme dans les Hautes écoles fribourgeoises (HES-SO FR) - (Rapport sur postulat 2021-GC-129) - Suite directe <i>Förderung der Zweisprachigkeit an den Freiburger Hochschulen - (Bericht zum Postulat 2021-GC-129) - direkte Folge</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
9.	2021-GC-208	Motion <i>Motion</i>	Légalisation des signatures par les communes et la Poste en vue de l'inscription au Registre du commerce <i>Unterschriftsbeglaubigungen via Gemeinde oder Post für einen Handelsregistereintrag</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Achim Schneuwly Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Esther Schwaller-Merkle Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

# **Rapport annuel 2021 de la commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP CSR)**

---

Mesdames et Messieurs les Présidents des Grands Conseils des cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura,  
Mesdames et Messieurs les députés,

Conformément aux dispositions précisées ci-dessous, la Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CSR) vous invite à prendre connaissance de son rapport annuel.

Le bureau de la commission est composé des présidents des délégations cantonales, soit de:

Peter Gasser	BE	Président 2021
Gaétan Emonet	FR	
Jean Romain	GE	
Vincent Eschmann	JU	Vice-président 2021
Amina Chouiter Djebaili	NE	
Fabien Deillon	VD	
Julien Dubuis	VS	

## **1. CADRE LEGISLATIF**

La Convention scolaire romande du 21 juin 2007 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2009. Elle institue un Espace romand de la formation qui s'intègre dans l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (HarmoS). La CSR reprend ainsi les dispositions contraignantes de l'accord suisse tout en étendant l'engagement des cantons romands à d'autres domaines de coopération obligatoire.

L'activité de la commission découle du contrôle parlementaire d'institutions intercantionales généralisé, dès 2001 en Suisse romande, par « la Convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités avec l'étranger », accord remplacé en 2011 par la Convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl).

Le présent rapport annuel de la commission, à l'intention des parlements cantonaux, repose sur les dispositions contenues aux articles 20 à 25 du chapitre 5 de la CSR qui prévoient, en particulier, que la commission préavise le rapport annuel, le budget et les comptes de la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP).

## **2. SEANCES DE LA CIP**

Suite aux élections cantonales d'octobre 2020 dans le Jura, et en avril 2021 à Neuchâtel, les compositions de ces deux cantons ont été remaniées.

Durant l'année, le bureau s'est réuni à 4 reprises, le 17 février, le 3 mai et le 26 août par visioconférence, et le 14 octobre à Bienne. Malgré les restrictions sanitaires, le CIP-CSR s'est réunie à deux reprises en 2021. La première séance s'est déroulée le 10 mai en visioconférence et le 14 octobre à Bienne. Durant les deux séances plénières, en renvoyant aux PV qui s'y rapportent pour les détails, la CIP a traité des objets suivants, dans un ordre chronologique :

## **Séance du 10 mai 2021 :**

### **L'enseignement de l'histoire**

Etant donné la situation sanitaire, la commission n'avait pas pu aborder la thématique retenue pour 2020, c'est la raison pour laquelle ces présentations ont été reportées pour la plénière de mai. Mme Myriam Rebetez Giauque, enseignante de branches littéraires au collège des Terreaux à Neuchâtel et M. Jean-Jacques Aubert, professeur à l'Université de Neuchâtel ont fait chacun une présentation. A la suite des exposés, les participants ne se sont pas privés de poser de nombreuses questions.

### **Message du Président de la CIIP, M. Jean-Pierre Siggen**

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'activité de la période 20-23, les membres de l'assemblée plénière avaient déclaré huit priorités politiques. M. Siggen est revenu sur trois domaines d'activité :

- *La mise en œuvre du programme d'action en faveur de l'éducation numérique.* La principale mesure est désormais réalisée : le PER a été révisé. Adopté en plénière le 18 mars, l'éducation numérique s'articule autour de trois axes interdépendants que sont : usages, science informatique et médias. En se familiarisant avec ces trois dimensions, les élèves construiront peu à peu leur culture numérique.
- *L'inclusion scolaire et la gestion de la diversité.* Un travail important a été réalisé avec le projet d'adaptations des moyens d'enseignement pour en faciliter l'accès aux élèves à besoin spécifiques. Il s'agit pour l'instant des moyens en mathématiques, mais l'exercice se poursuivra pour les autres moyens.
- *La question des transitions.* Avec l'intégration de la CIIP au projet national « profild'exigences.ch » mené par la CDIP, participation au développement d'outils qui accompagneront les élèves à la fin de leur scolarité obligatoire.

## **Séance du 14 octobre 2021 :**

Lors de cette séance, ce sont les professeurs Jacques Dubochet, prix Nobel 2020 et François-Xavier Putallaz qui ont livrés leurs réflexions, interventions hautement appréciées des participants.

### **Message du Président de la CIIP, M. Jean-Pierre Siggen**

Outre les actions liées à la gestion de la crise sanitaire, plusieurs projets du programme d'activité 2020-2023 de la CIIP ont été menés à bien durant l'année. Le président en a cité trois à titre d'illustrations :

- Publication du PER-Education numérique
- Décision d'intégrer 2 éléments de l'évolution de la langue dans les moyens d'enseignement du français soit les 14 principes de l'orthographe rectifiée et du langage épïcène.
- Révision des ordonnances pour la formation du commerce et de la vente au niveau des langues 2 et 3.

## **3. RAPPORT D'ACTIVITES DE LA CIIP : ETAT DES LIEUX 2020 DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SCOLAIRE ROMANDE (CSR)**

Les points forts de l'année 2020 sont les suivants :

- Une nouvelle mise en page du rapport CIP CSR, plus condensée
- Coordination intercantonale et gestion de la crise sanitaire (formation et culture)
- Mise en place d'un système de contrôle interne

- Mise en œuvre du nouveau mandat de l'IRDP<sup>1</sup>
- Révision du PER : éducation au numérique
- Révision du dispositif d'élaboration des MER<sup>2</sup>

Les éléments principaux du rapport d'activité 2021 sont les suivants :

**[art. 6 CSR] Tests de référence sur la base des standards nationaux** : nouveau calendrier de la CDIP (PISA 2022 – enquête COFO 11ème 2023 – enquête COFO 4ème 2023 – PISA 2025).

**[art. 9] Moyens d'enseignement et ressources didactiques** : SHS (2021) et Maths (2022) en cours de finalisation ; projet Français cycles 1 et 2 en cours (1-2 et 5 mis à disposition en 2022); projet Français cycle 3: en attente du nouveau dispositif ; évolutions pour 2021 : révision du dispositif d'élaboration des MER, publication de MER adaptés aux élèves à besoins spécifiques.

**[art. 10] Portfolios** : la version électronique du PEL III<sup>3</sup> pour les jeunes de 15 ans et plus a paru début 2012. Elle est adaptée aux diverses filières du secondaire II et à leurs besoins spécifiques ; le PEL II pour les jeunes entre 12 et 15 ans est en voie d'introduction selon les décisions prises dans chacun des cantons, lesquels organisent également des modules de formation.

**[art. 12] Formation initiale des enseignants** : en ce qui concerne la structure des formations, aussi bien au primaire qu'au secondaire I et II, on constate une grande stabilité sur les questions de profils et durées des formations aussi bien que sur les aspects concernant les conditions d'admission ; référentiel de compétences romand pour la formation des enseignants à l'éducation numérique ; nouveau règlement de reconnaissance de la CDIP.

**[art. 13] Formation continue des enseignants** : les stratégies, les calendriers et les investissements en termes de formation continue demeurent toutefois des prérogatives strictement cantonales ; sur la base d'un premier rapport déposé en avril 2018, l'AP-CIIP a prolongé un mandat de réflexion confié à la CLFE<sup>4</sup> pour analyser les possibilités de développer les diverses phases de la formation continue et pour étudier la possibilité d'assurer la reconnaissance sur le plan romand de certaines formations complémentaires.

**[art. 14] Formation des cadres scolaires** : la COFORDIF<sup>5</sup> a mis en place les améliorations et les compléments souhaités, notamment sur les demandes d'adaptation et d'évolution des contenus de la formation sur les sujets suivants : adéquation des contenus de la FORDIF avec les préoccupations du terrain, promotion et prévention de la santé, prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers, évolution de l'éducation numérique ; en ce qui concerne l'évolution de l'offre et de son attractivité, la COFORDIF s'est penchée sur : la validation des acquis en lien avec des compétences de direction, de nouvelles modalités de formation du cursus d'étude DAS, des offres adaptées de formation continue, l'évolution des besoins futurs en personnel de direction d'établissement.

**[art. 15] Epreuves romandes/banque d'items** : la priorité y est portée sur la constitution d'une banque d'items de bonne qualité et validés, à laquelle les services d'enseignement et

---

<sup>1</sup> Institut de recherche et de documentation pédagogique

<sup>2</sup> Moyens d'enseignement romands

<sup>3</sup> Portfolio européen des langues

<sup>4</sup> Conférence latine de la formation des enseignants et des cadres

<sup>5</sup> Commission de coordination et de surveillance du mandat de formation des directeurs et directrices de formation

les enseignants individuellement pourront avoir accès en ligne selon des autorisations d'usage à définir. Cette banque d'items, portant dans un premier temps sur le français et les mathématiques, doit promouvoir une progression qualitative commune de l'évaluation et une articulation entre les instruments utilisés à chaque niveau (discipline, classe, établissement, canton, région, CDIP). Durant l'année 2019, des prétests ont été passés auprès d'élèves de 8e année dans le but de vérifier l'adéquation d'une série d'items et d'esquisser un dispositif de sélection de ceux-ci, afin qu'ils soient praticables sur le plan intercantonal. Ces premiers résultats sont discutés dans la commission EPROCOM<sup>6</sup>, laquelle proposera également des modalités pour une mise à disposition d'items aux enseignants (2021).

**[art. 16] Profils de connaissance/compétences (PCC)** : en 2019, un groupe romand composé de membres de différentes conférences (scolarité obligatoire, orientation, post-obligatoire, enseignement spécialisé) a été mandaté pour poursuivre les réflexions, en s'appuyant sur les principaux constats issus du colloque susmentionné. Le développement d'un outil d'accompagnement destiné à soutenir tous les élèves vers l'entrée en profession doit également être exploré. Le PCC romand est intégré au projet national « *Profil d'exigences* ».

Plusieurs députés se sont inquiétés du temps passé par les jeunes devant des écrans en lien avec l'éducation numérique. L'augmentation des inégalités scolaires causées par la pandémie a également été relevée. Il est encore précisé que pour les HEP, ce ne sont plus les titres qui sont reconnus, mais c'est l'école qui est accréditée.

#### 4. BUDGET 2022 DE LA CIIP

Le budget couvrant le secrétariat général et l'IRDP est adopté. Il se monte à CHF 6'159'910 et comporte 23.3 postes permanents et 3.15 postes sous contrats de droit privé. Les mesures d'économies demandées par l'AP-CIIP ont été réalisées. Les cantons financent à hauteur de 5'503'660.- (sans indexation).

Les cantons contribuent au fonctionnement du *Glossaire des patois romands* pour CHF 260'000 (sans indexation).

L'excédent de charges de CHF 106'250 est comblé par l'utilisation des fonds propres directement affectés au projet EPROCOM/banque d'items et Livre +.

- UMER-SO (contributions remboursables) : budget 2021 de l'Unité des moyens d'enseignement romands pour la scolarité obligatoire est adopté (CHF 17'021'100 de charges d'exploitation et CHF 5'082'000 de dépenses d'investissement ; 8.6 postes permanents et 0.5 poste sous contrat de droit privé). Sous réserve de l'avancement des projets et des commandes effectives des cantons, une contribution remboursable de CHF 2'909'300 est versée. L'AP-CIIP a également autorisé l'ouverture de fonds propres pour la Taskforce MERNUM. Le remboursement au canton se fera comme prévu en 2024.
- UMER-FP (subvention du SEFRI<sup>7</sup>) : budget de l'Unité des moyens d'enseignement romands et tessinois pour la formation professionnelle s'élève à CHF 2'987'400 (1.1 poste permanent et 1 poste sous contrat de droit privé). Rappel : pas de contribution cantonale.

#### 5. COMPTES 2020

---

<sup>6</sup> Epreuves romandes communes

<sup>7</sup> Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation

Les comptes 2020 du Secrétariat général de la Conférence ont été adoptés par l'AP-CIIP en mai 2021.

Le résultat opérationnel pour le Secrétariat général montre un excédent de charges de CHF 69'674 (au budget CHF 312'540) (Premières mesures d'économies et effet COVID)

Compte tenu de l'utilisation du fonds propre EPROCOT/banque d'items, l'excédent passe à CHF 4'051 qui est prélevé sur les capitaux propres.

- UMER-SO : le résultat opérationnel pour la scolarité obligatoire (UMER-SO) montre excédent de charges de CHF 8'823.25 (au budget, un excédent de charges de CHF 149'600). La contribution remboursable versée par les cantons en 2020 s'élève à CHF 3'665'600. Elle permet à l'UMER-SO d'assurer ses besoins de liquidités dans cette phase intensive de réalisation des moyens d'enseignement Moyens produits par l'UMER-SO: SHS, Maths, Français. L'inversion de la balance financière est prévue pour 2024.
- UMER-FP : le résultat opérationnel pour la formation professionnelle (UMER-FP) montre un excédent de revenus de CHF 231'778.59 sur un budget équilibré. Depuis 2020 et durant ces prochaines années, la réserve est utilisée pour deux projets jugés très importants par les organes concernés: le développement d'une nouvelle plateforme numérique; la révision complète de la Collection du Commerce selon ordonnance du SEFRI (décision AP 19.11.2020).

## 6. ELECTIONS

Pour l'année 2022, c'est M. Vincent Eschmann qui occupera la présidence et la vice-présidence reviendra à Fribourg. Etant donné les élections cantonales, la nouvelle délégation proposera son ou sa candidate l'année prochaine.

## 7. INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES

**Postulat de Jean-Claude Guyot (NE) : Pour une formation en langue adéquate pour les étudiants de la HEP**

- Travaux d'analyse de nos organes et groupes de responsables pédagogiques L2
- Rapport en cours de rédaction sera soumis à la CSG en novembre

**Suivi du Postulat de Peter Gasser (BE) : Traduction et adaptation du « Kompetenzraster » (profil de compétences) bernois**

- Rapport de l'AP-CIIP transmis le 11 novembre 2019
- Intégration dans le projet national *Profilsd'exigences.ch* de l'USAM et de la CDIP
- Subvention du SEFRI
- Un groupe de travail de la CIIP est à l'œuvre

Diverses questions ont été posées. D'une part concernant le degré d'autonomie de l'IRDP, et surtout la question de l'orthographe rectifiée. Le président a proposé dès lors de ne pas entrer dans un immense débat, mais de reprendre cette thématique l'année prochaine de manière cadrée. M. Siggen a donné malgré tout quelques éléments. Il faut surtout relever que les futurs moyens ne sont pas imprimés, et ils sont en cours de rédaction. La CIIP ne veut pas réagir tant que les processus parlementaires sont en cours. La séance du mois de juin 2022 devrait permettre d'y voir plus clair.

## 8. CONCLUSION RECOMMANDATION FINALE

La Commission interparlementaire de contrôle de la CSR recommande aux Grands Conseils des cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura, de prendre acte du rapport d'information de la CIIP, présenté conformément à l'art. 20 de la Convention scolaire romande.



Bévilard, le 10 mai 2022

Le Président 2021 de la CIP CSR  
Peter Gasser

# **Jahresbericht 2021 der interparlamentarischen Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR)**

---

Sehr geehrte Damen und Herren Grossratspräsidentinnen und -präsidenten der Kantone Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura  
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete

Gemäss den nachstehenden Bestimmungen lädt Sie die interparlamentarische Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR) ein, von ihrem Jahresbericht Kenntnis zu nehmen.

Das Büro der Kommission setzt sich aus Präsidentinnen und Präsidenten der kantonalen Delegationen zusammen:

Peter Gasser	BE	Präsident 2021
Gaétan Emonet	FR	
Jean Romain	GE	
Vincent Eschmann	JU	Vizepräsident 2021
Amina Chouiter Djebaili	NE	
Fabien Deillon	VD	
Julien Dubuis	VS	

## **1. GESETZLICHER RAHMEN**

Die Westschweizer Schulvereinbarung vom 21. Juni 2007 ist am 1. August 2009 in Kraft getreten. Sie schafft den Westschweizer Bildungsraum im Einklang mit der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule (HarmoS). Die CSR übernimmt also die zwingenden Bestimmungen der schweizerischen Vereinbarung und erweitert die Verpflichtungen der Westschweizer Kantone auf andere Bereiche der obligatorischen Zusammenarbeit.

Die Tätigkeit der Kommission ist Teil der parlamentarischen Kontrolle interkantionaler Institutionen, die 2001 in der Westschweiz über die «Interkantonale Vereinbarung über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Abänderung der interkantonalen Verträge und Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland» allgemein eingeführt wurde. Diese Vereinbarung wurde 2011 durch den «Vertrag über die Mitwirkung der Kantonsparlamente bei der Ausarbeitung, der Ratifizierung, dem Vollzug und der Änderung von interkantonalen Verträgen und von Verträgen der Kantone mit dem Ausland» (ParlVer) ersetzt.

Der vorliegende Jahresbericht der Kommission an die Kantonsparlamente basiert auf den Bestimmungen der Artikel 20 bis 25 von Kapitel 5 der CSR, die vorsehen, dass die Kommission den Jahresbericht, das Budget und die Rechnung der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) prüft.

## **2. SITZUNGEN DER IPK**

Nach den kantonalen Wahlen im Oktober 2020 im Jura und im April 2021 in Neuenburg hat sich die Zusammensetzung der Delegationen aus diesen beiden Kantonen verändert.

Im Verlaufe des Jahres ist das Büro vier Mal zusammengetreten: am 17. Februar, 3. Mai und 26. August per Videokonferenz und am 14. Oktober in Biel. Trotz der Gesundheitsbeschränkungen ist die IPK CSR 2021 zwei Mal zusammengetreten. Die erste Sitzung fand am 10. Mai per Videokonferenz und die zweite am 14. Oktober in Biel statt. Bei

den beiden Plenarsitzungen hat die IPK folgende Themen (in chronologischer Reihenfolge) behandelt. Für Details wird auf die entsprechenden Protokolle verwiesen.

### **Sitzung vom 10. Mai 2021:**

#### **Geschichtsunterricht**

Das für 2020 gewählte Thema konnte aufgrund der Pandemie damals nicht behandelt werden, weshalb die diesbezüglichen Präsentationen auf die Plenarsitzung im Mai verschoben wurden. Myriam Rebetez Giauque, Lehrerin für literarische Fächer am Kollegium les Terreaux in Neuenburg, und Jean-Jacques Aubert, Professor an der Universität Neuenburg, haben jeweils eine Präsentation gehalten. Nach den Vorträgen haben die Teilnehmenden zahlreiche Fragen gestellt.

#### **Botschaft des Präsidenten der CIIP, Jean-Pierre Siggen**

Im Rahmen der Umsetzung des Tätigkeitsprogramms 2020–2023 hatten die Mitglieder der Plenarversammlung acht politische Prioritäten festgehalten. Jean-Pierre Siggen ging auf drei Tätigkeitsbereiche ein:

- *Umsetzung des Aktionsplans zugunsten der digitalen Bildung.* Die wichtigste Massnahme wurde nun umgesetzt: Der PER wurde überarbeitet. Die digitale Bildung, die am 18. März vom Plenum angenommen wurde, umfasst drei zusammenhängende Schwerpunkte: Nutzung, Computerwissenschaft und Medien. Indem sie sich mit diesen drei Dimensionen vertraut machen, werden die Schülerinnen und Schüler nach und nach eine digitale Kompetenz aufbauen.
- *Schulische Inklusion und Umgang mit Vielfalt.* Mit dem Projekt zur Anpassung der Lehrmittel wurde wichtige Arbeit geleistet, dessen Ziel darin besteht, den Zugang für Schülerinnen und Schülern mit besonderen Bedürfnissen zu erleichtern. Im Moment sind Mathematik-Lehrmittel betroffen, wobei anschliessend mit den anderen Lehrmitteln fortgefahren wird.
- *Die Frage des Übergangs.* Dank der Aufnahme der CIIP in das nationale Projekt «anforderungsprofile.ch», das von der EDK durchgeführt wird, Beteiligung an der Entwicklung von Instrumenten, welche die Schülerinnen und Schüler am Ende der obligatorischen Schulzeit begleiten sollen.

### **Sitzung vom 14. Oktober 2021:**

Bei dieser Sitzung haben die Professoren Jacques Dubochet, Nobelpreisträger 2020, und François-Xavier Putallaz ihre Gedanken mit den Anwesenden geteilt, was sehr geschätzt wurde.

#### **Botschaft des Präsidenten der CIIP, Jean-Pierre Siggen**

Neben den Massnahmen zur Bewältigung der Gesundheitskrise wurden im Laufe des Jahres mehrere Projekte des Tätigkeitsprogramms 2020–2023 der CIIP erfolgreich abgeschlossen. Zur Veranschaulichung erwähnte der Präsident drei davon:

- Veröffentlichung des PER – digitale Bildung
- Beschluss, zwei Elemente der Sprachentwicklung in die Französisch-Lehrmittel aufzunehmen, nämlich die 14 Grundsätze der neuen Rechtschreibung und die geschlechtergerechte Sprache
- Revision der Bildungsverordnungen in den Bereichen kaufmännische Grundbildung und Detailhandel in Bezug auf die zweite und dritte Sprache

### **3. TÄTIGKEITSBERICHT DER CIIP: UMSETZUNGSSTAND 2020 DER WESTSCHWEIZER SCHULVEREINBARUNG (CSR)**

Die Schwerpunkte für das Jahr 2020 sind:

- neues, dichter Layout des Berichts der IPK CSR
- interkantonale Koordination und Pandemiebewältigung (Bildung und Kultur)
- Aufbau eines internen Controllingsystems
- Umsetzung des neuen Mandats des IRDP<sup>1</sup>
- Revision des PER: digitale Bildung
- Revision des Modells zur Erarbeitung der MER<sup>2</sup>

Aus dem Jahresbericht 2021 sind folgende Elemente hervorzuheben:

**[Art. 6 CSR] Referenztests auf der Grundlage von nationalen Standards:** neuer Zeitplan der EDK (PISA 2022 – ÜGK-Erhebung 2023 HarmoS 11 – ÜGK-Erhebung 2024 HarmoS 4 – PISA 2025).

**[Art. 9] Lehrmittel und didaktische Materialien:** NMG (2021) und Mathematik (2022) in der Endphase; Projekt Französisch Zyklen 1 und 2 in Arbeit (1, 2 und 5 werden 2022 bereitgestellt); Projekt Französisch Zyklus 3: Warten auf das neue Modell; Entwicklungen für 2021: Revision des Modells zur Erarbeitung der MER, Veröffentlichung der für Schülerinnen und Schüler mit besonderen Bedürfnissen angepassten MER.

**[Art. 10] Portfolios:** die elektronische Version des ESP III<sup>3</sup> für Jugendliche ab 15 Jahren ist Anfang 2012 erschienen. Sie ist auf die verschiedenen Ausbildungswege der Sekundarstufe II und die spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten; das ESP II für Kinder und Jugendliche zwischen 12 und 15 Jahren wird gemäss den Entscheiden in den einzelnen Kantonen, die auch Ausbildungsmodule organisieren, eingeführt.

**[Art. 12] Grundausbildung der Lehrpersonen:** Was die Struktur der Ausbildungen auf der Primar- sowie der Sekundarstufe I und II anbelangt, ist eine grosse Stabilität in Bezug auf die Ausbildungsprofile und -dauer sowie auf Aspekte der Zulassungsbedingungen festzustellen; Westschweizer Kompetenzkatalog für die Ausbildung der Lehrpersonen im Bereich der digitalen Bildung; neues Anerkennungsreglement der EDK.

**[Art. 13] Weiterbildung der Lehrpersonen:** Die Strategien, Zeitpläne und Investitionen in die Weiterbildung bleiben jedoch klar den Kantonen vorbehalten; auf der Grundlage eines ersten Berichts von April 2018 hat die CIIP-Plenarversammlung einen der CLFE<sup>4</sup> anvertrauten Reflexionsauftrag verlängert, um die Möglichkeiten der Entwicklung der verschiedenen Weiterbildungsphasen zu analysieren und die Möglichkeit zu prüfen, wie bestimmte Zusatzausbildungen in der ganzen Westschweiz anerkannt werden könnten.

**[Art. 14] Ausbildung der Bildungskader:** Die COFORDIF<sup>5</sup> hat die gewünschten Verbesserungen und Ergänzungen umgesetzt, insbesondere betreffend die Forderungen nach Anpassung und Weiterentwicklung der Bildungsinhalte zu folgenden Themen: Übereinstimmung der Inhalte der FORDIF mit den Anliegen der Praxis, Gesundheitsförderung und -prävention, Betreuung von Schülerinnen und Schülern mit besonderen Bildungsbedürfnissen, Weiterentwicklung der digitalen Bildung. Was die Entwicklung des Angebots und seiner Attraktivität anbelangt, befasste sich die COFORDIF mit der Validierung erworbener Kenntnisse im Zusammenhang mit Führungskompetenzen,

---

<sup>1</sup> Institut für pädagogische Forschung und Dokumentation

<sup>2</sup> Moyens d'enseignement romands (Westschweizer Lehrmittel)

<sup>3</sup> Europäisches Sprachenportfolio

<sup>4</sup> Lateinische Konferenz für die Ausbildung der Lehrkräfte und der Bildungskader

<sup>5</sup> Commission de coordination et de surveillance du mandat de formation des directeurs et directrices de formation (Koordinations- und Aufsichtskommission für den Ausbildungsauftrag der Ausbildungsleiter/-innen)

neuen Ausbildungsmodalitäten für den DAS-Studiengang, angepassten Weiterbildungsangeboten und der Entwicklung im Hinblick auf den künftigen Bedarf an Schulleitungspersonal.

**[Art. 15] Westschweizer Prüfungen/Aufgabendatenbank:** Priorität wird der Erstellung einer Aufgabendatenbank mit hochwertigen und validierten Aufgaben eingeräumt, auf welche Bildungseinrichtungen und einzelne Lehrpersonen gemäss den festzulegenden Benutzerberechtigungen online Zugriff haben. Diese Aufgabendatenbank enthält in einer ersten Phase Einträge für Französisch und Mathematik. Damit soll eine gemeinsame qualitative Verbesserung der Bewertung und eine Verbindung zwischen den auf den einzelnen Stufen verwendeten Instrumenten gefördert werden (Fach, Klasse, Einrichtung, Kanton, Region, EDK). Im Jahr 2019 wurden bei Schülerinnen und Schülern der 8. Klasse Vortests durchgeführt, um zu prüfen, ob bestimmte Aufgaben angemessen sind, und um ein Auswahlssystem dazu zu entwerfen, sodass sie auf interkantonaler Ebene angewendet werden können. Die ersten Ergebnisse werden in der Kommission EPROCOM<sup>6</sup> besprochen, die auch Modalitäten für die Bereitstellung von Aufgaben für die Lehrpersonen vorschlagen wird (2021).

**[Art. 16] Wissens-/Kompetenzprofile:** 2019 wurde eine Westschweizer Gruppe, bestehend aus Mitgliedern verschiedener Konferenzen (obligatorische Schulzeit, Berufsberatung, nachobligatorische Schulzeit, Sonderschulwesen) damit beauftragt, die Überlegungen, gestützt auf die wichtigsten Erkenntnisse aus der Tagung, weiterzuführen. Die Entwicklung eines Hilfsmittels zur Begleitung, das allen Schülerinnen und Schülern den Einstieg in den Beruf erleichtert, sollte ebenfalls geprüft werden. Die Westschweizer Wissens-/Kompetenzprofile werden in das nationale Projekt «Anforderungsprofile» integriert.

Mehrere Abgeordnete zeigten sich besorgt über die Zeit, die Jugendliche im Zusammenhang mit der digitalen Bildung vor Bildschirmen verbringen. Auch die durch die Pandemie verursachte Zunahme der schulischen Ungleichheiten wurde hervorgehoben. Ausserdem wird darauf hingewiesen, dass für die PH nicht mehr die Titel anerkannt werden, sondern die Schulen akkreditiert sind.

#### 4. BUDGET 2022 DER CIIP

Das Budget für das Generalsekretariat und das IRDP wird angenommen. Es beläuft sich auf 6'159'910 Franken und umfasst 23,3 unbefristete Stellen und 3,15 Stellen mit privatrechtlichem Vertrag. Die von der CIIP-Plenarversammlung verlangten Sparmassnahmen wurden umgesetzt. Die Kantone steuern 5'503'660 Franken bei (ohne Indexierung).

Die Kantone leisten einen Beitrag in Höhe von 260'000 Franken (ohne Indexierung) an das *Glossaire des patois romands*.

Der Aufwandüberschuss von 106'250 Franken wird durch die Verwendung von Eigenmitteln gedeckt, die direkt dem Projekt EPROCOM/Aufgabendatenbank zugewiesen sind.

- UMER-SO (rückzahlbare Beiträge): Das Budget 2021 für Westschweizer Lehrmittel für die obligatorische Schulzeit wird angenommen (Fr. 17'021'100 Betriebsaufwand und Fr. 5'082'000 Investitionsausgaben; 8,6 unbefristete Stellen und 0,5 Stellen mit privatrechtlichem Vertrag). Vorbehaltlich der Projektfortschritte und der effektiven Bestellungen der Kantone wird ein rückzahlbarer Beitrag von 2'909'300 Franken überwiesen. Die CIIP-Plenarversammlung hat auch die Freigabe von Eigenmitteln für die Taskforce MERNUM bewilligt. Die Rückzahlung an den Kanton erfolgt wie geplant 2024.

---

<sup>6</sup> Gemeinsame Westschweizer Prüfungen

- UMER-FP (SBFI-Beitrag<sup>7</sup>): Das Budget für Westschweizer und Tessiner Lehrmittel für die Berufsbildung beläuft sich auf 2'987'400 Franken (1,1 unbefristete Stellen und eine Stelle mit privatrechtlichem Vertrag). Erinnerung: kein kantonaler Beitrag.

## 5. RECHNUNG 2020

Die Rechnung 2020 des Generalsekretariats der Konferenz wurde von der CIIP-Plenarversammlung im Mai 2021 angenommen.

Das operative Ergebnis des Generalsekretariats weist einen Aufwandüberschuss von 69'674 Franken auf (im Budget Fr. 312'540) (erste Sparmassnahmen und Auswirkungen der Pandemie).

Unter Berücksichtigung der Verwendung der Eigenmittel EPROCOM/Aufgabendatenbank beläuft sich der Aufwandüberschuss auf 4'051 Franken, der dem Eigenkapital entnommen wird.

- UMER-SO: Das operative Ergebnis für die obligatorische Schulzeit (UMER-SO) weist einen Aufwandüberschuss von 8'823 Franken auf (im Budget: Aufwandüberschuss von Fr. 149'600). Der von den Kantonen im Jahr 2020 überwiesene rückzahlbare Betrag beläuft sich auf 3'665'600 Franken. Dadurch ist der Bedarf an flüssigen Mitteln der UMER-SO in dieser intensiven Erarbeitungsphase der Lehrmittel gedeckt. Von der UMER-SO produzierte Lehrmittel: NMG, Mathematik, Französisch. Die Trendwende bei der Bilanz wird für 2024 erwartet.
- UMER-FP: Das operative Ergebnis der Berufsbildung (UMER-FP) weist einen Ertragsüberschuss von 231'778.59 Franken bei einem ausgeglichenen Budget auf. Seit 2020 und in den kommenden Jahren wird die Reserve für zwei Projekte verwendet, die von den betroffenen Organen als sehr wichtig eingestuft werden: die Entwicklung einer neuen digitalen Plattform und die Totalrevision der Lehrmittel zum Thema Handel gemäss Verordnung des SBFI (Entscheid der Plenarversammlung vom 19. November 2020).

## 6. WAHLEN

Für das Jahr 2022 wird Vincent Eschmann aus dem Jura die Präsidentschaft übernehmen, Freiburg die Vizepräsidentschaft. Da noch kantonale Wahlen stattfinden, wird die neue freiburger Delegation ihre Kandidatin oder ihren Kandidaten nächstes Jahr präsentieren.

## 7. PARLAMENTARISCHE VORSTÖSSE

**Postulat von Jean-Claude Guyot (NE): Für eine angemessene Sprachausbildung der PH-Studierenden**

- Analysearbeiten unserer Organe und Gruppen mit pädagogischen Verantwortlichen L2.
- Der Bericht wird momentan erarbeitet und der KDS im November unterbreitet.

**Weiterbehandlung des Postulats von Peter Gasser (BE): Übersetzung und Anpassung des Berner «Kompetenzrasters»**

- Bericht der CIIP-Plenarversammlung am 11. November 2019 übermittelt
- Integration in das nationale Projekt *Anforderungsprofile.ch* des SGV und der EDK
- Beitrag des SBFI
- Eine CIIP-Arbeitsgruppe ist am Werk

---

<sup>7</sup> Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation

Es wurden verschiedene Fragen gestellt, darunter zum Grad der Autonomie des IRDP und vor allem zur neuen Rechtschreibung. Der Präsident schlug vor, sich nicht auf eine grosse Debatte einzulassen, sondern dieses Thema nächstes Jahr in einem geordneten Rahmen wieder aufzunehmen. Jean-Pierre Siggen führte trotz allem einige Elemente an. Es ist insbesondere hervorzuheben, dass die Lehrmittel noch nicht gedruckt sind, da sie zurzeit erarbeitet werden. Die CIIP will nicht reagieren, solange sich die Parlamente damit befassen. Die Sitzung vom Juni 2022 dürfte mehr Klarheit bringen.

## **8. SCHLUSSFOLGERUNG – ABSCHLIESSENDE EMPFEHLUNG**

Die interparlamentarische Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR) empfiehlt den Parlamenten der Kantone Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura, den Tätigkeitsbericht der CIIP, der ihnen gemäss Artikel 20 der Westschweizer Schulvereinbarung unterbreitet wird, zur Kenntnis zu nehmen.

Bévilard, 10. Mai 2022

Präsident der IPK-CSR 2021  
Peter Gasser



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Dietrich Laurent (au nom du Club Culture du Grand Conseil)  
**Révision totale de la loi sur les affaires culturelles (LAC)**

2022-GC-65

### I. RESUME DE LA MOTION

Par motion déposée et développée le 25 mars 2022, le député Laurent Dietrich constate que la loi sur les affaires culturelles (ci-après : LAC, RSF 480.1) date d'il y a plus de trente ans. Même si elle a été modifiée à plusieurs reprises, le motionnaire relève que le contexte s'est radicalement transformé et qu'une réflexion en profondeur de la ligne générale que l'Etat veut se donner avec ses partenaires institutionnels (subventionneurs) et culturels est utile. La loi actuelle avec son règlement (RAC, RSF 480.11) doit pouvoir aborder la culture dans son ensemble en tenant compte des nouvelles tendances. A titre non exhaustif, les questions suivantes méritent d'être analysées : les arts, les bénéficiaires, le geste, les infrastructures, les moyens et la gouvernance.

L'auteur de la motion est conscient que le questionnement actuel des partenaires institutionnels, des entreprises culturelles et des artistes eux-mêmes va au-delà des considérations évoquées dans la LAC. Il est donc d'avis qu'il faut démarrer une réflexion de fond avec la participation des tous les milieux concernés, acteurs culturels et les partenaires institutionnels, afin de doter le canton de Fribourg d'un appareil légal et réglementaire au goût du jour en tenant compte des besoins, des mouvances actuelles et de l'évolution technologique et artistique.

### II. REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

En préambule, il y a lieu de noter que le canton de Fribourg jouit d'un milieu culturel dynamique, qui remplit un rôle important au niveau régional et qui a trouvé sa place entre les centres urbains suisses et deux régions linguistiques. Récemment, la pandémie a souligné plusieurs évolutions culturelles mais aussi diverses fragilités d'ores et déjà identifiées qui seront probablement plus marquées encore ces prochaines années. Si les bases légales ont permis de soutenir le développement de la culture fribourgeoise sur plusieurs décennies, le Conseil d'Etat a prévu de mener dans le cadre de son programme gouvernemental 2022-2026 une réflexion de fond sur le cadre légal actuel, en dialogue avec les milieux culturels et les partenaires institutionnels.

1. Arts – Face à l'évolution des disciplines artistiques et leur transversalité, une adaptation de l'action de l'Etat serait-elle nécessaire alors qu'elle est actuellement axée sur certaines disciplines ?

La place que la culture occupe dans la vie sociétale, l'économie, le tourisme ou encore le développement urbain a fortement évolué ces dernières décennies. Comme le soulignait le Conseil d'Etat dans son [Rapport 2017-DICS-33 du 30 mai 2017 au Grand Conseil sur le postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb « Subventions cantonales en faveur de la culture »](#)), « l'écosystème culturel » fribourgeois a lui aussi évolué, avec de nouvelles disciplines artistiques,



des nécessités nouvelles en matière de circulation des œuvres et des artistes, de professionnalisation de la culture, de durabilité, etc. Le dispositif d'encouragement de l'Etat s'est régulièrement adapté pour répondre aux besoins et exigences et il le devra encore davantage ces prochaines années. Dans sa stratégie culturelle 2017, le Conseil d'Etat s'est ainsi donné cinq objectifs pour soutenir le développement de la culture fribourgeoise : 1) créer, faire connaître et diffuser ; 2) innover ; 3) une culture en partage ; 4) trois projets-phare pour les institutions culturelles cantonales ; 5) Fribourg, un territoire de cultures.

Le Conseil d'Etat entend poursuivre cette stratégie, en particulier pour prévenir la précarisation des artistes ou pour améliorer encore la diffusion de la culture et son rayonnement. A partir de ce contexte évolutif, en consultant les milieux concernés, il s'agirait pour lui d'étudier si les rôles respectifs des pouvoirs publics (Etat, communes, villes-centre, associations de communes) doivent être revus.

2. Bénéficiaires – Bon nombre de projets sont réalisés, amateurs et professionnels confondus. Dès lors, est-ce que ce critère est encore justifié pour la répartition des rôles entre les subventionneurs ? Ne faudrait-il pas favoriser la complémentarité ? De plus, les conditions de l'artiste, particulièrement après la pandémie COVID-19, ne devraient-elles pas être un thème de fond dont il faudrait s'occuper ?

Comme dans nombre de législations cantonales, le principe de professionnalisme dans la culture oriente la répartition des rôles entre subventionneurs, partant notamment que la pratique culturelle amateur revêt un accompagnement proche par les communes. Cela dit, on constate de nouvelles exigences touchant notamment à la participation culturelle. Pour le Conseil d'Etat, il s'agit surtout de ne pas opposer culture amateur et professionnelle, les deux étant nécessaires et complémentaires dans le développement d'un écosystème culturel bénéfique à toutes et tous. Il est important, par exemple, de réfléchir à la place des bénévoles dans les projets et dans les institutions culturelles.

Comme jusqu'ici, le soutien à la culture professionnelle requiert une attention particulière des collectivités publiques, que ce soit dans la répartition des missions d'encouragement, la cohérence et transversalité des politiques publiques (la culture représente un secteur économique important pour le canton en termes d'attractivité, de cohésion sociale, d'emploi et de retombées économiques directes et indirectes) ou dans les réponses à donner à des problématiques telles que les faibles honoraires d'artistes, la précarité des statuts économiques et juridiques des professionnels, la faiblesse de la prévoyance sociale, etc.

La pandémie a enrayé la production culturelle et mis en exergue des vulnérabilités préexistantes pour lesquelles une réflexion approfondie s'avère nécessaire. Les thèmes tels que les honoraires d'artistes, la situation économique des acteurs culturels ou la prévoyance sociale, qui doivent trouver des solutions globales au niveau suisse, se retrouvent d'ailleurs à l'ordre du jour de plusieurs groupes de travail en cours au niveau intercantonal et fédéral, qui fourniront aussi leurs conclusions et recommandations.

3. Geste – Seule la création et l'animation dans une certaine mesure sont expressément mentionnées. Qu'en est-il par exemple de la diffusion et de la recherche ?

La production culturelle est un processus. La séparation par étapes que sont la création, la production puis la diffusion d'une œuvre deviennent moins pertinentes, en particulier dans les nouvelles disciplines (par ex. design ou création numérique). Parfois, la tangibilité même des œuvres est difficile à circonscrire (œuvres virtuelles, performances, etc.). Le processus menant à une œuvre est devenu plus complexe et interdisciplinaire. Ces évolutions devraient mieux être prises en compte dans les dispositifs d'encouragement de la création culturelle. A l'avenir, une œuvre financée par l'Etat ne devrait plus se concevoir sans penser à sa présentation publique et à sa diffusion ultérieure. Il est dès lors important d'améliorer la visibilité et le rayonnement des œuvres, qui peut renforcer la solidité financière des créations fribourgeoises. Si la LAC permet de soutenir la diffusion, la réglementation d'application devrait davantage tenir compte de cette dynamique, qui implique aussi une collaboration intercantonale. Quant à la recherche, elle est soutenue essentiellement par des bourses dans le dispositif actuel, mais le soutien à cette phase artistique devrait être réexaminé.

4. Infrastructures – Le soutien aux infrastructures culturelles n'est pas appréhendé de la même façon dans l'ensemble du canton. Une nouvelle ligne est-elle nécessaire ?

Depuis plusieurs décennies, l'Etat soutient la mise en place des infrastructures culturelles d'importance régionale, comme récemment à la Maison des artistes à Givisiez. Plusieurs questions se posent en ce qui concerne les bibliothèques (scolaires, de lecture publique ou mixtes) ainsi que les musées ayant une dimension régionale ou cantonale. En concertation, l'Etat avait demandé à l'organe fribourgeois de répartition des bénéfices de la Loterie romande de soutenir les saisons culturelles qui ont lieu dans ces infrastructures. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il faudrait à l'avenir préciser les missions données par les collectivités publiques à ces structures culturelles. Les bases légales concernées sont dans la LAC mais aussi la LICE (RSF 481.0.1).

5. Moyens – Outre les soutiens financiers qu'il faut impérativement renforcer, l'artiste peut avoir besoin d'autres ressources. Est-ce que les types de soutiens et les critères pour en bénéficier sont encore actuels ? Les moyens sont-ils par ailleurs utilisés de manière efficiente et efficace ?

Le dispositif d'encouragement évolue régulièrement. Comme le confirme l'examen périodique des subventions prévu par la LSub (RSF 616.1), les moyens sont utilisés de manière sélective et efficace. De nombreux projets, qui tendent notamment à la mobilité artistique, la participation et à la médiation culturelles, ont été réalisés dans le cadre de la stratégie mise en place depuis 2017 et sont documentés sur le [site internet de l'Etat](#). Cette feuille de route se poursuivra, suivant cette stratégie et l'adaptant si besoin aux nouvelles circonstances de reprise après la crise pandémique et au développement durable.

Comme il l'indiquait en 2017, le Conseil d'Etat est conscient que des ressources publiques supplémentaires sont nécessaires pour que la production culturelle puisse poursuivre son développement, ainsi que se déployer en faveur du tourisme et de l'attractivité du canton pour les entreprises, ou encore répondre aux besoins en termes de cohésion sociale.

6. Gouvernance – La gouvernance de la culture entre l'Etat, les régions, les communes, les villes et la LoRo est-elle encore compréhensible, efficace et accessible pour les acteurs culturels ? Faut-il repenser les rôles donnés à chaque subventionneurs et travailler sur la collaboration plutôt que sur la séparation en « silo » ?

Le modèle actuel<sup>1</sup> de répartition des tâches a fait ses preuves, avec ses forces et ses difficultés. Il faudrait en particulier mieux articuler l'encouragement entre les divers niveaux pour apporter une cohérence générale des politiques culturelles publiques et faciliter des co-financements par des règles communes ou un guichet coordonné. Le Conseil d'Etat souhaite positionner le canton comme une région culturelle intermédiaire forte et bilingue, située entre les grandes métropoles suisses, alors que tant les artistes que les publics s'avèrent toujours plus mobiles et exigeants. Au niveau cantonal, se pose en particulier la question du rôle des villes-centre régionales ou des associations de communes dans l'encouragement culturel. La réflexion devra aussi tenir compte de potentiels désenchevêtrements des tâches entre Etat et communes, et des modalités de collaboration entre les niveaux (par exemple une conférence culturelle fribourgeoise).

Le Conseil d'Etat est résolu à s'engager dans les réflexions signalées et à travailler à des solutions pour le futur. Le processus de révision se fera en collaboration et en impliquant les milieux concernés, les partenaires institutionnels et les représentants des collectivités publiques concernées.

En conclusion et compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'accepter la motion.

*4 juillet 2022*

---

<sup>1</sup> cf. tableau sur la « Répartition des rôles entre Etat, associations de communes et communes en matière de promotion culturelle dans le canton de Fribourg » dans le [Rapport 2017-DICS-33 du 30 mai 2017 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb – Subventions cantonales en faveur de la culture](#), page 3.



## **Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss**

Motion Dietrich Laurent (im Namen des Kulturclubs des Grossen Rates)  
**Totalrevision des Gesetzes über die kulturellen  
Angelegenheiten (KAG)**

2022-GC-65

### **I. ZUSAMMENFASSUNG DER MOTION**

In einer am 25. März 2022 eingereichten und begründeten Motion stellt Grossrat Laurent Dietrich fest, dass das Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten (KAG, SGF 480.1) mehr als 30 Jahre alt ist. Auch wenn es mehrmals geändert wurde, weist der Verfasser der Motion darauf hin, dass sich das Umfeld Kontext radikal verändert hat und eine gründliche Reflexion der allgemeinen Linie, die sich der Staat mit seinen institutionellen (Subventionsgebern) und kulturellen Partnern geben will, sinnvoll ist. Das geltende Gesetz mit seiner Verordnung (KAG, SGF 480.11) muss für die Kultur als Ganzes und unter Berücksichtigung neuer Trends gelten können. Unter anderem sollten Fragen im Zusammenhang mit den Künsten, den Begünstigten, den Prozessen, der Infrastruktur, den Mitteln und der Steuerung (Governance) angegangen werden.

Der Verfasser der Motion ist sich bewusst, dass die aktuelle Fragestellung betreffend der institutionellen Partner, der Kulturunternehmen und der Kunstschaftenden über die im KAG geregelten Inhalte hinausgeht. Er ist daher der Ansicht, dass unter Einbezug aller betroffenen Kreise, der Kulturschaftenden wie der institutionellen Partner, grundlegende Überlegungen angestellt werden sollten, um den Kanton Freiburg mit einem zeitgemässen rechtlichen und ordnungspolitischen Rahmen auszustatten, der den Bedürfnissen, den aktuellen Strömungen und der technischen und künstlerischen Entwicklung Rechnung trägt.

### **II. ANTWORT DES STAATSRATS**

Vorab sei darauf hingewiesen, dass im Kanton Freiburg eine dynamische Kulturlandschaft besteht, die auf regionaler Ebene eine wichtige Rolle spielt und ihren Platz zwischen den urbanen Zentren der Schweiz und zwei Sprachregionen gefunden hat. In jüngster Zeit hat die Pandemie mehrere Entwicklungen im kulturellen Sektor akzentuiert und verschiedene bereits erkannte Schwachstellen offengelegt, die sich in den nächsten Jahren wahrscheinlich noch stärker ausprägen werden. Die gesetzlichen Grundlagen haben es zwar ermöglicht, die Entwicklung der Freiburger Kultur über mehrere Jahrzehnte hinweg zu unterstützen, doch der Staatsrat plant, im Rahmen seines Regierungsprogramms 2022–2026 gemeinsam mit den Kulturkreisen und den institutionellen Partnern eine grundlegende Reflexion über den aktuellen gesetzlichen Rahmen durchzuführen.

1. Kunstsparten – Bräuchte es angesichts der Entwicklung der Kunstsparten und ihrer zunehmenden Transversalität eine Anpassung der staatlichen Massnahmen, die derzeit auf bestimmte künstlerische Ausdrucksformen ausgerichtet sind?

Der Stellenwert, den die Kultur im gesellschaftlichen Leben, in der Wirtschaft, im Tourismus oder auch in der Stadtentwicklung einnimmt, hat sich in den letzten Jahrzehnten stark verändert. Wie der Staatsrat in seinem [Bericht 2017-DICS-33 vom 30. Mai 2017 an den Grossen Rat zum Postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb «Kantonale Subventionen für die Kultur»](#)) hervorgehoben hat, hat sich auch die Freiburger «Kulturlandschaft» entwickelt, mit neuen künstlerischen Sparten, neuen Erfordernissen in Bezug auf die Verbreitung von Werken und der Mobilität von Kunstschaffenden, die Professionalisierung der Kultur, Nachhaltigkeit usw. In seiner Kulturförderpolitik 2017 hat sich der Staatsrat daher fünf Ziele gesetzt, um die Entwicklung der Freiburger Kultur zu unterstützen: 1) Schaffen, bekanntmachen und verbreiten; 2) innovativ sein; 3) eine Kultur im Austausch; 4) drei Modellprojekte für die kantonalen kulturellen Institutionen; 5) Freiburg, ein Kulturraum.

Der Staatsrat will diese Strategie weiterverfolgen, insbesondere um der Prekarisierung von Kunstschaffenden vorzubeugen oder die Verbreitung der Kultur und deren Strahlkraft weiter zu verbessern. Ausgehend von diesem sich wandelnden Umfeld und unter Einbezug der betroffenen Kreise soll der Frage nachgegangen werden, ob die jeweiligen Rollen der öffentlichen Hand (Staat, Gemeinden, Zentrumsstädte, Gemeindeverbände) überdacht werden müssen.

2. Begünstigte – Es werden viele Projekte durchgeführt, von Laien ebenso wie von professionellen Kunstschaffenden. Ist dieses Kriterium also noch gerechtfertigt, wenn es um die Rollenverteilung zwischen den Subventionsgebern geht? Sollte nicht die Komplementarität gefördert werden? Sollten darüber hinaus die Bedingungen für Kunstschaffende, insbesondere nach der Covid-19-Pandemie, eines der Hauptthemen sein, mit denen man sich beschäftigen sollte?

Wie in vielen kantonalen Gesetzgebungen ist das Prinzip der Professionalität in der Kultur massgebend für die Rollenverteilung zwischen den Subventionsgebern, insbesondere ausgehend davon, dass die kulturelle Praxis im Laienbereich eine enge Begleitung durch die Gemeinden erfordert. Es machen sich jedoch neue Anforderungen bemerkbar, zum Beispiel zur kulturellen Teilhabe. Für den Staatsrat geht es vor allem darum, Laienkultur und professionelles Kulturschaffen nicht gegeneinander auszuspielen, da beide notwendig sind und sich bei der Entwicklung einer lebendigen Kulturlandschaft ergänzen. Es ist zum Beispiel wichtig, über die Rolle von Freiwilligen in kulturellen Projekten und Einrichtungen nachzudenken.

Wie bisher erfordert die Unterstützung der professionellen Kultur eine besondere Aufmerksamkeit der Gemeinwesen, sei es bei der Verteilung der Förderaufgaben, der Kohärenz und bereichsübergreifenden Ausrichtung der öffentlichen Politik (die Kultur stellt für den Kanton einen wichtigen Wirtschaftssektor dar, was die Attraktivität, den sozialen Zusammenhalt, die Beschäftigung und die direkten und indirekten wirtschaftlichen Auswirkungen betrifft) oder bei der Lösung von Problemen wie niedrigen Künstlerhonoraren, unsicherer wirtschaftlicher und rechtlicher Status der professionellen Kulturschaffenden, schwache soziale Vorsorge usw.

Die Pandemie hat die kulturelle Produktion gebremst und bereits existierende Schwachstellen freigelegt, mit denen man sich vertiefter befassen sollte. Themen wie Künstlerhonorare, die wirtschaftliche Situation der Kulturschaffenden oder die soziale Vorsorge, für die gesamtschweizerische, umfassende Lösungen gefunden werden müssen, stehen übrigens auch auf der Tagesordnung mehrerer Arbeitsgruppen, die auf kantonsübergreifender und Bundesebene bestehen und die ebenfalls ihre Schlussfolgerungen und Empfehlungen liefern werden.

3. Prozesse – Nur die künstlerische Kreation und bis zu einem gewissen Grad die kulturellen Veranstaltungen werden ausdrücklich erwähnt. Wie sieht es zum Beispiel mit der Verbreitung und der künstlerischen Forschung aus?

Kulturelle Produktion ist ein Prozess. Die stufenweise Trennung von Gestalten/Kunstschaffen, Produktion und Ausstrahlung eines Werks ist immer weniger möglich, insbesondere in neuen Sparten (z.B. Design oder digitales Schaffen). Manchmal sind die Werke selbst kaum tangibel (virtuelle Werke, Performances usw.). Der Entstehungsprozess eines Werkes ist komplexer und interdisziplinärer geworden. Diese Entwicklungen sollten bei der Förderung des kulturellen Schaffens stärker berücksichtigt werden. In Zukunft sollte ein staatlich finanziertes Werk nicht mehr konzipiert werden, ohne an seine öffentliche Präsentation und spätere Verbreitung zu denken. Daher ist es wichtig, die Sichtbarkeit und die überregionale Strahlkraft der Werke zu verbessern, wodurch auch die finanzielle Stabilität des Freiburger Kulturschaffens gestärkt werden kann. Das KAG ermöglicht zwar die Unterstützung der Verbreitung, doch die Ausführungsbestimmungen sollten dieser Dynamik, die auch eine interkantonale Zusammenarbeit voraussetzt, stärker Rechnung tragen. Was die künstlerische Forschung betrifft, so wird sie im heutigen System hauptsächlich durch Stipendien unterstützt, doch sollte die Förderung in diesem Bereich ebenfalls überdacht werden.

4. Infrastruktur – Die Förderung der kulturellen Infrastruktur wird im Kantonsgebiet nicht überall gleich verstanden. Braucht es eine Neuausrichtung?

Seit mehreren Jahrzehnten unterstützt der Staat den Aufbau kultureller Infrastruktur mit regionaler Bedeutung, wie kürzlich das Künstlerhaus in Givisiez. Hinsichtlich der Bibliotheken (Schulbibliotheken, öffentliche und gemischte Bibliotheken) sowie Museen mit regionaler oder kantonaler Ausstrahlung stellen sich mehrere Fragen. Der Staat hatte das Freiburger Organ für die Verteilung der Gewinne der Loterie Romande gebeten, die kulturellen Spielzeiten, die in diesen Einrichtungen stattfinden, zu unterstützen. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die Aufgaben, die die Gemeinwesen diesen kulturellen Strukturen geben, in Zukunft präzisiert werden sollten. Die betreffenden Rechtsgrundlagen befinden sich im KAG, aber auch im KISG (SGF 481.0.1).

5. Mittel – Neben der finanziellen Unterstützung, die zwingend ausgebaut werden muss, benötigen die Kunstschaffenden möglicherweise weitere Ressourcen. Sind die Unterstützungsformen und die Kriterien für ihre Inanspruchnahme noch aktuell? Werden die Mittel zudem effizient und wirksam eingesetzt?

Das Förderkonzept wird regelmässig weiterentwickelt. Wie die im Subventionsgesetz vorgesehene periodische Überprüfung der Subventionen (SGF 616.1) bestätigt, werden die Mittel selektiv und effizient eingesetzt. Zahlreiche Projekte, die unter anderem auf künstlerische Mobilität, kulturelle Partizipation und Vermittlung abzielen, wurden im Rahmen der seit 2017 umgesetzten Strategie realisiert und sind auf der [Website des Staates](#) dokumentiert. Dieser Fahrplan wird im Einklang mit dieser Strategie fortgesetzt und gegebenenfalls an die neue Realität des Kulturlebens nach der Pandemie sowie an neue Anforderungen hinsichtlich der nachhaltigen Entwicklung angepasst.

Der Staatsrat ist sich, wie er bereits 2017 angegeben hat, bewusst, dass zusätzliche öffentliche Mittel nötig sind, um die kulturelle Produktion weiterzuentwickeln, sich für den Tourismus und die Attraktivität des Kantons für Unternehmen einzusetzen oder dem Bedürfnis nach sozialem Zusammenhalt gerecht zu werden.

6. Governance – Ist die Governance der Kultur, aufgeteilt auf den Staat, die Regionen, Gemeinden, Städte und der LoRo, für die Kulturschaffenden noch nachvollziehbar, effizient und zugänglich? Sollten die den einzelnen Subventionsgebern zugewiesenen Rollen überdacht werden und sollte man eher die Zusammenarbeit statt das Gärtchendenken fördern?

Das derzeitige Modell<sup>1</sup> der Aufgabenteilung hat sich trotz seiner Stärken und Schwächen bewährt. Insbesondere sollte die Förderung zwischen den verschiedenen Ebenen besser koordiniert werden, um die öffentliche Kulturpolitik allgemein kohärenter zu machen und Kofinanzierungen durch gemeinsame Regeln oder eine gemeinsame Anlaufstelle zu erleichtern. Der Staatsrat möchte den Kanton heute als starke zweisprachige Kulturregion zwischen den Metropolregionen Genf-Lausanne und Bern positionieren, währenddem die Kunstschaffenden wie auch das Publikum immer mobiler und anspruchsvoller werden. Auf kantonaler Ebene stellt sich insbesondere die Frage nach der Rolle der regionalen Zentren oder der Gemeindeverbände bei der Kulturförderung. Auch eine mögliche Entflechtung der Aufgaben zwischen Staat und Gemeinden sowie die Modalität der Zusammenarbeit zwischen den Ebenen (z. B. mit einer Freiburger Kulturkonferenz) müssen in die Überlegungen miteinbezogen werden.

Der Staatsrat ist entschlossen, sich an dieser Reflexion zu beteiligen und an Lösungen für die Zukunft zu arbeiten. Der Überarbeitungsprozess wird in Zusammenarbeit und unter Einbezug der betroffenen Kreise, der institutionellen Partner und der Vertreterinnen und Vertreter der betroffenen Gemeinwesen erfolgen.

Abschliessend und unter Berücksichtigung der obigen Ausführungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, die Motion anzunehmen.

*4. Juli 2022*

---

<sup>1</sup> siehe die Übersicht zur «Rollenverteilung zwischen Kanton, Gemeindeverbänden und Gemeinden im Bereich der Kulturförderung im Kanton Freiburg» im [Bericht 2017-DICS-33 vom 30. Mai 2017 des Staatsrats an den Grosse Rat zum Postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb – Kantonale Subventionen für die Kultur](#), Seite 3.



## Rapport 2022-DICS-35

4 juillet 2022

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2020-GC-156 Dietrich Laurent/Club Culture du Grand Conseil – Impacts du Covid-19 dans le domaine de la culture

Résumé du postulat	1
Rapport du Conseil d'Etat	1
<b>1. Fonds attribués à la culture pendant la pandémie</b>	<b>2</b>
1.1. Culture professionnelle	3
1.1.1. Indemnisations COVID-culture aux entreprises et acteurs et actrices culturel-e-s	3
1.1.2. Réductions horaires de travail (RHT)	4
1.1.3. Aides d'urgence (Suisseculture Sociale)	5
1.1.4. Projets de transformation	5
1.1.5. Maintien des subventions des collectivités publiques	5
1.2. Culture amateur	5
1.3. Comparatif intercantonal	6
1.4. Bilan de l'effet direct des indemnisations et projets de transformation COVID	6
<b>2. Impacts de la pandémie sur l'offre culturelle fribourgeoise</b>	<b>6</b>
2.1. Sondage sur les impacts du COVID	6
2.2. Participation du public	7
2.3. Jeunesse et culture	7
2.4. Enjeux autour de la reprise culturelle en Suisse	8
2.5. Bilan provisoire de l'impact de la pandémie COVID-19 sur l'offre culturelle fribourgeoise	8
<b>3. Renforcement du statut professionnel de l'artiste</b>	<b>9</b>
<b>4. Conclusions et priorités de relance</b>	<b>10</b>

#### Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 30 septembre 2020, le député Laurent Dietrich (au nom du Club Culture du Grand Conseil) rappelle les difficultés économiques subies par le secteur de la culture dans le contexte de la pandémie du COVID-19. Il s'inquiète de l'avenir incertain des structures culturelles, malgré l'innovation et la solidarité dont elles ont fait preuve. Invoquant une forte dépendance aux soutiens publics et privés, le député se préoccupe de voir le secteur culturel, dont les revenus sont déjà précaires, faire les frais en cascade des difficultés de tous les autres secteurs d'activité. En particulier, il demande un rapport sur les montants financiers «culture» mis à la disposition des acteurs et actrices culturel-le-s dans le cadre de la pandémie, sur les mesures qui seront prises pour éviter un tel risque à l'avenir, notamment en ce qui concerne le statut de l'artiste professionnel et

les subventions, et de manière plus générale, sur les impacts de la crise sur la richesse culturelle de notre canton.

#### Rapport du Conseil d'Etat

Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a accepté ce postulat le 19 mai 2021 par 87 voix contre 6 et 1 abstentions et a chargé le Conseil d'Etat de rédiger un rapport. Le Conseil d'Etat a demandé un report de ce dernier au 30 juin 2022, afin de présenter les résultats des mesures engagées pour l'ensemble de la période d'indemnisation allant de **mars 2020 à fin décembre 2021**. Les **statistiques présentées ci-dessous concernent cette période**. Il est à noter qu'avec la prolongation de la pandémie, le dispositif d'aide Covid se poursuit jusqu'à fin 2022, avec cependant un arrêt des indemnisations Covid-19 au 30 juin 2022 lié à la suspension des restrictions sanitaires, conformément aux prescriptions de l'ordonnance



fédérale. Les chiffres concernant cette période seront publiés ultérieurement sur le site web du SeCu, une fois terminé le traitement des requêtes.

Le présent rapport fait état de la situation sur les divers impacts sur le milieu culturel fribourgeois après deux années de crise du COVID-19. Il présente tout d'abord un bilan financier de l'allocation de montants financiers de l'Etat aux acteurs, actrices et entreprises culturel-le-s dans le canton de Fribourg. Ensuite, sur la base d'un sondage réalisé fin mars 2022 auprès des milieux culturels fribourgeois, il dresse un état général des impacts et défis que ceux-ci observent. Il présente finalement les difficultés et enjeux liés au statut des acteurs et actrices culturel-le-s qui ont été mis en exergue durant la crise. Sur la base de ces éléments, il présente enfin les mesures prioritaires que le Conseil d'Etat entend poursuivre en matière de politique culturelle pour accompagner la reprise culturelle.

## 1. Fonds attribués à la culture pendant la pandémie

### Contexte général et cadre légal

Depuis mars 2020, le secteur de la culture a été durement touché par la crise du Covid-19. Fermetures, annulations, reports, mesures sanitaires à respecter ont marqué le secteur culturel et freiné, voire rendu impossible l'activité et la participation culturelles durant de nombreux mois. En collaboration avec la Confédération, l'Etat de Fribourg s'est engagé à soutenir les acteurs et actrices (personnes physiques et intermittent-e-s) et entreprises culturel-le-s (personnes morales) par diverses mesures d'aide financière. D'une part, l'Etat a garanti le versement des subventions promises aux organisateurs contraints de reporter ou annuler leurs activités, pour la part des frais engagés (voir chapitre 1.1.5).

D'autre part, un dispositif d'aide a été mis en place dès le début de la crise, puis formalisé par une ordonnance d'urgence, et enfin par la loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19) du 25 septembre 2020, en particulier les articles 11 et 11a relatifs à la culture et aux manifestations publiques, assortie de l'Ordonnance fédérale COVID-19 Culture du 14 octobre 2020. Au niveau cantonal, une première Ordonnance d'application de l'ordonnance fédérale sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture a été décidée par le Conseil d'Etat le 14 avril 2020, suivie d'une seconde Ordonnance relative aux mesures du plan de relance pour contrer les effets du coronavirus relevant de la Direction de la formation et des affaires culturelles et de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2020, modifiée à plusieurs reprises, et dont les mesures ont été financées par le plan de relance adopté par le Grand Conseil le 13 octobre 2020. Ce dispositif

d'aide était financé à parité par la Confédération et le canton. En sus, l'Ordonnance cantonale sur les mesures en lien avec le coronavirus concernant les manifestations publiques (OMMP) met en application l'art. 11a de la Loi Covid-19 concernant les manifestations publiques (parapluie de protection). A ce jour, aucun montant n'a cependant été alloué à ce titre pour les manifestations culturelles. Finalement, s'appuyant sur l'Ordonnance de soutien au château de Gruyères à la suite du coronavirus (COVID-19) du 25 mai 2020, le Conseil d'Etat a versé une indemnisation de 500 000 francs à cette institution culturelle de l'Etat.

Outre ces indemnisations couvrant 80% des dommages et des aides d'urgence, la loi COVID-19 a aussi octroyé des contributions à des projets de transformation visant à permettre aux entreprises culturelles de s'adapter aux circonstances puis à favoriser la reprise des activités culturelles. Décidé en trois temps, un montant cadre total de 28 052 000 francs a été mis à disposition jusqu'à fin 2022 pour les indemnisations, projets de transformation et les frais administratifs y relatifs, financés à parité entre l'Etat de Fribourg et la Confédération. Pour rappel, les chiffres présentés dans ce rapport concernent les requêtes déposées au plus tard au 31 décembre 2021.

- > Durant la phase 1 (Ordonnance du 20 mars 2020 sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus dans le secteur de la culture, période mars-septembre 2020) **4 195 225 francs** ont été alloués sur un montant cadre de 12 776 000 francs à disposition.
- > Durant la phase 2 (Ordonnance fédérale Covid-19 Culture, période du septembre 2020-décembre 2021) **7 088 890 francs** ont été alloués sur un montant cadre de 15 276 000 francs à disposition.
- > **Le total des aides allouées pour la période mars 2020-décembre 2021 se monte à 11 284 115 francs (hors frais pour le traitement administratif).**

A noter que la différence non allouée après la fin de la phase 1 n'était plus disponible une fois la base légale remplacée. Les montants cadre ont, à juste titre, été estimés de manière prudente, à un moment où il était fort difficile de prévoir l'évolution de la pandémie, ce qui explique la différence non attribuée qui en résulte, dont l'ordre de grandeur est d'ailleurs comparable aux autres cantons suisses (voir chapitre 1.3). Par ailleurs, les aides culturelles ont été allouées en complément aux autres mesures économiques d'urgence prévues au niveau national et aux APG et indemnités en cas de RHT (mesures non spécifiques à la culture, mais dont le secteur a bénéficié), dont les régimes n'étaient pas toujours connus lors de l'estimation des crédits-cadre.

Outre l'administration de ces aides, un vaste travail d'information et de consultation a été mené par le Service de la culture (SeCu). 55 réunions en visioconférence et 5 sessions de questions-réponses sur le canal Facebook du SeCu ont été ainsi organisées. Une dizaine de newsletters ont été envoyées.

Une plateforme d'échange entre le SeCu et les associations faitières cantonales a été mise en place pour informer régulièrement sur les mesures de soutien et l'évolution de la situation sanitaire.

Le tableau ci-dessous rassemble l'ensemble des aides octroyées par le Service de la culture. Il est à noter que pour une partie des demandes négatives, le SeCu a conseillé et réorienté les requérants vers d'autres guichets ou dispositifs. L'éligibilité des acteurs et actrices<sup>1</sup> et entreprises<sup>2</sup> culturel-le-s était en effet définie par une liste de critères fédéraux.

	Requêtes reçues	Requêtes positives	Requêtes négatives	Requêtes retirées	Montant attribué
Mesures d'aide dans le domaine professionnel	697	562	101	34	11 158 045 francs
Mesures d'aide dans le domaine amateur	27	7	20	0	126 070 francs
<b>Total</b>	<b>724</b>	<b>569</b>	<b>121</b>	<b>34</b>	<b>11 284 115 francs</b>

Tableau 1: Requêtes reçues et montants octroyés dans le domaine professionnel et amateur entre mars 2020 et décembre 2021.

## 1.1. Culture professionnelle

Les acteurs, actrices et entreprises culturel-le-s professionnel-le-s ont pu faire appel à différents types d'aides, résumées dans le chapitre ci-dessous (période mars 2020–décembre 2021):

- > Indemnisations et soutiens à des projets de transformation par le SeCu
- > Réductions horaires de travail (RHT) et allocations pour perte de gain (APG Corona) par le SPE
- > Aides d'urgence par l'Association Suisseculture Sociale

	Requêtes reçues	Requêtes positives	Requêtes négatives	Requêtes retirées	Montant attribué
Indemnisation des acteurs-trices culturel-le-s	266	237	19	10	1 315 425 francs
Indemnisation des entreprises culturelles	330	273	33	24	7 127 520 francs
<b>Sous-total des indemnisations</b>	<b>596</b>	<b>510</b>	<b>52</b>	<b>34</b>	<b>8 442 945 francs</b>
Projets de transformation	101	52	49	0	2 715 100 francs
<b>Total</b>	<b>697</b>	<b>562</b>	<b>101</b>	<b>34</b>	<b>11 158 045 francs</b>

Tableau 2: Requêtes et montants attribués aux acteurs, actrices et entreprises culturel-le-s pour les indemnisations et projets de transformation entre mars 2020 et décembre 2021

### 1.1.1. Indemnisations COVID-culture aux entreprises et acteurs et actrices culturel-e-s

L'indemnisation visait à compenser 80% des pertes résultant de l'arrêt des activités d'une entreprise ou de l'annulation, du report ou de la tenue réduite d'une manifestation ou, pour les acteurs et actrices culturel-le-s, de leurs activités limitées ou entravées par les mesures publiques de lutte contre la pandémie. Une task-force d'expert-e-s financiers a traité les requêtes au sein du SeCu. Sur la base des propositions de cette dernière, une commission *ad hoc* a été chargée de préavisier les aides financières (ainsi que les contributions aux projets de transformation – voir plus bas), qui s'est réunie 47 fois.

Le montant total d'indemnisations allouées entre mars 2020 et fin décembre 2021 s'élève à **8 442 945 francs** (voir tableau ci-dessus), frais de traitement administratif en sus. Il est à noter que l'indemnisation déduisait les autres aides économiques perçues par le ou la requérant-e. Ainsi, l'indemnisa-

tion représente en moyenne 57% du montant total des aides octroyées aux acteurs et actrices culturel-le-s, les APG Corona représentent 42% et l'aide d'urgence de Suisseculture Sociale 1%. Du côté des entreprises culturelles, l'indemnisation représente 69% du montant total des aides octroyées, les RHT 31%<sup>3</sup>. A noter que les entreprises de l'événementiel non éligibles aux aides COVID-19 Culture ont pu déposer une demande pour les cas de rigueur<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> [www.fr.ch/dfac/secu/actualites/indemnisations-pour-les-acteurs-culturels](http://www.fr.ch/dfac/secu/actualites/indemnisations-pour-les-acteurs-culturels)

<sup>2</sup> [www.fr.ch/dfac/secu/actualites/indemnisations-pour-les-entreprises-culturelles](http://www.fr.ch/dfac/secu/actualites/indemnisations-pour-les-entreprises-culturelles)

<sup>3</sup> Cette analyse ne tient compte que des entreprises culturelles indemnisées par le SeCu durant la phase 2 d'indemnisation entre novembre 2020 et décembre 2021. Les aides distribuées en début de crise n'ont en effet pas pu faire l'objet d'un tel monitoring.

<sup>4</sup> Message 2022-DEE-9: *Parlinfo: Affaires (fr.ch)*

## Répartition des indemnisations COVID-culture par domaine artistique

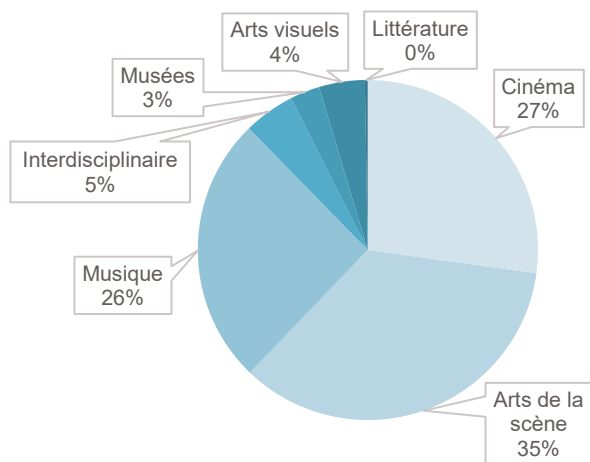


Figure 1 Répartition des indemnisations selon le domaine artistique, entre mars 2020 et décembre 2021

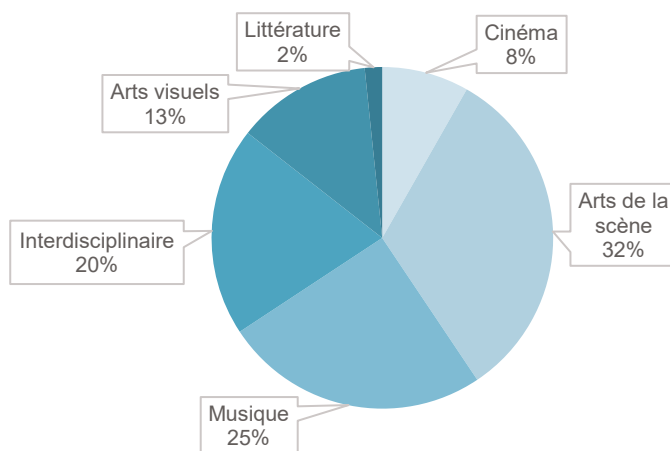


Figure 2 Répartition des aides octroyées aux projets de transformation entre mars 2020 et décembre 2021

## Evolution mensuelle des demandes d'indemnisation dans le canton

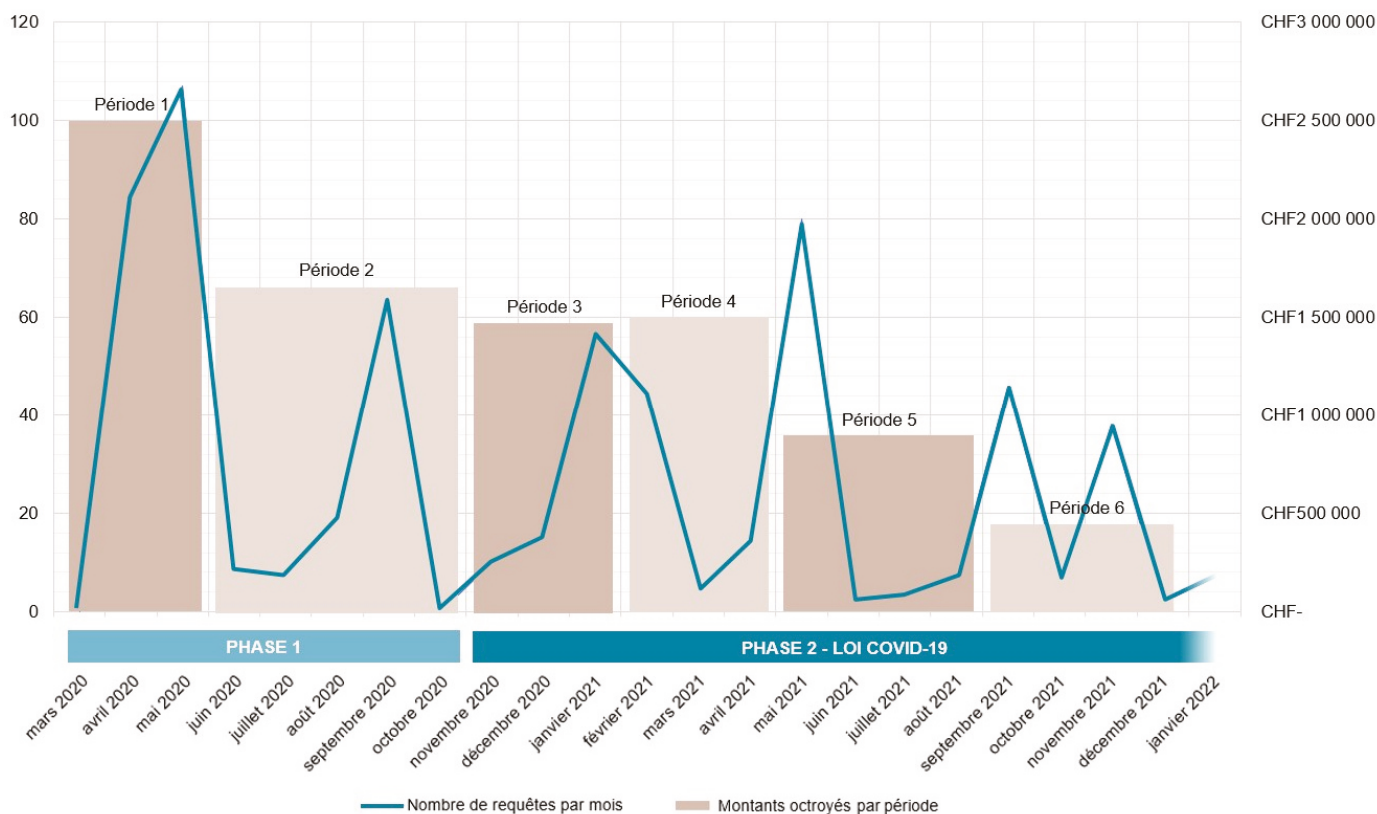


Figure 3 Le graphique ci-dessus illustre le nombre de requêtes reçues mensuellement ainsi que les montants octroyés par période de dommage. Les pics liés au nombre de requêtes sont provoqués par les délais successifs de dépôt des demandes.

### 1.1.2. Réductions horaires de travail (RHT)

Dans la catégorie «activités créatives, artistiques et de spectacle», le Service public de l'emploi (assurance chômage) a octroyé 2 473 022 francs pour 2548 travailleurs RHT décomptés (dont 77 721 heures de travail perdues RHT décomptées). Pour les «bibliothèques, archives, musées et autres activités

culturelles», ce sont 1 078 835 francs octroyés pour 1392 travailleurs RHT décomptés (dont 46 675 heures de travail perdues RHT décomptées). Pour les deux catégories, ce sont au total **3 551 857 francs** qui ont été octroyés pour les RHT entre mars 2020 et décembre 2021.

De telles données ne sont en revanche pas disponibles pour les APG des indépendant-e-s, faute de catégorisation par secteur d'activité dans les statistiques. En se basant sur la part des APG équivalant à 42% des aides reçues par les requérant-e-s, on arrive à un montant supplémentaire d'aide d'environ 1 million de francs. Les APG des acteurs et actrices culturel-le-s qui n'ont pas déposé de demande d'indemnisation culturelle ne sont pas pris en compte ici.

### 1.1.3. Aides d'urgence (Suisseculture Sociale)

Outre les APG, des demandes d'aide d'urgence pouvaient être octroyées<sup>1</sup> aux acteurs et actrices culturel-le-s par l'Association Suisseculture sociale sous forme de prestations pécuniaires non remboursables pour couvrir leurs frais d'entretien immédiats, pour autant qu'ils ne puissent les assumer eux-mêmes. Suisseculture Sociale a alloué un montant d'aide d'urgence de **502 533 francs** pour 133 requêtes d'acteurs et actrices culturel-le-s fribourgeois-es, financée uniquement par la Confédération. Ces montants ont été versés en grande partie (99%) à des acteurs et actrices culturel-le-s qui n'ont pas déposé de demande d'indemnisation. On peut dire que ces aides d'urgence ont bénéficié notamment à celles et ceux qui passaient entre les mailles du filet des indemnisations.

### 1.1.4. Projets de transformation

Les contributions financières à des projets dits de transformation ont pour but d'aider les entreprises culturelles à s'adapter aux circonstances créées par la pandémie de COVID-19. Un jury de 7 expert-e-s a évalué 101 requêtes de 68 requérant-e-s. 52 requêtes ont reçu un préavis positif, pour un montant alloué total de plus de **2,7 millions de francs**, alors que 49 requêtes ont reçu un préavis négatif en raison d'une inéligibilité formelle ou d'une évaluation défavorable du jury en regard des critères établis au niveau national suivi d'un préavis négatif de la commission adhoc. En outre, 10 projets intercantonaux ont reçu un soutien fribourgeois pour un total de 126 000 francs. Un projet fribourgeois a été soutenu par les autres cantons à hauteur de 85 000 francs. Une liste des projets soutenus en 2021 est disponible sur le site du SeCu<sup>2</sup>.

L'octroi de ces aides favorisant la reprise culturelle se poursuit en 2022 pour des projets qui peuvent se dérouler jusqu'à fin octobre 2023. En effet, à la sortie de la crise, les entreprises culturelles font encore face à divers enjeux. Les projets de transformation leur permettent de consolider de façon pérenne leurs activités ou de les revitaliser, d'expérimenter de nouveaux formats culturels ou encore de renforcer des mutualisations et collaborations avec d'autres entreprises.

Cet outil de soutien a par exemple permis de mettre en place un programme mutualisé de médiation culturelle entre les principales structures de musiques actuelles du canton, une structure d'encadrement administratif et social pour les acteurs et actrices culturel-le-s ainsi que des programmes de formations mutualisées, ou encore une plateforme culturelle d'envergure cantonale.

### 1.1.5. Maintien des subventions des collectivités publiques

Dès le début de la crise, l'Etat de Fribourg a annoncé qu'il garantissait les subventions promises aux organisateurs de manifestations contraintes de reporter ou annuler leurs activités, pour autant qu'elles concernent des frais engagés. La Loterie romande, l'Agglo Fribourg, la ville de Fribourg ainsi que de nombreuses autres communes fribourgeoises ont fait de même.

L'Etat de Fribourg a octroyé des subventions à la culture pour 4 100 000 francs en 2020 et 4 165 000 francs en 2021. L'organe de répartition fribourgeois de la Loterie romande a quant à lui versé pour 8 233 066 francs en 2020 et 11 806 376 en 2021. Les communes du canton ont versé pour 5 323 730 francs de subventions aux institutions privées et 3 807 282 francs pour les dédommagements à d'autres communes ou associations de communes en 2020<sup>3</sup>. Les collectivités publiques ont ainsi injecté pour plus de 21,4 millions de francs hors aides COVID dans le secteur culturel en 2020. Des chiffres similaires sont supposés pour 2021<sup>4</sup>.

## 1.2. Culture amateur

Sur le même principe que les entreprises professionnelles, le dispositif d'indemnisation a soutenu les associations d'amateurs. Les requêtes étaient traitées par le SeCu si le budget de leur manifestation était supérieur 50 000 francs et le dommage supérieur à 10 000 francs. Le SeCu a reçu 27 requêtes d'indemnisation de 23 associations, dont 7 ont reçu un préavis positif pour un montant total alloué de **126 070 francs**. 20 requêtes ont reçu un préavis négatif. Ce grand nombre de réponses négatives tient surtout au fait que sous ces paliers budgétaires, les associations étaient réorientées vers leurs faitières nationales, qui les indemnisaient au nom de la Confédération. Au total, **1 482 670 francs** ont été attribués pour 358 requêtes fribourgeoises<sup>5</sup> (voir tableau ci-après).

<sup>3</sup> Selon statistiques tenues par le Service de la culture provenant des comptes des communes, qui sont à interpréter sous réserve, vu les difficultés d'agrégation des données

<sup>4</sup> Les statistiques 2021 ne sont pas encore publiées

<sup>5</sup> Les associations sont identifiées par leur affiliation à une association faitière régionale. Il se peut que quelques demandes d'associations fribourgeoises non affiliées n'aient pas été comptabilisées dans ces chiffres.

<sup>1</sup> selon l'article 11 de la loi COVID-19

<sup>2</sup> [www.fr.ch/sites/default/files/2022-03/liste-des-projets.pdf](http://www.fr.ch/sites/default/files/2022-03/liste-des-projets.pdf)

Indemnisations octroyées par	Requêtes reçues	Requêtes positives	Montant attribué
Etat de Fribourg (SeCu)	27	7	126 070 francs
Faitière nationale de musique instrumentale	245	242	883 380 francs
Faitière nationale de chant et yodel	92	82	432 053 francs
Faitière nationale de théâtre, danse et costumes	39	34	167 240 francs
<b>Total</b>	<b>403</b>	<b>365</b>	<b>1 608 743 francs</b>

Tableau 3: Indemnisations d'associations d'amateurs par les faitières nationales entre mars 2020 et décembre 2021

### 1.3. Comparatif intercantonal

Chaque canton a son propre écosystème culturel, plus ou moins urbain, qui varie sensiblement selon la taille et la nature des entreprises culturelles, le poids du secteur événementiel ou la concentration d'acteurs et actrices culturel-le-s, etc. Dès lors, la comparaison des indemnisations est à analyser avec prudence. Un comparatif réalisé par la Conférence des délégués cantonaux aux affaires culturelles (CDAC) montre que le canton de Fribourg s'inscrit juste en dessous de la moyenne nationale en termes d'indemnisation, avec 10,4 requêtes pour 10 000 habitants (Suisse: 11,8). A l'instar de l'évolution suisse, les montants baissent pour la deuxième phase, indiquant que les entreprises culturelles ont, après les premiers mois de crise, mieux pu adapter leur exploitation à la situation pandémique, alors que ce montant restait stable pour les acteurs et actrices culturel-le-s situés en bout de chaîne.

Le canton de Fribourg s'inscrit dans la moyenne romande en ce qui concerne les contributions aux projets de transformation, qui ont été sollicitées plus précocement qu'en Suisse allemande, avec 101 requêtes (Suisse: 1665) pour 26 900 francs en moyenne (Suisse: 35 700 francs). Le taux de sélection est comparable: 51% de requêtes acceptées (Suisse: 52%).

### 1.4. Bilan de l'effet direct des indemnisations et projets de transformation COVID

Du jour au lendemain, l'administration cantonale a dû réagir et mettre en place un système d'aide, en concertation intercantonale et avec l'appui financier fédéral. Le SeCu a mis en place une organisation, un portail de requêtes en ligne, une hotline afin d'orienter les acteurs, actrices et entreprises culturel-le-s et répondre aux nombreuses sollicitations et qui visait à ne laisser personne sur la touche. Toutes les requêtes ont été traitées dans les délais impartis. La gestion fribourgeoise de cette crise dans le cadre imposé par la Confédération a été saluée au niveau cantonal et intercantonal, et le Conseil d'Etat en tire un bilan positif, vu les montants d'aide à disposition et critères d'attribution.

Ainsi, les aides économiques (indemnisations, RHT, APG, aides d'urgence) ont permis aux acteurs, actrices et entreprises de compenser leurs dommages et frais engagés, de continuer à travailler tant que possible durant la crise en respectant les mesures de protection et de s'adapter aux nouvelles circonstances. Si la richesse et diversité culturelle semblent sauvegardées, des incertitudes et fragilités financières demeurent alors que le dispositif d'indemnisation s'interrompt fin juin 2022. Il est trop tôt pour tirer un bilan des projets de transformation, qui visent à répondre aux besoins d'adaptation des entreprises aux nouvelles circonstances issues de la pandémie, et en particulier aux changements de modes de consommation ou de pratiques culturelles.

## 2. Impacts de la pandémie sur l'offre culturelle fribourgeoise

### 2.1. Sondage sur les impacts du COVID

Le SeCu a mené un sondage auprès des milieux culturels du canton entre le 23 février et le 25 mars 2022, soit juste après la levée des dernières mesures de protection. Par l'entremise des associations faitières cantonales, 317 répondant-e-s ont pris part à un questionnaire sur les impacts du covid sur la culture dans le canton. Les résultats sont à interpréter avec prudence, en tenant compte de celles et ceux qui auraient éventuellement cessé leurs activités durant la crise et du manque de recul. Le questionnaire comprend trois sections différentes selon la nature du répondant:

- > Les associations d'amateurs
- > Les musées et bibliothèques (institutions)
- > Les professionnels de la création, diffusion, programmation, vente, etc.

En résumé, les réponses montrent qu'il y a eu très peu de fermetures définitives d'entreprises culturelles ou de fin d'activités d'indépendant-e, quelques fusions ou regroupements effectués ou en cours, mais dans la grande majorité une stabilité structurelle dans le secteur culturel. Cependant, ces structures ont été fragilisées et expriment une grande fatigue au sortir de la crise.

Un sentiment général de manque de reconnaissance s'exprime, celui de métiers de la culture qui estiment n'avoir tou-

jours pas accès à des revenus dignes et que les bienfaits de la culture pour la société ne sont pas assez valorisés et soutenus. De même, selon ces derniers, les apports économiques de la culture et les liens avec le tourisme pourraient être mieux reconnus et soutenus. Il est à noter que ce constat est partagé dans d'autres secteurs comme l'animation socio-culturelle et sportive.

La pandémie a aussi mis en évidence la capacité d'adaptation du secteur, et a été vécue comme une opportunité pour accélérer certaines évolutions en cours, comme le virage du numérique à tous les niveaux (administration, création, conservation, etc.) ou le besoin de renforcer la communication auprès du public. Les défis sont nombreux: professionnalisation de l'administration, communication et médiation, adaptation aux nouvelles habitudes du public qui réagit désormais selon une logique «last minute» dans ses choix et réservations, remotivation des membres amateurs sur de nouveaux projets, besoin d'investir dans la sensibilisation du public et des jeunes pour assurer la relève. Finalement deux domaines semblent montrer des signes de pénurie provoquant des dommages en cascade: le manque de technicien-e-s de scène, réorientés vers d'autres secteurs économiques de l'événementiel, et le départ de nombre de bénévoles qui soutenaient les entreprises et manifestations culturelles qui, sans eux, sont mises en difficultés.

Si les aides versées durant la crise ont généralement permis de compenser les pertes financières, les répondant-e-s expriment de nombreuses craintes quant aux mois à venir, illustrées par cette réponse «une crise sanitaire se termine, une crise économique débute...».

Les résultats détaillés du sondage pour chaque secteur se trouvent en annexe du présent rapport.

Les constats qui ressortent de ce sondage sont aussi partagés par d'autres secteurs d'activité comme l'animation socio-culturelle et sportive ou encore la restauration qui affrontent également un manque de main d'œuvre qualifiée ou de bénévoles.

## 2.2. Participation du public

Très soucieux de l'impact de la pandémie sur l'évolution de la participation du public aux activités culturelles, la Confédération et les cantons ont mandaté une enquête<sup>1</sup> au niveau national. Trois éditions ont été publiées à différents moments de la crise. La dernière date de juillet 2021, une quatrième est prévue à l'automne 2022. Lors du 3<sup>e</sup> sondage, 41% des institutions proposant des abonnements de saison accusaient des pertes importantes dans les ventes d'abonnements par rapport à l'avant crise et 71% d'entre elles estimaient pou-

voir surmonter la crise et retrouver leur envergure d'avant la crise. Uniquement 30% de la population se disait prête à retourner dans les lieux culturels sans crainte particulière et seulement 55% disait vouloir maintenir ou augmenter leurs dépenses pour leurs sorties culturelles par rapport à avant la crise sanitaire. Cette fragilisation des rentrées assurées en début de saison pour les institutions ne sera pas sans conséquence si elle se poursuit. Les retours du terrain sont divers et seuls les résultats de la saison 2021–22 (voire 2022–23) autorisera un bilan sur ce thème et permettra d'évaluer comment accompagner les milieux culturels à s'adapter aux nouveaux comportements du public.

## 2.3. Jeunesse et culture

Le réseau fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse Frisbee a lui-aussi mené deux sondages auprès de ses associations membres pour connaître les difficultés rencontrées durant la pandémie. Dès avril 2020, le Bureau de promotion des enfants et des jeunes (BPEJ) a organisé des séances virtuelles régulières avec les organisations concernées. Ont été particulièrement relevés: l'annulation de nombreuses manifestations, activités et offres, le désengagement des bénévoles, les incertitudes quant au maintien des prestations et événements liées aux changements des mesures de protection COVID, l'absence de recourir au sponsoring et aux diverses ventes pour financer des activités de jeunesse (par ex. les camps d'été) qui a mené à la suppression de nombreuses activités.

Le plan de soutien Jeunesse élaboré par l'Etat de Fribourg en novembre 2021 fait état des difficultés rencontrées par les jeunes de 12 à 25 ans, accrues et/ou engendrées par la situation de pandémie de COVID-19. Les restrictions de leur vie sociale, dans leur formation et dans leurs loisirs, les ont impactés durement et durablement, tout particulièrement dans cette phase de construction de l'identité et de socialisation. Dix mesures prioritaires d'aide à la jeunesse sont en cours d'implémentation sur une période de deux ans, pour un coût de 1,7 millions de francs. Trois mesures (soutien aux projets des jeunes, soutien aux girons de jeunesse et développement du travail social de rue) soutiennent l'engagement bénévole et citoyen ainsi que les offres d'animation socioculturelle pour les jeunes, mais aucune mesure ne concerne spécifiquement la participation culturelle, qui doit faire l'objet de soutiens additionnels. Dernière phase de ce processus, en mai et juin 2022, la Direction de la santé et des affaires sociales a réalisé une consultation en ligne auprès des jeunes de 18 à 25 ans pour identifier les effets négatifs et attentes post-COVID. Les résultats pourront aider à définir ou, si besoin, renforcer certaines mesures pour les jeunes, y compris dans le domaine des loisirs et de la culture.

<sup>1</sup> Enquêtes «Les sorties culturelles en temps de Covid» et «Les institutions culturelles en temps de Covid» réalisées par l'institut «L'œil du Public», publiées en juin 2021.

En 2020 et en 2021, le Service de l'enfance et de la jeunesse, via son Bureau de promotion des enfants et des jeunes, a financé à titre exceptionnel les camps d'été et des activités estivales à la journée pour un montant annuel de 30 000 francs. Il s'agissait en effet d'aider les associations organisant ces activités de loisirs, culturelles, sportives, artistiques ou socioculturelles destinées à l'enfance et à la jeunesse.

Le programme d'accès à la culture pour l'école obligatoire Culture & Ecole a connu une forte baisse de participation durant les années scolaires touchées par le COVID (20 650 participant-e-s en 2019/20 et 22 600 en 2020/21, contre 33 800 en 2018/19). En cause la mise en place de l'enseignement à distance temporaire, les mesures sanitaires et plans de protection à respecter, les fermetures de lieux culturels et la crainte générale ressentie par le milieu enseignant à reprendre des activités pouvant potentiellement conduire à des foyers de COVID. Dès qu'il a été possible de reprendre des activités dans le respect des normes sanitaires, des mesures de relance ont été mises en place comme, par exemple, la possibilité d'utiliser deux bons de réduction au lieu d'un durant l'année scolaire 2021/22. Aujourd'hui, des signes positifs laissent à penser que les écoles reprennent activement le chemin des sorties culturelles. Des mesures d'encouragement financier et logistique (transports) sont à poursuivre par l'Etat et les communes pour accompagner cette reprise. L'Etat de Fribourg et la Loterie romande soutiennent d'autres projets visant un meilleur accès à la culture des jeunes, comme l'«AG Culturel/Kultur GA», «Agent-e-s culturel-le-s pour des écoles créatives» ou encore la «Carte Culture» Caritas pour les familles à bas revenus.

Au niveau de la pratique artistique et musicale en particulier, le Conservatoire de Fribourg (COF) indique ne pas avoir connu de baisse du nombre d'élèves avec la pandémie. La majorité des cours ont été donnés à distance (par ex. visioconférence) durant la période de fermeture des écoles et certains projets d'ensembles ont été mis en pause en raison des mesures sanitaires. Aujourd'hui le COF a retrouvé une activité normale. Dans les sociétés chorales ou instrumentales, on note des difficultés à recruter de nouveaux membres, mais pas forcément de défection notoire de jeunes gens qui sont restés généralement fidèles malgré les périodes de restriction ou d'arrêt des activités.

Avec la coordination et le soutien de l'Etat, une mesure a déjà été prise en début d'année: les jeunes choristes jusqu'à 30 ans, membres d'un chœur affilié à la Fédération fribourgeoise des chorales et qui suivent des cours du Conservatoire de Fribourg pourront bénéficier d'une contribution financière annuelle aux frais d'écolage de la part de la Loterie romande, à l'instar de ce qui est déjà pratiqué pour les cadets des fanfares et les jeunes accordéonistes.

## **2.4. Enjeux autour de la reprise culturelle en Suisse**

Au sortir de la crise, les défis et enjeux sont nombreux. La Conférence des délégués cantonaux aux affaires culturelles (CDAC) a mené une enquête auprès des services cantonaux de la culture, de la Conférence des villes (CVC) en matière culturelle et de la conférence des communes suisses, au sujet des mesures de reprise de la culture post-COVID. Réalisée entre le 25 février et le 18 mars 2022, l'enquête constate une grande variété dans l'évaluation de la situation, qui indique probablement que l'analyse de la situation s'avère difficile avec aussi peu de recul. La richesse et diversité culturelle n'aurait subi qu'un dommage limité, évalué entre 5 et 20%. Les défis posés à la scène culturelle pour la reprise demeurent cependant nombreux: embouteillage d'offres culturelles et perturbations des échanges internationaux, retour freiné du public et changements dans sa consommation culturelle, difficultés à retrouver du personnel qualifié dans certains secteurs, des indispensables collaborateurs bénévoles, voire dans certains cas une dépendance artificielle aux aides étatiques issue des aides COVID. Le dispositif d'aide selon l'ordonnance COVID-19 a répondu aux besoins et devrait aussi être suffisant pour accompagner ces prochains mois de reprise, même si les attachés culturels restent partagés et souvent incertains sur l'impact qu'aura l'arrêt prochain du soutien spécifique. Seule une grosse minorité pense que le dispositif usuel d'encouragement suffira pour faire face aux défis dans leur canton. Ils considèrent que des instruments d'encouragement devront probablement être adaptés aux nouvelles circonstances créées par la pandémie. La moitié d'entre eux annoncent mettre en œuvre des mesures spécifiques d'aide à la reprise ou en étudier la mise en place, où ils mettront en général des accents particuliers dans des instruments existants ou pourront répondre à des perturbations résilientes dans la production culturelle ou dans des domaines spécifiques particulièrement affectés. Le financement de ces mesures devrait pour l'essentiel être assuré par le budget ordinaire des cantons ou par les fonds de loteries; les villes ont indiqué utiliser des budgets complémentaires. L'élaboration du prochain Message Culture du Conseil fédéral, auquel les cantons ont été invités à participer, devrait quant à lui apporter des orientations à plus long terme et des modalités nécessaires de collaboration entre communes, cantons et Confédération.

## **2.5. Bilan provisoire de l'impact de la pandémie COVID-19 sur l'offre culturelle fribourgeoise**

Les résultats du sondage mené auprès des acteurs, actrices et entreprises culturel-le-s fribourgeois-e-s tendent vers les mêmes constats que ceux de l'étude menée auprès des responsables culturels des cantons et des villes. Tous les milieux s'accordent pour dire que la crise a été dure, que les milieux ont été fragilisés, mais qu'ils ont fait preuve de résilience,

grâce aux aides publiques notamment, pour être encore présents aujourd'hui. Contrairement à d'autres secteurs, celui de la culture ne peut pas compter sur un report des affaires manquées après la crise: les pertes financières ne seront pas compensées à l'avenir. C'est pourquoi les prochains mois et années seront cruciaux pour l'avenir des personnes et entreprises engagées dans la culture, qu'il s'agira d'observer attentivement et d'accompagner dans cette phase de «reprise dans l'incertitude», notamment grâce aux projets de transformation voulus comme un outil d'aide à l'adaptation et la transition. Les questions de diffusion et de rayonnement des œuvres créées préoccupent les milieux concernés, tout comme la précarité juridique et financière de leur statut.

En effet, la crise a accéléré et mis en surface des problématiques préexistantes, comme la fragilité du statut d'artiste professionnel, les faibles revenus, le manque de sécurité sociale<sup>1</sup>. Si la grande majorité des acteurs, actrices et entreprises ont bénéficié d'aides pour passer le cap de la crise, il ne faut pas oublier celles et ceux qui sont passés entre les mailles du filet du dispositif, qui n'ont pas eu accès ou n'ont pas demandé d'aide, mais qui font ou faisaient aussi partie du paysage culturel régional. Les différentes enquêtes dans le canton et à l'échelle suisse ont montré que certains maillons de la chaîne de production culturelle se sont dirigés vers d'autres secteurs ou du moins ne sont plus disponibles pour la culture, en particulier les métiers de la technique de scène et de nombreux bénévoles. Il est cependant difficile à ce stade d'évaluer les conséquences et la durée de ce déséquilibre sur la reprise de la machine de production et d'organisation d'événements culturels. Dans ce contexte évolutif et pour mieux accompagner le parcours professionnel de l'artiste, des processus de révision des outils d'encouragement sont en marche.

Conséquence positive de la pandémie au niveau cantonal, presque tous les domaines artistiques se sont fédérés et ont fondé, lorsque ce n'était pas encore le cas, une association faitière pour coordonner leurs actions et les représenter auprès des instances publiques et défendre les intérêts du secteur<sup>2</sup>. Le SeCu a constitué une plateforme d'échange avec ces associations faitières culturelles cantonales qui sont invitées à participer aux réflexions stratégiques.

Les sociétés d'amateurs (chorales, fanfares, etc.) ont eu le sentiment de subir des mesures sanitaires disproportionnées (distances interpersonnelles, certificat COVID, etc.) et de n'être pas suffisamment comprises et considérées dans leur rôle de lien social, culturel et intergénérationnel. Pour encourager la reprise de ce secteur, des soutiens financiers ont par

exemple été accordés à un projet de transformation COVID de la Fédération fribourgeoise des chorales pour réorganiser et professionnaliser sa structure, qui repose essentiellement sur le bénévolat.

Les jeunes générations ont particulièrement souffert ces deux dernières années. D'une part, les jeunes diplômé-e-s d'un cursus artistique se confrontent à un marché particulièrement difficile à pénétrer. Les places dans les programmations de saisons ou d'événements sont rares, à cause notamment des reports de date accumulés. D'autre part, en ce qui concerne la jeune génération de manière large, il s'agira d'observer l'évolution et les conséquences des nouvelles façons de consommer la culture et l'information.

Finalement, la crise a rappelé l'importance d'avoir accès à toutes les formes de culture et de pratiques culturelles pour garantir l'épanouissement et l'équilibre de la population. La culture nourrit la cohésion sociale, participe à une société plus durable. Les artistes offrent des espaces de réflexion et de discussion sur des thématiques qui touchent à notre «vivre ensemble».

### 3. Renforcement du statut professionnel de l'artiste

Dans ce contexte difficile, les postulants se préoccupent à juste titre du statut professionnel et des revenus précaires courants dans le secteur de la culture, et demandent quelles mesures seront prises à l'avenir pour améliorer la situation. La pandémie a révélé la précarité dans laquelle vivent de nombreux artistes et le manque voire l'absence de sécurité sociale. Cette réalité est flagrante chez les jeunes artistes dont nombre travaillent sans contrat de travail ni statut d'indépendant-e. Sans affiliation à une caisse de compensation, ils n'étaient pas éligibles pour recevoir des APG ou des indemnités. La pandémie a brutalement mis en lumière les constats déjà posés par une enquête<sup>3</sup> réalisée sur plusieurs années, en 2006, en 2016 puis juste avant le début de la crise, à savoir:

- > Les salaires des artistes sont généralement bas voire très bas;
- > Les acteurs et actrices culturel-le-s sont chroniquement sous-assurés;
- > Les acteurs et actrices culturel-le-s ne disposent pas de réserves financières;
- > La prévoyance vieillesse des acteurs et actrices culturel-le-s est largement sous-financée;
- > Les structures professionnelles pour conseiller les acteurs et actrices culturel-le-s en matière de sécurité sociale et de prévoyance sont manquantes.

<sup>1</sup> Voir à ce sujet le chapitre 3 du présent rapport.

<sup>2</sup> Association K Verein C; Association des Musées du canton de Fribourg; Visarte Fribourg; Photographie Professionnelle et Artistique du canton de Fribourg; Fribourg Films; Société fribourgeoise des écrivains; Fédération fribourgeoise des chorales; Société cantonale des musiques fribourgeoises; Fautière fribourgeoise des arts vivants; Design Fribourg; BiblioFR; Maison des artistes; Fri-Livre. En cours: Musik Actuelle; une faitière de la danse.

<sup>3</sup> Etude du bureau Ecoplan «Protection sociale des acteurs culturels», rapport final, juin 2021, mandatée par Suisseculture Sociale et la Fondation suisse pour la culture Pro Helvetia



Cette étude indique qu'en 2016, la moitié des travailleurs culturels gagnaient au maximum 40 000 francs par an. La situation des revenus a été examinée à nouveau juste avant la crise du COVID. Les résultats indiquent qu'ils étaient 60% à gagner au maximum 40 000 francs par an à ce moment. Un nouveau monitoring de la situation post COVID est prévu. Malgré les efforts engagés, la situation n'a que très peu évolué ces vingt dernières années.

Le Dialogue national sur la culture, auquel participent les cantons, travaille depuis plusieurs années sur les questions de sécurité sociale. Ses recommandations commençaient à être mises en œuvre avant l'arrivée de la pandémie. La reprise remet ce sujet au centre des priorités. A l'automne 2021, le SeCu a notamment réuni des représentants de la scène culturelle pour réfléchir à une évolution du système des subventions publiques favorisant un parcours professionnel dans de meilleures conditions. Plusieurs pistes ont été évoquées, comme par ex. des garanties d'affiliation à une caisse de compensation, des incitations financières à cotiser volontairement aux 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> pilier, des conditions à l'octroi d'une subvention à la contribution aux charges sociales des employés dans les institutions, le refus de financer des projets dont le modèle économique conduit à sous-payer les intervenants, le contrôle du versement des salaires et charges sociales dans les projets soutenus, etc. Notons ici encore la Coopérative de services et d'information dans le domaine de l'administration culturelle «BURO» qui, financée par un projet de transformation, développe actuellement une palette de services à destination des acteurs et actrices culturel-le-s dont un «portage salarial» qui devrait permettre de consolider en partie leur statut juridique.

Un groupe de travail sera constitué courant 2022, en collaboration avec les représentant-e-s des principales autorités en charge du subventionnement professionnel (AGGLO, LoRo...), ainsi que des associations culturelles faitières, en vue de mettre en œuvre les recommandations du Dialogue national sur la culture. Les collectivités publiques devront à l'avenir prendre en compte ces mesures en faveur d'une sécurité sociale équitable.

#### 4. Conclusions et priorités de relance

Le présent rapport, basé sur les statistiques des aides COVID octroyées par le canton et la Confédération, des comparatifs intercantonaux, des études et questionnaires nationaux portant sur la participation du public durant la crise et la sortie de crise, un sondage cantonal sur les impacts de la crise ainsi que des constats et observations des associations faitières culturelles et des services cantonaux compétents qui ont traité et accompagné les demandes d'aide tout au long des deux ans de pandémie, fait état de problématiques et défis importants.

Le contexte a sensiblement évolué et la crise a accéléré des problématiques préexistantes pour lesquelles l'Etat de Fribourg s'est engagé depuis plusieurs années dans le cadre de sa stratégie culturelle cantonale, présentée au Grand Conseil en 2017 et dont la poursuite s'inscrit aujourd'hui dans le cadre du programme gouvernemental 2022–2026, mettant notamment l'accent sur les priorités suivantes<sup>1</sup>:

1. **Créer, faire connaître et diffuser.** Optimiser le dispositif d'encouragement de la culture et d'aide à la création, renforcer la mobilité des artistes et la diffusion des créations fribourgeoises. L'aide doit se renforcer dans plusieurs domaines artistiques faisant face à l'augmentation des coûts de production, pour maintenir la qualité professionnelle et la compétitivité des projets artistiques fribourgeois. L'amélioration de certains dispositifs pourra prendre place dans le cadre de la révision de la LAC souhaitée par motion par le Club Culture du Grand Conseil. La rémunération et la prévoyance sociale des acteurs et actrices culturel-le-s tout comme la diffusion de la culture doivent en particulier faire l'objet d'une attention particulière.
2. **Innover.** Promouvoir une meilleure interaction entre arts et économie créative, et renforcer l'impact économique de la culture. Un travail est à mener en collaboration avec la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle, le Service de la Promotion économique, les écoles professionnelles et les hautes écoles ainsi que les entreprises et start-ups. Le lien entre culture, attractivité économique et tourisme doit être renforcé. En particulier, les projets de transformation COVID, ainsi qu'un dispositif d'impulsion pour des projets collaboratifs participeront à ce développement.
3. **Une culture en partage.** Consolider les mesures d'accès à la culture, de sensibilisation et de participation culturelle pour tous les publics (aussi les personnes freinées par des moyens financiers, physiques, sociaux ou autres), afin de favoriser le bien-être et la cohésion sociale. En particulier, la sensibilisation des enfants et des jeunes à la culture doit encore se renforcer, par la poursuite planifiée des programmes comme Culture & Ecole ou du soutien à la formation musicale, théâtrale et en danse au Conservatoire, ainsi que par l'encouragement de la participation des jeunes à des sociétés chorales, instrumentales ou d'expression artistique (cirque, théâtre, arts visuels, etc.). Le rôle des communes dans le soutien au tissu culturel local et associatif est essentiel, tout comme celui des bénévoles engagés dans des manifestations qui doivent faire l'objet de reconnaissance et d'attention particulières.

<sup>1</sup> La page web du Service de la culture informe sur la mise en œuvre de ces cinq axes stratégiques: <https://www.fr.ch/culture-et-tourisme/arts/politique-culturelle-de-letat-de-fribourg>

4. **Trois projets phare pour les institutions culturelles cantonales.** Maintenir et si possible améliorer les budgets de fonctionnement pour que ces dernières puissent continuer à remplir leur mission, notamment en matière de sauvegarde du patrimoine. Trois grands projets d'investissement sont en cours: l'extension de la Bibliothèque cantonale et universitaire, la délocalisation du Musée d'histoire naturelle et la mise en place d'un centre de stockage inter-institutionnel cantonal (SIC). Une réorganisation territoriale progressive du Conservatoire est prévue afin d'améliorer la qualité des conditions d'enseignement ainsi que l'accès et la sensibilisation à la musique.
5. **Fribourg, un territoire de cultures.** Favoriser le rayonnement de la culture fribourgeoise et renforcer la coordination entre les acteurs et actrices culturel-le-s, tant au niveau cantonal que suisse.

A l'heure de la reprise culturelle, le développement de cette stratégie visant à répondre au mieux aux défis et aux besoins du terrain ainsi qu'aux attentes de tout un canton nécessitera d'autant plus des engagements financiers sur le long terme de la part de tous les partenaires et des autorités publiques à tous les échelons. L'Etat souhaite ainsi mener une politique culturelle durable en faveur de la création artistique, de l'innovation, du partage, de l'accès à l'offre culturelle et du rayonnement de ses institutions culturelles.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.

---



## Bericht 2022-DICS-35

4. Juli 2022

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2020-GC-156 Dietrich Laurent/Kulturklub des Grossen Rates – Auswirkungen der Covid-19-Krise im Kulturbereich

<b>Zusammenfassung des Postulats</b>	<b>12</b>
<b>Bericht des Staatsrats</b>	<b>12</b>
<b>1. Während der Pandemie für die Kultur bereitgestellte Mittel</b>	<b>13</b>
1.1. Professioneller Kulturbereich	14
1.1.1. Ausfallentschädigungen Covid-Kultur an Kulturunternehmen und Kulturschaffende	15
1.1.2. Kurzarbeitsentschädigungen (KAE)	16
1.1.3. Nothilfe (Suisseculture Sociale)	16
1.1.4. Transformationsprojekte	16
1.1.5. Beibehaltung der Subventionen der öffentlichen Hand	17
1.2. Kulturvereine im Laienbereich	17
1.3. Kantonsübergreifender Vergleich	18
1.4. Bilanz der direkten Auswirkungen von Entschädigungen und Transformationsprojekten im Zusammenhang mit Covid-19	18
<b>2. Auswirkungen der Covid-19-Pandemie auf das Freiburger Kulturangebot</b>	<b>18</b>
2.1. Umfrage zu den Auswirkungen der Covid-19-Krise	18
2.2. Publikumsbeteiligung	19
2.3. Jugend und Kultur	19
2.4. Herausforderungen im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme kultureller Aktivitäten in der Schweiz	20
2.5. Vorläufige Bilanz der Auswirkungen der Covid-19-Pandemie auf das Freiburger Kulturangebot	21
<b>3. Stärkung des beruflichen Status der Künstlerin oder des Künstlers</b>	<b>21</b>
<b>4. Schlussfolgerungen und Prioritäten für die Wiederankurbelung</b>	<b>22</b>

#### Zusammenfassung des Postulats

Mit einem am 30. September 2020 eingereichten und begründeten Postulat weist Grossrat Laurent Dietrich (im Namen des Kulturklubs des Grossen Rates) auf die wirtschaftlichen Schwierigkeiten hin, mit denen der Kultursektor aufgrund der Covid-19-Pandemie konfrontiert ist. Er macht sich Sorgen über die ungewisse Zukunft der kulturellen Einrichtungen, trotz der innovativen Ideen und der Solidarität, die sie gezeigt haben. Der Grossrat erwähnt die starke Abhängigkeit von öffentlicher und privater Unterstützung und zeigt sich besorgt darüber, dass der Kultursektor, in dem die Einkommen ohnehin schon prekär sind, indirekt auch die Schwierigkeiten aller anderen Wirtschaftszweige zu spüren bekommt. So verlangt er insbesondere, dass ein Bericht erstellt wird, der sich nament-

lich mit folgenden Aspekten befasst: Die im Rahmen der Pandemie für die Kulturschaffenden bereitgestellten «Kulturmittel», die Massnahmen, die ergriffen wurden, um ein solches Risiko in Zukunft zu vermeiden, insbesondere im Hinblick auf die Stellung der professionellen Kunstschaffenden sowie auf die Subventionsbeiträge, und ganz allgemein die Auswirkungen der Krise auf den kulturellen Reichtum unseres Kantons.

#### Bericht des Staatsrats

Auf Antrag des Staatsrats nahm der Grosse Rat dieses Postulat am 19. Februar 2021 mit 87 Ja gegen 6 Nein und 1 Enthaltung an und beauftragte den Staatsrat, einen Bericht zu erarbeiten. Der Staatsrat wünschte einen Aufschub des Berichts auf den 30. Juni 2022, um die Ergebnisse der ergriffenen Massnahmen

für den gesamten Entschädigungszeitraum von **März 2020 bis Ende Dezember 2021** vorlegen zu können. Die **nachfolgenden statistischen Angaben beziehen sich auf diesen Zeitraum**. Es ist anzumerken, dass die Covid-Hilfsmassnahmen aufgrund der andauernden Pandemie bis Ende 2022 fortgesetzt werden, wobei allerdings die Covid-19-Ausfallentschädigungen im Zuge der Aufhebung der Schutzmassnahmen gemäss den Vorgaben des Bundes (Covid-19-Kulturverordnung) am 30. Juni 2022 auslaufen. Die Zahlen für diesen Zeitraum werden auf der Website des Amtes für Kultur veröffentlicht, sobald die Bearbeitung der Gesuche abgeschlossen ist.

Der vorliegende Bericht beschreibt, welche Auswirkungen die über zwei Jahre andauernde Covid-19-Krise auf die Freiburger Kultur hatte und wie sich die Situation heute darstellt. Zunächst wird darin eine Bilanz der Zuteilung von Finanzmitteln des Staates an Kulturschaffende und Kulturunternehmen im Kanton Freiburg präsentiert. Anschliessend wird auf der Grundlage einer Ende März 2022 durchgeführten Umfrage unter den Freiburger Kulturkreisen eine allgemeine Bestandsaufnahme der von den Befragten berichteten Auswirkungen und Herausforderungen vorgenommen. Schliesslich werden die mit dem Status der Kulturschaffenden verbundenen Schwierigkeiten und Probleme aufgezeigt, die während der Krise zum Vorschein traten. Auf dieser Grundlage werden dann die prioritären Massnahmen erläutert, die der Staatsrat im Bereich der Kulturpolitik verfolgen will, um die Wiederaufnahme des Kulturlebens zu begleiten.

## **1. Während der Pandemie für die Kultur bereitgestellte Mittel**

### **Allgemeiner Hintergrund und Rechtsrahmen**

Seit März 2020 leidet der Kultursektor stark unter der Covid-19-Krise. Er war von Schliessungen, Absagen, Verschiebungen und einzuhaltenden Schutzmassnahmen geprägt. Diese behinderten oder verunmöglichten gar über viele Monate hinweg kulturelle Aktivitäten und die Teilhabe am Kulturleben. Gemeinsam mit dem Bund hat sich der Staat Freiburg verpflichtet, Kulturschaffenden (natürliche Personen und Freischaffende) und Kulturunternehmen (juristische Personen) mit verschiedenen Finanzhilfen unter die Arme zu greifen. Zum einen garantierte der Staat den Kulturveranstaltern, die gezwungen waren, ihre Aktivitäten zu verschieben oder abzusagen, die zugesagten Subventionen, sofern diese sich auf bereits entstandene Kosten bezogen (siehe Kap. 1.1.5).

Zum anderen wurde gleich zu Beginn der Krise ein Massnahmenpaket bereitgestellt, das durch eine Notverordnung und später durch das Bundesgesetz vom 25. September 2020 über die gesetzlichen Grundlagen für Verordnungen des Bundesrates zur Bewältigung der Covid-19-Epidemie, insbesondere die Artikel 11 und 11a zu Massnahmen im Kulturbereich und betreffend Publikumsanlässen (Covid-19-Gesetz), ergänzt mit der Covid-19-Kulturverordnung

des Bundes vom 14. Oktober 2020, formalisiert wurde. Auf kantonaler Ebene erliess der Staatsrat am 14. April 2020 eine erste Ausführungsverordnung zur Bundesverordnung über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen der Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus, gefolgt von einer zweiten Verordnung über die Massnahmen des Wiederankurbelungsplans zur Bewältigung der Auswirkungen der Covid-19-Epidemie im Zuständigkeitsbereich der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten und der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion, die seit dem 1. November 2020 in Kraft ist und mehrfach geändert wurde. Die Finanzierung der darin ergriffenen Massnahmen erfolgte im Rahmen des am 13. Oktober 2020 vom Grosse Rat verabschiedeten Wiederankurbelungsplans. Finanziert wurde dieses Hilfspaket zu gleichen Teilen vom Bund und vom Kanton. Darüber hinaus setzt die kantonale Verordnung über Massnahmen für Publikumsanlässe im Zusammenhang mit dem Coronavirus (MPAV-COVID-19) Artikel 11a des Covid-19-Gesetzes zu Massnahmen im Bereich von Publikumsanlässen um (Schutzschirm). Bisher wurde jedoch im Rahmen dieses Schutzschirms noch kein Betrag für Kulturveranstaltungen bereitgestellt. Schliesslich zahlte der Staatsrat, gestützt auf die Verordnung vom 25. Mai 2020 über die Unterstützung des Schlosses Greyerz infolge des Coronavirus (COVID-19), einen Unterstützungsbetrag von 500 000 Franken an diese kulturelle Institution des Staates.

Neben den Ausfallentschädigungen, die 80% der finanziellen Schäden abdecken, sowie der Nothilfe für Kulturschaffende sieht das Covid-19-Gesetz auch Beiträge an Transformationsprojekte vor, die es Kulturunternehmen ermöglichen sollen, sich an die veränderten Gegebenheiten anzupassen, und mit denen die Wiederaufnahme kultureller Aktivitäten unterstützt werden soll. Bis Ende 2022 wurde in drei Schritten ein Rahmenbetrag von insgesamt 28 052 000 Franken für Entschädigungen, Transformationsprojekte und die damit verbundenen Verwaltungskosten zur Verfügung gestellt. Dieser wird vom Staat Freiburg und vom Bund zu gleichen Teilen finanziert. Zur Erinnerung: Die Zahlen in diesem Bericht beziehen sich auf Gesuche, die bis zum 31. Dezember 2021 eingereicht wurden.

- > Während der ersten Phase (Verordnung vom 20. März 2020 über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen des Coronavirus im Kultursektor, Zeitraum März bis September 2020) wurden **4 195 225 Franken** aus einem bereitgestellten Rahmenbetrag von 12 776 000 Franken gewährt.
- > In der zweiten Phase (Bundesverordnung Covid-19 Kultur, Zeitraum September 2020-Dezember 2021) wurden **7 088 890 Franken** aus einem bereitgestellten Rahmenbetrag von 15 276 000 Franken gewährt.
- > **Der Gesamtbetrag der für den Zeitraum März 2020 bis Dezember 2021 gewährten Unterstützung beläuft sich auf 11 284 115 Franken (ohne Kosten für die administrative Bearbeitung).**

Zu beachten ist, dass der nach dem Ende der ersten Phase nicht zugewiesene Betrag nicht mehr verfügbar war, nachdem die Rechtsgrundlage ersetzt worden war. Die Rahmenbeträge wurden zu einem Zeitpunkt, als die Entwicklung der Pandemie sehr schwer vorhersehbar war, zu Recht grosszügig geschätzt, was den daraus resultierenden, nicht zugewiesenen Betrag erklärt, der in seiner Grössenordnung übrigens mit jenem anderer Schweizer Kantone vergleichbar ist (siehe Kapitel 1.3). Darüber hinaus wurden die Finanzhilfen für die Kultur zusätzlich zu den anderen auf nationaler Ebene vorgesehenen wirtschaftlichen Sofortmassnahmen sowie zu den Erwerbsersatz- und Kurzarbeitsentschädigungen (nicht auf die Kultur beschränkte Massnahmen, die aber dem Sektor zugutekamen) gewährt, deren genaue Regelung bei der Schätzung der Rahmenkredite nicht immer bekannt waren.

Neben der Verwaltung dieser Hilfsmittel hat das Amt für Kultur (KA) eine beträchtliche Informations- und Beratungsarbeit geleistet. Es wurden 55 Videokonferenzen und 5 Frage-und-Antwort-Runden auf dem Facebook-Kanal des Amtes für Kultur abgehalten. Rund ein Dutzend Newsletter wurden verschickt. Auch wurde eine Plattform für den Austausch zwischen dem Amt für Kultur und den kantonalen Dachverbänden eingerichtet, um regelmässig über die Unterstützungsmassnahmen und die Entwicklung der Gesundheitslage zu informieren.

In der folgenden Tabelle sind alle vom Amt für Kultur gewährten Unterstützungsmassnahmen zusammengefasst. Es ist anzumerken, dass das Amt für Kultur bei einem Teil der abgelehnten Gesuche die Gesuchstellenden beraten und an andere Stellen oder Angebote weitergeleitet hat. Die Anspruchsvoraussetzungen der Kulturschaffenden<sup>1</sup> und Kulturunternehmen<sup>2</sup> wurden vom Bund vorgegeben.

	Eingegangene Gesuche	Angenommene Gesuche	Abgelehnte Gesuche	Zurückgezogene Gesuche	Gewährter Betrag in Franken
Unterstützungsmassnahmen im professionellen Bereich	697	562	101	34	11 158 045
Unterstützungsmassnahmen im Laienbereich	27	7	20	0	126 070
<b>Total</b>	<b>724</b>	<b>569</b>	<b>121</b>	<b>34</b>	<b>11 284 115</b>

Tabelle 1: Eingegangene Gesuche und gewährte Unterstützungsgelder für den professionellen Kulturbereich sowie für Laien zwischen März 2020 und Dezember 2021.

## 1.1. Professioneller Kulturbereich

Die professionellen Kulturschaffenden und Kulturunternehmen konnten auf verschiedene Unterstützungsformen zurückgreifen (Zeitraum März 2020 bis Dezember 2021):

- > Ausfallentschädigungen und Finanzhilfen für Transformationsprojekte durch das Amt für Kultur
- > Kurzarbeitsentschädigungen (KAE) und Erwerbsersatzentschädigungen (Corona Erwerbsersatz) durch das Amt für Arbeitsmarkt AMA
- > Nothilfe durch den Verein Suisseculture Sociale

	Eingegangene Gesuche	Angenommene Gesuche	Abgelehnte Gesuche	Zurückgezogene Gesuche	Gewährter Betrag in Franken
Entschädigungen für Kulturschaffende	266	237	19	10	1 315 425
Entschädigungen für Kulturunternehmen	330	273	33	24	7 127 520
Zwischensumme der Entschädigungen	596	510	52	34	8 442 945
Transformationsprojekte	101	52	49	0	2 715 100
<b>Total</b>	<b>697</b>	<b>562</b>	<b>101</b>	<b>34</b>	<b>11 158 045</b>

Tabelle 2: Gesuche und gesprochene Gelder an Kulturschaffende und Kulturunternehmen für Ausfallentschädigungen und Transformationsprojekte zwischen März 2020 und Dezember 2021

<sup>1</sup> [www.fr.ch/de/bkad/ka/news/ausfallentschaedigungen-fuer-kulturschaffende](http://www.fr.ch/de/bkad/ka/news/ausfallentschaedigungen-fuer-kulturschaffende)

<sup>2</sup> [www.fr.ch/de/bkad/ka/news/ausfallentschaedigungen-fuer-kulturunternehmen](http://www.fr.ch/de/bkad/ka/news/ausfallentschaedigungen-fuer-kulturunternehmen)

### 1.1.1. Ausfallentschädigungen Covid-Kultur an Kulturunternehmen und Kulturschaffende

Viele Veranstaltungen mussten während der Pandemie abgesagt, verschoben oder eingeschränkt durchgeführt werden. Die Ausfallentschädigung sollte 80% der finanziellen Verluste ausgleichen, die den Kulturschaffenden oder Kulturunternehmen infolge der ergriffenen staatlichen Massnahmen zur Bekämpfung der Pandemie entstanden sind. Eine Taskforce von Finanzexpertinnen und -experten bearbeitete die Gesuche im Amt für Kultur. Auf der Grundlage ihrer Vorschläge traf eine eigens eingesetzte Ad-hoc-Kommission an 47 Sitzungen die Vorentscheide zu den Ausfallentschädigungen (sowie zu den unten beschriebenen Beiträgen an die Transformationsprojekte).

Der Gesamtbetrag der gesprochenen Entschädigungen belief sich zwischen März 2020 und Ende Dezember 2021 **8 442 945 Franken** (siehe Tabelle oben, hinzu kommen noch die Kosten für die administrative Bearbeitung). Es sei darauf hingewiesen, dass bei der Berechnung der Entschädigung andere von der Gesuchstellerin oder dem Gesuchsteller erhaltenen wirtschaftlichen Finanzhilfen abgezogen wurden. Eine Analyse der Gesuche von Kulturschaffenden zeigt, dass die Ausfallentschädigungen rund 57% der insgesamt erhaltenden Unterstützungsbeiträge ausmachen, währenddem 42% auf den Corona-Erwerbssersatz und 1% auf die Nothilfe von Suisseculture Sociale entfiel. Bei den Kulturunternehmen machten die Ausfallentschädigungen 69% der gewährten Finanzhilfen aus, die restlichen 31% entfielen auf die Kurzarbeitsentschädigung.<sup>1</sup> Es sei darauf hingewiesen, dass die Unternehmen der Veranstaltungsbranche, die die Anspruchsvoraussetzungen für die Covid-19-Finanzhilfen für die Kultur nicht erfüllten, ein Härtefallgesuch stellen konnten.<sup>2</sup>

#### Verteilung der Covid-19-Unterstützungsgelder nach Kunstsparte

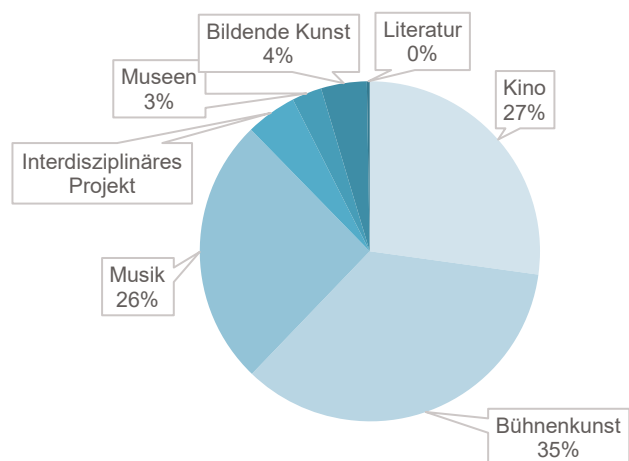


Abbildung 1 Gesprochene Ausfallentschädigungen nach Kunstsparte im Zeitraum März 2020 bis Dezember 2021

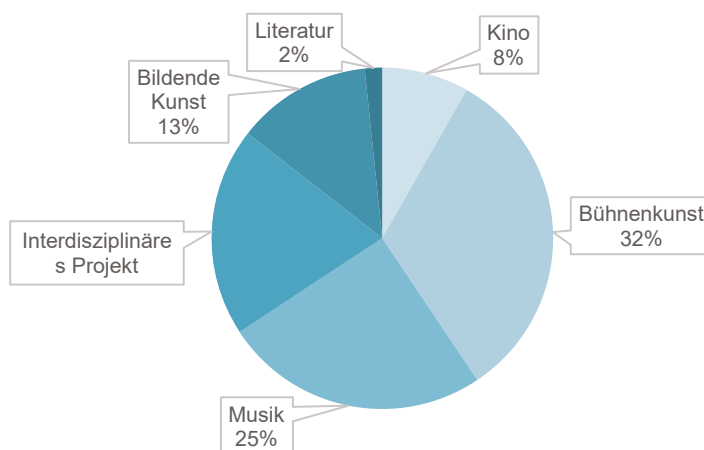


Abbildung 2 Gesprochene Unterstützung für Transformationsprojekte im Zeitraum März 2020 bis Dezember 2021

<sup>1</sup> Diese Analyse berücksichtigt nur Kulturunternehmen, die vom Amt für Kultur während der zweiten Entschädigungsphase zwischen November 2020 und Dezember 2021 entschädigt wurden. Bei den zu Beginn der Krise verteilten Hilfen konnte nämlich kein solches Monitoring durchgeführt werden.

<sup>2</sup> Botschaft 2022-DEE-9: *Parlinfo: Geschäfte (fr.ch)*

## Monatliche Entwicklung der Entschädigungsgesuche im Kanton

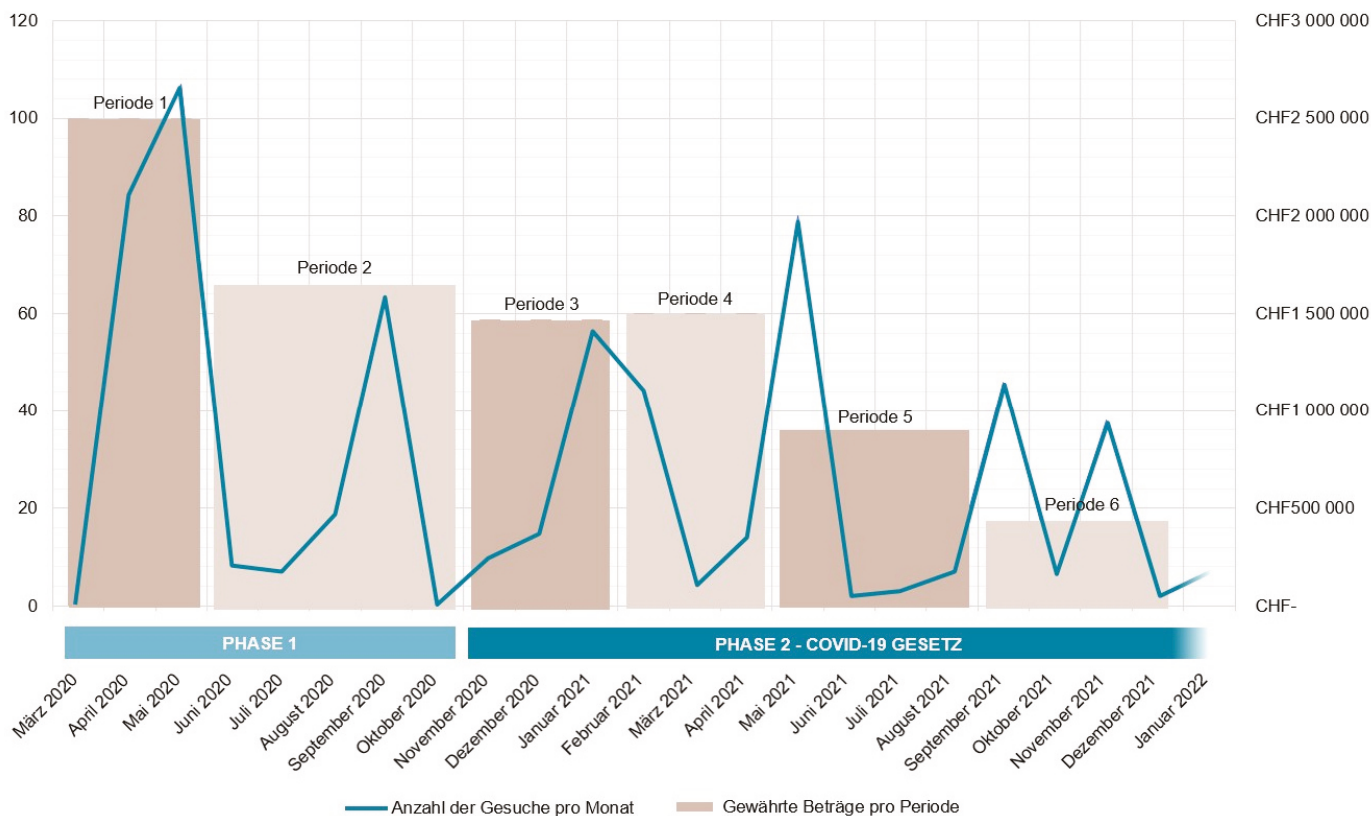


Abbildung 3 Die Grafik zeigt die Anzahl der monatlich eingegangenen Gesuche sowie die gewährten Beträge pro Schadensperiode. Die Spitzenwerte bei den Gesuchseingängen fallen mit den jeweiligen Einreichungsfristen zusammen.

### 1.1.2. Kurzarbeitsentschädigungen (KAE)

Das Amt für den Arbeitsmarkt (Arbeitslosenversicherung) gewährte in der Kategorie «Kreative, künstlerische und unterhaltende Tätigkeiten» insgesamt 2 473 022 Franken für 2548 Arbeitnehmenden in Kurzarbeit (davon 77 721 aufgrund von Kurzarbeit ausgefallene Stunden). Für die Kategorie «Bibliotheken, Archive, Museen, botanische und zoologische Gärten» gewährte das Amt 1 078 835 Franken für 1392 Arbeitnehmende in Kurzarbeit (46 675 ausgefallene Kurzarbeitsstunden). Für beide Kategorien wurden zwischen März 2020 und Dezember 2021 insgesamt **3 551 857 Franken** an Kurzarbeitsentschädigungen bewilligt.

Für die Erwerbsersatzentschädigungen von Selbständigerwerbenden sind solche Daten nicht verfügbar, da in der Statistik keine Kategorisierung nach Wirtschaftssektor vorgenommen wird. Gestützt auf den oben errechneten Anteil der Erwerbsersatzes von 42% an den Gesamtentschädigungen belief sich der zusätzliche Unterstützungsbetrag auf fast eine Million Franken. Nicht erfasst sind die Erwerbsersatzentschädigungen jener Kulturschaffenden, die auf ein Gesuch um Ausfallentschädigung verzichtet haben.

### 1.1.3. Nothilfe (Suisseculture Sociale)

Neben den Erwerbsersatzentschädigungen konnten die Kulturschaffenden beim Verein Suisseculture sociale Gesuche um Nothilfe in Form von nicht rückzahlbaren Geldleistungen<sup>1</sup> einreichen. Diese dienten zur Deckung der unmittelbaren Unterhaltskosten, sofern die Kulturschaffenden diese nicht selbst tragen konnten. Suisseculture Sociale hat für 133 Gesuche von Freiburger Kulturschaffenden einen Nothilfebetrug von insgesamt **502 533 Franken** gesprochen, der ausschliesslich vom Bund finanziert wurde. Diese Gelder gingen grösstenteils (99%) an Kulturschaffende, die keine Ausfallentschädigungen beantragt haben. Man kann sagen, dass diese Nothilfe vor allem denjenigen zugutekam, die bei den Entschädigungszahlungen durch die Maschen gefallen sind.

### 1.1.4. Transformationsprojekte

Die finanziellen Beiträge an sogenannte Transformationsprojekte sollen Kulturunternehmen dabei helfen, sich an die durch die Covid-19-Pandemie geänderten Gegebenheiten anzupassen. Eine Jury aus sieben Expertinnen und Experten prüfte 101 Gesuche von 68 Gesuchstellerinnen und Gesuchstellern. Insgesamt wurden 52 Gesuche mit einer

<sup>1</sup> nach Artikel 11 des Covid-19-Gesetzes

Gesamtsumme von **2,7 Millionen Franken** bewilligt. 49 Gesuche wurden abgelehnt, sei es, weil sie formal nicht zulässig waren, oder aufgrund einer negativen Bewertung der Jury auf Basis der gesamtschweizerisch festgelegten Anspruchsvoraussetzungen, die anschliessend zu einer negativen Stellungnahme der Adhoc-Kommission führte. 10 interkantonale Projekte erhielten zudem eine Freiburger Unterstützung in Höhe von insgesamt 126 000 Franken. Ein Freiburger Projekt wurde von den anderen Kantonen mit 85 000 Franken unterstützt. Eine Liste der im Jahr 2021 geförderten Projekte kann auf der Website des Amtes für Kultur eingesehen werden.<sup>1</sup>

Die Gewährung dieser Finanzhilfen an Transformationsprojekte zur Förderung des kulturellen Aufschwungs wird bis Ende 2022 fortgesetzt. Die Projekte müssen bis Ende Oktober 2023 realisiert werden. Dies ist deshalb notwendig, weil die Kulturunternehmen immer noch vor verschiedenen Herausforderungen stehen. Transformationsprojekte ermöglichen es ihnen, ihre Aktivitäten dauerhaft zu konsolidieren oder neu zu beleben, neue kulturelle Formate auszuprobieren oder auch die Kräftebündelung und Zusammenarbeit mit anderen Unternehmen zu stärken.

Dieses Förderinstrument ermöglichte beispielsweise die Schaffung eines gemeinsamen Programms zur Kulturvermittlung der wichtigsten Institutionen für zeitgenössische Musik im Kanton, einer Struktur zur administrativen und sozialen Betreuung von Kulturschaffenden sowie gemeinsamer Ausbildungsprogramme oder einer kantonalen Kulturplattform.

### 1.1.5. Beibehaltung der Subventionen der öffentlichen Hand

Gleich zu Beginn der Krise kündigte der Staat Freiburg an, dass er den Kulturveranstaltern, die gezwungen waren, ihre Aktivitäten zu verschieben oder abzusagen, die zugesagten

Subventionen garantieren würde, sofern diese sich auf bereits entstandene Kosten bezogen. Die Loterie Romande, die Agglo Freiburg, die Stadt Freiburg sowie zahlreiche andere Freiburger Gemeinden folgten dem Beispiel.

Der Staat Freiburg hat im Jahr 2020 Kultursubventionen in Höhe von 4 100 000 Franken und im Jahr 2021 von 4 165 000 Franken gewährt. Das Freiburger Verteilorgan der Loterie Romande zahlte im Jahr 2020 8 233 066 Franken und im Jahr 2021 11 806 376 Franken aus. Die Gemeinden des Kantons zahlten im Jahr 2020 Subventionen in Höhe von 5 323 730 Franken an private Institutionen und 3 807 282 Franken für Entschädigungen an andere Gemeinden oder Gemeindeverbände.<sup>1</sup> Die öffentliche Hand hat somit im Jahr 2020, nebst den Covid-Finanzhilfen, mehr als 21,4 Millionen Franken in den Kulturbereich investiert. Für 2021 werden ähnliche Zahlen erwartet.<sup>2</sup>

## 1.2. Kulturvereine im Laienbereich

Nach dem gleichen Prinzip wie die professionellen Kulturunternehmen wurden auch die Kulturvereine im Laienbereich über die Entschädigungsregelung unterstützt. Die Gesuche wurden vom Amt für Kultur behandelt, wenn das Budget ihrer Veranstaltung über 50 000 Franken und der finanzielle Schaden über 10 000 Franken betrug. Das Amt für Kultur erhielt 27 Entschädigungsgesuche von 23 Vereinen, von denen 7 einen positiven Vorbescheid erhielten, mit einem zugesprochenen Gesamtbetrag von **126 070 Franken**. 20 Gesuche wurden abgelehnt. Diese hohe Quote abgelehnter Gesuche ist vor allem darauf zurückzuführen, dass die Vereine für Entschädigungen, die unter diesen oben genannten Budgetkriterien lagen, an ihre nationalen Dachverbände verwiesen wurden. Die Dachverbände richteten den Freiburger Laienvereinen im Auftrag des Bundes Entschädigungen in Höhe von insgesamt **1 482 670 Franken** für 358 Freiburger Gesuche aus<sup>3</sup>:

Entschädigungen gewährt durch	Eingegangene Gesuche	Angenommene Gesuche	Gewährter Betrag Franken
Staat Freiburg (KA)	27	7	126 070
Nationaler Dachverband für Instrumentalmusik	245	242	883 380
Nationaler Dachverband für Gesang und Jodel	92	82	432 053
Nationaler Dachverband für Theater, Tanz und Kostüme	39	34	167 240
<b>Total</b>	<b>403</b>	<b>365</b>	<b>1 608 743</b>

Tabelle 3: Entschädigungen von Laienvereinen durch die jeweiligen Dachverbände zwischen März 2020 und Dezember 2021

<sup>1</sup> Gemäss der vom Amt für Kultur geführten Statistik aus den Gemeinderechnungen, die aufgrund der Schwierigkeiten bei der Aggregation der Daten unter Vorbehalt zu interpretieren ist.

<sup>2</sup> Die Zahlen für 2021 sind noch nicht verfügbar.

<sup>3</sup> Die Vereine werden durch ihre Mitgliedschaft in einem regionalen Dachverband erfasst. Es ist möglich, dass einige Gesuche von nicht einem Dachverband angeschlossenen Freiburger Vereinen in diesen Zahlen nicht berücksichtigt sind.

<sup>1</sup> [www.fr.ch/sites/default/files/2022-03/liste-des-projets.pdf](http://www.fr.ch/sites/default/files/2022-03/liste-des-projets.pdf)



### 1.3. Kantonsübergreifender Vergleich

Jeder Kanton hat seine eigene, mehr oder wenige urbane Kulturlandschaft, die je nach Grösse und Art der Kulturunternehmen, dem Gewicht des Veranstaltungssektors oder der Konzentration von Kulturschaffenden usw. stark variiert. Daher ist Vergleiche von Entschädigungen mit Vorsicht zu interpretieren. Ein von der Konferenz der kantonalen Kulturbeauftragten (CDAC) angestellter Vergleich der Ausfallentschädigungen zeigt, dass der Kanton Freiburg mit 10,4 Gesuchen pro 10 000 Einwohner/innen (Schweiz: 11,8) leicht unter dem nationalen Durchschnitt liegt. Wie auch in der übrigen Schweiz sanken in der zweiten Phase die Beträge, was darauf hindeutet, dass die Kulturunternehmen nach den ersten Monaten der Krise ihren Betrieb besser an die Pandemiesituation anpassen konnten, wohingegen die Ausfallentschädigungen für die Kulturschaffenden stabil geblieben sind.

Bei den Transformationsprojekten liegt der Kanton Freiburg im Westschweizer Durchschnitt, die mit 101 Gesuchen (Schweiz: 1665) für durchschnittlich 26 900 Franken (Schweiz: 35 700 Franken) früher als in der Deutschschweiz beantragt wurden. Die Auswahlquote ist vergleichbar: 51% der Gesuche wurden angenommen, der Schweizer Durchschnitt liegt bei 52%.

### 1.4. Bilanz der direkten Auswirkungen von Entschädigungen und Transformationsprojekten im Zusammenhang mit Covid-19

Von einem Tag auf den anderen musste die Kantonsverwaltung reagieren und in Absprache mit den anderen Kantonen und mit finanzieller Unterstützung des Bundes ein Hilfspaket auf die Beine stellen. Das Amt für Kultur baute eine Organisation auf und richtete ein Online-Portal für Gesuche sowie eine Hotline ein, um Kulturschaffenden und -unternehmen Auskunft zu geben und auf die zahlreichen Anfragen zu reagieren. Ziel war es, niemanden im Regen stehen zu lassen. Alle Gesuche wurden innerhalb der festgelegten Fristen bearbeitet. Die Freiburger Bewältigung dieser Krise innerhalb des vom Bund vorgegebenen Rahmens wurde auf kantonaler und kantonsübergreifender Ebene begrüsst, und der Staatsrat zieht angesichts der bereitgestellten Unterstützungsbeträge und der Vergabekriterien eine positive Bilanz.

Die finanziellen Hilfen (Ausfallentschädigungen, Kurzarbeit, Erwerbsersatz, Soforthilfe) ermöglichte es den Kulturschaffenden und -unternehmen, ihre finanziellen Schäden und entstandenen Kosten zu kompensieren, ihre Arbeit – unter Einhaltung der Schutzmassnahmen – so gut wie möglich weiterzuführen und sich an die neuen Gegebenheiten anzupassen. Zwar scheint es gelungen zu sein, den kulturellen Reichtum und die kulturelle Vielfalt zu erhalten, doch blei-

ben finanzielle Unsicherheiten bestehen, da die Entschädigungsregelung Ende Juni 2022 ausläuft. Es ist noch zu früh, eine Bilanz der Transformationsprojekte zu ziehen. Mit diesem Instrument soll auf den Anpassungsbedarf der Unternehmen an die neuen Gegebenheiten nach der Pandemie eingegangen werden, insbesondere an die Veränderung der Konsumgewohnheiten oder der kulturellen Praktiken.

## 2. Auswirkungen der Covid-19-Pandemie auf das Freiburger Kulturangebot

### 2.1. Umfrage zu den Auswirkungen der Covid-19-Krise

Das Amt für Kultur führte vom 23. Februar bis 25. März 2022, also kurz nach der Aufhebung der letzten Schutzmassnahmen, eine Umfrage im Freiburger Kultursektor durch. Über die kantonalen Dachverbände nahmen 317 Befragte an einer Umfrage zu den Auswirkungen der Covid-Krise auf die Kultur im Kanton teil. Die Ergebnisse sind mit Vorsicht zu interpretieren, da die Personen, die ihre Tätigkeit während der Krise möglicherweise eingestellt haben, nicht berücksichtigt werden und es an Erfahrungswerten mangelt. Der Fragebogen besteht aus drei Abschnitten, die sich nach der Art der oder des Befragten unterscheiden:

- > Kulturvereine im Laienbereich
- > Museen und Bibliotheken (Institutionen)
- > Professionelle Kulturschaffende aus den Bereichen Kreation, Verbreitung, Programmierung, Verkauf usw.

Zusammenfassend lässt sich aus den Antworten entnehmen, dass es zwar einige Fusionen oder Konsolidierungen, jedoch nur sehr wenige endgültige Schliessungen von Kulturunternehmen oder Einstellungen der Tätigkeit von Selbstständigerwerbenden gab. Grossmehrheitlich ist der Kultursektor strukturell stabil geblieben. Diese Strukturen sind jedoch geschwächt und weisen nach der Krise grosse Ermüdungserscheinungen auf.

Allgemein wird ein Gefühl mangelnder Anerkennung zum Ausdruck gebracht, was sich daran zeigt, dass Kulturbetriebe noch immer keinen Zugang zu einem ausreichenden Einkommen haben und dass der Nutzen der Kultur für die Gesellschaft sowie Wirtschaft und Tourismus nicht genügend gewürdigt wird. Auch könnten laut den Befragten die wirtschaftlichen Beiträge der Kultur und deren Bezüge zum Tourismus besser anerkannt und unterstützt werden. Es ist anzumerken, dass auch andere Sektoren wie die Unterhaltungs- oder die Sportbranche diese Ansicht teilen.

In der Pandemie hat sich aber auch die Anpassungsfähigkeit des Sektors gezeigt; so bot die Krise Gelegenheit, einige der laufenden Entwicklungen zu beschleunigen, z. B. die Digitalisierung auf allen Ebenen (Administration, Kulturschaffen, Konservierung usw.). Auch zeigte sich ein verstärkter Bedarf

nach Öffentlichkeitsarbeit. Es stellen sich zahlreiche Herausforderungen: Professionalisierung der Verwaltung der Kulturunternehmen, Kommunikation und Vermittlung, Anpassung an die neuen Gewohnheiten des Publikums, das seine Reservierungen nun eher in letzter Minute tätigt, Motivierung der Laienmitglieder für neue Projekte, verstärkte Sensibilisierung des Publikums und der Jugendlichen, um den Nachwuchs zu sichern. Schliesslich scheinen sich vor allem zwei Problembereiche abzuzeichnen, die weitere negative Auswirkungen hervorrufen können: Der Mangel an Bühnentechnikerinnen und Bühnentechnikern, die in andere Wirtschaftsbereiche abgewandert sind, sowie der Verlust vieler Freiwilliger, ohne deren Hilfe die Kulturunternehmen in Schwierigkeiten geraten könnten.

Obschon die finanziellen Verluste durch während der Krise gezahlten Hilfen im Allgemeinen ausgeglichen werden konnten, werden zahlreiche Befürchtungen hinsichtlich der kommenden Monate geäussert. Dies wird etwa durch Aussagen wie «eine Gesundheitskrise endet, eine Wirtschaftskrise beginnt...» veranschaulicht.

Die detaillierten Umfrageergebnisse für jeden Sektor finden sich im Anhang dieses Berichts.

Die Feststellungen, die sich aus dieser Umfrage ergeben, werden auch von anderen Wirtschaftsbranchen wie der Unterhaltungsindustrie, dem Sport oder dem Gastronomiegewerbe geteilt, die ebenfalls mit einem Mangel an qualifizierten Arbeitskräften oder Freiwilligen zu kämpfen haben.

## 2.2. Publikumsbeteiligung

Da sich Bund und Kantone um die Auswirkungen der Pandemie auf die Entwicklung der Publikumsbeteiligung an kulturellen Aktivitäten sorgen, haben sie eine gesamtschweizerische Untersuchung in Auftrag gegeben<sup>1</sup>. So wurden im Verlauf der Krise zu verschiedenen Zeitpunkten drei Umfragen veröffentlicht. Die letzte Veröffentlichung datiert vom Juli 2021, eine vierte ist für den Herbst 2022 geplant. Bei der dritten Umfrage verzeichneten 41% der Einrichtungen, die Saisonabonnemente anbieten, erhebliche Einbussen beim Abo-Verkauf gegenüber der Zeit vor der Krise; 71% waren aber der Ansicht, dass sie die Krise überwinden und ihre Verkaufszahlen von vor der Krise wieder erreichen könnten. Lediglich 30% der Bevölkerung waren nach eigenen Angaben bereit, «ohne weitere Bedenken» wieder kulturelle Einrichtungen aufzusuchen, und nur 55% wollten ihre Ausgaben für Kulturbesuche auf das Niveau der Zeit vor Corona oder gar darüber hinaus erhöhen. Die Verringerung der Aboeinnahmen, die für die Institutionen ein gesichertes Einkommen vor der Spielzeit darstellen, wird, sollte sie anhalten, nicht ohne Folgen bleiben. Die Rückmeldungen aus der Praxis

<sup>1</sup> Umfragen «Kulturbesuche in Zeiten von Corona» und «Kulturbetriebe in Zeiten von Corona» durchgeführt vom Institut «L'œil du Public», veröffentlicht im Juni 2021.

sind unterschiedlich und erst die Ergebnisse der Spielzeit 2021–2022 (oder sogar 2022–2023) werden es ermöglichen, zu diesem Thema eine Bilanz zu ziehen und einzuschätzen, wie die Kulturbereiche dabei unterstützt werden können, sich an die neuen Publikumsgewohnheiten anzupassen.

## 2.3. Jugend und Kultur

Frisbee, das Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen, führte ebenfalls zwei Umfragen unter seinen Mitgliedern durch, um die während der Pandemie aufgetretenen Schwierigkeiten zu ermitteln. Ab April 2020 organisierte die Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung (FKJF) regelmässige virtuelle Sitzungen mit den betroffenen Organisationen. Besonders hervorgehoben wurden: Die Absage zahlreicher Veranstaltungen, Aktivitäten und Angebote, der Rückzug von Freiwilligen, die Ungewissheit über die Beibehaltung von Dienstleistungen und Veranstaltungen aufgrund von Änderungen der Covid-Schutzmassnahmen, das fehlende Sponsoring und der Wegfall verschiedener Verkaufsaktionen zur Finanzierung von Jugendaktivitäten (z. B. Sommerlager), was zur Einstellung vieler Aktivitäten geführt hat.

In dem vom Staat Freiburg im November 2021 erarbeiteten «Unterstützungsplan für die Jugend Freiburg» wird auf die Schwierigkeiten hingewiesen, mit denen Jugendliche zwischen 12 und 25 Jahren konfrontiert sind und die Covid-19-Pandemie verstärkt oder gar verursacht wurden. Die Einschränkungen ihres Soziallebens, ihrer Ausbildung und ihrer Freizeit waren für sie besonders belastend, ganz besonders in dieser wichtigen Phase Identitätsfindung und Sozialisierung. Über einen Zeitraum von 2 Jahren werden zehn Soforthilfemassnahmen für junge Menschen mit Kosten von 1,7 Millionen Franken umgesetzt. Drei Massnahmen (Unterstützung von Jugendprojekten, Unterstützung der *Girons de jeunesse* und Ausbau der aufsuchenden Sozialarbeit) tragen zum gesellschaftlichen Engagement bei und unterstützen Angebote der soziokulturellen Animation für Jugendliche. Keine Massnahme zielt jedoch speziell auf die kulturelle Teilhabe, die zusätzlicher Unterstützung bedarf. In der letzten Phase dieses Prozesses, im Mai und Juni 2022, führte die Direktion für Gesundheit und Soziales eine Online-Umfrage unter 18- bis 25-Jährigen durch, um die negativen Auswirkungen und die Erwartungen nach der Covid-Krise in Erfahrung zu bringen. Die Ergebnisse können dazu beitragen, bestimmte Massnahmen für junge Menschen, auch im Freizeit- und Kulturbereich, zu ermitteln oder gegebenenfalls zu verstärken.

In den Jahren 2020 und 2021 finanzierte das Jugendamt über seine Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung ausnahmsweise Sommerlager und Tagesaktivitäten während der Ferien bis zu einem jährlichen Betrag von 30 000 Franken. Dabei ging es darum, Vereine zu unterstützen, die solche Freizeit-

Kultur-, Sport-, Kunst- oder soziokulturellen Aktivitäten für Kinder und Jugendliche organisieren.

Das Programm Kultur & Schule zur Förderung des Zugangs zur Kultur an den obligatorischen Schulen verzeichnete in den von der Covid-Krise betroffenen Schuljahren einen starken Rückgang der Teilnehmerzahlen (20 650 Teilnehmerinnen und Teilnehmer im Schuljahr 2019/20 und 22 600 im Schuljahr 2020/21, gegenüber 33 800 im Schuljahr 2018/19). Die Gründe dafür waren die Einführung des vorübergehenden Fernunterrichts, die einzuhaltenden Schutzmassnahmen und Schutzkonzepte, die Schliessung von Kulturstätten und die allgemeine Sorge der Lehrpersonen vor der Wiederaufnahme von Tätigkeiten, die potenziell zu Covid-19-Ausbrüchen führen könnten. Sobald es möglich war, den Betrieb unter Einhaltung der Regeln zum Schutz der Gesundheit wieder aufzunehmen, wurden Massnahmen zur Wiederbelebung des Programms eingeführt. So wurden für das Schuljahr 2021/22 zwei Gutscheine, statt nur einem, für den Besuch von Kulturveranstaltungen vergeben. Allmählich nehmen die Schule ihre Kulturbesuche wieder auf. Der Staat und die Gemeinden sollten die finanziellen und logistischen (den Schülertransport) Fördermassnahmen fortsetzen, um diese Erholung zu begleiten. Der Staat Freiburg und die Loterie Romande unterstützen zudem weitere Projekte, die Jugendlichen einen besseren Zugang zur Kultur ermöglichen sollen, wie das «Kultur GA/AG Culturel», das Projekt «Kulturagent.innen für kreative Schulen» oder die KulturLegi der Caritas für Familien mit geringem Einkommen (finanziell benachteiligten Menschen).

Was die künstlerisch-musikalische Praxis der Jugendlichen betrifft, gibt das Konservatorium Freiburg (KF) an, dass die Pandemie keinen Rückgang der Schülerzahlen bewirkt hat. Die meisten Kurse wurden während der Schulschliessungen per Fernunterricht abgehalten. Einige Ensembleprojekte wurden aufgrund der sanitärischen Massnahmen auf Eis gelegt. Mittlerweile hat das Konservatorium seinen normalen Betrieb wieder aufgenommen. Bei den Chor- oder Instrumentalvereinen gab es allerdings Schwierigkeiten, neue Mitglieder zu gewinnen. Jedoch war nicht unbedingt eine nennenswerte Abwanderung junger Menschen zu beobachten, die trotz der zeitweisen Einschränkungen oder Einstellung der Aktivitäten in der Regel ihrem Verein treu geblieben sind.

Mit der Koordinierung und Unterstützung des Staates wurde bereits zu Beginn des Jahres eine Massnahme ergriffen: Junge Chorsängerinnen und -sänger bis 30 Jahre die Kurse am Konservatorium Freiburg besuchen, können von der Loterie Romande einen jährlichen finanziellen Beitrag an die Schulgebühren beantragen, ähnlich wie dies bereits für die Kadetten der Blaskapellen und die jungen Akkordeonspieler praktiziert wird.

## **2.4. Herausforderungen im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme kultureller Aktivitäten in der Schweiz**

Nach dem Abflauen der Krise gibt es zahlreiche Herausforderungen und Schwierigkeiten zu bewältigen. Die Konferenz der kantonalen Kulturbeauftragten (KKB) hat zwischen dem 25. Februar und dem 18. März 2022 bei den kantonalen Kulturämtern, der Städtekonferenz Kultur (SKK) und beim Schweizerischen Gemeindeverband eine Umfrage zu den Wiederankurbelungsmassnahmen für die Kultur durchgeführt. Dabei wird die Situation von den Befragten sehr unterschiedlich beurteilt. Dies ist vermutlich ein Zeichen dafür, dass es schwierig ist, die Situation mit so wenig zeitlichem Abstand zu analysieren. Der kulturelle Reichtum und die kulturelle Vielfalt haben gemäss Aussagen nur einen begrenzten Schaden erlitten, der auf 5 bis 20% geschätzt wird. Die Herausforderungen, die sich der Kulturszene bei der Wiederaufnahme der kulturellen Aktivitäten stellen, bleiben zahlreich: Rückstau von kulturellen Angeboten und Störungen des internationalen Austausches, zögerliche Rückkehr des Publikums und Veränderungen im Kulturkonsum, Schwierigkeiten, in bestimmten Bereichen qualifiziertes Personal und unverzichtbare ehrenamtliche Mitarbeitende zu finden. In einigen Fällen führten die Covid-Hilfen sogar zu einer finanziellen Abhängigkeit von staatlicher Unterstützung. Das Unterstützungspaket gemäss der Covid-19-Verordnung entsprach gemäss den Kulturbeauftragten von Kantonen und Gemeinden den allgemeinen Bedürfnissen und dürfte gemäss allgemeiner Einschätzung auch ausreichen, um die nächsten Monate der Erholung sicherzustellen. Die Befragten sind oft unsicher, wie sich das bevorstehende Auslaufen der Unterstützungsmassnahmen auswirken wird. Lediglich eine Minderheit glaubt, dass das übliche Fördersystem mittel- bis langfristig ausreicht, um die bevorstehenden Herausforderungen in ihrem Kanton zu meistern. Sie sind der Ansicht, dass die Förderinstrumente an die durch die Pandemie geschaffenen, neuen Umstände angepasst werden sollten. Die Hälfte von ihnen kündigt an, spezifische Massnahmen zur Unterstützung des Wiederaufschwungs umzusetzen oder deren Einführung zu prüfen, wobei sie in der Regel besondere Akzente auf bestehende Instrumente setzen oder damit sie auf die hartnäckigen Störungen in der kulturellen Produktion oder in bestimmten, besonders betroffenen Bereichen reagieren können. Die Finanzierung dieser Massnahmen sollte im Wesentlichen aus dem ordentlichen Budget der Kantone oder aus Lotteriefonds erfolgen. Die Städte wollen nach ihren eigenen Angaben die Budgets erhöhen. Die Erarbeitung der nächsten Kulturbotschaft des Bundesrates, bei der die Kantone eingeladen wurden, sich daran zu beteiligen, sollte ihrerseits längerfristige Orientierungen und die notwendigen Modalitäten für die Zusammenarbeit zwischen Gemeinden, Kantonen und Bund liefern.

## 2.5. Vorläufige Bilanz der Auswirkungen der Covid-19-Pandemie auf das Freiburger Kulturangebot

Aus den Ergebnissen der Umfrage unter den Freiburger Kulturschaffenden und -unternehmen ergeben sich tendenziell dieselben Feststellungen wie aus der Studie bei den Kulturbearbeitenden der Kantone und Städte. Alle Kreise sind sich einig, dass die Krise hart war, dass die Kulturbereiche geschwächt wurden, dass sie aber vor allem dank der staatlichen Unterstützung Resilienz bewiesen haben, damit sie heute noch präsent sind. Im Gegensatz zu anderen Sektoren kann der Kultursektor nicht damit rechnen, dass entgangene Geschäfte in der Zeit nach der Krise nachgeholt werden können: Die finanziellen Verluste lassen sich künftig nicht kompensieren. Daher werden die nächsten Monate und Jahre entscheidend für die Zukunft der im Kulturbereich tätigen Personen und Unternehmen sein, die es in dieser Phase des «Aufschwungs unter Unsicherheit» aufmerksam zu beobachten und zu begleiten gilt. Ein wichtiges Instrument hierzu sind Transformationsprojekte, die die Anpassung an die neuen Gegebenheiten unterstützen. Die Fragen der Verbreitung und Ausstrahlung der geschaffenen Werke beschäftigen die betroffenen Kreise ebenso wie die rechtliche und finanzielle Unsicherheit ihres Status.

Tatsächlich hat die Krise bereits bestehende Probleme verschärft und sichtbar gemacht, wie z.B. die Fragilität des Status von professionellen Kunstschaaffenden, die geringen Einkommen und die fehlende soziale Sicherheit.<sup>1</sup> Auch wenn die grosse Mehrheit der Kulturschaffenden und -unternehmen Hilfen erhalten hat, um die Krise zu überstehen, dürfen diejenigen nicht vergessen werden, die durch die Maschen des Systems gefallen sind, weil sie keinen Zugang zu Unterstützung hatten oder keine Hilfe beantragt haben, die aber trotzdem ein Teil der regionalen Kulturlandschaft sind oder waren. Die verschiedenen Umfragen im Kanton und auf nationaler Ebene haben gezeigt, dass einige Mitglieder der kulturellen Produktionskette in andere Sektoren abgewandert sind oder zumindest nicht mehr für die Kultur zur Verfügung stehen, insbesondere im Bereich der Bühnentechnik. Aber auch die Rekrutierung von Freiwilligen ist schwieriger geworden. Zum jetzigen Zeitpunkt ist es jedoch noch zu früh, die Auswirkungen auf die Wiederaufnahme des Produktions- und Organisationsbetriebs abzuschätzen. Um den beruflichen Werdegang der Kunstschaaffenden in diesem sich wandelnden Umfeld besser zu begleiten, laufen Arbeiten zur Revision der Förderinstrumente.

Eine positive Folge der Pandemie war, dass sich auf kantonaler Ebene fast alle Kunstsparten organisiert und, sofern dies noch nicht der Fall war, einen Dachverband gegründet haben, um ihre Aktionen zu koordinieren, gegenüber öffentlichen Instanzen gemeinsam aufzutreten und die Interessen

der jeweilige Branche zu verteidigen.<sup>2</sup> Das Amt für Kultur hat eine Plattform für den Austausch mit diesen kantonalen Dachverbänden geschaffen. Diese sind eingeladen, sich an den strategischen Überlegungen zu beteiligen.

Kulturvereine im Laienbereich (Chöre, Blaskapellen usw.) hatten das Gefühl, für sie hätten unverhältnismässige Schutzmassnahmen gegolten (Abstandhalten, Covid-Zertifikat usw.) und sie seien in ihrer Rolle als soziales, kulturelles und generationenübergreifendes Bindeglied nicht ausreichend verstanden und berücksichtigt worden. Um die Wiederaufnahme der Aktivitäten in diesem Bereich zu fördern, wurden beispielsweise eine finanzielle Unterstützung für ein Covid-Transformationsprojekt der Freiburger Chorvereingung gewährt. Ziel dieses Projektes ist es, die hauptsächlich auf ehrenamtlicher Arbeit beruhende Struktur zu reorganisieren und zu professionalisieren.

Die jüngeren Generationen haben in den letzten beiden Jahren besonders gelitten. Der berufliche Einstieg für junge Personen, die einen künstlerischen Bildungsgang absolviert haben, ist noch schwieriger geworden. Die Plätze in Saison- oder Veranstaltungsprogrammen sind hart umkämpft, was unter anderem auf all die Terminverschiebungen während der Pandemie zurückzuführen ist. In Bezug auf die junge Generation im weiteren Sinne wird es darum gehen, die weitere Entwicklung und die Auswirkungen der neuen Formen des Kultur- und Informationskonsums zu beobachten.

Schliesslich hat die Krise in Erinnerung gerufen, wie wichtig der Zugang zu allen Formen der Kultur und der kulturellen Praxis für die Bevölkerung ist, um die persönliche Entfaltung und das Wohlbefinden der Menschen zu gewährleisten. Kultur fördert den sozialen Zusammenhalt und trägt zu einer nachhaltigeren Gesellschaft bei. Die Kunstschaaffenden regen Reflexionen und Diskussionen zu Themen an, die unser «Zusammenleben» betreffen.

## 3. Stärkung des beruflichen Status der Künstlerin oder des Künstlers

In diesem schwierigen Umfeld sorgen sich die Verfasserinnen und Verfasser des Postulats zu Recht um den beruflichen Status und die prekären Einkommen, die im Kultursektor üblich sind. Sie fragen, welche Massnahmen künftig ergriffen werden, um die Situation zu verbessern. Die Pandemie hat nämlich offenbart, in welchen prekären Verhältnissen viele Kunstschaaffende leben und dass sie zum Teil schlecht oder gar nicht sozial abgesichert sind. Besonders auffällig ist diese Tatsache bei jungen Kunstschaaffenden, von denen

<sup>1</sup> Siehe dazu Kapitel 3 dieses Berichts.

<sup>2</sup> Association K Verein C; Verband der Museen des Kantons Freiburg; Visarte Fribourg; Photographie Professionnelle et Artistique du canton de Fribourg; Fribourg Films; Freiburger Schriftstellerverein; Freiburger Chorvereingung Freiburger Kantonal Musikverband; Freiburger Dachverband FFAV (Faitière fribourgeoise des arts vivants); Design Fribourg; BiblioFR; Künstlerhaus (Maison des artistes); Fri-Livre. In Vorbereitung: zeitgenössische Musik; Dachverband für den Tanz.

viele ohne Arbeitsvertrag oder ohne Selbstständigenstatus arbeiten. Ohne Anschluss an eine Ausgleichskasse waren sie nicht berechtigt, Erwerbsersatzentschädigung und/oder Ausfallentschädigungen zu erhalten. Die Pandemie hat die Erkenntnisse, die bereits in einer über mehrere Jahre – 2006, 2016 und dann kurz vor Ausbruch der Krise – durchgeführten Umfrage<sup>1</sup> festgestellt wurden, noch einmal schonungslos ans Licht gebracht, nämlich:

- > Die Erwerbseinkommen von Kunstschaffenden sind in der Regel tief bis sehr tief.
- > Die Kulturschaffenden sind chronisch unterversichert.
- > Kulturschaffende verfügen über keine finanziellen Reserven.
- > Die Altersvorsorge von Kulturschaffenden ist stark unterfinanziert.
- > Es fehlen professionelle Strukturen zur Beratung von Kulturschaffenden in den Bereichen soziale Sicherheit und Vorsorge.

Aus der Studie geht hervor, dass im Jahr 2016 die Hälfte der Kulturschaffenden höchstens 40 000 Franken im Jahr verdient hat. Kurz vor Ausbruch der Covid-Krise wurde die Einkommenssituation der Kulturschaffenden erneut erhoben. Diese Erhebung erbrachte, dass sich der Anteil der Personen mit einem Jahreseinkommen von höchstens 40 000 Franken auf 60% erhöht hat. Nach der Covid-19-Krise ist eine weitere Erhebung der Situation geplant. Trotz der unternommenen Anstrengungen hat sich also die Situation in den letzten zwanzig Jahren nur geringfügig verändert.

Der Nationale Kulturdialog, an dem die Kantone beteiligt sind, befasst sich seit mehreren Jahren mit Fragen der sozialen Sicherheit. Mit der Umsetzung seiner Empfehlungen wurde bereits vor dem Ausbruch der Pandemie begonnen. Die Wiederaufnahme kultureller Aktivitäten rückt dieses Thema wieder in den Mittelpunkt. Im Herbst 2021 brachte das Amt für Kultur unter anderem Vertreterinnen und Vertreter der Kulturszene zusammen, um über eine Weiterentwicklung des Subventionssystems des Staates nachzudenken und um die soziale Sicherheit der Kulturschaffenden nachhaltig zu verbessern. Dabei wurden verschiedene Möglichkeiten in Erwägung gezogen, wie z.B. die Kontrolle des Anschlusses der subventionierten Kunstschaffenden an eine Ausgleichskasse, finanzielle Anreize für freiwillige Beiträge in die zweite oder dritte Säule, Bedingungen für die Gewährung einer Subvention für den Beitrag zu den Sozialabgaben der Angestellten in den Institutionen, die Ablehnung der Finanzierung von Projekten, deren Businessmodell zu einer Unterbezahlung der Kulturschaffenden führt. Wichtig wäre ebenfalls die nachträgliche Kontrolle der Zahlung von Löhnen und Sozialabgaben bei den subventionierten Projekten. Erwähnt sei

hier noch die Dienstleistungs- und Informationsgenossenschaft im Bereich der Kulturverwaltung «BURO», die durch ein Transformationsprojekt finanziert wird und derzeit eine Palette von Dienstleistungen für Kulturschaffende entwickelt, darunter eine «Lohnträgerschaft», welche selbstständigerwerbenden Kulturschaffenden einen Angestelltenstatus mit den dazugehörigen Sozialleistungen ermöglicht.

Im Laufe des Jahres 2022 wird eine Arbeitsgruppe in Zusammenarbeit mit Vertreterinnen und Vertretern der wichtigsten Behörden, die für die professionelle Subventionierung zuständig sind (AGGLO, LoRo...), sowie der kulturellen Dachverbände eingesetzt, um die Empfehlungen des Nationalen Kulturdialogs umzusetzen. Die Gemeinwesen sollten in Zukunft diese Massnahmen für eine gerechte soziale Sicherheit berücksichtigen.

#### 4. Schlussfolgerungen und Prioritäten für die Wiederankurbelung

Der vorliegende Bericht beruht auf Statistiken über die vom Kanton und vom Bund gewährten Covid-Finanzhilfen, interkantonalen Vergleichen, nationalen Studien und Befragungen zur Publikumsbeteiligung während und nach der Krise, einer kantonalen Umfrage über die Auswirkungen der Krise sowie auf Feststellungen und Beobachtungen der kulturellen Dachverbände und der zuständigen kantonalen Stellen, die während der zweijährigen Pandemiezeit die Unterstützungsgesuche bearbeitet und begleitet haben. Der Bericht weist zudem auf wichtige Probleme und Herausforderungen hin.

Das Umfeld hat sich deutlich verändert und die Krise hat bereits bestehende Probleme beschleunigt, für deren Lösungen sich der Staat Freiburg im Rahmen seiner kantonalen Kulturstrategie seit mehreren Jahren engagiert. In dieser Kulturstrategie, die dem Grossen Rat 2017 vorgelegt wurde, werden insbesondere die folgenden Prioritäten hervorgehoben<sup>2</sup>:

1. **Schaffen, bekanntmachen und verbreiten:** Die Kulturfördermassnahmen und Schaffensbeiträge optimieren, den Austausch unter den Kunstschaffenden und die Verbreitung von Werken aus dem Kanton Freiburg verstärken. Die Finanzhilfe sollte in mehreren künstlerischen Bereichen verstärkt werden, um die steigenden Produktionskosten aufzufangen und die professionelle Qualität wie auch die Konkurrenzfähigkeit von Freiburger Kulturprojekten sicherzustellen. Die Verbesserung einiger Massnahmen könnte im Rahmen der vom Kulturclub des Grossen Rates per Motion angestrebten Revision des Gesetzes über die kulturellen Angelegenheiten (KAG) erfolgen. Insbesondere die Entlohnung und die soziale

<sup>1</sup> Studie des Büros Ecoplan «Soziale Absicherung von Kulturschaffenden», Schlussbericht, Juni 2021, im Auftrag von Suisseculture Sociale und der Schweizer Kulturstiftung Pro Helvetia.

<sup>2</sup> Auf der Webseite des Amtes für Kultur wird über die Umsetzung dieser fünf strategischen Achsen informiert: <https://www.fr.ch/de/kultur-und-tourismus/kunst/kulturpolitik-des-kantons-freiburg>

Absicherung der Kulturschaffenden sowie die Verbreitung von Kultur müssen besonders berücksichtigt und mit zusätzlichen Mitteln ausgestattet werden.

2. **Innovativ sein:** Ziel ist es, die Interaktion zwischen Kunst und Kreativwirtschaft zu fördern, den wirtschaftlichen Einfluss der Kultur zu stärken. Für das Erreichen dieses Ziels braucht es eine Zusammenarbeit mit der Volkswirtschaftsdirektion, der Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg, den Berufsfachschulen und den Hochschulen sowie den Unternehmen und Start-ups. Zudem sollte das Zusammenwirken von Kultur, attraktivem Wirtschaftsstandort und Tourismus gestärkt werden. Insbesondere die Covid-Transformationsprojekte sowie ein Impulsprogramm für Kooperationsprojekte werden zu dieser Entwicklung beitragen.
3. **Eine Kultur im Austausch:** Hier geht es darum, den Kreis der interessierten Zielpersonen und den Zugang zur Kultur zu erweitern, auch für Personen, die durch finanzielle, körperliche, soziale oder andere Mittel eingeschränkt sind, und den kulturellen Austausch zu verstärken, um das soziale Wohlbefinden und den sozialen Zusammenhalt zu fördern. Insbesondere soll die Kultursensibilisierung von Kindern und Jugendlichen weiter verstärkt werden, etwa durch die geplante Fortführung von Programmen wie Kultur & Schule oder die Unterstützung der Musik-, Theater- und Tanzausbildung am Konservatorium sowie durch die Förderung der Teilnahme von Jugendlichen an Chor-, Instrumental- oder Kunstvereinen (Zirkus, Theater, bildende Kunst usw.). Die Rolle der Gemeinden bei der Unterstützung des lokalen Kultur- und Vereinswesens ist von entscheidender Bedeutung, ebenso wie die der Freiwilligen, die sich bei Veranstaltungen engagieren und denen besondere Anerkennung und Aufmerksamkeit zuteilwerden muss.
4. **Drei Modellprojekte für die kantonalen kulturellen Institutionen:** Die Betriebsbudgets der kulturellen Institutionen sollen beibehalten oder nach Möglichkeit erhöht werden, damit diese ihren Auftrag erfüllen können, namentlich im Zusammenhang mit dem Schutz und der Erhaltung des Kulturerbes. Drei grosse Investitionsvorhaben sind in Gang: Der Ausbau der Kantons- und Universitätsbibliothek, die Verlegung des Naturhistorischen Museums und die Einrichtung eines interinstitutionellen kantonalen Lagers für Kulturgüter (SIC). Zudem ist eine räumliche Neuorganisation des Konservatoriums geplant, um die Qualität der Unterrichtsbedingungen sowie der Zugang zur Musik und die entsprechende Sensibilisierung zu verbessern.

5. **Freiburg, ein Kulturraum:** Die Ausstrahlung der Freiburger Kultur fördern und die Koordination unter den Kulturschaffenden auf kantonaler wie nationaler Ebene verbessern.

In einer Zeit der Wiederaufnahme der kulturellen Aktivitäten wird die Umsetzung dieser Strategie, die darauf abzielt, den Herausforderungen und Bedürfnissen in der Praxis sowie den Erwartungen eines ganzen Kantons bestmöglich gerecht zu werden, langfristige finanzielle Verpflichtungen seitens aller Partner und der öffentlichen Behörden aller Ebenen erfordern. Der Staat möchte eine nachhaltige Kulturpolitik betreiben, die das künstlerische Schaffen, die Innovation, das Teilen, den Zugang zum kulturellen Angebot und die Ausstrahlung seiner kulturellen Einrichtungen fördert.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Service de la culture SeCu  
Amt für Kultur KA

Rue Frédéric-Chaillet 11, CH-1700 Fribourg

T +41 26 305 12 81  
[www.fr.ch/secu](http://www.fr.ch/secu)

—

# Résultats du sondage COVID-Culture

## Table des matières

1.	<i>Répondant-e-s au sondage</i>	2
2.	<i>Hypothèses générales et communes aux trois secteurs</i>	4
3.	<i>Domaine professionnel</i>	5
4.	<i>Domaine amateur</i>	12
5.	<i>Domaine institutionnel (musées et bibliothèques)</i>	16

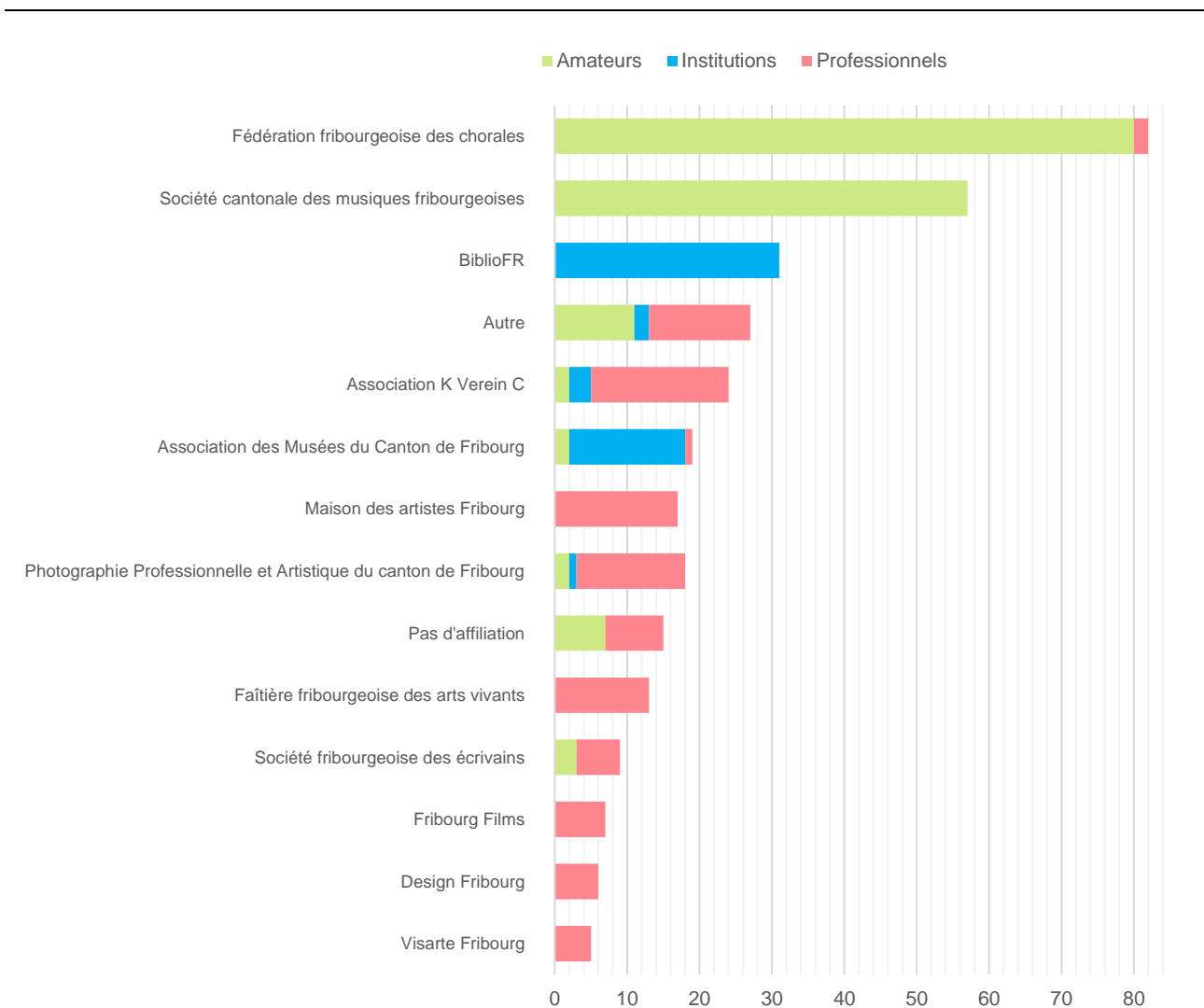
Toute question au sujet de ces résultats peut être adressée à [fribourg-culture@fr.ch](mailto:fribourg-culture@fr.ch)

# 1. Répondant-e-s au sondage

Le Service de la culture a mené un sondage auprès des milieux culturels fribourgeois concernant les impacts du COVID-19 sur la richesse culturelle du canton. Ce sondage a eu lieu entre le 23 février et le 25 mars 2022, soit juste après la levée des dernières mesures de protection. Par l'entremise des associations faitières cantonales, 317 répondant-e-s ont pris part au questionnaire. Les résultats sont à interpréter avec prudence, en tenant compte de celles et ceux qui auraient éventuellement cessé leurs activités durant la crise et du manque de recul. Le questionnaire comprend trois sections différentes selon la nature du répondant :

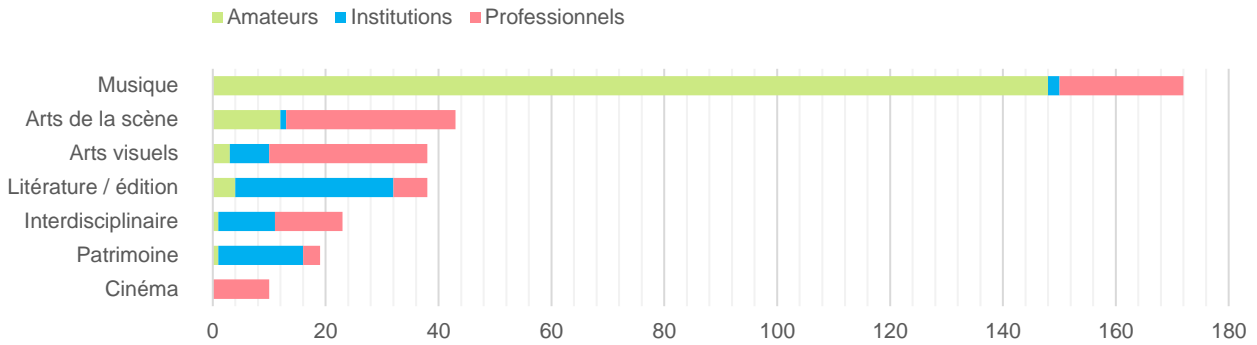
- > Les associations et sociétés d'amateurs
- > Les musées et bibliothèques (institutions)
- > Les professionnels de la création, diffusion, programmation, vente, etc.

## Nombre de répondant-e-s par faitière

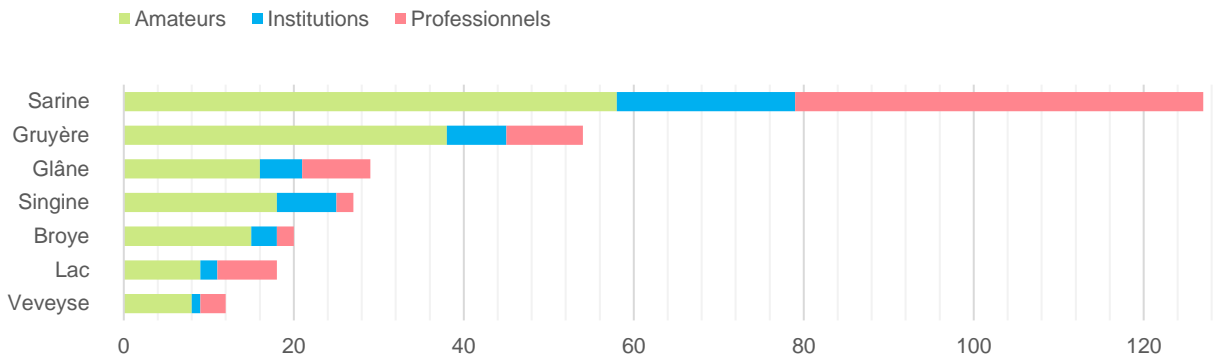




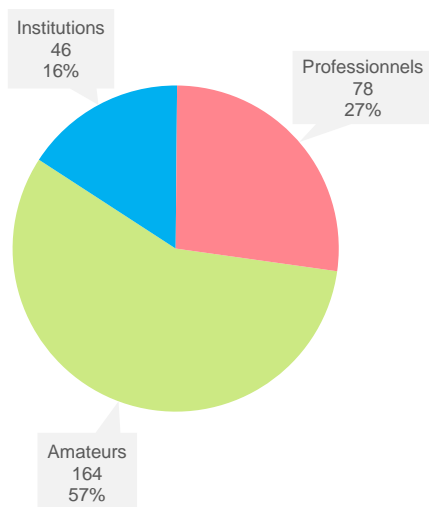
## Nombre de répondant-e-s par discipline artistique



## Nombre de répondant-e-s par district



## Nombre de répondant-e-s par domaine



## 2. Hypothèses générales et communes aux trois secteurs

En résumé, les réponses montrent qu'il y a eu très peu de fermetures définitives d'entreprises culturelles ou de fin d'activités d'indépendant-e, quelques fusions ou regroupements effectués ou en cours, mais dans la grande majorité une stabilité structurelle dans le secteur culturel. Cependant, ces structures ont été fragilisées et expriment une grande fatigue au sortir de la crise.

Un sentiment général de manque de reconnaissance s'exprime, celui de métiers de la culture qui n'ont toujours pas accès à des revenus dignes et que les bienfaits de la culture pour la société ne sont pas assez valorisés et soutenus. De même, les apports économiques de la culture et les liens avec le tourisme pourraient être mieux reconnus et soutenus.

La pandémie a aussi mis en évidence la capacité d'adaptation du secteur, et a été vécue comme une opportunité pour accélérer certaines évolutions en cours, comme le virage du numérique à tous les niveaux (administration, création, conservation, etc.) ou le besoin de renforcer la communication auprès du public. Les défis sont nombreux : professionnalisation de l'administration, adaptation aux nouvelles habitudes du public qui réagit désormais selon une logique « last minute » dans ses choix et réservations, remotivation des membres amateurs sur de nouveaux projets, besoin d'investir dans la sensibilisation du public et des jeunes pour assurer la relève. Finalement deux domaines semblent montrer des signes de pénurie provoquant des dommages en cascade : le manque de technicien-e-s de scène, réorientés vers d'autres secteurs économiques de l'événementiel, et le départ de nombre de bénévoles qui soutenaient les entreprises et manifestations culturelles qui, sans eux, sont mises en difficultés.

Si les aides versées durant la crise ont généralement permis de compenser les pertes financières, de nombreuses craintes s'expriment quant aux mois à venir, illustrées par cette réponse « une crise sanitaire se termine, une crise économique débute... ».

Les chapitres ci-dessous présentent les résultats et les graphiques de chaque domaine

### 3. Domaine professionnel

L'auto-évaluation de la situation professionnelle et économique des acteurs-trices et entreprises culturel-le-s est contrastée. De manière générale, on observe que la crise a touché plus directement les acteurs que les entreprises. Ces indicateurs sont à prendre avec grande prudence car la phase de sortie de crise avec la fin des aides pourrait remettre en question cette tendance. De plus, de nombreuses réponses indiquent qu'il y a encore trop d'inconnues pour répondre précisément, notamment concernant le succès de futures recherches de sponsors ou le retour du public. Ainsi, pour les acteurs-trices culturel-le-s, moins d'un tiers estime se trouver dans une bonne situation, plus d'un tiers dans une situation critique depuis la crise sanitaire, et un tiers dans une situation critique présente déjà avant la crise. Les entreprises culturelles semblent être un peu moins sensibles à la crise puisque 69% disent être dans une bonne situation, 19% une situation critique depuis la crise et 13% une situation critique déjà avant la crise.

Les résultats montrent une diminution du nombre d'acteurs et entreprises dont le revenu ou les recettes émanent principalement du domaine culturel (baisse de 12% des répondant-e-s qui gagnent entre 75 et 100% de leurs revenus dans la culture, et augmentation de 7% de celles et ceux qui gagnent entre 1-25% dans la culture). La crise a ainsi accentué la diversification des occupations mais aussi engendré une baisse de la part culturelle dans les revenus. Les acteurs culturels sont en particulier touchés par ce phénomène, alors que les entreprises sont plus résilientes. 48% des acteurs culturels et 61% des entreprises culturelles pensent retrouver d'ici fin 2022 la rémunération d'avant la crise, alors qu'un bon tiers s'évalue encore dans l'inconnu. Trois quarts des répondant-e-s ne mentionnent pas de changement de taux de travail dans la culture. Plus de la moitié observe des menaces tangibles sur les compétences techniques et artistiques disponibles sur le marché.

De manière générale, les liens entre les créateurs et les lieux de diffusion de leurs créations (lieux de vente, de présentation publique, etc.) ont pu être maintenus, ou partiellement maintenus. 62% des répondant-e-s qui ont développé un projet de transformation COVID estiment cette aide déterminante pour leur avenir. Globalement, on observe que la crise a accéléré un processus de changement déjà préexistant dans leurs activités.

La reprise culturelle a démarré dans l'incertitude. Au moment de répondre au questionnaire (début d'année 2022), 73% observaient une diminution (30% légère diminution et 43% forte diminution) du public à leurs dernières activités.

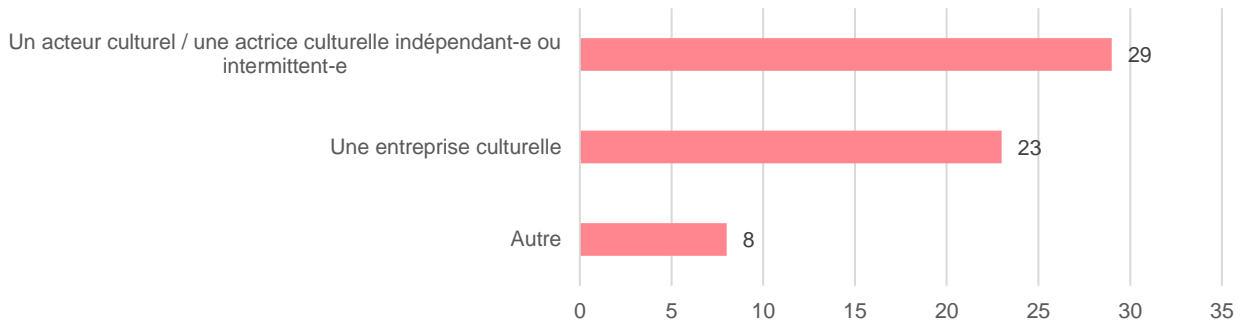
La crise a mis en exergue plusieurs problématiques :

- > Les tâches d'administration et de communication deviennent toujours plus importantes et exigent des compétences professionnelles avérées. La souplesse requise complexifie la gestion culturelle et augmente les facteurs de risque.
- > Les impacts de la crise sont visibles et directs dans plusieurs domaines, notamment sur le travail à l'international, qui a été fortement freiné et où les places dans les programmations sont déjà occupées par des reports accumulés.
- > De nombreux répondant-e-s observent des menaces tangibles sur la disponibilité et les compétences techniques et artistiques disponibles dans leur domaine, en particulier pour des postes sur appel ou par mandat ponctuel.
- > Les artistes émergents et jeunes diplômés ont des difficultés spécifiques à trouver des opportunités et places sur le marché.
- > Les organisateurs d'événements notent aussi une grande difficulté à renouer avec les bénévoles actifs auparavant, et à recruter de nouvelles personnes.

Pour y répondre, plusieurs mesures ont été mentionnées par les répondant-e-s :

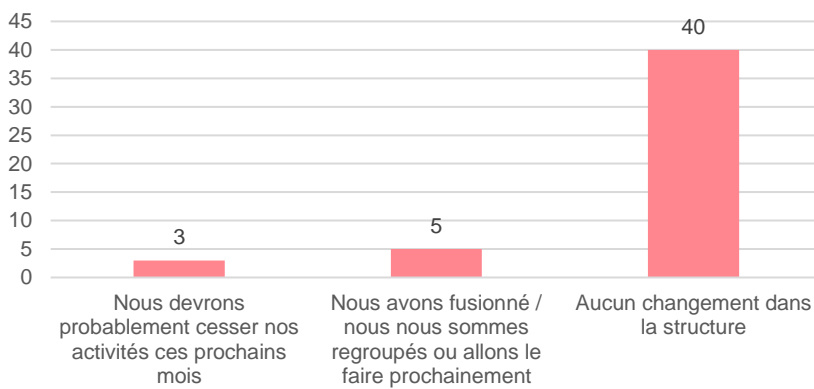
- > Une meilleure considération politique à tous les niveaux, en supprimant certaines taxes communales sur les spectacles, en mettant en place des mesures d'incitation pour encourager l'engagement de professionnels qualifiés de la région, la mutualisation et mise à disposition facilitée de locaux pour répéter ou stocker du matériel ;
- > Un engagement majeur du canton à promouvoir la culture fribourgeoise, à l'intérieur du canton, ainsi que hors de ses frontières ;
- > Un soutien renforcé pour permettre la prise de risques (par des garanties de déficit par exemple) ;
- > Un soutien à la recherche artistique afin de pouvoir développer des projets de qualité et durables dans de bonnes conditions, et sortir d'une spirale de productions ;
- > Une révision des dispositifs et catégories de subventionnement pour mieux prendre en compte des projets transversaux ;
- > Une amélioration du système de prévoyance sociale et des revenus minimaux assurés ;
- > Des soutiens pour la communication et la médiation vers tous les publics.

## Nombre de répondant-e-s dans le domaine professionnel



## Réponse à la question

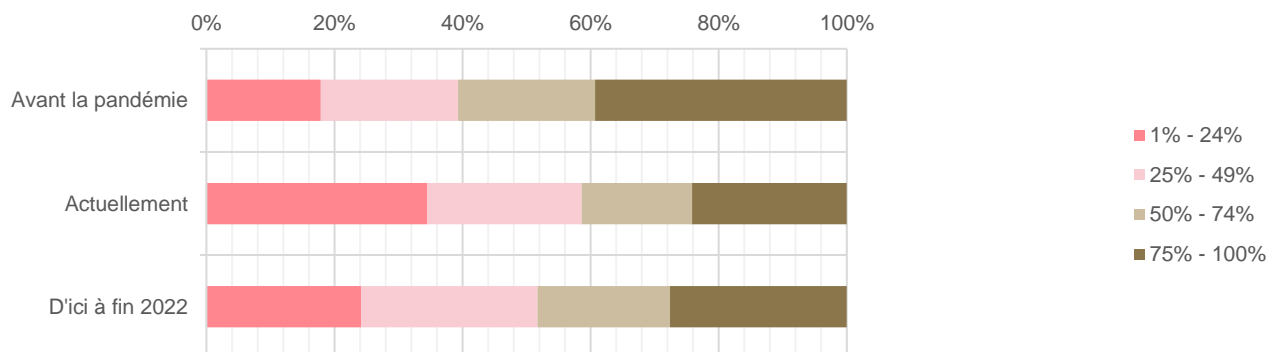
### Avez-vous connu des transformations structurelles ?



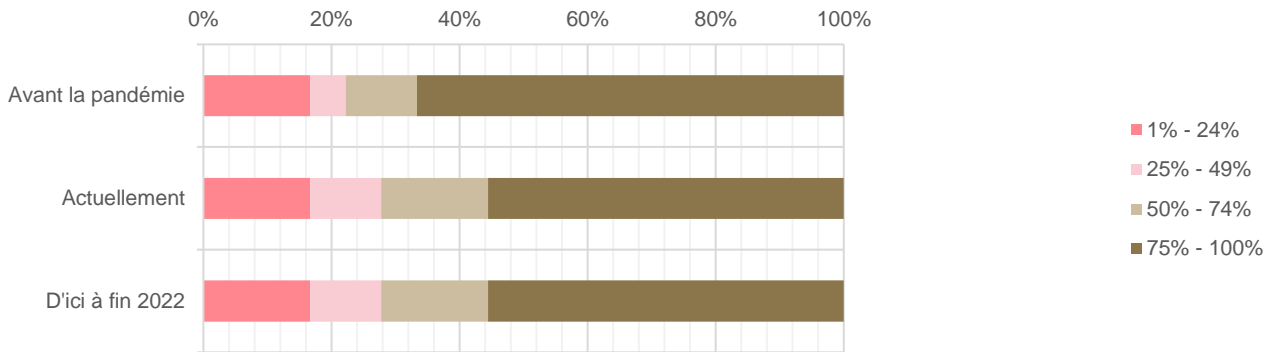
## Réponse à la question

### Quelle part de votre rémunération provenait de vos activités dans le domaine culturel ?

#### Acteurs culturels



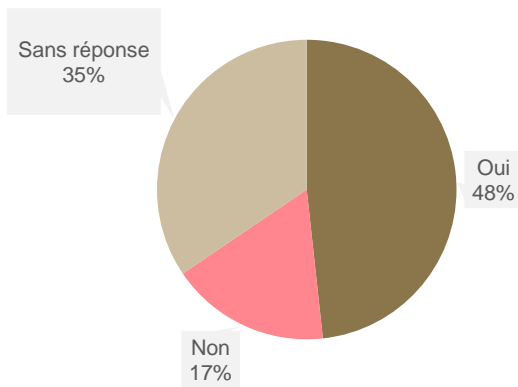
### Entreprises culturelles



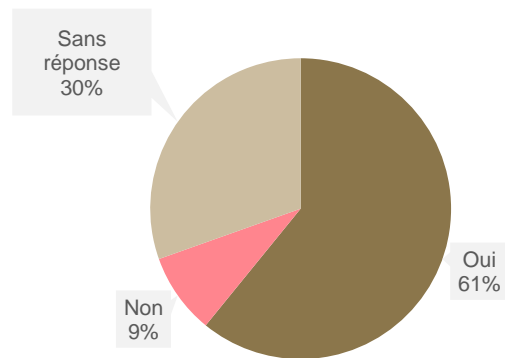
### Réponse à la question

**Pensez-vous, à court terme, pouvoir retrouver la rémunération financière culturelle dont vous disposiez avant la crise ?**

#### Acteurs culturels

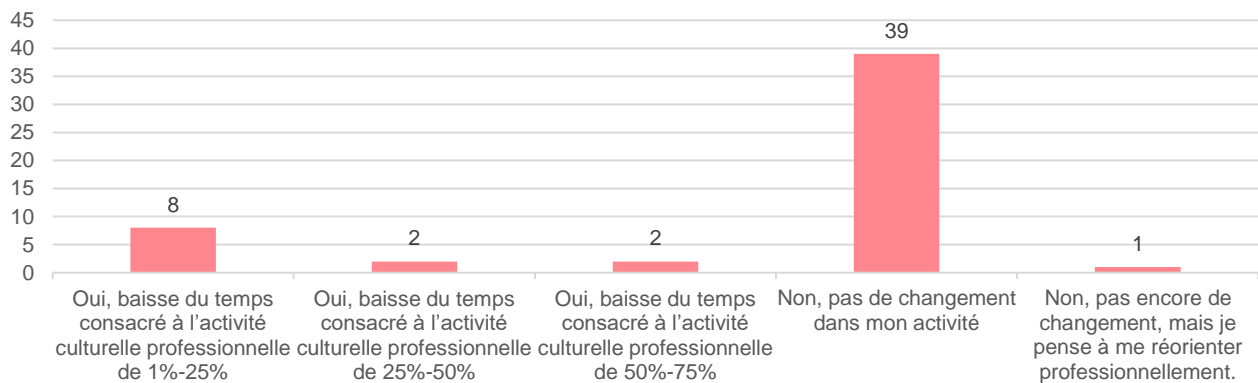


#### Entreprises culturelles



### Réponse à la question

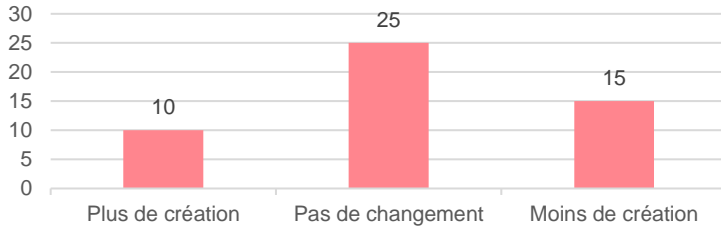
**Avez-vous réduit votre travail dans le domaine culturel en faveur d'un autre travail (réorientation durable) ? Si oui, à quel taux ?**



## Réponse à la question

**Avez-vous adapté votre façon de travailler, de vous organiser ?**

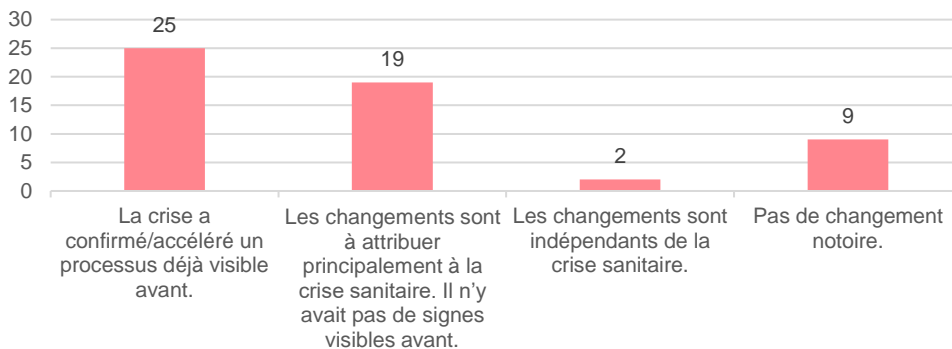
---



## Réponse à la question

**Selon vous, quel est le rôle de la crise sanitaire (mesures à respecter, arrêt ou réduction des activités) dans les changements survenus au sein de votre structure ou de vos activités ?**

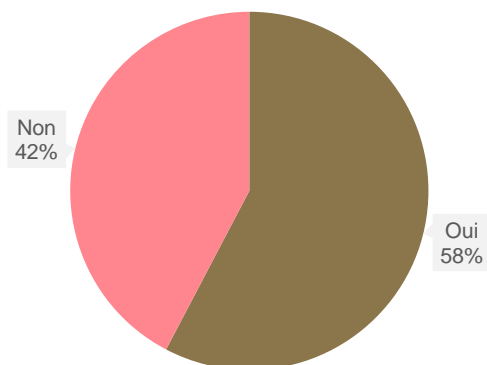
---



## Réponse à la question

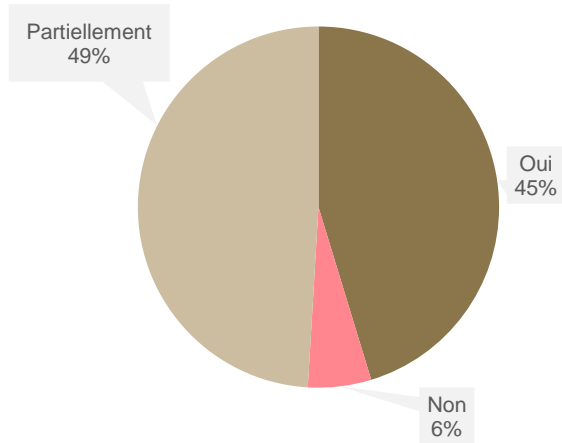
**Observez-vous des menaces tangibles sur les compétences techniques et artistiques disponibles ?**

---



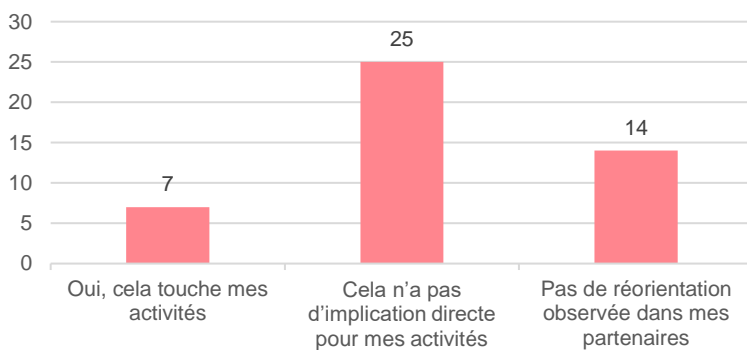
## Réponse à la question

**Selon vous, les liens entre les créateurs-trices et les lieux de diffusion ont-ils pu être maintenus ?**

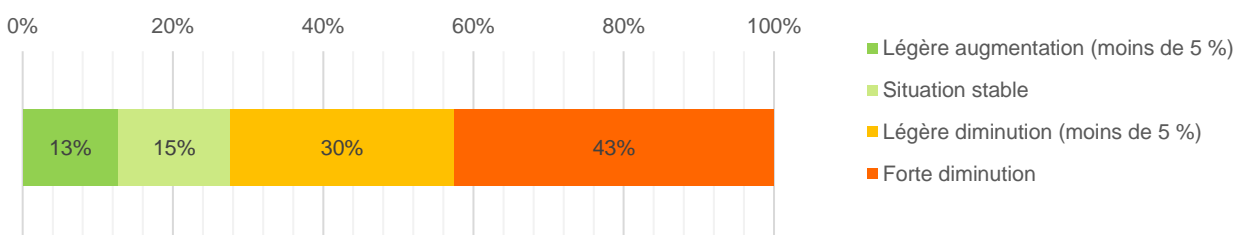


## Réponse à la question

**Des éventuelles réorientations de partenaires internes ou externes ont-elles un impact sur vos activités ?**



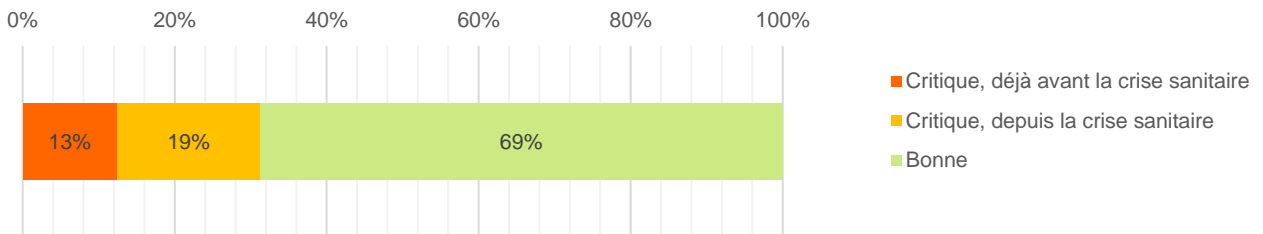
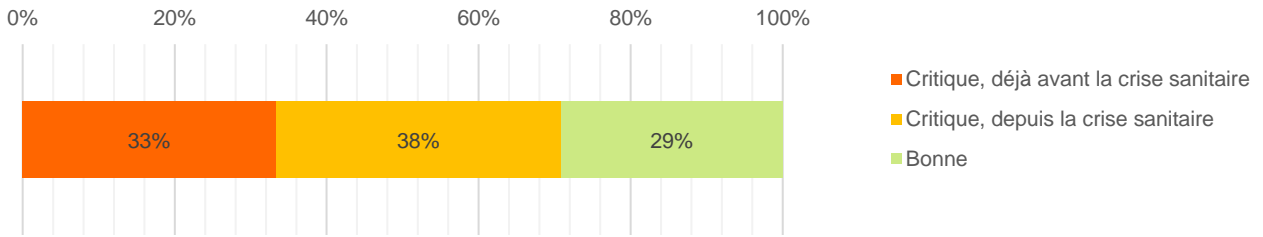
## Réception et participation du public sur les activités et production, par rapport à avant la crise





## Situation économique et professionnelle

---



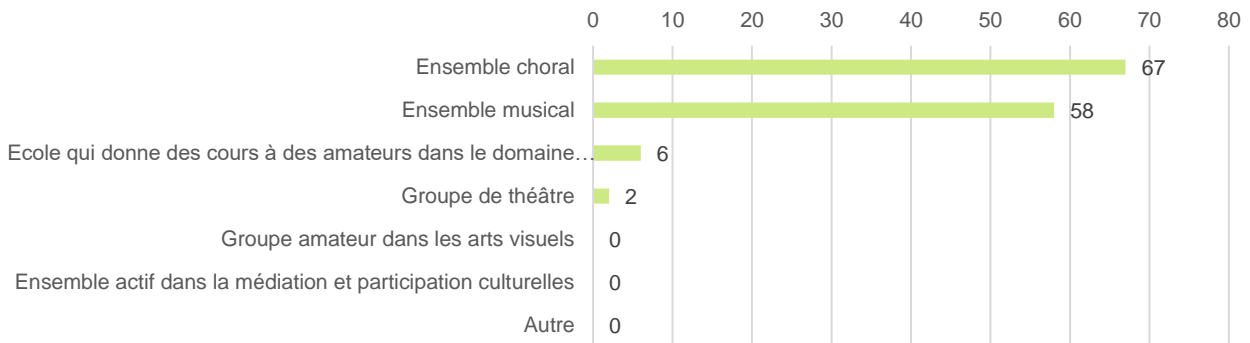
## 4. Domaine amateur

De manière générale, on observe également une relative stabilité dans les ensembles d'amateurs, où les répondant-e-s sont principalement des chorales et ensembles instrumentaux. Sur 128 réponses, 2 indiquent devoir probablement cesser leurs activités et 4 sont en cours de regroupement. Les autres n'ont pas connu de changement dans leur structure. Les effectifs sont eux aussi restés assez stables, avec une légère tendance à la baisse (0-10%). La majorité estime que la situation restera stable ces prochains mois. Pour 30%, la crise a accéléré un processus déjà visible avant.

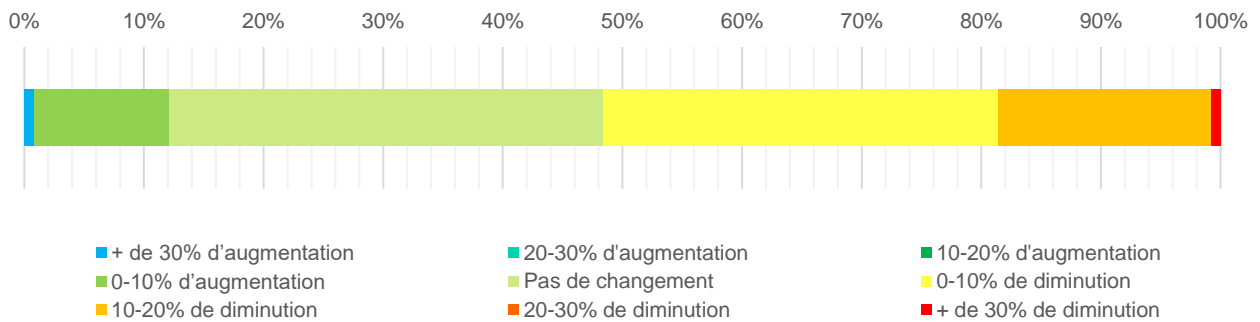
Suite aux mesures de protection en vigueur et arrêts prolongés des répétitions, 70% des ensembles estiment que leur niveau artistique a un peu baissé et qu'il faudra du temps pour le retrouver. 80% des ensembles estiment avoir maintenu une bonne situation financière. L'impact des mesures COVID sur la venue du public aux dernières manifestations publiques (début 2022) est contrasté ; 42% l'estiment encore important. L'état d'esprit des membres est largement positif et tourné vers de nouveaux projets. Les comités ont été très sollicités durant la crise ; la fatigue générale de ces derniers et le manque de relève inquiètent cependant les ensembles : 78% peinent à recruter de nouveaux membres.

Parmi les commentaires exprimés, on note le souhait de continuer à utiliser les outils développés (supports audio pour les répétitions à la maison, séances du comité par visioconférence, réseaux sociaux pour la communication). Les défis et opportunités à venir concernent une meilleure mutualisation des ressources et projets entre sociétés, une meilleure répartition de la charge sur les membres du comité, le besoin de soigner les liens sociaux lors d'activités récréatives et de projets musicaux motivants. Parmi les mesures souhaitées figurent un soutien renforcé à la formation musicale, la mise à disposition de locaux adaptés, une aide locale pour toucher les jeunes générations, des soutiens plus importants pour rémunérer les professionnels engagés (direction).

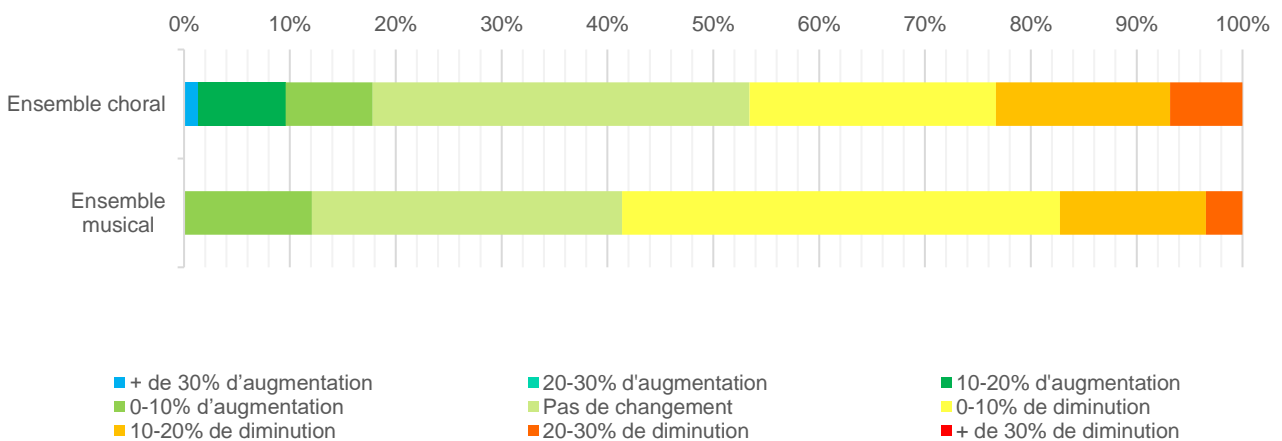
## Nombre de répondant-e-s dans le domaine amateur



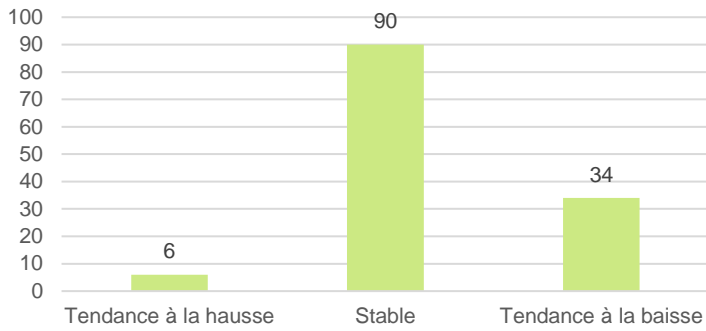
## Evolution des effectifs, en pourcent



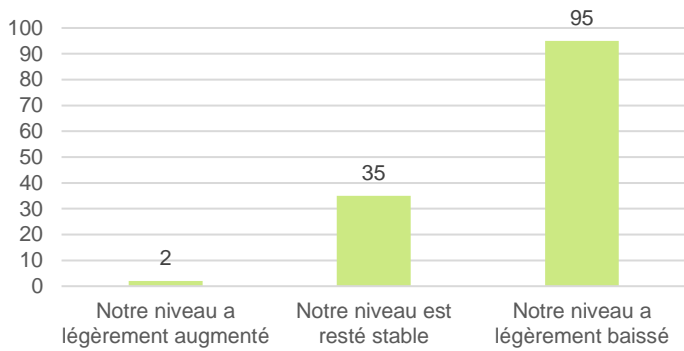
## Evolution des effectifs pour "ensemble choral" et "ensemble musical", en pourcent



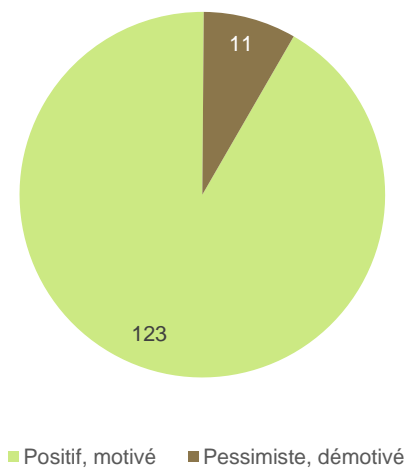
## Prédiction concernant les effectifs



## Qualité du niveau artistique



## Etat d'esprit des membres

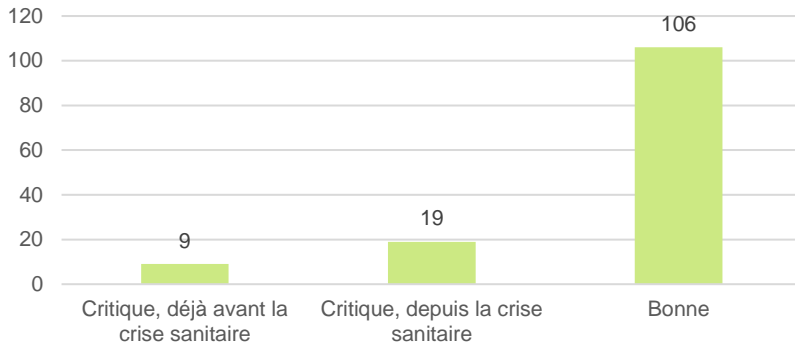


## Recrutement de nouveaux membres



## Qualité du niveau artistique

---

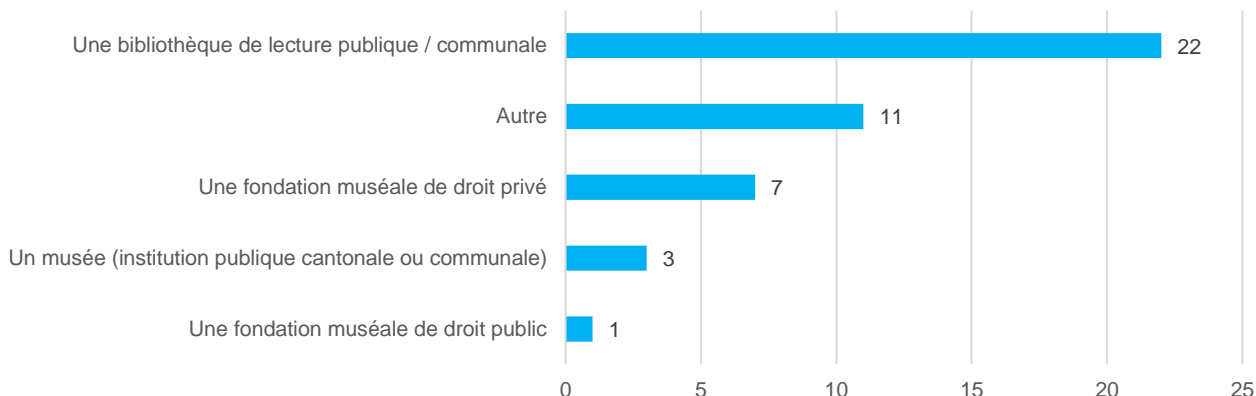


## 5. Domaine institutionnel (musées et bibliothèques)

Les structures des institutions muséales et bibliothécaires ont bien résisté à la crise ; rares changements structurels ou dans le personnel ont été observés. Les équipes ont dû faire preuve d'une grande flexibilité face aux incertitudes et aux régulières adaptations des mesures de protection. Elles ont dû sans cesse revoir les modalités d'interaction avec le public pour continuer à offrir les services de base et gérer les mécontentements et attentes. On note des baisses de fréquentation, relativement fortes au niveau du public scolaire et des événements. La crise a révélé plusieurs défis majeurs :

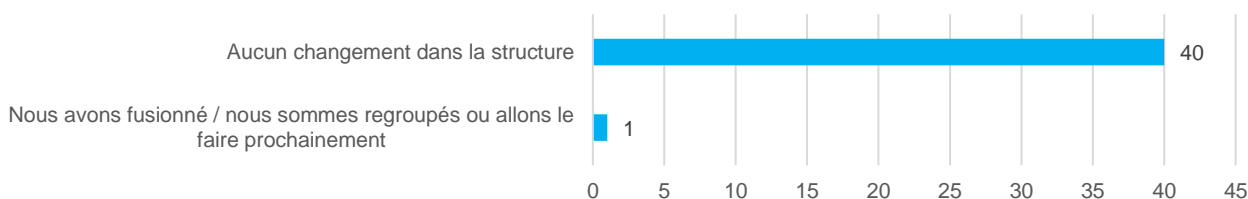
- > Renforcer la collaboration entre institutions et auprès des associations faitières concernées au niveau de la communication et de projets communs durables et de qualité. Cela passe notamment par la professionnalisation de certaines positions et l'offre de formations spécifiques ;
- > Travailler davantage avec les offices du tourisme, les autorités locales et consolider la venue des publics locaux ou régionaux. Ce public a répondu favorablement à l'appel des musées durant la pandémie. Le défi est de renouer avec les publics scolaires, le public régulier qui n'est plus revenu depuis la crise, et d'autres segments, notamment le public de passage. Les bibliothèques peinent à retrouver un niveau de prêt de livres équivalent à 2019 ;
- > S'engager dans le virage du numérique, qui est devenu un vecteur central d'information, de conservation et de médiation culturelle, tout en conservant l'expérience émotionnelle et sensorielle, individuelle ou collective, que procure le livre ou l'objet muséal dans son contexte réel. Cela implique un soutien à la formation digitale du personnel et au renouvellement de certaines infrastructures et outils dans les institutions.
- > Valoriser davantage le rôle de lieu de proximité, de rencontre, d'information, de vivre ensemble des institutions muséales et bibliothécaires (appelé aussi « troisième lieu »). Un défi est aussi d'être actifs hors les murs, à la rencontre de tous les publics, la crise ayant révélé un réel besoin d'accès à une information de qualité.

## Nombre de répondant-e-s dans le domaine amateur



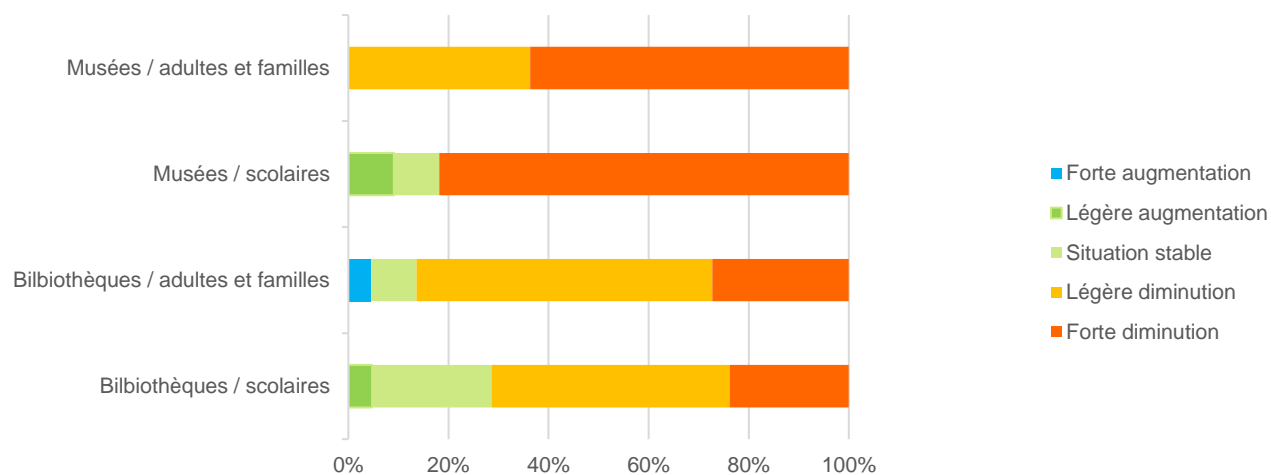
## Réponse à la question

### Avez-vous connu des transformations structurelles ?



## Réponse à la question

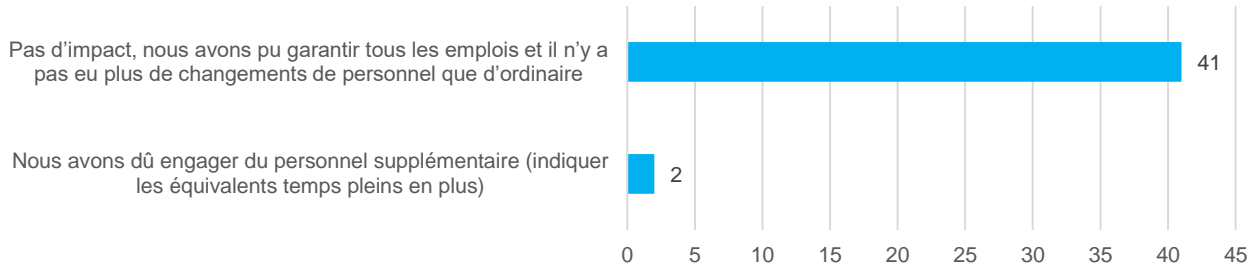
### Comment estimez-vous l'impact des mesures sanitaires sur la venue des publics dans votre institution (globalement, durant la période mars 2020 - janvier 2022) ?



## Réponse à la question

### Quel impact la crise sanitaire a-t-elle eu sur le personnel de votre institution ?

---





# Etablissement cantonal de promotion foncière

Rapport annuel

1<sup>er</sup> octobre 2020 – 31 décembre 2021

## 1. Avant-propos

### 1.1. Le message d'Olivier Curty, Président du Conseil d'administration

Le succès du développement économique et de la création d'emplois passe indéniablement par une politique foncière active maîtrisée et efficace. C'est dans cette optique, et pour résoudre la quadrature du cercle du savant équilibre à trouver entre les besoins, souvent immédiats, des entreprises et les normes légales à respecter en matière d'aménagement du territoire, que l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) a été créé et doté d'un Fonds de 100 millions de francs. Nous disposons aujourd'hui d'une entité qui nous permet de réfléchir au développement d'un site industriel de manière globale, en prenant en compte les diverses politiques sectorielles, et qui nous permettra, à l'avenir, de mettre à disposition des entreprises des terrains équipés, fonctionnels et qui rempliront les exigences du canton en matière de développement durable. Cela ne se fera bien évidemment pas du jour au lendemain, mais c'est en conduisant des réflexions en amont que nous dessinons le visage que prendront nos secteurs industriels dans 15 ou 20 ans.

La création de l'Etablissement cantonal de promotion foncière a été un pas novateur en matière de développement économique dans notre canton, avec la création d'un Etablissement autonome chargé d'assurer, dans un marché libre, la mise à disposition de terrains et d'infrastructures pour les entreprises de notre canton. Vous avez sous les yeux le premier rapport d'activités de cet Etablissement, qui a su, soutenu par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil, se doter des outils nécessaires à son fonctionnement et de commencer à mener à bien cette délicate mission pour le bien économique de notre canton.

### 1.2. Le message de Giancarlo Perotto, Directeur de l'ECPF

Cette première année d'existence de l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) a permis de poser les bases de son organisation ; comme entité autonome, tout était à créer dans un temps record, de la mise en place du système informatique jusqu'à la gestion de la comptabilité et des sites déjà en exploitation. Très vite, nos activités sur le terrain ont montré le besoin, dans le canton de Fribourg, d'une entité apte à créer un nouveau lien entre les besoins des entreprises et les contraintes du développement immobilier ainsi que de l'aménagement du territoire. Ce travail ne peut se réaliser qu'en étroite collaboration avec tous les acteurs impliqués : entreprises, services de l'Etat, régions, communes ou encore associations de protection de l'environnement. Tout le monde tire à la même corde : nous avons toutes et tous comme objectif la mise en place, pour nos entreprises, des meilleures conditions-cadres possibles, que ce soit en matière de qualité des emplois, de mobilité ou de cadre de travail. Nous nous sommes fixé un objectif ambitieux pour remplir notre mission. L'ECPF veut réinventer les zones industrielles pour les rendre plus attractives pour les collaborateurs et collaboratrices ainsi que pour la population en conjuguant les trois piliers du développement durable : économie, société et environnement doivent s'allier pour donner naissance à des sites réellement durables. Nos sites sont pensés pour être exemplaires en matière de production et de consommation



d'énergies renouvelables innovantes, avec l'objectif d'atteindre, à terme, une production à 100% renouvelable ; ils proposeront une offre particulière, pour créer des synergies, des échanges et de l'émulation entre les entreprises qui s'y installeront.

Grâce au Fonds pour la promotion foncière active, créé, comme l'ECPF, par la loi sur la promotion foncière active, nous pourrons développer les trois sites industriels AgriCo à St-Aubin, La Maillarde à Romont et Pré-aux-Moines à Marly acquis par l'Etat en 2016 et 2017, chacun avec une stratégie propre, et en étroite collaboration avec les acteurs impliqués. Le plan financier établit comme objectif d'atteindre l'équilibre financier dès 2029.

## 2. Portrait ECPF

### 2.1. Historique et création de l'ECPF

L'Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) trouve son origine dans la loi sur la promotion foncière active (LPFA), dont le canton de Fribourg s'est doté le 18 octobre 2019. La LPFA a comme objectif de contribuer au développement économique du canton en mettant à disposition des entreprises, nouvelles et existantes, les terrains nécessaires à leurs activités. Elle confie à l'ECPF la mise en œuvre de la politique foncière active de l'Etat, à savoir l'exploitation d'immeubles destinés à des activités de promotion économique, la valorisation des sites et leur mise à disposition des acteurs économiques, ainsi que le soutien à ses objectifs en matière d'aménagement du territoire.

La LPFA crée également le Fonds pour la politique foncière active (Fonds PFA), doté à l'origine de 100 millions de francs et mis à disposition de l'ECPF pour remplir ses missions. Le Fonds PFA a permis à l'Etat d'acquérir, en 2016 et 2017, les sites d'AgriCo, à Saint-Aubin et Pré-aux-Moines, à Marly, ainsi que le site de La Maillarde, à Romont. La propriété de ces sites sera transférée à l'ECPF courant 2022, suite au référendum financier obligatoire soumis au peuple fribourgeois.

L'ECPF a débuté ses activités le 1<sup>er</sup> octobre 2020, en tant qu'Etablissement autonome de droit public, et est inscrit depuis le 27 avril 2021 au Registre du commerce. Il est géré par un conseil d'administration et soumis à un mandat de prestations octroyé par le Conseil d'Etat.

### 2.2. Mandat de prestations

L'ECPF agit sur mandat du Conseil d'Etat (arts 7 et 21 LPFA), qui décrit les missions à accomplir par l'Etablissement et fixe les objectifs ainsi que le cadre opérationnel, notamment en termes financiers.

Le premier mandat de prestations a été validé par le Conseil d'Etat le 21 décembre 2021 et couvre la période du 1<sup>er</sup> octobre 2020, date de création officielle de l'ECPF, au 31 décembre 2023.

### 2.3. Missions

La mission première de l'ECPF est de créer des emplois dans le canton de Fribourg, en offrant aux entreprises des terrains équipés, fonctionnels, prêts à les accueillir et qui remplissent les exigences du canton en matière de développement durable.

L'Etablissement gère, sur mandat de l'Etat, les trois sites industriels acquis grâce au Fonds PFA. Il reste également attentif à l'opportunité d'acquérir d'autres terrains qui pourraient se révéler d'importance cantonale et renforcer ainsi la politique foncière active de l'Etat.

Enfin, l'Etablissement doit prouver qu'il atteint, à moyen terme, son autonomie financière ainsi que celle des sites qu'il gère.

Comme autre mission, l'ECPF soutient, sur demande des régions, le processus de relocalisation des droits à bâtir des zones d'activités.

## 2.4. Vision

L'ECPF développe des sites industriels « nouvelle génération », qui ne prennent plus uniquement en compte les besoins économiques des entreprises, mais qui deviennent également des sites agréables à vivre et ouverts au public, qui s'intègrent dans leur environnement, avec une mixité d'usage (industrie, bureaux, services, lieux de vie, etc) et, à terme, une production d'énergies 100% renouvelables.



*Schéma durabilité*

## 2.5. Stratégies

### 2.5.1. ECPF

*Facilitateur pour le développement et la valorisation des sites et des zones d'activités dans le canton de Fribourg*

L'ECPF est un nouvel acteur dans le monde du développement économique dans le canton de Fribourg. Il a comme ambition de créer des ponts entre les contraintes des entreprises, qui ont besoin de terrains à court voire très court terme, et celles de l'aménagement du territoire, dont les procédures nécessitent plusieurs mois, parfois plusieurs années pour aboutir, en devenant le maillon qui permettra de concilier ces deux exigences.

L'ECPF fonctionne également en tant que plateforme de conseils et de soutien aux régions et aux communes, ainsi qu'aux services de l'Etat. Il met ses compétences à leur service en matière de développement immobilier. Enfin, la LPFA le charge de gérer la base de données SyZACT, qui recense les zones d'activités disponibles dans le canton de Fribourg.

### 2.5.2. AgriCo, Saint-Aubin

*Site industriel pionnier, le campus agroalimentaire & biomasse leader en Suisse, dans le respect de la richesse patrimoniale et naturelle du lieu*

AgriCo est voué à devenir le campus de référence, en Suisse, pour tout ce qui a trait à l'agroalimentaire et à la biomasse. Il est un élément essentiel de la stratégie agroalimentaire de l'Etat de Fribourg avec, en point de mire, le concept « de la fourche à la fourchette ».

### 2.5.3. La Maillarde, Romont

*Quartier industriel urbain dédié aux productions technologiques et innovantes*

Le site de La Maillarde a la particularité d'être un site à proximité immédiate du centre de la ville de Romont. Il abrite déjà et est entouré d'un certain nombre d'entreprises de production, pour certaines dans des domaines innovants. Cet environnement dessine ainsi la future carte d'identité de l'ensemble du secteur, à savoir un quartier industriel urbain dédié aux productions innovantes.

### 2.5.4. Pré-aux-Moines, Marly

*Site industriel urbain avec la nature en son cœur*

La valorisation du site Pré-aux-Moines, qui est déjà en zone d'activités, est conditionnée à la réalisation de la route de liaison Marly-Matran. Le site possède des atouts indéniables, puisque situé dans l'agglomération de Fribourg bénéficiant, selon le plan directeur cantonal, du plus grand potentiel de développement du canton. Le projet de revitalisation de la Gérine donnera également un visage particulier au site.

## 2.6. Financement

Le Fonds PFA a été institué par la LPFA pour permettre à L'ECPF d'assumer ses missions. Selon le plan financier établi et validé par le Conseil d'administration et le Conseil d'Etat, le Fonds permettra de développer les sites de Saint-Aubin, Romont et Marly et de les rendre, d'ici 2034,

financièrement autoporteurs. L'ECPF atteindra son équilibre financier d'ici 2029 et dégagera un bénéfice estimé à environ un million de francs par année à partir de 2034.

## 2.7. Organisation

L'ECPF est géré par un Conseil d'administration, qui répond directement au Conseil d'Etat des activités de l'ECPF et agit sur mandat du Gouvernement. :

- - Olivier Curty (président), Conseiller d'Etat ;
  - Pierre Mauron (vice-président), Député ;
  - Stéphane Peiry, Député ;
  - Marc-André Berclaz, HEC Lausanne ;
  - Lorenz Held, architecte EPFZ, EMBA St-Gall, architecte cantonal bernois.

Le Conseiller d'Etat en charge de l'économie et de l'emploi préside de lege le Conseil d'administration. Le Grand Conseil élit deux député-e-s ainsi que deux expert-e-s externes, proposés par le Conseil d'Etat.

L'ECPF est rattaché administrativement à la Direction de l'économie et de l'emploi (DEE). Il a la forme d'un Etablissement autonome de droit public et est régi par un règlement d'organisation interne, validé par le Conseil d'Etat le 31 août 2021. Il est placé sous la direction de Giancarlo Perotto, diplômé architecte et gestionnaire d'entreprise EPF-Z, nommé à ce poste par le Conseil d'Etat le 29 juin 2020. Il compte 7 collaboratrices et collaborateurs :

- Giancarlo Perotto : Directeur (50%)
- Christel Repond : Responsable administration et finances (80%)
- Corinne Rebetez : Responsable coordination et communication (80%)
- Charlotte Gautier : Responsable projets (90%)
- Mélanie Costinas : Responsable gestion des sites (95%)
- Hubert Piccand : Responsable technique AgriCo (60%)
- Christian Guillaume : Responsable technique La Maillarde (sur mandat)

## 2.8. Partenaires

L'ECPF profite de l'excellente collaboration avec ses partenaires cantonaux, régionaux et communaux :

- Institut Agricole de Grangeneuve
- Services de l'Etat, en particulier Service des constructions et de l'aménagement, PromFR, Service des biens culturels, Service de l'environnement, Service de l'énergie, Service de la mobilité, etc.
- Régions
- Communes de St-Aubin, Romont, Marly etc.
- COREB

### 3. Année 2020-2021

#### 3.1. L'année en bref

Ce premier rapport de gestion de l'ECPF couvre la période du 1<sup>er</sup> octobre 2020, date de création officielle de l'Etablissement, au 31 décembre 2021, pour les activités comme pour le volet financier. Cette première période d'activités de l'ECPF a été principalement consacrée à la mise en place de la structure de l'Etablissement ainsi qu'aux travaux de préparation du transfert de propriétés des sites AgriCo, La Maillarde et Pré-aux-Moines. Le développement du site AgriCo, avec la procédure d'approbation du plan d'affectation cantonal et l'assainissement des bâtiments protégés selon le crédit octroyé par le Grand Conseil, a également été un des points forts de l'année écoulée.

Les chiffres-clefs :

- 7,8 millions de francs investis
- 1,8 million de francs de frais de fonctionnement
- 1,5 millions de francs de rentrées locatives
- 3 sites à gérer
- 37 locataires
- 7 collaborateurs/trices
- 14 projets en planification

#### 3.2. Mandat de prestations 1<sup>er</sup> octobre 2020 – 31 décembre 2023

Le premier mandat de prestations a été validé par le Conseil d'Etat le 21 décembre 2021 et couvre la période du 1<sup>er</sup> octobre 2020, date de création officielle de l'ECPF, au 31 décembre 2023. Il fixe les objectifs stratégiques suivants :

- transférer à l'ECPF les propriétés de l'Etat ;
- établir à l'attention du Conseil d'Etat puis mettre en œuvre une stratégie pour le développement des sites gérés par l'ECPF ;
- proposer des opérations de mise à disposition des immeubles pour des acteurs économiques ;
- soutenir, en collaboration avec les services étatiques, les objectifs de l'Etat en matière d'aménagement du territoire ;
- atteindre à moyen terme l'autonomie financière de l'ECPF ;
- obtenir une rentabilité conforme au marché du parc immobilier géré par l'ECPF.



### 3.3. Transfert de propriétés

Le Grand Conseil a décidé, le 4 novembre 2021, de transférer à l'ECPF les propriétés des terrains acquis par le biais du Fonds PFA et gérés par l'Etablissement sur mandat du Conseil d'Etat, et de lui octroyer une dotation en capital complémentaire de 6 millions de francs pour permettre à l'Etablissement d'assumer sa mission jusqu'à son équilibre financier. Le montant global de la transaction (valeur actuelle des sites déjà acquis par l'Etat à hauteur de 37 millions de francs et dotation en capital complémentaire de 6 millions de francs, soit 43 millions de francs) étant supérieur à la limite du référendum financier obligatoire, le transfert de propriété sera soumis au peuple fribourgeois le 15 mai 2022.

### 3.4. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'est réuni sept fois. Il a pris connaissance et a validé les objets suivants :

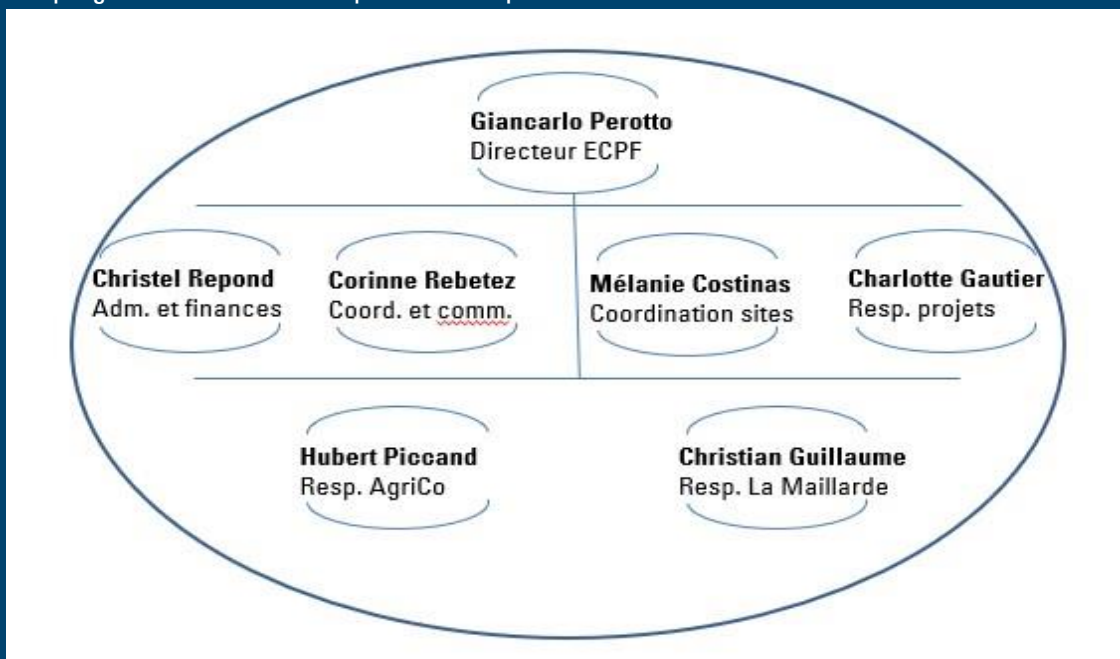
- Budget 2021/2022,
- Plan financier 2021 pour la période 2020-2034,
- Fixation des objectifs 2021/2022,
- Proposition au Conseil d'Etat du premier mandat de prestations,
- Proposition au Conseil d'Etat du règlement d'organisation interne de l'ECPF,
- Élaboration des stratégies de l'ECPF ainsi que des sites AgriCo, La Maillarde et Pré-aux-Moines, pour validation par le Conseil d'Etat
- Adjudication du mandat de contracting d'énergie,
- Adjudication du mandat de planificateur général pour l'assainissement des bâtiments 1710 et 1720 à AgriCo,
- Adjudication des travaux de construction d'une serre dans le bâtiment 1715 à AgriCo,
- Adjudication d'un mandat pour un Bureau d'appui au Maître d'ouvrage (BAMO) pour la réalisation des équipements sur le site AgriCo,
- Validation du concept de développement du bâtiment 1740 à AgriCo,
- Lancement d'un mandat d'études parallèles (MEP) pour le parking et l'aménagement de l'axe central d'AgriCo,
- Achat de la parcelle Cramos à La Maillarde.
- 

Le Conseil d'administration est régulièrement informé par la Direction sur la marche de l'Etablissement. La rétribution du Conseil d'administration (2020-2021) s'est élevée à 67'083.33 francs.

### 3.5. ECPF

#### 3.5.1. Création et mise en place des structures de l'ECPF

L'ECPF a débuté ses activités le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et a été inscrit au Registre du commerce le 27 avril 2021. Son Directeur, Giancarlo Perotto, a été nommé à ce poste en juin 2020. L'équipe a été progressivement mise en place et compte 7 collaboratrices et collaborateurs.



*Organigramme de l'ECPF*

L'ECPF a suivi et soutenu les travaux d'élaboration de son premier mandat de prestation. Il a établi puis soumis au Conseil d'Etat pour approbation son règlement d'organisation et mis en place la structure administrative nécessaire à son bon fonctionnement : comptabilité, organe de révision, IT, assurances, etc.

Il a créé sa propre identité visuelle ainsi que son site internet.

#### 3.5.2. Élaborer la stratégie de développement des sites industriels gérés par l'ECPF

L'ECPF a comme objectif de développer des sites industriels en adéquation avec les trois piliers du développement durable que sont l'économie, la société et l'environnement. Le développement de ses sites industriels est conçu comme un moteur de croissance pour les communes et les régions qui les accueillent

##### *Economie*

Les sites industriels développés par l'ECPF doivent être attractifs pour les entreprises, mais également séduisants pour leurs collaboratrices et collaborateurs, tout en permettant une valorisation des investissements réalisés. Dans un souci d'économie d'échelle, les équipements

(évacuation des eaux, fourniture d'énergies, stationnement, etc) seront mutualisés au maximum et permettront des synergies. Les sites doivent également offrir un certain nombre de conditions-cadres, de services et d'infrastructures (restauration, salles de conférences, crèches, etc).

### *Société*

Les sites industriels du XXIème siècle ne sont plus des îlots isolés. Ils sont intégrés dans la vie de la commune et de la région et doivent tenir compte des besoins de la société civile pour en faire non seulement des lieux agréables pour y travailler, mais aussi ouverts sur la société et accessibles au public, grâce à la mise à disposition d'infrastructures telles que des restaurants, des salles de conférence, des fitness, etc. Les processus de planification et de gestion des sites intègrent des démarches participatives.

### *Environnement*

L'ECPF souhaite mettre en place des sites industriels durables et exemplaires, notamment l'instauration d'une économie circulaire. En matière énergétique, les sites permettront, à terme, une production d'énergies à 100% renouvelables. Sous l'angle de la mobilité, la desserte en transports publics, le covoiturage ou encore des offres de mobilité douce seront au centre des préoccupations. Des réflexions sont aussi menées sur le développement d'espaces communs et d'espaces verts.

## **3.5.3. Collaboration avec les autres services de l'Etat**

Nouveau venu dans le domaine du développement immobilier et de la gestion des zones d'activités dans le canton de Fribourg, l'ECPF a défini, au cours de cette année, son mode de collaboration avec les services de l'Etat, en particulier le Service des constructions et de l'aménagement (SeCA) et la Promotion économique du canton de Fribourg (PromFR). Les deux services sont les partenaires privilégiés de l'ECPF : le SeCA pour tout ce qui concerne les procédures de développement des sites – dont notamment le plan d'affectation cantonal (PAC) AgriCo – et la PromFR pour les contacts avec les entreprises.

L'ECPF collabore également étroitement avec l'Institut Agricole de Grangeneuve, dans le cadre du développement du site de Saint-Aubin.

## **3.5.4. Positionner l'ECPF dans l'aménagement régional des zones d'activités**

Les bases de la collaboration avec les régions ont été posées. L'ECPF a eu des échanges avec 6 associations régionales sur les 7 que compte le canton de Fribourg pour définir leurs besoins. L'ECPF va notamment être intégré dans les réflexions autour du futur plan directeur régional de la Glâne. L'Etablissement a également participé aux discussions concernant les perspectives de développement du secteur stratégique du Löwenberg, dans le district du Lac. Les travaux de reprise de la gestion de la base de données SyZACT ont été lancés en étroite collaboration avec le SeCA.

### 3.6. AgriCo, St-Aubin

#### **le campus Agroalimentaire & Biomasse leader en Suisse, utilisant les synergies dans le respect de la richesse patrimoniale et naturelle du lieu et sans trafic motorisé en son centre**

Le site AgriCo, à Saint-Aubin, a été racheté par l'Etat de Fribourg en 2017, suite à la cessation des activités sur le lieu. Avec ses 27,7 hectares de zones d'activités, comprenant une grande partie de bâtiments protégés et entourés de près de 100 hectares de zone agricole, il offre des perspectives de développement intéressantes et a été choisi pour devenir le campus de référence en matière d'agroalimentaire et de biomasse en Suisse, en étroite partenariat avec l'Institut Agricole de Grangeneuve. Le développement du site prévoit un site industriel sans circulation motorisée en son centre, avec un stationnement centralisé dans un parking-silo commun à toutes les entreprises. Le parking-silo sera partie intégrante d'une plateforme de mobilités à l'entrée est du site, qui fonctionnera comme porte d'entrée principale pour le trafic motorisé, les transports publics, les livraisons et la mobilité douce ; seule la mobilité douce pourra ensuite pénétrer à l'intérieur du site.

#### **3.6.1. Plan d'affectation cantonal (PAC)**

Le PAC a été mis à l'enquête publique par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) le 23 avril 2021. Il fixe le cadre général du développement futur du site, les principes ainsi que les mesures urbanistiques et paysagères. Il a été conçu comme un outil qui permettra de développer chaque projet futur dans le respect de la vision voulue pour le secteur.

Le PAC a suscité 10 oppositions. L'ECPF a travaillé en collaboration étroite avec le SeCA et la DAEC pour le traitement de ces oppositions (4 communes, 2 associations et 4 privés). Les discussions ont mené à l'établissement d'une feuille de route, posant un certain nombre de conditions à l'entrée en force du PAC, des conditions portant principalement sur la mobilité. L'objectif premier de cette feuille de route est de réduire au maximum l'impact du trafic induit par le développement d'AgriCo, d'assurer un accès au site hors des zones habitées, tout en mettant en exergue un développement de sites industriels basé sur les trois piliers du développement durable (économie, environnement, société).

Dans le cadre de ces discussions a également été créée, par l'ECPF, la plateforme d'échanges AgriCo, qui regroupent des représentants des communes riveraines du site. Il s'agit-là d'une plateforme d'échanges et de discussions visant à garantir une communication adéquate et un niveau d'information approprié pour les communes concernées par le développement du site.

La DAEC a approuvé le PAC et rejeté les oppositions le 17 décembre 2021. Sur les 10 oppositions, deux recours ont été déposés au Tribunal cantonal, qui sont à l'heure actuelle en cours d'examen.

### 3.6.2. Vente d'une parcelle à l'entreprise Micarna

L'entreprise Micarna a décidé d'acheter une parcelle du site AgriCo, d'environ 93'000 m<sup>2</sup> pour y construire un nouvel atelier de transformation de volailles (ATV), une opération validée par le Grand Conseil le 17 décembre 2020. L'ECPF s'est chargé, pour le compte de l'Etat – la parcelle concernée restera en mains de l'Etat et n'est pas concernée par le projet de transfert de propriétés –, de mener de nombreuses discussions avec Micarna pour finaliser le contrat de vente ; ce contrat de vente devrait pouvoir être paraphé par les deux parties durant le premier trimestre 2022.

Les autres surfaces constructibles du site AgriCo seront proposées en droit de superficie aux entreprises intéressées.

### 3.6.3. Plan d'équipement de détail (PED) général

Un permis pour l'équipement de détail général (PED général) a été établi et mis à l'enquête le 5 novembre 2021, pour une durée de deux semaines. Avant sa mise à l'enquête publique, il a été présenté à la plateforme d'échanges AgriCo. Le PED général a suscité 4 oppositions. Le PED général reprenant et développant un nombre important de mesures définies dans le PAC, dont notamment la feuille de route, sa procédure a été suspendue en attendant l'issue de celle du PAC.

Le PED général servira lui-même de cadre et ancrage pour les futurs projets de constructions, qui seront accompagnés de leur PED localisés. Il fixe les principes ainsi que le dimensionnement des équipements de base nécessaires pour toutes les constructions du site en se concentrant notamment sur les questions de voies de circulation, d'accès, de transports, de collecte des déchets, de réseaux d'énergie et de télécommunication, etc. Un plan de mobilité de site, qui accompagne le PED général, a également été établi. Il permettra de fixer les objectifs et mesures cadre en matière de stationnement, de mobilité douce, de transport des employés, de la logistique, ainsi que des propositions de mesures accompagnant l'offre en transport public. Il a pour objectif de garantir la réduction du trafic et d'assurer un monitoring de la charge de trafic du site tout au long de son développement. Il sera géré par un guichet de la mobilité et servira de base pour les futurs plans de mobilité d'entreprises qui devront s'y conformer.

### 3.6.4. Contracting énergie

Pour compléter son objectif d'énergies à 100% renouvelables produites localement, l'ECPF vise, sur le site AgriCo, la récupération de la chaleur des productions, des canalisations, de la STEP, l'utilisation de bois de la région pour couvrir les pics, du biogaz et de la biomasse produits sur place et l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments. Pour y parvenir, l'ECPF en collaboration avec Groupe E met en place un contracting d'énergie, auquel seront soumises les entreprises qui s'installent sur le site. Avec ce modèle, Groupe E, comme contracteur, planifie et réalise par étapes les équipements énergétiques nécessaires et qui correspondent aux conditions posées par l'ECPF.

Le contracting d'énergie pour AgriCo a fait l'objet d'une procédure ouverte conforme aux marchés publics ouverte à l'international. Groupe E a obtenu le marché, un résultat confirmé par le Conseil d'administration le 25 novembre 2021 et par le Conseil d'Etat le 30 novembre 2021.

### 3.6.5. Approvisionnement en eau potable

Le futur développement du site AgriCo, bien qu'il soit en zone d'activités depuis 1967, induit des besoins en équipements, notamment en matière d'approvisionnement d'eau potable, nettement plus importants que ce qui existe à l'heure actuelle. La planification de cet équipement est de compétence soit de la commune de St-Aubin, soit de l'Association intercommunale pour l'alimentation en eau des communes vaudoises et fribourgeoises de la Broye et du Vully (ABV). Les projets nécessaires pour AgriCo impliquent une coordination exigeante ; l'ECPF s'est donc fortement impliqué dans ces travaux et a apporté son soutien aux communes dans leurs travaux.

### 3.6.6. STEP AgriCo

En matière énergétique, la stratégie de l'ECPF est d'atteindre, sur ses sites, une production et une consommation d'énergies à 100% renouvelables. Dans cette optique, et pour une question de rationalité et de mutualisation des coûts, l'Etablissement souhaite créer, sur le site de Saint-Aubin, une STEP industrielle commune pour le pré-traitement des eaux usées industrielles (de compétence des entreprises) et pour le traitement final (à charge des collectivités publiques).

### 3.6.7. Mandat d'études parallèles (MEP) AgriCo

Le Conseil d'administration et le Conseil d'Etat ont tous deux validé le lancement d'un mandat d'études parallèles (MEP) sur l'axe central d'AgriCo. Ce MEP, qui se déroulera en plusieurs phases, permettra de développer une vision d'ensemble cohérente du site qui prenne en compte les différentes politiques sectorielles (mobilité, environnement, aménagement du territoire, énergie, etc) ainsi que les particularités architecturale et naturelle du lieu. La première phase portera sur la future plateforme de mobilités, porte d'entrée à l'est du site qui devra accueillir le trafic motorisé, les transports publics, les livraisons ainsi que les collaboratrices et collaborateurs du site. Les phases suivantes du MEP devront ensuite établir le concept paysager et les aménagements extérieurs du centre du site ainsi que les projets de remplacement du bâtiment 1740 et de la place centrale.

La première phase a été lancée en février 2022.

### 3.6.8. Projet de serre (bâtiment 1715)

Le projet consiste en la transformation du chenil existant sur le site en une serre expérimentale. Le projet piloté par Afry à Villars-sur-Glâne a été adjugé à l'entreprise Sansonnens FG Frères SA, à Rueyres-les-Prés.

### 3.6.9. Assainissement des bâtiments 1710 et 1720

Le Grand Conseil a validé, le 20 août 2020, un crédit d'investissement de 21,8 millions de francs pour l'assainissement et la réaffectation des bâtiments protégés. Le bâtiment 1710 permettra d'accueillir, dès 2023, l'entreprise SQTS, spécialiste en matière d'analyses en laboratoire. Un premier restaurant pour les collaboratrices et collaborateurs sera installé dans le bâtiment 1720. Un planificateur général sous la conduite du bureau d'architecture Charrières et partenaires, mandat issu d'un appel d'offres conformément au marché public, a mis sur pied. Une demande préalable pour le permis de construire en 2021 ; la demande définitive de permis de construire a été déposée le 17 décembre 2021.

### 3.6.10. Hangar pour véhicules agricoles

Un nouvel hangar pour véhicules agricoles doit être construit, ce qui permettra de libérer un secteur en zone d'activité actuellement réservé à de l'exploitation agricole. Un avant-projet a été établi et une demande préalable de permis de construire déjà déposés. Le projet doit encore être optimisé ; une demande de crédit d'investissement sera adressée au Conseil d'administration et au Conseil d'Etat durant le 1er semestre 2022.

## 3.7. La Maillarde, Romont

### un quartier industriel urbain

**offrant une grande mixité d'utilisation et de services, dévolu à la production industrielle innovante et de haute technologie**

Le site de La Maillarde, avec sa zone industrielle d'environ 38'000 m<sup>2</sup>, a été acquis par l'Etat de Fribourg après la fermeture des activités sur le site et se trouve aujourd'hui en possession de l'Etat de Fribourg.

La Maillarde s'oriente vers une production industrielle innovante et de haute technologique. Plusieurs entreprises de production sont déjà installées dans le secteur (Vetrotech, Saint-Gobain, Framo SA, EFSA, etc) et donnent les contours de la « carte d'identité » du site. La voie de chemin de fer, qui relie la gare de Romont et le site, est notamment un atout important. Le site est déjà pratiquement entièrement construit et loué. Pour renforcer l'attractivité du site et

bénéficiaire de surfaces supplémentaires à offrir aux entreprises, une nouvelle parcelle voisine a été acquise par l'Etat de Fribourg.

### 3.7.1. Acquisition de la parcelle Cramos

Une parcelle d'environ 10'000 m<sup>2</sup> appartenant à la société voisine Cramos SA, a été achetée, pour un montant de 2,5 millions de francs, en août 2021 par l'Etat de Fribourg. La parcelle, en prolongement direct de La Maillarde, présente un intérêt stratégique pour le développement futur du site. Déjà en zone et équipée, elle permettra de proposer et de mettre à disposition de différents utilisateurs des surfaces non construites afin d'accroître l'attractivité du site et de créer de nouveaux emplois dans le district de la Glâne.

### 3.7.2. Élaboration d'une stratégie de développement

Une étude-test a été lancée, en partenariat avec la Haute Ecole d'ingénierie et d'architecture de Fribourg (HEIA) et le bureau d'architecture bunq, pour établir la stratégie de développement de La Maillarde. Le site étant déjà entièrement construit, à l'exception de la parcelle Cramos, l'objectif est de le densifier par le biais d'un plan d'aménagement de détail, qui sera lancé durant le deuxième semestre 2022.

L'attractivité du site doit être renforcée en créant des synergies avec les entreprises voisines et en mettant à disposition des entreprises un certain nombre de services et d'infrastructures pour leurs collaboratrices et collaborateurs (garderie, restaurants, pressing, petite-restauration, etc) et des équipements mutualisés. Comme sur le site de St-Aubin, l'objectif est d'établir un contracting d'énergie basé sur une production de 100% d'énergies renouvelables.

Le site de La Maillarde est à proximité du centre de la commune et doit être intégré à la société. Il doit offrir une mixité d'utilisation et des infrastructures à disposition du public, en complément et non en concurrence à la vie de la commune et de la région. Les questions de mobilité, vu l'emplacement du site, seront au centre des discussions. L'attention doit se focaliser sur l'amélioration de l'accessibilité depuis la gare et le centre de la commune (mobilité douce et transports publics) ainsi que sur une gestion mutualisée du stationnement.

La stratégie élaborée a été présentée aux autorités communales et régionales ainsi qu'aux entreprises présentes et voisines du site.

### 3.7.3. Travaux de transformation Halle TPR4S

La Halle TPR4S a été transformée de halle de stockage en halle de production et adaptée pour l'entreprise Kromatix SA, spécialisée dans la fabrication de panneaux photovoltaïques de façades. La deuxième étape des travaux est prévue pour 2022.



### 3.7.4. Concept énergétique

Un concept énergétique a été établi pour le site de La Maillarde ; il sera mis en œuvre courant 2022.

## 3.8. Pré-aux-Moines, Marly

### un site industriel urbain avec la nature en son cœur

Le site Pré-aux-Moines, d'une surface d'environ 150'000 m<sup>2</sup>, est en zone d'activité et dévolu actuellement à de l'exploitation agricole. Son développement est conditionné à la réalisation de la liaison Marly-Matran, qui donnera, à Pré-aux-Moines et au Marly Innovation Center (MIC), un accès direct à l'autoroute, sans traversée de localités. Il présente des avantages importants en matière de développement économique. Sa situation au cœur de l'Agglomération fribourgeoise en fait un des terrains avec le potentiel de développement le plus important du canton. Séparé du MIC par la Gérine, les réflexions doivent être menées sur l'ensemble du secteur, avec comme objectif de créer des synergies entre les deux sites. Le projet de revitalisation de la Gérine, actuellement en cours, amène également à Pré-aux-Moines un atout important dans la perspective d'un site industriel ouvert sur son environnement.

La stratégie du site a été présentée à la commune. Son développement est pour l'instant suspendu, dans l'attente du résultat de la procédure concernant la liaison Marly-Matran.

## 4. Rapport financier

Le Fonds de promotion foncière active (Fonds PFA) a été doté à l'origine de 100 millions de francs pour financer la politique foncière active de l'Etat de Fribourg. À la date de la création de l'ECPF, le 1<sup>er</sup> octobre 2020, 44,7 millions avaient déjà été dépensés, principalement pour l'achat des sites industriels AgriCo, La Maillarde (inclus la revente d'une parcelle à l'entreprise EFSA) et Pré-aux-Moines, ainsi que des investissements divers, dont une grande partie de l'assainissement du bâtiment 1701, à Saint-Aubin.

Lors de l'achat des terrains industriels par l'Etat, le budget établi prévoyait pour une durée de 3 ans, des coûts d'exploitation de 4 millions de francs (3 millions pour AgriCo et 1 million pour La Maillarde) ; les coûts d'exploitation réels se montent, de 2017 au 30 septembre 2020, à 3,2 millions de francs et se répartissent comme suit :

- AgriCo : 2,1 millions (en prenant en compte les revenus)
- La Maillarde : 1 million (en prenant en compte les revenus)
- 100'000 de frais externes.

Depuis la mise en place de la politique foncière active de l'Etat, 76,2 millions de francs ont déjà été validés par l'Etat de Fribourg. 54,2 millions ont été dépensés : 24 millions pour AgriCo, 23 millions pour La Maillarde, 6 millions pour Pré-aux-Moines et 1,2 millions pour le fonctionnement de l'ECPF. Le solde du Fonds PFA se monte, au 31 décembre 2021, à 45,8 millions de francs. En tenant compte des crédits déjà validés, la somme à disposition dans le Fonds PFA se monte donc au 31 décembre 2021 à 23,8 millions de francs. En y ajoutant la vente de la parcelle à Micarna, également validée par le Grand Conseil pour un montant de 21,4 millions, le montant disponible dans le Fonds une fois cette vente réalisée se chiffrera à 45,2 millions de francs.

Les dépenses totales, depuis la création de l'ECPF (1<sup>er</sup> octobre 2020) jusqu'à la fin 2021, se montent à 9,5 millions de francs, dont 1,8 millions de francs pour l'exploitation (inclus le fonctionnement de l'ECPF et les revenus locatifs) et 7,7 millions d'investissements. Les frais d'exploitation, sans revenus, se montent à 3,3 millions (sur la période analysée, le total des revenus est de 1,5 millions de francs).

### 4.1. AgriCo

Depuis 2019, les frais d'exploitation du site sont restés stables. Le compte d'exploitation sur la période considérée, y compris les revenus, est négatif de 856'309 francs. Depuis la création de l'ECPF, les revenus sont passés de 180'000 francs en 4 ans, soit environ 5'000.— par mois en moyenne, à 303'996 francs en 15 mois, soit quelque 20'000 francs par mois en moyenne.

Du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 31 décembre 2021, 4,0 millions de francs ont été investis, principalement pour les finitions de l'assainissement du bâtiment 1701, pour la transformation du bâtiment 1715 en serre expérimentale, la planification et la préparation de divers projets ainsi que la finalisation du PAC.

### 4.2 La Maillarde

Le site de La Maillarde a été bénéficiaire pour la première fois en 2021 (+261'593 francs) grâce aux locations intermédiaire mises en place par l'ECPF, dont les revenus ont atteint 1,0 million de francs cette même année (sans prendre en considération l'entier des loyers prévus dans le plan financier), contre

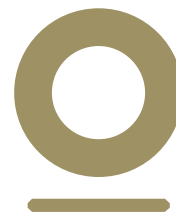
environ 500'000 francs les années précédentes. Sur l'ensemble de la période considérée, le compte d'exploitation termine sur une légère perte de 23'334 francs.

Les investissements ont atteint 3,7 millions de francs (travaux de Kromatix et achat de la parcelle Cramos).

### 4.3 Pré-aux-Moines

À l'heure actuelle, les activités de l'ECPF sur le site de Marly ne consistent qu'en la gestion du terrain, qui présente un compte d'exploitation positif grâce aux revenus.

**CORE**



---

**CORE**  
**Fiduciaire Revicor SA**

Avenue Beauregard 1  
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80  
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

---

**CORE**  
**Services en fiduciaire**

Comptabilité  
Révision  
Fiscalité & TVA  
Conseil d'entreprise &  
juridique  
Conseils prévoyance

---

Entreprise certifiée  
EXPERTsuisse et membre  
de FIDUCIAIRE | SUISSE

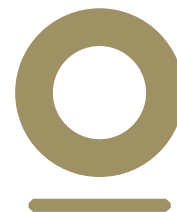
---

**core-partner.ch**

**Rapport de l'organe de révision  
sur les comptes annuels 2021**

Etablissement cantonal de promotion foncière  
ECPF

Fribourg



Fribourg, le 30 mai 2022

**Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels  
au Conseil d'Etat du canton de Fribourg  
Etablissement cantonal de promotion foncière ECPF  
Fribourg**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de l'Etablissement cantonal de politique foncière ECPF, comprenant le bilan, le compte de résultats, et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021.

#### **Responsabilité du Conseil d'administration**

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement de comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

#### **Responsabilité de l'organe de révision**

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

#### **Opinion d'audit**

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 sont conformes à la loi sur la politique foncière active (LPFA 900.2) et aux principes de comptabilité qui ressortent de la législation sur les finances de l'État (LFE 610.1 et RFE 610.11).

**CORE**  
**Fiduciaire Revicor SA**

Avenue Beauregard 1  
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80  
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

**CORE**  
**Services en fiduciaire**

Comptabilité  
Révision  
Fiscalité & TVA  
Conseil d'entreprise &  
juridique  
Conseils prévoyance

Entreprise certifiée  
EXPERTSuisse et membre  
de FIDUCIAIRE | SUISSE

**core-partner.ch**

**Rapport sur d'autres dispositions légales**

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous avons constaté que le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels n'était pas consigné par écrit pour tous les processus importants.

Selon notre appréciation, il existe, à l'exception du fait présenté au paragraphe précédent, un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels.

Nous vous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

**Markus Jungo**

Expert-comptable diplômé  
Expert-réviser agréé  
Réviser responsable

**Célien Berthold**

Expert-comptable diplômé  
Expert-réviser agréé

**Annexe**

Comptes annuels (bilan, compte de résultats, annexe)

**Bilan | Bilanz**

30.05.2022 - en CHF

		31.12.2021	01.10.2020	Variations Abweichungen
<b>ACTIFS</b>	<b>AKTIVEN</b>			
<b>Patrimoine financier</b>	<b>Umlaufvermögen</b>	45'886'058	55'441'791	-9'555'733
<i>Fonds PFA Etat de Fribourg à titre fiduciaire</i>	<i>Fonds ABP Staat Freiburg treuhänderisch gehalten</i>	45'783'272	55'302'003	-9'518'731
<i>Actifs de régularisation</i>	<i>aktive Rechnungsabgrenzung</i>	102'786	139'788	-37'002
<b>Patrimoine administratif à titre fiduciaire</b>	<b>Verwaltungsvermögen treuhänderisch gehalten</b>	49'226'150	41'508'930	7'717'220
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	20'918'759	16'869'947	4'048'812
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	22'269'845	18'603'677	3'666'168
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	6'037'546	6'035'306	2'240
<b>Total des actifs</b>	<b>Total Aktiven</b>	<b>95'112'208</b>	<b>96'950'721</b>	<b>-1'838'512</b>
<b>PASSIFS</b>	<b>PASSIVEN</b>			
<b>Capitaux de tiers</b>	<b>Fremdkapital</b>	225'539	-	225'539
<i>Dettes fournisseurs</i>	<i>Kreditoren</i>	207'861	-	207'861
<i>Passifs de régularisation</i>	<i>passive Rechnungsabgrenzung</i>	17'678	-	17'678
<b>Capitaux propres</b>	<b>Eigenkapital</b>	94'886'669	96'950'721	-2'064'051
<b>Financements spéciaux à titre fiduciaire</b>	<b>Spezialfinanzierung treuhänderisch gehalten</b>	94'088'046	94'950'721	-862'675
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	41'385'000	35'340'000	6'045'000
<i>investissements</i>	<i>Investitionen</i>	-	856'309	-856'309
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	22'664'568	19'974'568	2'690'000
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	45'578	68'912	-23'334
<i>investissements</i>	<i>Investitionen</i>	6'120'000	6'020'000	100'000
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	42'468	25'500	16'968
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	23'830'432	32'665'432	-8'835'000
<i>investissements</i>	<i>Saldo Fonds ABP zur freien Verfügung</i>			
<i>frais d'exploitation</i>				
<i>Solde du Fonds PFA à disposition</i>				
<b>Capital de dotation</b>	<b>Dotationskapital</b>	2'000'000	2'000'000	-
<b>Excédent ou découvert bilan</b>	<b>Bilanüberschuss / -fehlbetrag</b>	-1'201'376	-	-1'201'376
<b>Total des passifs</b>	<b>Total Passiven</b>	<b>95'112'208</b>	<b>96'950'721</b>	<b>-1'838'512</b>
<b>Frais de fonctionnement et revenus cumulés depuis 2017</b>	<b>Betriebskosten und Erträge kumuliert seit 2017</b>	5'113'331		
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	1'201'376		
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	3'000'000		
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	954'422		
<i>Pré-aux-Moines, Marly (en 2021)</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly (en 2021)</i>	-42'468		
<b>Capitaux de tiers</b>	<b>Fremdkapital</b>	-225'539		
<b>Différence</b>	<b>Differenz</b>	<b>4'887'792</b>		
<b>Fonds PFA</b>	<b>Fonds ABP</b>	<b>100'000'000</b>		

**Compte de résultats | Erfolgsrechnung**

30.05.2022 - en CHF

		<b>Budget</b>	<b>Décompte</b>	<b>Différence</b>	<b>Budget</b>
		<b>2020/2021</b>	<b>Abrechnung</b>	<b>Differenz</b>	<b>(17.11.21 - Version 2.2)</b>
			<b>01.10.2020</b>	<b>Budget-Décompte</b>	<b>2022</b>
			<b>- 31.12.2021</b>	<b>Budget-Abrechnung</b>	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>Umsatz</b>	1'572'432	1'518'644	53'788	1'537'541
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-	-	-	-10'000
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	292'108	303'996	-11'888	310'545
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	1'266'924	1'197'648	69'276	1'228'496
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	13'400	17'000	-3'600	8'500
<b>Charges de personnel ECPF</b>	<b>Personalaufwand</b>	-817'468	-860'627	43'159	-859'591
<b>Honoraires tiers</b>	<b>Honorare Dritte</b>	-583'080	-411'973	-171'107	-474'400
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-176'123	-11'472	-164'651	-100'400
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	-177'878	-157'667	-20'211	-70'000
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	-229'079	-242'834	13'755	-304'000
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	-	-	-	-
<b>Marge brute</b>	<b>Bruttomarge</b>	171'884	246'043	-74'159	203'550
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>Betriebskosten</b>	-2'179'663	-2'170'307	-9'356	-1'614'032
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-138'989	-140'253	1'264	-112'000
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	-1'077'183	-1'051'873	-25'310	-836'000
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	-943'491	-978'148	34'657	-666'000
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	-20'000	-32	-19'968	-32
<b>Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)</b>	<b>Betriebsergebnis vor Zinsen, Steuern und Abschreibungen (EBITDA)</b>	-2'007'779	-1'924'263	-83'516	-1'410'482
<b>Amortissements</b>	<b>Abschreibungen</b>	-45'812	-	-45'812	-150'672
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-	-	-	-
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	-45'812	-	-45'812	-150'672
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	-	-	-	-
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>Betriebsergebnis (EBIT)</b>	-2'053'591	-1'924'263	-129'328	-1'561'154
<b>Coûts de financement (utilisations resp. attributions Fonds PFA)</b>	<b>Finanzierungskosten (Verwendung resp. Zuteilung Fonds ABP)</b>	-	862'675	-862'675	-
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-	-	-	-
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	-	856'309	-856'309	-
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	-	23'334	-23'334	-
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	-	-16'968	16'968	-
<b>Charges hors-période</b>	<b>Aufwendungen Vorjahresperiode</b>	-	-139'788	139'788	-
<b>Impôts</b>	<b>Steuern</b>	-	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>Nettoergebnis</b>	-2'053'591	-1'201'376	-852'215	-1'561'154



**Organisation / Organisation**

**Allgemein / Général**

*Gründung / Fondation*

*01.10.2020*

*Eintragung Handelsregisterr / Inscription au registre du commerce*

*22.04.2021*

**Verwaltungsrat / Conseil d'administraion**

*Olivier Curty*

*Präsident / Président*

*Pierre Mauron*

*Vize-Präsident / Vice-Président*

*Marc-André Berclaz*

*Mitglied / Membre*

*Paul Lorenz Held*

*Mitglied / Membre*

*Stéphane Peiry*

*Mitglied / Membre*

**Direktor / Directeur**

*Giancarlo Perotto*

**Revisionsstelle / Organe de révision**

*CORE Fiduciaire Revicor SA*

## Angewandte Rechnungslegungsgrundsätze / Principes comptables appliqués

Die vorliegende Jahresrechnung wurde nach den Weisungen über die Buchführung des Finanzhaushaltes des Staates, sowie insbesondere den folgenden Gesetzen erstellt:

- dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) vom 25.11.1994 (SGF 610.1)
- dem Ausführungsreglement zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR) vom 12.03.1996 (SGF 610.11)

Es handelt sich um das erste Geschäftsjahr.

Les présents comptes annuels ont été établis selon les directives relatives à la tenue de la comptabilité financière de l'Etat, ainsi que notamment selon les lois suivantes :

- la loi sur les finances de l'Etat (LFE) du 25.11.1994 (RSF 610.1)
- le règlement d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat (RFE) du 12.03.1996 (RSF 610.11)

Il s'agit du premier exercice.

31.12.2021

## Nicht bilanzierte Verbindlichkeiten / Engagements hors bilan

### Pensionskasse des Staatspersonals / Caisse de prévoyance du personnel de l'État

Kündigung durch KAAB / Résiliation par ECPF

232'988

Kündigung durch PKSPF / Résiliation par CPPEF

232'988

## Verwaltungsvermögen (treuhänderisch gehalten) / Actifs administratifs (détenus à titre fiduciaire)

Die Liegenschaften St. Aubin, Romont und Marly sind per Bilanzstichtag im Eigentum des Kantons Freiburg. Die Übertragung der Grundstücke (Abstimmung vom 15.05.2022) erfolgt auf den 1. Juli 2022 auf die Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik. Für eine bessere Bilanzleserlichkeit wurden die Liegenschaften für das Geschäftsjahr 2020/2021 treuhänderisch ausgewiesen.

Les immeubles de St. Aubin, Romont et Marly sont la propriété du canton de Fribourg à la date de clôture du bilan. Le transfert de propriété (votation du 15.05.2022) à l'Etablissement cantonal de promotion foncière entrera en vigueur au 1er juillet 2022. Pour une meilleure lisibilité du bilan, les immeubles ont été comptabilisés à titre fiduciaire pour l'exercice 2020/2021.

## Finanzkennzahlen / Indicateurs financiers

*Die Finanzkennzahlen der Anstalt für aktive Bodenpolitik gemäss Ausführungsreglement zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR) sind nicht aussagekräftig. Daher wurde auf den Ausweis verzichtet.*

*Les indicateurs financiers de l'Etablissement cantonal de promotion foncière selon le règlement d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat (RFE) ne sont pas pertinents. Il a été de ce fait renoncé à leur présentation.*

## Geldflussrechnung / Tableau des flux de trésorerie

*Die Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik hat per Bilanzstichtag kein eigenes Bankkonto. Aus diesem Grund wurde auf die Darstellung einer Geldflussrechnung verzichtet.*

*L'Etablissement cantonal de promotion foncière n'a pas de compte bancaire propre à la date de clôture du bilan. Pour cette raison, il a été renoncé à la présentation d'un tableau des flux trésorerie.*

## Investitionsrechnung / Compte des investissements

*Wie bereits vorgängig erwähnt, ist die Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik per Bilanzstichtag nicht Eigentümerin der Grundstücke. Die Anstalt hat jedoch seit Kauf der Grundstücke den Leistungsauftrag, gemäss Gesetz über die aktive Bodenpolitik (ABPG) ausgeführt. Nachfolgend stellen wir die Veränderung des Fonds für aktive Bodenpolitik dar, wo die Investitionsrechnung für die Jahre 2017 bis 2021 integriert ist.*

*Comme mentionné précédemment, l'Etablissement cantonal de promotion foncière n'est pas propriétaire des terrains à la date de clôture du bilan. Depuis l'achat des terrains, l'établissement a toutefois exécuté le mandat de prestations conformément à la loi sur la politique foncière active (LPFA). Le tableau de variations du Fonds de politique foncière active qui est présenté ci-après intègre le compte des investissements pour les années 2017 à 2021.*

## Tableau de variations du Fonds PFA | Veränderung Fonds ABP

30.05.2022 - en CHF

	2017	2018	2019	01.01.2020 - 30.09.2020	Dépenses Ausgaben 2017-30.09.20	01.10.2020 - 31.12.2020	01.01.2021 - 31.12.2021	Dépenses Ausgaben 01.10.20-31.12.21	Total dépenses Total Ausgaben 2017-2021	Total crédits validés genehmigte Kredite
<b>Fonds PFA au 01.01.</b> <i>Fonds ABP am 01.01.</i>	100'000'000	58'659'144	58'013'908	58'479'167	100'000'000	55'302'003	52'878'049	55'302'003	100'000'000	100'000'000
<b>ECPF   KAAB</b>	-	-	-76'971	-62'817	-139'788	-135'532	-803'303	-938'835	-1'078'623	-2'000'000
capital de dotation   <i>Dotationskapital</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-2'000'000
frais de fonctionnement   <i>Betriebskosten</i>	-	-	-76'971	-62'817	-139'788	-115'938	-896'415	-1'012'353	-1'152'141	-
découvert fonct. SA   <i>Betriebsverlust SA</i>	-	-	-	-	-	-	-49'235	-49'235	-49'235	-
transitoires   <i>transitorischen</i>	-	-	-	-	-	-19'595	142'348	122'753	122'753	-
<b>AgriCo, St-Aubin (SA)</b>	-14'100'539	-531'782	-1'501'003	-2'880'314	-19'013'638	-1'834'648	-3'070'473	-4'905'121	-23'918'759	-44'385'000
<b>Investissements   <i>Investitionen</i></b>	-14'005'334	-51'929	-699'528	-2'113'156	-16'869'947	-1'560'347	-2'488'465	-4'048'812	-20'918'759	-41'385'000
achat de terrain   <i>Grundstückskäufe</i>	-14'005'334	-	-	-	-14'005'334	-	-	-	-14'005'334	-14'050'000
vente de terrain   <i>Grundstücksverkäufe</i>	-	297'700	-	-	297'700	-	-	-	297'700	-
Investissements   <i>Investitionen</i>	-	-349'629	-699'528	-2'113'156	-3'162'313	-1'560'347	-2'488'465	-4'048'812	-7'211'125	-27'335'000
<b>Exploitation   <i>Betrieb</i></b>	-95'205	-479'853	-801'475	-767'158	-2'143'691	-274'301	-582'008	-856'309	-3'000'000	-3'000'000
frais de fonctionnement   <i>Betriebskosten</i>	-119'365	-552'103	-885'625	-770'008	-2'327'101	-348'659	-860'881	-1'209'540	-3'536'641	-
découvert fonct.   <i>Betriebsfehlbetrag</i>	-	-	-	-	-	-	49'235	49'235	49'235	-
revenus   <i>Erträge</i>	24'160	72'250	84'150	2'850	183'410	74'358	229'637	303'996	487'406	-
<b>La Maillarde, Romont (R)</b>	-21'243'917	-126'854	2'058'550	-222'544	-19'534'765	-451'533	-3'237'969	-3'689'502	-23'224'267	-23'664'568
<b>Investissements   <i>Investitionen</i></b>	-21'014'495	-	2'410'818	-	-18'603'677	-166'607	-3'499'562	-3'666'168	-22'269'845	-22'664'568
achat de terrain   <i>Grundstückskäufe</i>	-21'014'495	-	-460'197	-	-21'474'692	-	-2'541'582	-2'541'582	-24'016'274	-24'020'000
vente de terrain   <i>Grundstücksverkäufe</i>	-	-	3'005'640	-	3'005'640	-	-	-	3'005'640	3'005'640
Investissements   <i>Investitionen</i>	-	-	-134'625	-	-134'625	-166'607	-957'980	-1'124'586	-1'259'211	-1'650'208
<b>Exploitation   <i>Betrieb</i></b>	-229'422	-126'854	-352'268	-222'544	-931'088	-284'927	261'593	-23'334	-954'422	-1'000'000
frais de fonctionnement   <i>Betriebskosten</i>	-609'814	-668'251	-829'034	-590'971	-2'698'070	-422'199	-798'783	-1'220'982	-3'919'052	-
revenus   <i>Erträge</i>	380'392	541'397	476'766	368'427	1'766'982	137'272	1'060'376	1'197'648	2'964'630	-
<b>Pré-aux-Moines, Marly (M)</b>	-5'996'400	13'400	-15'317	-11'489	-6'009'806	-2'240	16'968	14'728	-5'995'078	-6'120'000
<b>Investissements   <i>Investitionen</i></b>	-6'000'000	-	-15'617	-19'689	-6'035'306	-2'240	-	-2'240	-6'037'546	-6'120'000
achat de terrain   <i>Grundstückskäufe</i>	-6'000'000	-	-	-	-6'000'000	-	-	-	-6'000'000	-6'020'000
vente de terrain   <i>Grundstücksverkäufe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements   <i>Investitionen</i>	-	-	-15'617	-19'689	-35'306	-2'240	-	-2'240	-37'546	-100'000
<b>Exploitation   <i>Betrieb</i></b>	3'600	13'400	300	8'200	25'500	-	16'968	16'968	42'468	-
frais de fonctionnement   <i>Betriebskosten</i>	-	-	-	-	-	-	-32	-32	-32	-
revenus   <i>Erträge</i>	3'600	13'400	300	8'200	25'500	-	17'000	17'000	42'500	-
<b>Total dépenses   <i>Total Ausgaben</i></b>	-41'340'856	-645'236	465'259	-3'177'164	-44'697'997	-2'423'954	-7'094'777	-9'518'731	-54'216'728	-76'169'568
Total investissements   <i>Total Investitionen</i>	-41'019'829	-51'929	1'695'673	-2'132'845	-41'508'930	-1'729'194	-5'988'026	-7'717'220	-49'226'150	-70'169'568
Total exploitation   <i>Total Betriebskosten</i>	-321'027	-593'307	-1'230'414	-1'044'319	-3'189'067	-694'760	-1'106'750	-1'801'510	-4'990'577	-6'000'000
<b>Fonds PFA (libre) au 31.12.</b> <i>freier Fonds ABP am 31.12.</i>	58'659'144	58'013'908	58'479'167	55'302'003	55'302'003	52'878'049	45'783'272	45'783'272		23'830'432
Vente Micarna   <i>Verkauf Micarna</i>										21'375'000
<b>Fonds PFA libre après vente</b> <i>freier Fonds ABP nach Verkauf</i>										45'205'432

# Kantonal Anstalt für die aktive Bodenpolitik

Tätigkeitsbericht

1. Oktober 2020 – 31. Dezember 2021

## 1. Vorwort

### 1.1. Botschaft von Olivier Curty, Präsident des Verwaltungsrats

Eine wohldurchdachte und griffige aktive Bodenpolitik ist für eine erfolgreiche Wirtschaftsentwicklung und die Schaffung neuer Arbeitsplätze unabdingbar. Aus diesem Grund und im Bestreben, den Spagat zwischen den – oftmals unmittelbaren – Bedürfnissen der Unternehmen und den Anforderungen der Raumplanungsgesetzgebung zu schaffen, wurde die Kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) ins Leben gerufen und mit einem Fonds in Höhe von 100 Millionen Schweizer Franken ausgestattet. Dank dieser Einrichtung können wir, unter Berücksichtigung der verschiedenen Sektoralpolitiken, umfassende Überlegungen zur Entwicklung eines Industrieareals anstellen und den Unternehmen in Zukunft erschlossene und funktionelle Grundstücke zur Verfügung stellen, die den kantonalen Nachhaltigkeitsanforderungen gerecht werden. Dies wird nicht von heute auf morgen geschehen, aber eine weitsichtige Planung stellt sicher, dass unsere Industrie-sektoren in 15 bis 20 Jahren unseren Vorstellungen entsprechen.

Die Gründung der Kantonalen Anstalt für die aktive Bodenpolitik stellt einen innovativen Schritt im Bereich der Wirtschaftsentwicklung unseres Kantons dar. Diese selbständige Anstalt ist damit beauftragt, in einem freien Markt die Bereitstellung von Grundstücken und Infrastrukturen für die Unternehmen in unserem Kanton sicherzustellen. Sie lesen den ersten Tätigkeitsbericht der KAAB, die sich – mit Unterstützung des Staatsrats und des Grossen Rates – mit den notwendigen Instrumenten für ihr Funktionieren ausgestattet hat und ihre herausfordernde Aufgabe für das wirtschaftliche Wohl unseres Kantons in Angriff genommen hat.

### 1.2. Botschaft von Giancarlo Perotto, Direktor der KAAB

Im ersten Jahr ihres Bestehens hat die Kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) die Grundlagen ihrer Organisation geschaffen. Als selbständige Einrichtung musste sie alles in einer Rekordzeit von Grund auf aufbauen – vom Informatiksystem über die Buchhaltungsführung bis hin zur Verwaltung der in Betrieb befindlichen Areale. Bei unseren Aktivitäten vor Ort hat sich rasch gezeigt, dass der Kanton Freiburg eine Einrichtung braucht, die eine Brücke zwischen den Bedürfnissen der Unternehmen und den Rahmenbedingungen in Sachen Immobilienentwicklung und Raumplanung zu schlagen vermag. Diese Arbeit kann nur in enger Zusammenarbeit zwischen allen involvierten Akteuren realisiert werden: Unternehmen, Dienststellen des Staates, Regionen, Gemeinden sowie auch Umweltschutzverbänden. Wir ziehen alle am gleichen Strick, denn wir haben ein gemeinsames Ziel vor Augen: die besten Rahmenbedingungen für unsere Unternehmen schaffen, gehe es nun um die Arbeitsplatzqualität, die Mobilität oder das Arbeitsumfeld. Wir haben uns ein ehrgeiziges Ziel gesetzt, um unsere Aufgabe zu erfüllen. Die KAAB will die Industriezonen neu erfinden, damit sie sowohl den Mitarbeitenden der Unternehmen als auch der Bevölkerung mehr zu bieten haben. Dazu orientieren wir uns am Drei-Säulen-Prinzip der nachhaltigen Entwicklung: Will man wirklich nachhaltige Areale schaffen, müssen Wirtschaft, Gesellschaft und Umwelt in Einklang gebracht werden. Die Areale werden

durch die Verwendung und Produktion von innovativen erneuerbaren Energien Vorbildcharakter haben; langfristig soll der Energiebedarf zu 100% mit einer erneuerbaren Energieproduktion vor Ort gedeckt werden. Die Areale werden zudem durch ihr besonderes Angebot Synergien schaffen und den Austausch zwischen den dort angesiedelten Unternehmen fördern.

Dank dem Fonds für die aktive Bodenpolitik, der wie die KAAB auf dem Gesetz über die aktive Bodenpolitik (ABPG) basiert, werden wir die drei 2016 und 2017 vom Staat erworbenen Industrieareale AgriCo in St-Aubin, La Maillarde in Romont und Pré-aux-Moines in Marly entwickeln. Für jedes Areal wird in enger Zusammenarbeit mit den involvierten Akteuren eine spezifische Strategie entwickelt. Gemäss Finanzplan soll das finanzielle Gleichgewicht ab 2029 erreicht werden.

## 2. Porträt der KAAB

### 2.1. Entstehungsgeschichte der KAAB

Die kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) gründet auf dem Gesetz über die aktive Bodenpolitik (ABPG), welches der Grosse Rat am 18. Oktober 2019 verabschiedet hat. Das ABPG hat zum Ziel, die Wirtschaftsentwicklung im Kanton zu fördern, indem den neuen und bestehenden Unternehmen die für ihre Tätigkeit notwendigen Grundstücke bereitgestellt werden. Es beauftragt die KAAB damit, die aktive Bodenpolitik des Staates umzusetzen, d. h. Grundstücke zum Zwecke der Wirtschaftsförderung zu bewirtschaften, die Areale aufzuwerten und für die Wirtschaftsakteure bereitzustellen und überdies die Umsetzung der kantonalen Raumplanungspolitik zu unterstützen.

Das ABPG bildet ausserdem die Grundlage für die Schaffung des kantonalen Fonds für die aktive Bodenpolitik (der ABP-Fonds), der mit einem Anfangskapital von 100 Million Franken ausgestattet wurde und der KAAB zur Erfüllung ihrer Aufgabe zur Verfügung steht. Der Erwerb der Areale AgriCo in Saint-Aubin, Pré-aux-Moines in Marly sowie La Maillarde in Romont 2016 und 2017 durch den Staat wurde über den ABP-Fonds gedeckt. Das Eigentum an diesen Arealen wird 2022 vorbehaltlich der Annahme des diesbezüglichen Dekrets durch das Freiburger Stimmvolk (obligatorisches Finanzreferendum) an die KAAB übertragen.

Die KAAB hat ihre Tätigkeit am 1. Oktober 2020 als selbständige Anstalt des öffentlichen Rechts aufgenommen und ist seit dem 27. April 2021 im Handelsregister eingetragen. Sie hat vom Staatsrat einen Leistungsauftrag erhalten und wird von einem Verwaltungsrat geleitet.

### 2.2. Leistungsauftrag

Die KAAB handelt gemäss dem ihr vom Staatsrat erteilten Leistungsauftrag (Art. 7 und 21 ABPG). Dieser beschreibt die Aufgaben der Anstalt und legt die Anforderungen und den operativen Rahmen, insbesondere in finanzieller Hinsicht, fest.

Der erste Leistungsauftrag wurde vom Staatsrat am 21. Dezember 2021 genehmigt. Er deckt den Zeitraum vom 1. Oktober 2020, dem offiziellen Gründungsdatum der KAAB, bis zum 31. Dezember 2023 ab.

### 2.3. Aufgaben

Die Hauptaufgabe der KAAB besteht darin, Arbeitsplätze im Kanton Freiburg zu schaffen, indem sie den Unternehmen erschlossene, funktionelle Grundstücke bereitstellt, die den kantonalen Nachhaltigkeitsanforderungen gerecht werden.

Im Auftrag des Staates verwaltet die Anstalt die drei dank dem ABP-Fonds erworbenen Industrieareale. Sie hält ausserdem nach Gelegenheiten zum Kauf weiterer Grundstücke von potenziell kantonalen Bedeutung Ausschau, welche die aktive Bodenpolitik des Staates stärken könnten.



Schliesslich muss die Anstalt dafür sorgen, dass sie und die von ihr verwalteten Areale mittelfristig die finanzielle Unabhängigkeit erreichen.  
Die KAAB unterstützt überdies auf Anfrage die Regionen bei der Umverteilung von Arbeitszonen.

## 2.4. Vision

Die KAAB entwickelt völlig neuartige Industrieareale, die nicht mehr bloss den wirtschaftlichen Bedürfnissen der Unternehmen Rechnung tragen, sondern darüber hinaus öffentlich zugängliche Orte sind, die zum Verweilen einladen und sich harmonisch in ihre Umwelt einfügen. Es wird also eine gemischte Arbeitsnutzung (Gewerbe, Büros, Dienstleistungen, Begegnungs- und Freizeiträume usw.) angestrebt. Der Energiebedarf soll mit der Zeit vollständig durch lokal produzierte erneuerbare Energien gedeckt werden.



*Schema Nachhaltigkeit*

## 2.5. Strategien

### 2.5.1. KAAB

*Vermittlerin für die Entwicklung und Aufwertung von Industriearealen und Arbeitszonen im Kanton Freiburg*

Die KAAB fungiert als neue Akteurin für die Wirtschaftsentwicklung im Kanton Freiburg. Sie ist bestrebt, eine Brücke zu schlagen zwischen den Bedürfnissen der Unternehmen, die oftmals sehr rasch ein geeignetes Grundstück benötigen, und den Erfordernissen der

Raumplanungspolitik, deren Verfahren mehrere Monate, manchmal auch mehrere Jahre dauern. Mit anderen Worten: Die KAAB soll als Bindeglied die unternehmens- und raumplanerischen Erfordernisse auf einen Nenner bringen.

Die KAAB wirkt auch als Plattform, welche die Regionen und Gemeinden sowie die Dienststellen des Staates berät und unterstützt, indem sie ihre Kompetenzen im Bereich der Immobilienentwicklung einbringt. Zu ihren Aufgaben gemäss ABPG gehört ausserdem die Verwaltung der Datenbank SyZACT, welche die im Kanton Freiburg verfügbaren Arbeitszonen erfasst.

### 2.5.2. AgriCo, Saint-Aubin

*Industriestandort mit Pionierstatus – schweizweit führender Campus für Lebensmittel und Biomasse, der dem natürlichen und kulturellen Erbe des Standorts Rechnung trägt*

AgriCo dürfte in der Schweiz als Campus in den Bereichen Land- und Ernährungswirtschaft sowie Biomasse Schule machen. AgriCo ist ein wesentlicher Pfeiler der kantonalen Entwicklungsstrategie für den Bereich der Land- und Ernährungswirtschaft, bei der das Konzept «vom Feld bis in den Teller» von zentraler Bedeutung ist.

### 2.5.3. La Maillarde, Romont

*Urbanes Industriequartier für die innovative Industrieproduktion*

Das Areal La Maillarde zeichnet sich durch seine Nähe zum Stadtzentrum von Romont aus. Bereits heute sind verschiedene, teils in innovativen Bereichen tätige Industrieunternehmen auf dem Areal und in dessen Nachbarschaft angesiedelt. Dieses Umfeld gibt die Orientierung der gesamten Zone als ein auf die innovative Industrieproduktion ausgerichtetes urbanes Industriequartier vor.

### 2.5.4. Pré-aux-Moines, Marly

*Urbanes Industrieareal mit der Natur im Zentrum*

Die Entwicklung und Aufwertung des Standorts Pré-aux-Moines, der sich bereits in einer Arbeitszone befindet, hängt vom Bau der Verbindungsstrasse Marly-Matran ab.

Der Standort besticht durch seine Vorteile, denn aufgrund seiner Lage in der Agglomeration Freiburg birgt er gemäss dem kantonalen Richtplan das grösste Entwicklungspotenzial des Kantons. Die Revitalisierung der Aergera wird dem Standort darüber hinaus ein eigenes Gesicht geben.

## 2.6. Finanzierung

Der ABP-Fonds wurde durch das ABPG begründet, um der KAAB die zur Erfüllung ihrer Aufgaben nötigen Mittel zu geben. Gemäss dem vom Verwaltungsrat erstellten und dem Staatsrat genehmigten Finanzplan wird es der Fonds erlauben, die Areale von Saint-Aubin, Romont und Marly zu entwickeln und bis im Jahr 2034 selbsttragend zu werden. Die KAAB wird ihr finanzielles Gleichgewicht bis 2029 erreichen und ab 2034 einen Gewinn von schätzungsweise einer Million Schweizer Franken pro Jahr erwirtschaften.

## 2.7. Organisation

Die KAAB wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der im Auftrag der Regierung handelt und für seine Geschäftsführung dem Staatsrat gegenüber verantwortlich ist.

- Olivier Curty (Präsident), Staatsrat
- Pierre Mauron (Vizepräsident), Grossrat
- Stéphane Peiry, Grossrat
- Marc-André Berclaz, HEC Lausanne
- Lorenz Held, Architekt ETHZ, EMBA HSG, Berner Kantonsbaumeister

Der Staatsrat, der der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion vorsteht, präsidiert de lege lata den Verwaltungsrat. Auf Vorschlag des Staatsrates hin wählt der Grosse Rat zwei Grossrätinnen beziehungsweise Grossräte sowie zwei externe Expertinnen beziehungsweise Experten in den Verwaltungsrat.

Die KAAB ist administrativ der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (VWBD) zugewiesen. Sie hat die Rechtsform einer selbständigen öffentlich-rechtlichen Anstalt. Das interne Organisationsreglement, das vom Staatsrat am 31. August 2021 genehmigt wurde, regelt die Funktionsweise der KAAB. Sie untersteht der Leitung von Giancarlo Perotto, diplomierter Architekt ETHZ und Betriebswirtschafter NDS/ETHZ, der vom Staatsrat am 29. Juni 2020 zum Direktor der KAAB ernannt wurde. Die Anstalt zählt 7 Mitarbeitende:

- Giancarlo Perotto: Direktor
- Christel Repond: Administration und Finanzen
- Corinne Rebetez: Koordination und Kommunikation
- Charlotte Gautier: Projektleitung
- Mélanie Costinas: Arealeverwaltung
- Hubert Piccand: Technische Leitung AgriCo
- Christian Guillaume: Technische Leitung La Maillarde

## 2.8. Partner

Die KAAB profitiert von der hervorragenden Zusammenarbeit mit ihren kantonalen, regionalen und kommunalen Partnern :

- Das Landwirtschaftliche Institut Grangeneuve
- Dienststellen des Staates, insbesondere Bau- und Raumplanungsamt (BRPA), Wirtschaftsförderung Freiburg (WIF), Amt für Kulturgüter (KGA), Amt für Umwelt (AfU), Amt für Energie (AfE), Amt für Mobilität (MobA) usw.
- Regionen
- Die Gemeinden Saint-Aubin, Romont, Marly usw.
- COREB

### 3. Das Jahr 2020-2021

#### 3.1. Das Jahr im Überblick

Der vorliegende erste Geschäftsbericht der KAAB deckt den Zeitraum vom 1. Oktober 2020, dem offiziellen Gründungsdatum der Anstalt, bis zum 31. Dezember 2021 ab. Dieser erste Tätigkeitszeitraum der KAAB war in erster Linie dem strukturellen Aufbau der Anstalt und den Vorbereitungsarbeiten für die Übertragung des Eigentums an den Geländen AgriCo, La Maillarde und Pré-aux-Moines gewidmet. Die Entwicklung des AgriCo-Areales mit dem Genehmigungsverfahren für den kantonalen Nutzungsplan und der Sanierung der geschützten Gebäude gemäß dem vom Grossen Rat bewilligten Kredit war ebenfalls ein Schwerpunkt des vergangenen Jahres.

Kennzahlen:

- getätigte Investitionen: 7,8 Millionen Franken
- Betriebsaufwand: 1,86 Millionen Franken
- Umsatz: 1,52 Millionen Franken
- Verwaltung von 3 Arealen
- 37 Mieter/innen
- 7 Mitarbeitende
- 14 Projekte in Planung

#### 3.2. Leistungsauftrag 1. Oktober 2020 – 31. Dezember 2023

Der erste Leistungsauftrag wurde vom Staatsrat am 21. Dezember 2021 genehmigt und deckt den Zeitraum vom 1. Oktober 2020, dem offiziellen Gründungsdatum der KAAB, bis zum 31. Dezember 2023 ab. Er legt die folgenden strategischen Ziele fest:

- Übertragung des staatlichen Eigentums an den über den ABP-Fonds erworbenen Grundstücken an die KAAB
- Ausarbeitung einer Entwicklungsstrategie für die von der KAAB verwalteten Areale zuhanden des Staatsrates und anschliessende Umsetzung
- Ausarbeitung von konkreten Vorschlägen für die Bereitstellung von Grundstücken zuhanden der Wirtschaftsakteure
- Unterstützung der Raumplanungsziele des Staates in Zusammenarbeit mit den staatlichen Dienststellen
- Mittelfristige Erreichung der finanziellen Unabhängigkeit der KAAB
- Erzielung einer marktkonformen Rentabilität bei den von der KAAB verwalteten Grundstücken.

### 3.3. Eigentumsübertragung

Der Grossrat hat am 4. November 2021 beschlossen, das Eigentum an den vom ABP-Fonds erworbenen und von der Anstalt im Auftrag des Staatsrats verwalteten Grundstücken an die KAAB zu übertragen und ihr eine Aufstockung des Dotationskapitals um 6 Millionen Franken zu gewähren. Dies soll der Anstalt erlauben, ihre Aufgaben bis zur Erreichung ihres finanziellen Gleichgewichts zu erfüllen. Da der Gesamtbetrag der Transaktion (aktueller Wert der bereits vom Staat erworbenen Areale in Höhe von CHF 37 Millionen plus die Aufstockung des Dotationskapitals um CHF 6 Millionen, also insgesamt CHF 43 Millionen) die Schwelle für das obligatorische Finanzreferendum übersteigt, wird die Eigentumsübertragung am 15. Mai 2022 dem Stimmvolk von Freiburg zur Abstimmung vorgelegt.

### 3.4. Verwaltungsrat

Der Verwaltungsrat ist während des Geschäftsjahres siebenmal zusammengetreten. Folgende Gegenstände wurden von ihm behandelt und genehmigt:

- Budget 2021/2022
- Finanzplan 2021 für den Zeitraum 2020-2034
- Festlegung der Ziele für 2021/2022
- Vorschlag zum ersten Leistungsauftrag zuhanden des Staatsrats
- Vorschlag zum internen Organisationsreglement der KAAB zuhanden des Staatsrats
- Gutheissung der Strategien der KAAB sowie der Areale AgriCo, La Maillarde und Pré-aux-Moines zu Genehmigung durch den Staatsrat
- Zuschlag für das Energie-Contracting
- Zuschlag für den Generalplaner-Auftrag für die Sanierung der Gebäude 1710 und 1720 in AgriCo
- Zuschlag für den Bau eines Gewächshauses im Gebäude 1715 in AgriCo
- Zuschlag für die Bauherrenunterstützung (BHU) zur Ausführung der Erschliessung auf dem AgriCo-Gelände
- Gutheissung des Konzepts für die Entwicklung des Gebäudes 1740 in AgriCo
- Lancierung eines Studienauftrags für das Parking und die Umgebungsgestaltung auf dem AgriCo-Areal
- Erwerb der Parzelle Cramos in La Maillarde

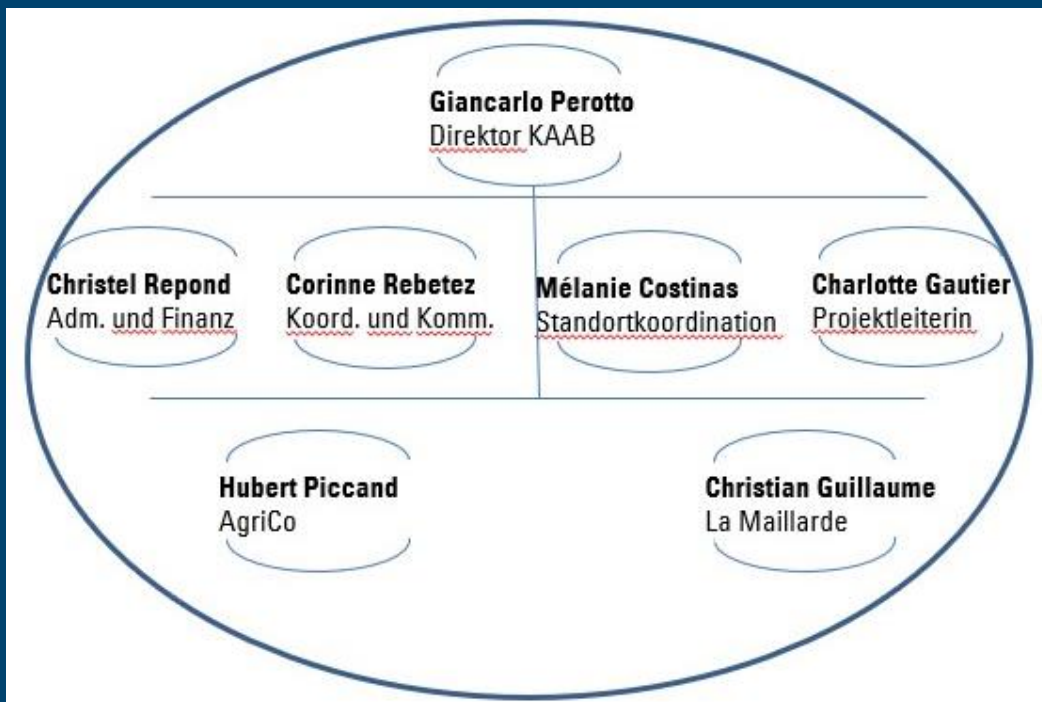
Der Verwaltungsrat wird von der Direktion regelmässig über den Geschäftsgang der KAAB informiert. Die Vergütung des Verwaltungsrats (2020–2021) belief sich auf 67 083.33 Schweizer Franken.

### 3.5. KAAB

#### 3.5.1. Gründung und struktureller Aufbau der KAAB

Die KAAB hat ihre Tätigkeit am 1. Oktober 2020 aufgenommen und wurde am 27. April 2021 im Handelsregister registriert. Im Juni 2020 wurde Giancarlo Perotto zum Direktor der Anstalt ernannt.

Nach und nach wurde darauf das KAAB-Team aufgebaut, das zum heutigen Zeitpunkt aus 7 Mitarbeitenden besteht.



*Organigramm der KAAB*

Die KAAB beteiligte sich aktiv an der Erarbeitung ihres ersten Leistungsauftrags. Sie erarbeitete ihr Organisationsreglement, das sie anschliessend dem Staatsrat zur Genehmigung unterbreitete. Ausserdem baute sie die für einen reibungslosen Betrieb notwendige administrative Struktur auf: Buchhaltung, Revisionsstelle, IT, Versicherungen usw.

Schliesslich hat sie sich auch der Entwicklung ihres visuellen Auftritts und ihrer Website gewidmet, die Anfang 2022 aufgeschaltet wurde.

#### 3.5.2. Ausarbeitung der Entwicklungsstrategie für die von der KAAB verwalteten Industrieareale

Die KAAB hat zum Ziel, Industrieareale zu entwickeln, die den drei Pfeilern der nachhaltigen Entwicklung (Wirtschaft, Gesellschaft und Umwelt) umfassend Rechnung tragen. Die

Entwicklung ihrer Industrieareale soll den Gemeinden und Regionen, in welchen sie angesiedelt sind, als Wachstumsmotor dienen.

#### *Wirtschaft*

Die von der KAAB entwickelten Industrieareale sollen nicht nur für die Unternehmen, sondern auch für deren Mitarbeitende attraktiv sein und zugleich die Wirtschaftlichkeit der getätigten Investitionen gewährleisten. Bei der Erschliessung steht die gemeinsame Organisation und Nutzung der Anlagen (Entwässerung, Abwasserentsorgung, Energieversorgung, Parkraum usw.) im Vordergrund, um Skaleneffekte zu erzielen und Synergien zu ermöglichen. Die Areale müssen ausserdem bestimmte Rahmenbedingungen erfüllen und eine Reihe von Dienstleistungen und Infrastrukturen (Catering, Konferenzräume, KITAS usw.) bieten.

#### *Gesellschaft*

Die Industrieareale des 21. Jahrhunderts sind keine abgeschotteten Inseln mehr. Sie fügen sich in den Lebensraum der Gemeinde und Region ein und müssen den Bedürfnissen der Zivilgesellschaft Rechnung tragen, damit sie nicht nur attraktive Arbeitsstätten, sondern auch öffentlich zugängliche Orte sind, die zum Verweilen einladen. Dafür sorgen Infrastrukturen wie Restaurants, Konferenzräume, Fitnesszentren usw. Im Rahmen der Arealplanung und -verwaltung kommen ausserdem partizipative Verfahren zum Einsatz.

#### *Umwelt*

Die KAAB ist bestrebt, nachhaltige Industrieareale mit Vorbildcharakter zu schaffen; dies unter anderem durch die Ermöglichung einer Kreislaufwirtschaft. Längerfristig sollen die Areale ihren Energiebedarf zu 100% mit lokal produzierter erneuerbarer Energie decken. Im Bereich Mobilität wird der Fokus auf die ÖV-Erschliessung, das Carpooling sowie den Langsamverkehr gelegt. Ausserdem werden Überlegungen zu den Gemeinschafts- und Grünflächen angestellt.

### **3.5.3. Zusammenarbeit mit den anderen Ämtern des Staates**

Als neue Akteurin im Bereich der Immobilienentwicklung und der Verwaltung von Arbeitszonen im Kanton Freiburg hat die KAAB im abgelaufenen Jahr den Modus ihrer Zusammenarbeit mit den Dienststellen des Staates, insbesondere mit dem Bau- und Raumplanungsamt (BRPA) sowie der Wirtschaftsförderung Freiburg (WIF) definiert. Diese beiden Dienststellen sind die privilegierten Partner der KAAB: das BRPA für sämtliche Fragen rund um die Verfahren zur Arealentwicklung (z.B. den kantonalen Nutzungsplan [KNP] AgriCo) und die WIF für die Kontakte mit den Unternehmen.

Für die Entwicklung des Areals von Saint-Aubin arbeitet die KAAB auch eng mit dem Landwirtschaftlichen Institut Grangeneuve zusammen.



### 3.5.4. Positionierung der KAAB bei der regionalen Planung der Arbeitszonen

Die Weichen für die Zusammenarbeit mit den Regionen wurden gestellt. Die KAAB hat sich mit 6 der 7 Regionalverbände des Kantons Freiburg ausgetauscht, um deren Bedürfnisse zu definieren. Die Anstalt wird insbesondere an den Überlegungen zum künftigen regionalen Richtplan des Glane-Bezirks mitwirken können. Sie hat sich ausserdem an den Diskussionen zu den Entwicklungsperspektiven des im Seebezirk gelegenen strategischen Sektors Löwenberg beteiligt. Die Arbeiten zur Übernahme der Verwaltung der Datenbank SyZACT wurden in enger Zusammenarbeit mit dem BRPA in Angriff genommen.

## 3.6. AgriCo, St-Aubin

### **Schweizweit führender Campus für Lebensmittel und Biomasse, der Synergien unter Wahrung des Natur- und Kulturerbes nutzt und sich durch ein verkehrsfreies Zentrum auszeichnet**

Das Areal AgriCo in Saint-Aubin wurde vom Staat Freiburg im Jahr 2017 erworben, nachdem Elanco ihre Aktivitäten an diesem Standort eingestellt hatte. Mit seinen 27,7 Hektaren Arbeitszonen, die viele denkmalgeschützte Gebäude beherbergen und von einer Landwirtschaftszone von beinahe 100 Hektaren umgeben sind, bietet es interessante Entwicklungsperspektiven. Es wurde daher dafür ausgewählt, um – in enger Zusammenarbeit mit dem Landwirtschaftlichen Institut Grangeneuve – zum wegweisenden Campus für Lebensmittel und Biomasse in der Schweiz zu werden. Vorgesehen ist die Schaffung eines Industriestandorts mit einem verkehrsfreien Zentrum. Die Parkplätze sollen in einem durch alle Unternehmen gemeinsamen genutzten Silo-Parkhaus zentralisiert werden. Dieses Parkhaus wird einen festen Bestandteil der Mobilitätsplattform bilden, die am Ost-Eingang des Standorts entstehen wird und als Haupteingang für den motorisierten Verkehr, den öffentlichen Verkehr, die Anlieferung und den Langsamverkehr fungieren wird. Von dort aus wird das Arealzentrum nur mit dem Langsamverkehr erreichbar sein.

#### 3.6.1. Kantonaler Nutzungsplan (KNP)

Der KNP wurde am 23. April 2021 durch die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) öffentlich aufgelegt. Der KNP definiert den allgemeinen Entwicklungsrahmen, sowie die städtebaulichen und landschaftlichen Grundsätze und Massnahmen. Er wurde als Werkzeug konzipiert, mit dem künftig alle Projekte in Übereinstimmung mit der Gesamtsicht für das Areal entwickelt werden können.

Es wurden 10 Einsprachen gegen den KNP erhoben. Die KAAB wirkte in enger Zusammenarbeit mit dem BRPA und der RUBD an der Bearbeitung dieser Einsprachen (von 4 Gemeinden, 2 Verbänden und 4 Privatpersonen) mit. Die Diskussionen führten zur Ausarbeitung einer Roadmap, in der eine Reihe von Bedingungen (hauptsächlich betreffend Mobilitätsfragen) für das Inkrafttreten des KNP verbindlich festgehalten sind. Das Hauptziel dieser Roadmap besteht darin, die Verkehrsauswirkungen der Entwicklung von AgriCo auf ein Mindestmass zu

reduzieren, einen ausserhalb der Wohnzonen gelegene Zufahrt zum Standort sicherzustellen, zugleich aber auch den Schwerpunkt auf eine auf dem Drei-Säulen-Prinzip der nachhaltigen Entwicklung (Wirtschaft, Umwelt, Gesellschaft) beruhende Entwicklung des Industriestandorts zu legen.

Im Rahmen dieser Verhandlungen rief die KAAB eine Plattform ins Leben, auf der sich die Vertreterinnen und Vertreter der Anstössergemeinden von AgriCo austauschen können. Mit dieser Austausch- und Diskussionsplattform soll sichergestellt werden, dass die von der Entwicklung des Standorts betroffenen Gemeinden laufend informiert werden und sich Gehör verschaffen können.

Die RUBD hat den KNP genehmigt und die Einsprachen am 17. Dezember 2021 abgewiesen. Nach Abweisung der 10 Einsprachen wurden zwei Rekurse beim Kantonsgericht eingelegt, die derzeit bearbeitet werden.

### **3.6.2. Verkauf einer Parzelle an die Micarna AG**

Die Micarna AG hat beschlossen, eine Parzelle von rund 93 000 m<sup>2</sup> auf dem AgriCo-Areal zu erwerben, um einen neuen Geflügelverarbeitungsbetrieb zu bauen. Der Grosse Rat genehmigte die Transaktion am 17. Dezember 2020. Die KAAB wird in Vertretung des Staates (denn die von dieser Transaktion betroffene Parzelle verbleibt bis zum Verkauf an die Micarna AG im Besitz des Staates und ist somit nicht von der Eigentumsübertragung zugunsten der KAAB betroffen) noch weitere Verhandlungen mit der Micarna AG abhalten, um den Verkauf zum Abschluss zu bringen; die Paraphierung des Verkaufsvertrags dürfte im 1. Quartal 2022 erfolgen.

Die restlichen bebaubaren Flächen auf dem AgriCo Areal werden interessierten Unternehmen als Baurecht angeboten.

### **3.6.3. Allgemeiner Detailerschliessungsplan (DEP)**

Es wurde ein Bewilligungsgesuch für die allgemeine Detailerschliessung (allgemeiner DEP) ausgearbeitet und am 5. November 2021 für eine Dauer von zwei Wochen öffentlich aufgelegt. Vor der öffentlichen Auflegung war der DEP auf der Austauschplattform AgriCo präsentiert worden. Es wurden 4 Einsprachen gegen den allgemeinen DEP erhoben. Da dieser viele der im KNP vorgesehenen Massnahmen übernimmt und weiterentwickelt, darunter auch die Roadmap, wurde das DEP-Verfahren suspendiert; es wird so lange ausgesetzt, bis das Verfahren betreffend den KNP abgeschlossen ist.

Der allgemeine DEP wird als Rahmen und zur Verankerung künftiger Bauprojekte dienen, für welche für die Baubewilligung noch ein spezifischen DEP ausgearbeitet werden muss. Er definiert die Grundsätze für die Dimensionierung der notwendigen Grunderschliessung für alle Bauten des Standorts, wobei folgende Fragen im Vordergrund stehen: Verkehrs-, Zugangs- und Transportwege; Sammlung der Abfälle; Energie- und Telekomnetz usw. Als integrierender Bestandteil des DEP wurde zudem ein Mobilitätsplan für den Standort ausgearbeitet. Er beschreibt die grundlegenden Ziele und Massnahmen im Bereich Parken, Langsamverkehr, Mitarbeitertransport und Logistik und enthält Vorschläge für Begleitmassnahmen in Bezug auf das ÖV-Angebot. Er soll eine Reduktion des Verkehrsaufkommens gewährleisten und während

der gesamten Entwicklungsdauer des Areals die Messung der Verkehrsbelastung sicherstellen. Er wird durch eine Mobilitätsstelle verwaltet werden und als zwingende Grundlage für die künftigen Mobilitätspläne der einzelnen Unternehmen dienen.

### 3.6.4. Energie Contracting

Im Bestreben, den Energiebedarf des Areals zu 100% mit lokal erzeugter erneuerbarer Energie zu decken, will die KAAB auf dem AgriCo-Areal die Wärmerückgewinnung aus den Produktionen, den Kanalisationen, der Abwasserreinigungsanlage (ARA) nutzen, regionales Holz für die Deckung der Spitzen einsetzen, vor Ort produzierte Biogas und Biomasse verwenden sowie Photovoltaikanlagen auf den Gebäuden installieren. Dazu setzt die KAAB in Zusammenarbeit mit Groupe E ein Energie-Contracting um, dem sich die Unternehmen, die sich auf dem Areal niederlassen, anschliessen müssen. Gemäss diesem Modell plant und installiert Groupe E als Contractor schrittweise die notwendigen Energieanlagen entsprechend den von der KAAB gestellten Vorgaben.

Das Energie-Contracting von AgriCo wurde im Rahmen eines öffentlichen internationalen Vergabeverfahrens ausgeschrieben. Der Zuschlag für den Auftrag an Groupe E wurde am 25. November 2021 vom Verwaltungsrat und am 30. November 2021 vom Staatsrat bestätigt.

### 3.6.5. Trinkwasser

Obwohl das AgriCo-Areal bereits seit 1967 in einer Arbeitszone liegt, ist zu seiner künftigen Entwicklung der Ausbau der Erschliessung nötig, insbesondere was die Trinkwasserversorgung angeht, wo der künftige Bedarf mit den heutigen Installationen nicht gedeckt werden kann. Für die Planung dieser Anlagen ist entweder die Gemeinde Saint-Aubin mit der Unterstützung des Gemeindeverbandes für die Trinkwasserversorgung der Waadtländer und Freiburger Gemeinden von Broye und Vully (ABV) zuständig. Die für die Entwicklung von AgriCo nötigen Projekte stellen hohe Anforderungen an die Koordination. Die KAAB bringt sich deshalb engagiert ein und unterstützt die Gemeinden bei ihren Arbeiten.

### 3.6.6. ARA AgriCo

Im Rahmen ihrer Strategie will die KAAB auf ihren Arealen einzig zu 100% erneuerbare Energien produzieren und verwenden. In diesem Zusammenhang sowie aus Gründen der Wirtschaftlichkeit und der Kosteneffizienz will die Anstalt auf dem Areal von Saint-Aubin eine gemeinsame industrielle ARA für die Vorbehandlung der Abwasser der Industrie (Zuständigkeit der Unternehmen) und für die Endbehandlung (Zuständigkeit der öffentlichen Körperschaften) bauen.

### 3.6.7. Studienauftrag AgriCo

Sowohl der Verwaltungsrat als auch der Staatsrat haben die Lancierung eines Studienauftrags für die zentrale Achse von AgriCo genehmigt. Dieser Studienauftrag wird in mehreren Phasen durchgeführt werden. Er wird eine kohärente Gesamtsicht des Areals ermöglichen, die neben den verschiedenen Aspekten (Mobilität, Umwelt, Raumplanung, Energie usw.) auch die architektonischen und natürlichen Eigenheiten des Standorts berücksichtigt. Die erste Phase des Studienauftrags gilt der künftigen Mobilitätsplattform, die im Osten des Standorts als Ankunftsgebiet für den motorisierten Verkehr, den öffentlichen Verkehr, die Lieferungen sowie die Mitarbeitenden dienen wird. Die folgenden Phasen des Studienauftrags sind dem Ersatz des Gebäudes 1740 für die Bereitstellung zusätzlicher Mietflächen sowie der Ausarbeitung eines Landschaftskonzepts und der Gestaltung der öffentlichen Aussenräume im Zentrum des Areals gewidmet, insbesondere der Entwicklung des zentralen Platzes. Der Startschuss für die erste Phase wurde im Februar 2022 gegeben.

### 3.6.8. Gewächshaus (Gebäude 1715)

Das Projekt besteht im Umbau des bisher der Tierhaltung dienenden Gebäudes in ein Gewächshaus für Studienzwecke. Das Unternehmen Sansonnens FG Frères SA in Rueyres-les-Prés erhielt den Zuschlag für das von Afry in Villars-sur-Glâne geleitete Projekt.

### 3.6.9. Sanierung der Gebäude 1710 und 1720

Der Grossrat hat am 20. August 2020 den Investitionskredit in Höhe von 21,8 Millionen Franken für die Sanierung und Umnutzung der denkmalgeschützten Gebäude genehmigt. Das Gebäude 1710 wird ab 2023 das auf Laboranalysen spezialisierte Unternehmen SQTS beherbergen. Im Gebäude 1720 wird ab diesem Zeitpunkt ein erstes Restaurant für die Mitarbeitenden eingerichtet werden.

Im Rahmen eines nach den Regeln des öffentlichen Beschaffungsrechts vergebenen Auftrags wurde ein Generalplaner unter der Leitung des Architekturbüros Charrière-Partenaires SA beauftragt. Nach einer Voranfrage für die Baubewilligung wurde das definitive Baubewilligungsgesuch am 17. Dezember 2021 eingereicht.

### 3.6.10. Hangar für landwirtschaftliche Fahrzeuge

Ein neuer Hangar für landwirtschaftliche Fahrzeuge soll neu in der Landwirtschaftszone errichtet werden, so dass die aktuell in der Arbeitszone verteilten Fahrzeuge an einem Ort untergebracht werden können. Zudem wird damit in der Arbeitszone Platz geschaffen. Es wurde ein Vorprojekt ausgearbeitet und eine Voranfrage für die Baubewilligung eingereicht. Das Projekt wurde noch

optimiert und im Verlaufe des 1. Halbjahrs 2022 wird dem Verwaltungsrat und dem Staatsrat ein Antrag für einen Investitionskredit zugestellt.

### 3.7. La Maillarde, Romont

#### **Urbanes Industriequartier mit vielfältigen Nutzungsmöglichkeiten und Dienstleistungen, welches der innovativen Industrieproduktion und der Spitzentechnologie gewidmet ist**

Das Areal La Maillarde mit seiner Industriezone von rund 38 000 m<sup>2</sup> steht im Besitz des Staates Freiburg, der das Areal nach der Einstellung der betrieblichen Aktivitäten von Tetra Pack erworben hat.

La Maillarde ist auf die innovative und hochtechnologische Industrieproduktion ausgerichtet. Mehrere Industrieunternehmen befinden sich bereits in der Industriezone (Vetrotech Saint-Gobain, Framo SA, EFSA usw.) und geben die Orientierung des Standorts vor. Das Industriegleis, das den Bahnhof von Romont mit dem Standort verbindet, ist ein wichtiger Pluspunkt. Das Areal ist jetzt schon fast vollständig bebaut und vermietet. Um die Attraktivität des Standorts zu erhöhen und den Unternehmen zusätzliche Flächen bieten zu können, hat der Staat Freiburg zudem eine Nachbarparzelle erworben.

#### 3.7.1. Erwerb der Parzelle Cramos

Im August 2021 erwarb der Staat Freiburg von der Cramos SA für 2,5 Millionen Franken eine an La Maillarde anstossende Parzelle von rund 10 000 m<sup>2</sup>, was eine direkte Erweiterung von La Maillarde ermöglicht. Diese erschlossene, bereits in einer Arbeitszone gelegene Parzelle ist für die weitere Entwicklung des Standorts von strategischem Interesse. Sie wird es erlauben, verschiedenen Nutzern ein unbebautes Grundstück im Baurecht anzubieten und mithin die Attraktivität des Areals zu steigern sowie neue Arbeitsplätze im Glane-Bezirk zu schaffen.

#### 3.7.2. Ausarbeitung einer Entwicklungsstrategie

In Partnerschaft mit der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HTA-FR) und dem Architekturbüro bunq wurde eine Teststudie lanciert, um die Entwicklungsstrategie von La Maillarde festzulegen. Da der Standort mit Ausnahme der Parzelle Cramos bereits ganz überbaut ist, wird die KAAB im 2. Halbjahr 2022 einen Detailbebauungsplan als Basis für eine Verdichtung ausarbeiten.

Es gilt, die Standortattraktivität zu erhöhen: durch die Schaffung von Synergien mit den Nachbarunternehmen sowie durch die Bereitstellung von hochwertigen Dienstleistungen und Infrastrukturen für die Mitarbeitenden der angesiedelten Unternehmen (Kinderhort, Restaurants, chemische Reinigung, Angebot für die Zwischenverpflegung usw.) und von Gemeinschaftsanlagen. Auch hier soll, wie am Standort Saint-Aubin, ein Energie-Contracting die Versorgung mit 100%ig erneuerbarer Energie sicherstellen.

Das Areal La Maillarde befindet sich in der Nähe des Gemeindezentrums und soll daher einen Beitrag an das gesellschaftliche Leben leisten. Es soll eine gemischte Nutzung und öffentlich zugängliche Infrastrukturen bieten, die das Angebot der Gemeinde und der Region ergänzen und nicht etwa konkurrieren. In Anbetracht der Standortlage werden die Mobilitätsfragen im Mittelpunkt der Diskussionen stehen. Es gilt insbesondere, die Erreichbarkeit vom Bahnhof und vom Gemeindezentrum aus zu verbessern (Langsamverkehr und ÖV) sowie eine gemeinsame Parkplatzbewirtschaftung einzuführen.

Die ausgearbeitete Strategie wurde den kommunalen und regionalen Behörden sowie den im Areal und in dessen Nachbarschaft angesiedelten Unternehmen vorgestellt.

### 3.7.3. Umbauarbeiten Halle TPR4S

Die Halle TPR4S wurde entsprechend den Bedürfnissen der Kromatix SA, die auf die Herstellung von Photovoltaikpaneelen für Fassaden spezialisiert ist, umgebaut. Die zweite Etappe der Bauarbeiten ist für 2022 vorgesehen.

### 3.7.4. Energiekonzept

Für das Areal La Maillarde wurde ein Energiekonzept ausgearbeitet, das 2022 umgesetzt wird.

## 3.8. Pré-aux-Moines, Marly

### Ein urbanes Industrieareal mit der Natur im Zentrum

Das Areal Pré-aux-Moines auf einer Fläche von rund 150 000 m<sup>2</sup> ist eine Arbeitszone, die zurzeit voll auf die landwirtschaftliche Nutzung ausgerichtet ist. Seine Entwicklung hängt vom Bau der Verbindungsstrasse Marly-Matran ab, die Pré-aux-Moines und dem Marly Innovation Center (MIC) einen direkten Zugang (ohne Durchfahrung von Ortschaften) zur Autobahn gäbe. Das Areal hat für die wirtschaftliche Entwicklung einiges zu bieten. Aufgrund seiner Lage inmitten der Agglomeration Freiburg ist es eines der kantonalen Grundstücke mit dem grössten Entwicklungspotenzial. Es ist vom MIC durch die Ärgera getrennt und es sollen Überlegungen für den gesamten Sektor angestellt werden, um Synergien zwischen den beiden Standorten zu schaffen. Schliesslich soll das Potenzial der Erhöhung der Attraktivität des Aussenraumes, welches das laufende Revitalisierungsprojekt der Ärgera mit sich bringt, für die Positionierung von Pré-aux-Moines als nach aussen offener Industriestandort genutzt werden.

Die Strategie des Areals wurde der Gemeinde präsentiert. In Erwartung des Resultats des Verfahrens zur Strassenverbindung Marly–Matran ist seine Entwicklung jedoch bis auf Weiteres sisitiert.

## 4. Finanzbericht

Der kantonale Fonds für die aktive Bodenpolitik (ABP-Fonds) wurde zur Finanzierung der aktiven Bodenpolitik des Staates Freiburg mit einem Anfangskapital von 100 Million Franken ausgestattet. Am 1. Oktober 2020, dem Gründungsdatum der KAAB, waren davon bereits 44,7 Millionen Franken verwendet worden: hauptsächlich für den Kauf der Industriearale AgriCo, La Maillarde (nach Abzug des Erlöses aus dem Wiederverkauf einer Parzelle an das Unternehmen EFSA) und Pré-aux-Moines sowie für verschiedene andere Investitionen (ein Grossteil davon für die Sanierung des Gebäudes 1701 in Saint-Aubain).

Beim Kauf der Industriearale durch den Staat waren die Betriebskosten für eine Dauer von 3 Jahren mit 4 Millionen Franken budgetiert worden: CHF 3 Mio. für AgriCo und CHF 1 Mio. für La Maillarde. Die effektiven Betriebskosten für die Periode vom 1. Januar 2017 bis am 30. September 2020 belaufen sich auf 3,2 Millionen Franken und setzen sich wie folgt zusammen:

- AgriCo: 2,1 Millionen (nach Verrechnung mit den Erträgen)
- La Maillarde: 1 Million (nach Verrechnung mit den Erträgen)
- 100 000.– externe Kosten

Seit der Einführung der aktiven Bodenpolitik wurden bereits im Umfang von 76,2 Millionen Franken vom Staat Freiburg genehmigt. Davon wurden 54,2 Million aufgewendet, und zwar wie folgt: 24 Millionen für AgriCo, 23 Millionen für La Maillarde, 6 Millionen für Pré-aux-Moines und 1,2 Millionen für die KAAB. Per 31. Dezember 2021 beläuft sich der Saldo des ABP-Fonds auf 45,8 Millionen Franken. Unter Berücksichtigung der bereits bestätigten Kredite beläuft sich der verfügbare Betrag des ABP-Fonds per 31. Dezember 2021 auf 23,8 Millionen Franken. Berücksichtigt man allerdings auch den ebenfalls bereits vom Grossen Rat bewilligten Verkauf einer Parzelle an Micarna für 21,4 Millionen Franken, so beläuft sich der verfügbare Betrag des ABP-Fonds – nach erfolgtem Verkauf – auf 45,2 Millionen Franken.

Im Berichtszeitraum, also seit Gründung der KAAB am 1. Oktober 2020 bis Ende 2021, belaufen sich die Gesamtausgaben auf 9,5 Millionen Franken, wovon 1,8 Millionen Franken (nach Verrechnung mit den Erträgen) auf den Betrieb (inkl. KAAB) und 7,7 Millionen Franken auf Investitionen entfallen. Vor der Verrechnung mit den Erträgen (Gesamterträge im Berichtszeitraum: CHF 1,75 Mio.) belaufen sich die Betriebskosten auf 3,55 Millionen Franken.

### 4.1. AgriCo

Seit 2019 blieben die Betriebskosten des Areals stabil. Im Berichtszeitraum weist AgriCo ein Betriebsergebnis von minus 856 309 Franken aus. Seit der Gründung der KAAB konnten die Erträge von 180 000 Franken über vier Jahre, d. h. durchschnittlich rund 5000.–/Mt., auf 303 996 Franken über 15 Monate, d. h. durchschnittlich rund 20 000.–/Mt. gesteigert werden.

Vom 1. Oktober 2020 bis am 31. Dezember 2021 wurden 4 Millionen Franken investiert. Diese Investitionen betrafen hauptsächlich den Abschluss der Sanierung des Gebäudes 1701, den Umbau des Gebäudes 1715, die Planung und die Vorbereitung verschiedener Projekte sowie die Fertigstellung des KNP.

## 4.2 La Maillarde

Das Industrieareal La Maillarde erzielte 2021 erstmals einen Gewinn (261 593 Franken), was den von der KAAB organisierten Zwischenvermietungen zu verdanken ist. 2021 beliefen sich die Mieterträge (trotz Wegfall bestimmter im Finanzplan budgetierter Mieten) insgesamt auf 1,0 Millionen Franken (in den Vorjahren ca CHF 500 000.–). Im Berichtszeitraum wurde ein Betriebsergebnis von minus 23 334 Franken erzielt.

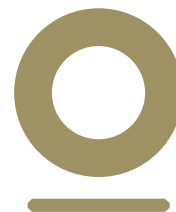
Die Investitionen beliefen sich im Berichtszeitraum auf 3,7 Millionen Franken (Arbeiten von Kromatix und Erwerb der Parzelle Cramos).

## 4.3 Pré-aux-Moines

Zurzeit beschränken sich die Aktivitäten der KAAB am Standort Marly auf die Grundstücksverwaltung, die dank der Erträge ein positives Betriebsergebnis aufweist.



**CORE**



---

**CORE**  
**Fiduciaire Revicor SA**

Avenue Beauregard 1  
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80  
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

---

**CORE**  
**Services en fiduciaire**

Comptabilité  
Révision  
Fiscalité & TVA  
Conseil d'entreprise &  
juridique  
Conseils prévoyance

---

Entreprise certifiée  
EXPERTsuisse et membre  
de FIDUCIAIRE | SUISSE

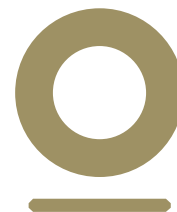
---

**core-partner.ch**

**Rapport de l'organe de révision**  
**sur les comptes annuels 2021**

Etablissement cantonal de promotion foncière  
ECPF

Fribourg



Fribourg, le 30 mai 2022

**Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels  
au Conseil d'Etat du canton de Fribourg  
Etablissement cantonal de promotion foncière ECPF  
Fribourg**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de l'Etablissement cantonal de politique foncière ECPF, comprenant le bilan, le compte de résultats, et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021.

**Responsabilité du Conseil d'administration**

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement de comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

**Responsabilité de l'organe de révision**

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

**Opinion d'audit**

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 sont conformes à la loi sur la politique foncière active (LPFA 900.2) et aux principes de comptabilité qui ressortent de la législation sur les finances de l'État (LFE 610.1 et RFE 610.11).

**CORE**  
**Fiduciaire Revicor SA**

Avenue Beauregard 1  
CH-1700 Fribourg

T +41 26 347 28 80  
F +41 26 347 28 90

CHE-279.084.618 TVA

**CORE**  
**Services en fiduciaire**

Comptabilité  
Révision  
Fiscalité & TVA  
Conseil d'entreprise &  
juridique  
Conseils prévoyance

Entreprise certifiée  
EXPERTSuisse et membre  
de FIDUCIAIRE | SUISSE

**core-partner.ch**

**Rapport sur d'autres dispositions légales**

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous avons constaté que le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels n'était pas consigné par écrit pour tous les processus importants.

Selon notre appréciation, il existe, à l'exception du fait présenté au paragraphe précédent, un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels.

Nous vous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

**Markus Jungo**

Expert-comptable diplômé

Expert-réviser agréé

Réviser responsable

**Célien Berthold**

Expert-comptable diplômé

Expert-réviser agréé

**Annexe**

Comptes annuels (bilan, compte de résultats, annexe)

**Bilan | Bilanz**

30.05.2022 - en CHF

		31.12.2021	01.10.2020	Variations Abweichungen
<b>ACTIFS</b>	<b>AKTIVEN</b>			
<b>Patrimoine financier</b>	<b>Umlaufvermögen</b>	45'886'058	55'441'791	-9'555'733
<i>Fonds PFA Etat de Fribourg à titre fiduciaire</i>	<i>Fonds ABP Staat Freiburg treuhänderisch gehalten</i>	45'783'272	55'302'003	-9'518'731
<i>Actifs de régularisation</i>	<i>aktive Rechnungsabgrenzung</i>	102'786	139'788	-37'002
<b>Patrimoine administratif à titre fiduciaire</b>	<b>Verwaltungsvermögen treuhänderisch gehalten</b>	49'226'150	41'508'930	7'717'220
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	20'918'759	16'869'947	4'048'812
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	22'269'845	18'603'677	3'666'168
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	6'037'546	6'035'306	2'240
<b>Total des actifs</b>	<b>Total Aktiven</b>	<b>95'112'208</b>	<b>96'950'721</b>	<b>-1'838'512</b>
<b>PASSIFS</b>	<b>PASSIVEN</b>			
<b>Capitaux de tiers</b>	<b>Fremdkapital</b>	225'539	-	225'539
<i>Dettes fournisseurs</i>	<i>Kreditoren</i>	207'861	-	207'861
<i>Passifs de régularisation</i>	<i>passive Rechnungsabgrenzung</i>	17'678	-	17'678
<b>Capitaux propres</b>	<b>Eigenkapital</b>	94'886'669	96'950'721	-2'064'051
<b>Financements spéciaux à titre fiduciaire</b>	<b>Spezialfinanzierung treuhänderisch gehalten</b>	94'088'046	94'950'721	-862'675
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	41'385'000	35'340'000	6'045'000
<i>investissements</i>	<i>Investitionen</i>	-	856'309	-856'309
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	22'664'568	19'974'568	2'690'000
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	45'578	68'912	-23'334
<i>investissements</i>	<i>Investitionen</i>	6'120'000	6'020'000	100'000
<i>frais d'exploitation</i>	<i>Betriebskosten</i>	42'468	25'500	16'968
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	23'830'432	32'665'432	-8'835'000
<i>investissements</i>	<i>Saldo Fonds ABP zur freien Verfügung</i>			
<i>frais d'exploitation</i>				
<i>Solde du Fonds PFA à disposition</i>				
<b>Capital de dotation</b>	<b>Dotationskapital</b>	2'000'000	2'000'000	-
<b>Excédent ou découvert bilan</b>	<b>Bilanüberschuss / -fehlbetrag</b>	-1'201'376	-	-1'201'376
<b>Total des passifs</b>	<b>Total Passiven</b>	<b>95'112'208</b>	<b>96'950'721</b>	<b>-1'838'512</b>
<b>Frais de fonctionnement et revenus cumulés depuis 2017</b>	<b>Betriebskosten und Erträge kumuliert seit 2017</b>	5'113'331		
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	1'201'376		
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	3'000'000		
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	954'422		
<i>Pré-aux-Moines, Marly (en 2021)</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly (en 2021)</i>	-42'468		
<b>Capitaux de tiers</b>	<b>Fremdkapital</b>	-225'539		
<b>Différence</b>	<b>Differenz</b>	<b>4'887'792</b>		
<b>Fonds PFA</b>	<b>Fonds ABP</b>	<b>100'000'000</b>		

**Compte de résultats | Erfolgsrechnung**

30.05.2022 - en CHF

		<b>Budget</b>	<b>Décompte</b>	<b>Différence</b>	<b>Budget</b>
		<b>2020/2021</b>	<b>Abrechnung</b>	<b>Differenz</b>	<b>(17.11.21 - Version 2.2)</b>
			<b>01.10.2020</b>	<b>Budget-Décompte</b>	<b>2022</b>
			<b>- 31.12.2021</b>	<b>Budget-Abrechnung</b>	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>Umsatz</b>	<b>1'572'432</b>	<b>1'518'644</b>	<b>53'788</b>	<b>1'537'541</b>
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-	-	-	-10'000
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	292'108	303'996	-11'888	310'545
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	1'266'924	1'197'648	69'276	1'228'496
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	13'400	17'000	-3'600	8'500
<b>Charges de personnel ECPF</b>	<b>Personalaufwand</b>	<b>-817'468</b>	<b>-860'627</b>	<b>43'159</b>	<b>-859'591</b>
<b>Honoraires tiers</b>	<b>Honorare Dritte</b>	<b>-583'080</b>	<b>-411'973</b>	<b>-171'107</b>	<b>-474'400</b>
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-176'123	-11'472	-164'651	-100'400
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	-177'878	-157'667	-20'211	-70'000
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	-229'079	-242'834	13'755	-304'000
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	-	-	-	-
<b>Marge brute</b>	<b>Bruttomarge</b>	<b>171'884</b>	<b>246'043</b>	<b>-74'159</b>	<b>203'550</b>
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>Betriebskosten</b>	<b>-2'179'663</b>	<b>-2'170'307</b>	<b>-9'356</b>	<b>-1'614'032</b>
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-138'989	-140'253	1'264	-112'000
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	-1'077'183	-1'051'873	-25'310	-836'000
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	-943'491	-978'148	34'657	-666'000
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	-20'000	-32	-19'968	-32
<b>Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)</b>	<b>Betriebsergebnis vor Zinsen, Steuern und Abschreibungen (EBITDA)</b>	<b>-2'007'779</b>	<b>-1'924'263</b>	<b>-83'516</b>	<b>-1'410'482</b>
<b>Amortissements</b>	<b>Abschreibungen</b>	<b>-45'812</b>	<b>-</b>	<b>-45'812</b>	<b>-150'672</b>
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-	-	-	-
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	-45'812	-	-45'812	-150'672
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	-	-	-	-
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>Betriebsergebnis (EBIT)</b>	<b>-2'053'591</b>	<b>-1'924'263</b>	<b>-129'328</b>	<b>-1'561'154</b>
<b>Coûts de financement (utilisations resp. attributions Fonds PFA)</b>	<b>Finanzierungskosten (Verwendung resp. Zuteilung Fonds ABP)</b>	<b>-</b>	<b>862'675</b>	<b>-862'675</b>	<b>-</b>
<i>ECPF</i>	<i>ECPF</i>	-	-	-	-
<i>AgriCo, St-Aubin</i>	<i>AgriCo, St-Aubin</i>	-	856'309	-856'309	-
<i>La Maillarde, Romont</i>	<i>La Maillarde, Romont</i>	-	23'334	-23'334	-
<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	<i>Pré-aux-Moines, Marly</i>	-	-16'968	16'968	-
<b>Charges hors-période</b>	<b>Aufwendungen Vorjahresperiode</b>	<b>-</b>	<b>-139'788</b>	<b>139'788</b>	<b>-</b>
<b>Impôts</b>	<b>Steuern</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net</b>	<b>Nettoergebnis</b>	<b>-2'053'591</b>	<b>-1'201'376</b>	<b>-852'215</b>	<b>-1'561'154</b>

ECPF/KAAB

## Anhang / Annexe

2020 / 2021

### Organisation / Organisation

#### Allgemein / Général

*Gründung / Fondation*

*01.10.2020*

*Eintragung Handelsregisterr / Inscription au registre du commerce*

*22.04.2021*

#### Verwaltungsrat / Conseil d'administraion

*Olivier Curty*

*Präsident / Président*

*Pierre Mauron*

*Vize-Präsident / Vice-Président*

*Marc-André Berclaz*

*Mitglied / Membre*

*Paul Lorenz Held*

*Mitglied / Membre*

*Stéphane Peiry*

*Mitglied / Membre*

#### Direktor / Directeur

*Giancarlo Perotto*

#### Revisionsstelle / Organe de révision

*CORE Fiduciaire Revicor SA*

## Angewandte Rechnungslegungsgrundsätze / Principes comptables appliqués

Die vorliegende Jahresrechnung wurde nach den Weisungen über die Buchführung des Finanzhaushaltes des Staates, sowie insbesondere den folgenden Gesetzen erstellt:

- dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) vom 25.11.1994 (SGF 610.1)
- dem Ausführungsreglement zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR) vom 12.03.1996 (SGF 610.11)

Es handelt sich um das erste Geschäftsjahr.

Les présents comptes annuels ont été établis selon les directives relatives à la tenue de la comptabilité financière de l'Etat, ainsi que notamment selon les lois suivantes :

- la loi sur les finances de l'Etat (LFE) du 25.11.1994 (RSF 610.1)
- le règlement d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat (RFE) du 12.03.1996 (RSF 610.11)

Il s'agit du premier exercice.

31.12.2021

## Nicht bilanzierte Verbindlichkeiten / Engagements hors bilan

### Pensionskasse des Staatspersonals / Caisse de prévoyance du personnel de l'État

Kündigung durch KAAB / Résiliation par ECPF

232'988

Kündigung durch PKSPF / Résiliation par CPPEF

232'988

## Verwaltungsvermögen (treuhänderisch gehalten) / Actifs administratifs (détenus à titre fiduciaire)

Die Liegenschaften St. Aubin, Romont und Marly sind per Bilanzstichtag im Eigentum des Kantons Freiburg. Die Übertragung der Grundstücke (Abstimmung vom 15.05.2022) erfolgt auf den 1. Juli 2022 auf die Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik. Für eine bessere Bilanzleserlichkeit wurden die Liegenschaften für das Geschäftsjahr 2020/2021 treuhänderisch ausgewiesen.

Les immeubles de St. Aubin, Romont et Marly sont la propriété du canton de Fribourg à la date de clôture du bilan. Le transfert de propriété (votation du 15.05.2022) à l'Etablissement cantonal de promotion foncière entrera en vigueur au 1er juillet 2022. Pour une meilleure lisibilité du bilan, les immeubles ont été comptabilisés à titre fiduciaire pour l'exercice 2020/2021.

## Finanzkennzahlen / Indicateurs financiers

*Die Finanzkennzahlen der Anstalt für aktive Bodenpolitik gemäss Ausführungsreglement zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHR) sind nicht aussagekräftig. Daher wurde auf den Ausweis verzichtet.*

*Les indicateurs financiers de l'Etablissement cantonal de promotion foncière selon le règlement d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat (RFE) ne sont pas pertinents. Il a été de ce fait renoncé à leur présentation.*

## Geldflussrechnung / Tableau des flux de trésorerie

*Die Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik hat per Bilanzstichtag kein eigenes Bankkonto. Aus diesem Grund wurde auf die Darstellung einer Geldflussrechnung verzichtet.*

*L'Etablissement cantonal de promotion foncière n'a pas de compte bancaire propre à la date de clôture du bilan. Pour cette raison, il a été renoncé à la présentation d'un tableau des flux trésorerie.*

## Investitionsrechnung / Compte des investissements

*Wie bereits vorgängig erwähnt, ist die Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik per Bilanzstichtag nicht Eigentümerin der Grundstücke. Die Anstalt hat jedoch seit Kauf der Grundstücke den Leistungsauftrag, gemäss Gesetz über die aktive Bodenpolitik (ABPG) ausgeführt. Nachfolgend stellen wir die Veränderung des Fonds für aktive Bodenpolitik dar, wo die Investitionsrechnung für die Jahre 2017 bis 2021 integriert ist.*

*Comme mentionné précédemment, l'Etablissement cantonal de promotion foncière n'est pas propriétaire des terrains à la date de clôture du bilan. Depuis l'achat des terrains, l'établissement a toutefois exécuté le mandat de prestations conformément à la loi sur la politique foncière active (LPFA). Le tableau de variations du Fonds de politique foncière active qui est présenté ci-après intègre le compte des investissements pour les années 2017 à 2021.*



## Tableau de variations du Fonds PFA | Veränderung Fonds ABP

30.05.2022 - en CHF

	2017	2018	2019	01.01.2020 - 30.09.2020	Dépenses Ausgaben 2017-30.09.20	01.10.2020 - 31.12.2020	01.01.2021 - 31.12.2021	Dépenses Ausgaben 01.10.20-31.12.21	Total dépenses Total Ausgaben 2017-2021	Total crédits validés genehmigte Kredite
<b>Fonds PFA au 01.01.</b>										
<i>Fonds ABP am 01.01.</i>	100'000'000	58'659'144	58'013'908	58'479'167	100'000'000	55'302'003	52'878'049	55'302'003	100'000'000	100'000'000
<b>ECPF   KAAB</b>	-	-	-76'971	-62'817	-139'788	-135'532	-803'303	-938'835	-1'078'623	-2'000'000
capital de dotation   <i>Dotationskapital</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-2'000'000
frais de fonctionnement   <i>Betriebskosten</i>	-	-	-76'971	-62'817	-139'788	-115'938	-896'415	-1'012'353	-1'152'141	-
découvert fonct. SA   <i>Betriebsverlust SA</i>	-	-	-	-	-	-	-49'235	-49'235	-49'235	-
transitoires   <i>transitorischen</i>	-	-	-	-	-	-19'595	142'348	122'753	122'753	-
<b>AgriCo, St-Aubin (SA)</b>	-14'100'539	-531'782	-1'501'003	-2'880'314	-19'013'638	-1'834'648	-3'070'473	-4'905'121	-23'918'759	-44'385'000
<b>Investissements   <i>Investitionen</i></b>	-14'005'334	-51'929	-699'528	-2'113'156	-16'869'947	-1'560'347	-2'488'465	-4'048'812	-20'918'759	-41'385'000
achat de terrain   <i>Grundstückskäufe</i>	-14'005'334	-	-	-	-14'005'334	-	-	-	-14'005'334	-14'050'000
vente de terrain   <i>Grundstücksverkäufe</i>	-	297'700	-	-	297'700	-	-	-	297'700	-
Investissements   <i>Investitionen</i>	-	-349'629	-699'528	-2'113'156	-3'162'313	-1'560'347	-2'488'465	-4'048'812	-7'211'125	-27'335'000
<b>Exploitation   <i>Betrieb</i></b>	-95'205	-479'853	-801'475	-767'158	-2'143'691	-274'301	-582'008	-856'309	-3'000'000	-3'000'000
frais de fonctionnement   <i>Betriebskosten</i>	-119'365	-552'103	-885'625	-770'008	-2'327'101	-348'659	-860'881	-1'209'540	-3'536'641	-
découvert fonct.   <i>Betriebsfehlbetrag</i>	-	-	-	-	-	-	49'235	49'235	49'235	-
revenus   <i>Erträge</i>	24'160	72'250	84'150	2'850	183'410	74'358	229'637	303'996	487'406	-
<b>La Maillarde, Romont (R)</b>	-21'243'917	-126'854	2'058'550	-222'544	-19'534'765	-451'533	-3'237'969	-3'689'502	-23'224'267	-23'664'568
<b>Investissements   <i>Investitionen</i></b>	-21'014'495	-	2'410'818	-	-18'603'677	-166'607	-3'499'562	-3'666'168	-22'269'845	-22'664'568
achat de terrain   <i>Grundstückskäufe</i>	-21'014'495	-	-460'197	-	-21'474'692	-	-2'541'582	-2'541'582	-24'016'274	-24'020'000
vente de terrain   <i>Grundstücksverkäufe</i>	-	-	3'005'640	-	3'005'640	-	-	-	3'005'640	3'005'640
Investissements   <i>Investitionen</i>	-	-	-134'625	-	-134'625	-166'607	-957'980	-1'124'586	-1'259'211	-1'650'208
<b>Exploitation   <i>Betrieb</i></b>	-229'422	-126'854	-352'268	-222'544	-931'088	-284'927	261'593	-23'334	-954'422	-1'000'000
frais de fonctionnement   <i>Betriebskosten</i>	-609'814	-668'251	-829'034	-590'971	-2'698'070	-422'199	-798'783	-1'220'982	-3'919'052	-
revenus   <i>Erträge</i>	380'392	541'397	476'766	368'427	1'766'982	137'272	1'060'376	1'197'648	2'964'630	-
<b>Pré-aux-Moines, Marly (M)</b>	-5'996'400	13'400	-15'317	-11'489	-6'009'806	-2'240	16'968	14'728	-5'995'078	-6'120'000
<b>Investissements   <i>Investitionen</i></b>	-6'000'000	-	-15'617	-19'689	-6'035'306	-2'240	-	-2'240	-6'037'546	-6'120'000
achat de terrain   <i>Grundstückskäufe</i>	-6'000'000	-	-	-	-6'000'000	-	-	-	-6'000'000	-6'020'000
vente de terrain   <i>Grundstücksverkäufe</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements   <i>Investitionen</i>	-	-	-15'617	-19'689	-35'306	-2'240	-	-2'240	-37'546	-100'000
<b>Exploitation   <i>Betrieb</i></b>	3'600	13'400	300	8'200	25'500	-	16'968	16'968	42'468	-
frais de fonctionnement   <i>Betriebskosten</i>	-	-	-	-	-	-	-32	-32	-32	-
revenus   <i>Erträge</i>	3'600	13'400	300	8'200	25'500	-	17'000	17'000	42'500	-
<b>Total dépenses   <i>Total Ausgaben</i></b>	-41'340'856	-645'236	465'259	-3'177'164	-44'697'997	-2'423'954	-7'094'777	-9'518'731	-54'216'728	-76'169'568
Total investissements   <i>Total Investitionen</i>	-41'019'829	-51'929	1'695'673	-2'132'845	-41'508'930	-1'729'194	-5'988'026	-7'717'220	-49'226'150	-70'169'568
Total exploitation   <i>Total Betriebskosten</i>	-321'027	-593'307	-1'230'414	-1'044'319	-3'189'067	-694'760	-1'106'750	-1'801'510	-4'990'577	-6'000'000
<b>Fonds PFA (libre) au 31.12.</b>										
<i>freier Fonds ABP am 31.12.</i>	58'659'144	58'013'908	58'479'167	55'302'003	55'302'003	52'878'049	45'783'272	45'783'272		23'830'432
Vente Micarna   <i>Verkauf Micarna</i>										21'375'000
<b>Fonds PFA libre après vente</b>										
<i>freier Fonds ABP nach Verkauf</i>										45'205'432

Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DEE-18

**Rapport d'activité :  
Etablissement cantonal de promotion foncière ECPF  
(2020-2021)**

*Propositions de la commission ordinaire CFG*

---

*Présidence* : Claude Brodard

*Membres* : Bruno Boschung, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey

**Prendre acte**

La Commission prend acte de ce rapport d'activité et invite le Grand Conseil à en faire autant.

---

*Le 8 juin 2022*

Anhang

GROSSER RAT

2022-DEE-18

**Tätigkeitsbericht:  
Kantonale Anstalt für aktive Bodenpolitik KAAB  
(2020-2021)**

*Antrag der ordentlichen Kommission FGK*

---

*Präsidium* : Claude Brodard

*Mitglieder* : Bruno Boschung, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey

**Kenntnisnahme**

Die Kommission nimmt diesen Tätigkeitsbericht zur Kenntnis und lädt den Grossen Rat ein, dies auch zu tun.

---

*Den 8. Juni 2022*



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

**Mandat interpartis** Brügger Adrian / Chardonnens Jean-Daniel /  
Dorthe Sébastien / Galley Nicolas / Glasson Benoît / Kolly Gabriel /  
Kolly Nicolas / Mesot Roland / Michellod Savio / Wüthrich Peter

**2021-GC-96**

**Le canton doit devenir actionnaire majoritaire par rapport à la ville de Fribourg, ou lui vendre, à défaut, ses propres actions**

### I. RESUME DU MANDAT

A la suite du résultat extrêmement serré du scrutin du 13 juin 2021 portant sur la recapitalisation de la société Bluefactory, dix députés de divers partis ont saisi le Conseil d'Etat le 25 juin 2021 par le biais du mandat parlementaire afin que ce dernier entreprenne toutes les démarches utiles pour obtenir la majorité du capital-actions de la société. Ils estiment en effet que la question de la gouvernance et respectivement de la participation au capital-actions à parts égales entre le canton et la ville de Fribourg s'est posée, sans qu'une réponse circonstanciée ou une vision claire n'ait été donnée, alors même que selon eux, une partie non négligeable de la population fribourgeoise souhaite voir le canton prendre le lead dans ce dossier. Pour ce faire, ils demandent au Conseil d'Etat de se déterminer sur quatre questions, reprises textuellement ci-après.

### II. REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

En préambule, le Conseil d'Etat tient à relever que le canton de Fribourg (ci-après : l'Etat) et la Ville de Fribourg (ci-après : la Ville) détiennent chacun la moitié du capital-actions de la société Bluefactory Fribourg-Freiburg SA (ci-après : BFF SA). Au vu des enjeux économiques et financiers, les deux actionnaires ont donc un intérêt tout particulier à ce que cette société puisse se développer dans des conditions favorables et propices, afin de stimuler la capacité d'innovation de l'économie fribourgeoise.

Le Conseil d'Etat tient également à souligner que la collaboration entre les deux actionnaires fonctionne très bien, chaque partenaire offrant des apports complémentaires pour le développement du quartier d'innovation : la Ville héberge le site sur son territoire communal et veut en faire un lieu de vie et de culture, un quartier à part entière adopté par sa population, conformément aux exigences de la Charte ; l'Etat y voit l'opportunité de développer des projets d'innovation, passerelles entre formation et promotion économique. Les deux partenaires basent leurs actions communes sur les trois piliers du développement durable, que sont l'économie, le social et l'environnement.

A la suite du dépôt du présent mandat, le Conseil d'Etat a sollicité une détermination de la Ville. Celle-ci a fait part de sa position en date du 24 février 2022. Pour elle, la vente des actions de BFF SA n'est pas à l'ordre du jour, et ce pour deux raisons principales. D'une part, la vente de ce patrimoine administratif ne pourrait être exercée qu'en faveur de l'Etat, car des engagements de développement de quartier, de nature d'utilité publique, ont été pris vis-à-vis du législatif communal

dans le cadre de la convention d'actionnaires. D'autre part, la planification financière communale actuelle, dont la capacité d'investissement à cinq et dix ans atteint ses limites (sous réserve de la réalisation des investissements projetés dans les délais et coûts planifiés) ne permet pas d'envisager un éventuel rachat de tout ou partie des actions détenues par l'Etat.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat rappelle qu'à la suite de l'approbation du « Plan d'affectation cantonal blueFACTORY » (PAC) en juillet 2018, BFF SA a fait évaluer la valeur de la surface constructible de l'ensemble du site (parcelle des Mazots comprise) par Wüest Partner SA, une société de conseil indépendante en matière de marchés de la construction et de l'immobilier.

Cette évaluation se base sur la définition de la valeur du marché. Aucune définition officielle de la valeur du marché n'existant en Suisse, Wüest Partner SA a donc recouru aux travaux de normalisation européens et américains en matière d'évaluation. La valeur du marché correspond à un prix de transaction hypothétique au moment de l'évaluation, pouvant probablement être obtenu à des conditions du marché équitables (p. ex. pas de pressions en termes de délais, pas d'asymétries d'informations) et excluant par là même les valeurs extrêmes.

La surface totale du « PAC blueFACTORY » densifiable est de 166 464 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher (SP), dont 15 500 m<sup>2</sup> correspondant à des bâtiments protégés à conserver. Sur la base de plusieurs études, environ 92 900 m<sup>2</sup> de surfaces utiles (SU) devraient pouvoir être créées en plusieurs phases avec une mixité d'affectations composée de logements, bureaux, surfaces de vente, ateliers, dépôts et un parking intérieur. Compte tenu de l'ensemble des phases « PAC blueFACTORY », la société Wüest Partner évalue la valeur de marché du site comme suit :

2020	2021-2023	2024-2025	2026-2027	2030-2033	2034-2035
63 500 000.-	106 050 000.-	214 520 000.-	302 390 000.-	417 560 000.-	476 220 000.-

Il est à relever que le site de blueFACTORY était évalué à hauteur de 33,98 mios de francs avant le rapport d'expertise de Wüest Partner SA. Celui-ci conclut que le quartier pouvait être revalorisé à hauteur de 63,5 mios de francs avant recapitalisation, nouvellement à 106 mios après recapitalisation. Ainsi, cette expertise de la valeur du site montre qu'il existe un réel potentiel de rendement futur pour les deux actionnaires.

Cela dit, le Conseil d'Etat répond aux questions des députés de la manière suivante :

- 1. Nous demandons premièrement de faire évaluer par une expertise externe la valeur des actions de la société Bluefactory, valeur au 31 décembre 2021.*

Etant donné qu'il n'y a pas à l'heure actuelle une volonté conjointe de modifier le rapport actionnarial, le Conseil d'Etat considère vain de faire évaluer la valeur des actions de BFF SA. La valeur de marché du site de BlueFactory peut toutefois être appréciée par l'expertise externe récemment effectuée par Wüest Partner (cf. ci-dessus). Ledit rapport a d'ailleurs été transmis aux commissions parlementaires en charge de l'examen de la demande de recapitalisation.

2. *Sur la base de la valeur des actions selon cette expertise externe, il sera proposé à la ville de Fribourg de lui acheter ses actions afin de permettre au canton de devenir majoritaire, au minimum 30 % supplémentaires (soit après la transaction, 80 % au canton et 20 % à la ville).*

Comme exposé en préambule, une vente des actions de la BFF SA n'est pas envisagée par la Ville de Fribourg.

3. *Si la ville refuse de vendre ses actions (une part de 30 % du capital-actions), le canton devra proposer à la ville de Fribourg de lui racheter ses propres actions (toujours une part de 30 % du capital-actions), au même prix que l'offre d'achat formulée à la ville (cf. ch. 2 supra).*

Le rachat de tout ou partie des actions détenues par l'Etat n'est pas non plus envisageable par la Ville de Fribourg (cf. préambule).

4. *Si par impossibilité, la ville devait refuser d'acquérir une part des actions du canton, nous demandons qu'un rapport soit émis à l'intention du Grand Conseil détaillant le résultat des discussions avec la ville de Fribourg.*

La collaboration entre l'Etat et la Ville est saine et constructive. Dans le cadre de la recapitalisation, les deux actionnaires se sont rencontrés à plusieurs reprises dans un esprit très positif, qui a permis la rédaction d'une convention d'objectifs et de mener à bien la recapitalisation indispensable à la société. Les intérêts complémentaires des deux actionnaires sont prépondérants pour le développement du site, unique en son genre en Suisse par sa centralité en pleine ville, ses valeurs et son rôle de développement. La répartition des actions entre les deux actionnaires revêt une dimension politique issue de la volonté exprimée par les deux actionnaires, dès l'achat du site, d'avoir un développement commun pour ce dernier et donc une participation et une décision à part égale.

Les deux actionnaires considèrent dès lors que la gouvernance de la société répond aux attentes et exigences actuelles et n'a pas lieu d'être modifiée.

En conclusion et pour l'ensemble de ces raisons, le Conseil d'Etat vous invite à rejeter le présent mandat.

28 juin 2022



## **Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss**

**Überparteilicher Auftrag** Brügger Adrian / Chardonrens Jean-Daniel /  
Dorthe Sébastien / Galley Nicolas / Glasson Benoît / Kolly Gabriel /  
Kolly Nicolas / Mesot Roland / Michellod Savio / Wüthrich Peter

**2021-GC-96**

### **Der Kanton muss Mehrheitsaktionär werden oder, wenn er dies nicht will, seine Aktien der Stadt Freiburg verkaufen**

#### **I. ZUSAMMENFASSUNG DES AUFTRAGS**

Im Anschluss an das sehr knappe Abstimmungsergebnis vom 13. Juni 2021 über die Kapitalerhöhung der Aktiengesellschaft Bluefactory haben zehn Grossrätinnen und Grossräte verschiedener Parteien mit dem überparteilichen Auftrag vom 25. Juni 2021 vom Staatsrat verlangt, dass er alle Schritte unternimmt, um die Aktienmehrheit über die Gesellschaft zu erlangen. Nach ihrer Meinung hat sich die Frage der Governance respektive der Kapitalbeteiligung zu gleichen Teilen zwischen dem Staat und der Stadt Freiburg gestellt, ohne dass sie konkret beantwortet oder eine klare Vision diesbezüglich aufgestellt wurde, obwohl die Freiburger Bevölkerung es begrüessen würde, wenn der Staat die Führung in diesem Dossier übernehme. Deshalb verlangen sie vom Staatsrat, dass er zu vier Anträgen Stellung nimmt, die weiter unten wiedergegeben werden.

#### **II. ANTWORT DES STAATSRATS**

Einleitend weist der Staatsrat darauf hin, dass der Staat Freiburg und die Stadt Freiburg je die Hälfte des Aktienkapitals der Bluefactory Fribourg-Freiburg SA (BFF SA) halten. Angesichts der wirtschaftlichen und finanziellen Bedeutung des Standorts haben die beiden Aktionäre ein besonderes Interesse daran, dass diese Gesellschaft sich unter günstigen Bedingungen entwickelt, um die Innovationsfähigkeit der Freiburger Wirtschaft zu stimulieren.

Der Staatsrat möchte zudem betonen, dass die Zusammenarbeit zwischen den beiden Aktionären sehr gut funktioniert. Jede Partei leistet einen komplementären Beitrag an die Entwicklung des Innovationsquartiers: Der Standort befindet sich auf dem Gebiet der Stadt, die daraus einen lebendigen und kulturell erfüllten Ort machen will, ein richtiges Quartier für die Bevölkerung im Einklang mit den Vorgaben des Nutzungsleitbilds. Der Staat seinerseits sieht darin eine Chance für die Entwicklung innovativer Projekte, die Brücken zwischen der Bildung und der Wirtschaftsförderung schlagen. Die beiden Partner stützen ihre gemeinsamen Aktionen auf die drei Pfeiler der nachhaltigen Entwicklung ab, nämlich die Wirtschaft, die Gesellschaft und die Umwelt.

Aufgrund des vorliegenden Auftrags hat der Staatsrat die Stadt um ihre Stellungnahme gebeten. Diese hat ihre Stellungnahme am 24. Februar 2022 vorgelegt. Für sie ist der Verkauf ihrer Aktienbeteiligung an der BFF SA kein Thema und dies hauptsächlich aus zwei Gründen. Erstens könnte dieses Verwaltungsvermögen nur an den Staat verkauft werden, da im Rahmen der Aktionärsvereinbarung gegenüber dem kommunalen Gesetzgeber Verpflichtungen zur gemeinnützigen Entwicklung des Quartiers eingegangen wurden. Zweitens wird die aktuelle Finanzplanung der Stadt in den

nächsten fünf bzw. zehn Jahren ihre Investitionskapazität ausreizen (sofern die vorgesehenen Investitionen innerhalb der geplanten Fristen und Budgets erfolgen), was einen allfälligen Kauf der Aktien des Staats oder eines Teils davon ausschliesst.

Vor diesem Hintergrund ruft der Staatsrat in Erinnerung, dass im Anschluss an die Genehmigung des «kantonalen Nutzungsplans blueFACTORY» (KNP) im Juli 2018 die unabhängige Bau- und Immobilienberatungsfirma Wüest Partner AG beauftragt wurde, die bebaubare Fläche für das gesamte Gelände (einschliesslich der Parzelle «Les Mazots») zu bewerten.

Diese Bewertung basiert auf dem Marktwert, für den es jedoch in der Schweiz keine offizielle Definition gibt. Deshalb hat sich die Wüest Partner AG für die Bewertung auf europäische und amerikanische Normen abgestützt. Dieser Marktwert entspricht einem möglichen Transaktionspreis zum Zeitpunkt der Bewertung, der mit hoher Wahrscheinlichkeit unter fairen Marktbedingungen (u. a. kein Zeitdruck, keine Informationsasymmetrien usw.) erzielt werden kann und schliesst damit Extrempositionen nach oben wie nach unten aus.

Die gesamte Fläche des «KNP blueFACTORY», die verdichtet bebaut werden kann, entspricht einer Geschossfläche (GF) von 166 464m<sup>2</sup>, wobei 15 500 m<sup>2</sup> davon auf denkmalgeschützte Gebäude entfallen, die zu erhalten sind. Diverse Studien haben ergeben, dass in mehreren Etappen eine zusätzliche Nutzfläche (NF) von etwa 92 900 m<sup>2</sup> für unterschiedliche Zwecke wie Wohnungen, Büros, Verkaufsflächen, Werkstätten, Lager und Parkhaus geschaffen werden könnte. Über die verschiedenen Etappen des «KNP blueFACTORY» hinweg hat die Wüest Partner AG den Marktwert des Standorts wie folgt bewertet:

2020	2021-2023	2024-2025	2026-2027	2030-2033	2034-2035
63 500 000.-	106 050 000.-	214 520 000.-	302 390 000.-	417 560 000.-	476 220 000.-

Es ist anzumerken, dass der Standort blueFACTORY vor dem Expertenbericht der Wüest Partner AG mit 33,98 Mio. Franken bewertet wurde. Der Bericht kommt zum Schluss, dass der Wert des Quartiers vor der Kapitalerhöhung auf 63,5 Mio. Franken und danach auf 106 Mio. Franken aufgewertet werden kann. Die Bewertung des Standorts zeigt also, dass beide Aktionäre in Zukunft mit einem realen Ertragspotenzial rechnen können.

Dies vorausgeschickt, nimmt der Staatsrat zu den Anträgen wie folgt Stellung:

- 1. Wir verlangen als Erstes, dass der Aktienwert der Gesellschaft Bluefactory auf den 31. Dezember 2021 durch ein externes Gutachten bewertet wird.*

Da zurzeit keiner der Aktionäre gewillt ist, das Aktionärsverhältnis zu ändern, hält es der Staatsrat nicht für zweckdienlich, den Wert der Aktien der BFF AG schätzen zu lassen. Der Marktwert des blueFACTORY-Geländes kann hingegen gestützt auf das kürzlich von der Wüest Partner AG durchgeführte externe Gutachten beurteilt werden (vgl. weiter oben). Der entsprechende Bericht wurde im Übrigen an die parlamentarischen Kommissionen weitergeleitet, die mit der Prüfung des Antrags auf Kapitalerhöhung befasst waren.

2. *Gestützt auf den Aktienwert gemäss diesem externen Gutachten soll der Staat der Stadt den Kauf ihrer Aktien anbieten, damit er Mehrheitsaktionär wird. Dabei soll mindestens ein zusätzlicher Aktienanteil von 30 % erworben werden (das heisst, nach der Transaktion würde der Staat 80 % und die Stadt 20 % der Aktien halten).*

Wie in der Einleitung dargelegt, hat die Stadt Freiburg nicht die Absicht, ihre Aktien an der BFF SA zu veräussern.

3. *Falls die Stadt ihre Aktien nicht verkaufen möchte (einen Anteil von 30 % am Aktienkapital), muss der Staat der Stadt Freiburg seine eigenen Aktien zum Verkauf anbieten (ebenfalls einen Anteil von 30 % am Aktienkapital) und zwar zum gleichen Preis, wie das Angebot zum Kauf der Aktien der Stadt (vgl. Antrag 2).*

Für die Stadt Freiburg ist der Kauf der gesamten Aktien des Staats oder eines Teils davon ebenfalls ausgeschlossen (vgl. Einleitung).

4. *Falls die Stadt den Kauf eines Teils der Aktien des Staats ablehnt, weil ihr das unmöglich ist, verlangen wir, dass ein Bericht zuhanden des Grossen Rats aufgestellt wird, der das Resultat der Gespräche mit der Stadt Freiburg wiedergibt.*

Die Zusammenarbeit zwischen dem Staat und der Stadt ist gut und konstruktiv. Im Rahmen der Kapitalerhöhung haben sich die beiden Aktionäre mehrfach zu einem sehr positiven Austausch getroffen, was die Ausarbeitung einer Zielvereinbarung und die für die Gesellschaft unerlässlichen Kapitalerhöhung ermöglicht hat. Die komplementären Interessen der beiden Aktionäre sind von grosser Bedeutung für die Entwicklung des Standorts, der aufgrund seiner zentralen Lage in der Stadt, seiner Werte und seiner Entwicklungsrolle landesweit einzigartig ist. Die aktuelle Aufteilung der Aktien zwischen den beiden Aktionären ist politisch motiviert. Beide haben ab dem Kauf des Standorts ihren Willen bekräftigt, sich gleichberechtigt an der Entwicklung des Geländes und an den Entscheidungen zu beteiligen.

Die beiden Aktionäre sind deshalb der Meinung, dass die Governance der Gesellschaft den derzeitigen Erwartungen und Anforderungen entspricht und nicht geändert werden muss.

Aus all diesen Gründen lädt Sie der Staatsrat ein, diesen Auftrag abzulehnen.

28. Juni 2022





## Rapport 2022-DEE-31

24 mai 2022

# du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2021-GC-129 Daniel Bürdel/Nicolas Pasquier – Soutien du bilinguisme dans les Hautes écoles fribourgeoises

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport sur le postulat 2021-GC-129 Daniel Bürdel/Nicolas Pasquier – Soutien du bilinguisme dans les Hautes écoles fribourgeoises.

Le présent rapport s'articule comme suit:

<b>1. Résumé du postulat</b>	<b>1</b>
<b>2. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>3. Généralités</b>	<b>2</b>
3.1. Objectifs politiques et institutionnels en matière de bilinguisme	2
3.2. Promotion et attractivité des filières bilingues à la HES-SO//Fribourg	2
3.3. Offre de cours de langue dans le cadre des programmes d'études	5
3.4. Personnel dédié au bilinguisme	6
3.5. Politique du personnel en matière de bilinguisme	6
3.6. Mise en place d'un groupe de travail dédié au bilinguisme	6
3.7. Financement de projets spécifiques en lien avec le bilinguisme	7
<b>4. Conclusion</b>	<b>8</b>

## 1. Résumé du postulat

Par postulat déposé le 10 septembre 2021, les députés Bürdel et Pasquier, au nom de la délégation fribourgeoise à la Commission interparlementaire HES-SO, demandent de renforcer davantage l'avantage concurrentiel dont disposent les hautes écoles spécialisées fribourgeoises avec leur offre de formation bilingue, qu'ils considèrent comme une véritable USP (unique selling proposition) et de définir une stratégie permettant, notamment, de soutenir de manière continue le bilinguisme dans l'enseignement, d'encourager le personnel à acquérir des compétences linguistiques dans la langue partenaire, de mieux promouvoir les offres de formations bilingues dans les gymnases cantonaux.

## 2. Introduction

Le Conseil d'Etat est persuadé de l'importance du bilinguisme pour nos hautes écoles, voire de la nécessité de le renforcer par des moyens supplémentaires pour en faire un véritable atout. Il s'était en effet fixé comme chantier du programme gouvernemental 2017–2021 de promouvoir l'excellence de la formation et le bilinguisme.

Le bilinguisme devant être exploité et soutenu au sein de la haute école spécialisée de Suisse occidentale de Fribourg (ci-après HES-SO Fribourg), la HES-SO Fribourg met déjà en place, dans le cadre de son budget annuel, un bilinguisme «pragmatique»<sup>1</sup> et encourage son personnel, ses étudiant-e-s, mais également ses futur-e-s étudiant-e-s à vivre le bilinguisme. Ses efforts sont donc continus de telle sorte que la HES-SO Fribourg dispose déjà des outils nécessaires, notamment par l'instauration d'un groupe de travail dédié au bilinguisme, pour renforcer son positionnement comme haute école spécialisée bilingue.

Des objectifs politiques ont été donnés pour que le bilinguisme s'inscrive dans le développement à long terme de la HES-SO en général, et plus particulièrement de la HES-SO Fribourg.

<sup>1</sup> Il s'agit de comprendre: on ne traduit pas tout, chacun parle dans sa langue maternelle, les séances sont mixtes F/D.

### 3. Généralités

#### 3.1. Objectifs politiques et institutionnels en matière de bilinguisme

S'agissant des hautes écoles spécialisées, le Comité gouvernemental de la HES-SO a fixé au Rectorat de la HES-SO, dans le cadre de la convention d'objectifs quadriennale 2021–2024, l'objectif de consolider le positionnement des langues nationales dans l'institution, avec comme priorité celle de développer une stratégie en matière de bilinguisme français/allemand (FR-DE).

De plus, concernant les objectifs en lien avec le bilinguisme, le mandat de prestations (MP 21-24) établit entre le Rectorat de la HES-SO et la HES-SO Fribourg mentionne:

- 1) «d'établir la HES-SO Fribourg comme un fer de lance du bilinguisme (FR-DE) par la promotion en formation initiale de l'enseignement bilingue, notamment en partenariat avec la Berner Fachhochschule (BFH) et la HES-SO Valais-Wallis, et par l'élargissement de l'offre de formations postgrades certifiantes, notamment en allemand ou bilingue (FR-DE)».
- 2) «de poursuivre le développement bilingue des prestations à des tiers en digitalisation».
- 3) «d'élargir le champ d'activités en matière de bilinguisme et augmenter sa qualité, notamment par la politique de recrutement, de formation continue et par l'obtention d'un soutien politique au bilinguisme vivant».

Le MP 21-24 se concrétise notamment par les projets développés par la HES-SO Fribourg en lien avec les questions spécifiques en matière de bilinguisme (voir infra).

Pour la suite, et conformément aux priorités fixées dans le cadre du programme gouvernemental 2022–2026, il s'agira de développer des compétences bilingues du personnel des hautes écoles spécialisées fribourgeoises, de soutenir des actions de communication et de marketing en faveur du bilinguisme, de soutenir au sein des quatre hautes écoles fribourgeoises des postes permettant le développement du bilinguisme.

#### 3.2. Promotion et attractivité des filières bilingues à la HES-SO//Fribourg

Le Conseil d'Etat fribourgeois reconnaît que la HES-SO Fribourg dispose d'un atout (d'une USP) qui lui permet d'offrir une majorité des formations de niveau bachelor et master en bilingue à l'ensemble des étudiant-e-s fribourgeois-e-s ou en provenance d'autres cantons, inscrit-e-s auprès de l'une des filières de ses quatre hautes écoles spécialisées, véritable avantage comparatif qu'il s'agit de renforcer.

En préambule, il convient de rappeler que le choix du lieu d'étude des étudiant-e-s fribourgeois-e-s francophones ou

germanophones dépend en premier lieu du cursus d'étude visé. En effet, la HES-SO Fribourg offre des cursus bachelor et master dans les quatre domaines suivants: ingénierie et architecture, économie et services, santé, travail social. Pour les deux autres domaines: musique et art de la scène, design et arts visuels, les étudiant-e-s fribourgeois-e-s suivent les cursus bachelor et master hors de notre canton. Ce choix peut dépendre également de l'offre existante de filières d'études, voire d'orientations, au sein des cursus présents à Fribourg, ainsi que de l'obligation de passer un test de régulation à l'entrée.

Compte tenu de la densité de l'offre fribourgeoise et de la nécessité d'atteindre un seuil critique, en termes d'étudiant-e-s par classe, suffisamment élevé pour que la formation puisse être offerte chaque année, la HES-SO Fribourg privilégie au niveau du bachelor des formations bilingues plutôt que des formations distinctes en français et en allemand pour chaque cursus d'études.

A ce jour, seule la Haute école de gestion Fribourg (HEG-FR) offre une formation entièrement en allemand ainsi que la possibilité d'obtenir des titres de bachelor avec mention bilingue ou trilingue. La Haute école d'ingénierie et d'architecture (HEIA-FR) offre des cursus bilingues pour la majorité de ses six filières de bachelor et délivre ainsi des titres avec mention bilingue. La Haute école de travail social Fribourg (HETS-FR) propose une formation bilingue en partenariat avec la Berner Fachhochschule et la HETS-VS. Elle offre à ses étudiant-e-s la possibilité d'obtenir un diplôme de bachelor avec mention bilingue. La Haute école de santé Fribourg (HEdS-FR) offre deux programmes bilingues qui permettent l'obtention d'un bachelor en soins infirmiers bilingue et un master en ostéopathie bilingue.

Pour l'institution, cela permet des synergies avec les moyens mis à disposition pour les formations francophones. Pour les étudiant-e-s, cela améliore leur employabilité.

Aussi, le fait d'offrir des formations bilingues à l'ensemble des étudiant-e-s devrait non seulement encourager les étudiant-e-s fribourgeois-e-s à étudier à Fribourg, mais aussi attirer des étudiant-e-s d'autres cantons.

Dans cette optique, la HES-SO Fribourg et ses quatre hautes écoles spécialisées entreprennent des actions de marketing adressées à la population estudiantine germanophone de notre canton afin de l'encourager à embrasser les cursus bilingues disponibles au sein de la HES-SO Fribourg. Pour qu'un enseignement bilingue puisse être effectif, il s'agit d'obtenir un mixe d'étudiant-e-s francophones-germanophones de 2/3–1/3 voire 1/2–1/2, dans l'idéal, par volée.

Les tableaux ci-après renseignent de l'évolution des cohortes d'étudiant-e-s par langue d'étude et par haute école.

Tableau 1: distribution des étudiant-e-s à la HEIA-FR par langue d'études, 2015–2021

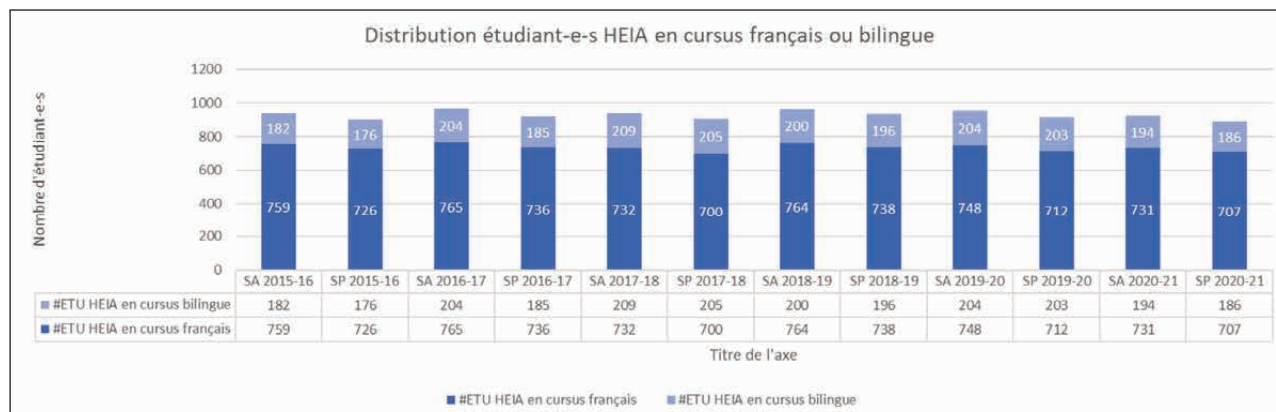


Tableau 2: distribution des étudiant-e-s à la HEG-FR par langue d'études, 2015–2021

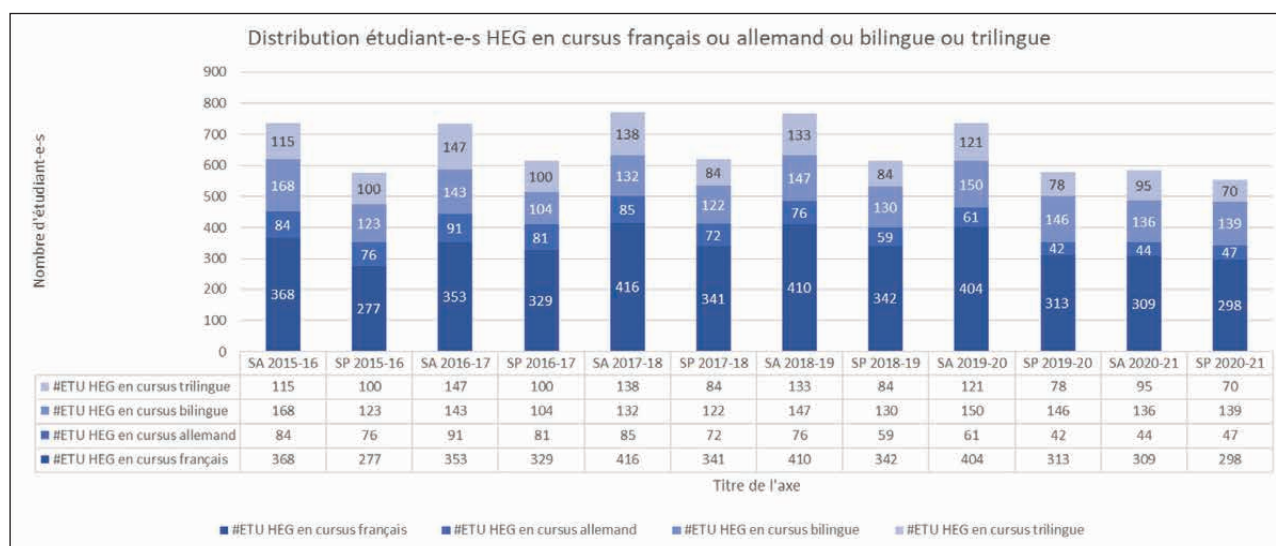


Tableau 3: distribution des étudiant-e-s à la HEdS-FR par langue d'études, 2015–2021

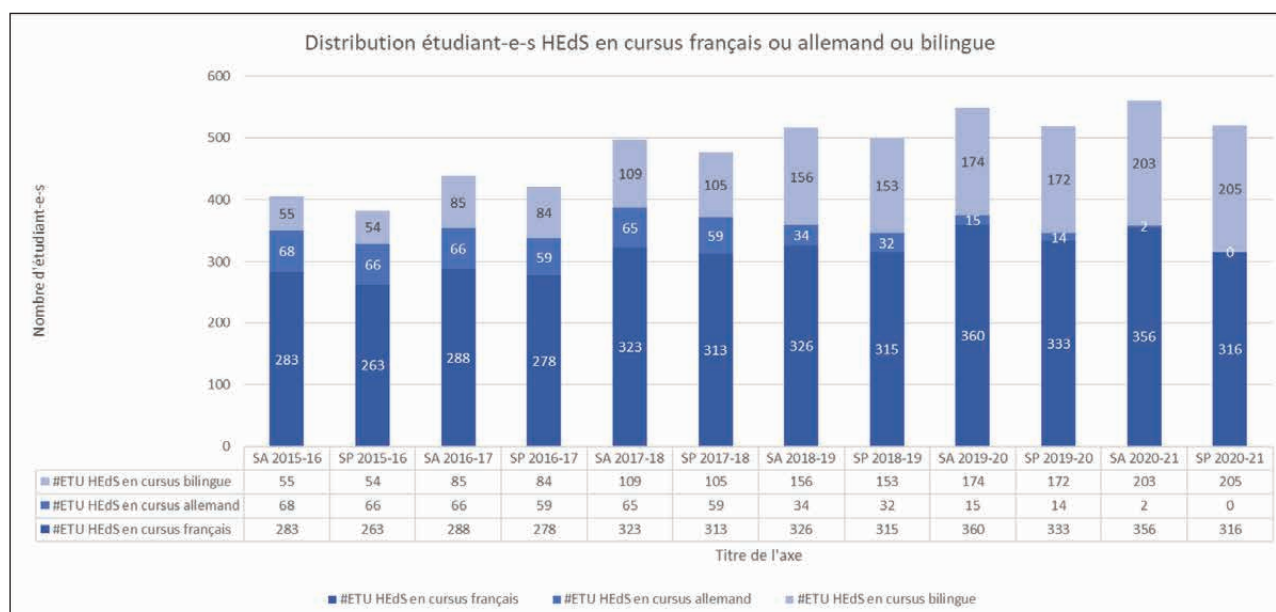
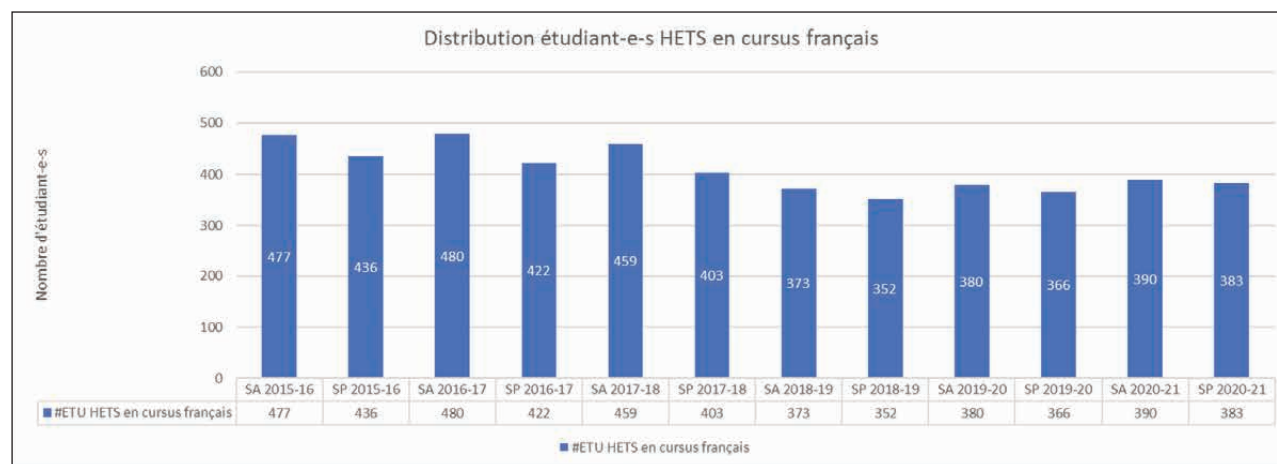


Tableau 4: Etudiant-e-s à la HETS-FR 2015–2021

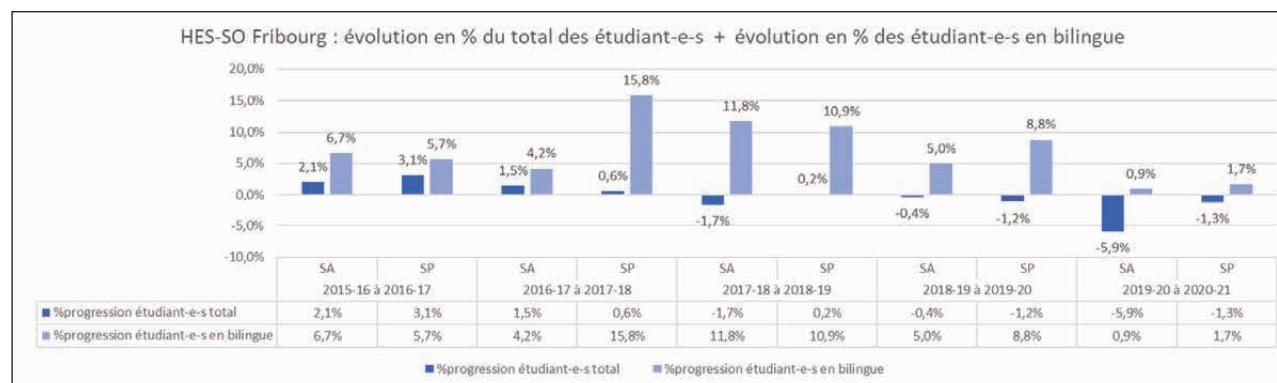


Bien évidemment, la HES-SO Fribourg tout comme le Conseil d'Etat ne peuvent que se réjouir lorsque des étudiant-e-s germanophones, mais également francophones privilégient d'étudier à Fribourg en bilingue voire même en trilingue.

Sur l'ensemble des quatre hautes écoles spécialisées de la HES-SO Fribourg il est intéressant d'analyser, depuis 2015 à 2021 pour les semestres de printemps (SP) et d'automne (SA), l'évolution de la progression en pourcentage du nombre total d'étu-

diant-e-s avec celle du nombre d'étudiant-e-s inscrit-e-s en cursus bilingue. Le tableau ci-dessous nous montre que malgré une évolution du nombre total d'étudiant-e-s en diminution, l'évolution du nombre d'étudiant-e-s inscrit-e-s en cursus bilingue reste positive. Le tableau nous montre également que les progressions réjouissantes des années 2015 à 2019 sont suivies, en 2020 et 2021, par des progressions moindres. Cela signifie que la HES-SO Fribourg et ses quatre hautes spécialisées doivent poursuivre leurs efforts en faveur du bilinguisme.

Tableau 5: Evolution des étudiant-e-s à la HES-SO Fribourg, au total et en cursus bilingue 2015–2021



Enfin, que ce soit pour les étudiant-e-s francophones comme germanophones, la motivation d'entreprendre un cursus bilingue dépend d'abord d'une motivation personnelle à l'apprentissage de la langue partenaire. La HES-SO Fribourg est tributaire, à l'entrée, du niveau de langue partenaire de ces/ses étudiant-e-s.

Les étudiant-e-s qui embrassent un cursus à la HES-SO Fribourg proviennent à environ 75% de la filière maturité professionnelle ou maturité spécialisée et à environ 25% de la filière maturité gymnasiale. Pour ces filières d'apport, l'obtention de la maturité atteste théoriquement déjà d'un niveau

de langue, selon le cadre de référence européen, équivalent au niveau B1 ou au B2, selon le type.

Il est à relever qu'une très grande partie du secondaire supérieur (maturité gymnasiale, maturités spécialisées et les maturités professionnelles commerciale orientation économie et services – Type économie – et technique, architecture et sciences de la vie) proposent une formation bilingue certifiée<sup>1</sup>.

Pour la HES-SO Fribourg et ses quatre hautes écoles spécialisées il s'agit donc de promouvoir auprès de tous les

<sup>1</sup> Voir aussi: 2–6 TAB\_Présentation voies de formation\_FR

étudiant-e-s les avantages de suivre un cursus bilingue, notamment cela leur permet:

- > de se perfectionner dans la langue partenaire tout au long de leur cursus,
- > d'appréhender la culture de la langue partenaire,
- > de gagner en confiance à communiquer dans la langue partenaire sans être jugés,
- > d'augmenter leurs chances sur le marché du travail en disposant d'une mention bilingue ou trilingue sur leur diplôme,
- > d'accéder à des cours de langues soutenu par les hautes écoles spécialisées
- > de développer une carrière professionnelle sur le plan national.

Concernant cet avant-dernier point, la HES-SO Fribourg vient de signer une convention avec le Centre de langues de l'Université de Fribourg afin d'en faciliter l'accès aux étudiant-e-s et au personnel de la HES-SO Fribourg pour un prix compétitif.

Celle-ci régit la coopération entre les deux parties ainsi que leurs droits et obligations respectifs dans le cadre des services que le Centre de langues fournit aux étudiants et aux employés de la HES-SO//FR, notamment:

- > Accès à l'offre existante de cours semestriels proposés par le Centre de langues selon la liste des cours publiée annuellement;
- > Participation aux cours intensifs proposés par le Centre de langues en dehors du semestre universitaire;
- > Participation à des cours sur mesure et à des offres d'apprentissage des langues élaborés spécifiquement pour le contractant, conformément à un accord de coopération distinct.

### 3.3. Offre de cours de langue dans le cadre des programmes d'études

Il s'agit en préambule de considérer les plans d'études cadres (PEC) spécifiques à chaque domaine, donc à chaque Haute école spécialisée. Les PEC fixent un cadre commun pour la formation (référentiel de compétences, intitulés des modules, volume en crédits ECTS par module, principaux contenus, formes des études). Les hautes écoles les implémentent dans leur programme de formation, en fonction de leurs expertises et de leurs réalités régionales.

Les PEC relèvent de la compétence de chaque Conseil de domaine au sein de la HES-SO, dans lequel siège la directrice ou le directeur d'école. Une analyse par PEC sera menée afin d'étudier les possibilités d'utiliser certains modules au service des langues (par ex. les modules de communication), en plus des cours de langue existants et décrits ci-après.

Dans le cadre de l'enseignement des branches fondamentales, des cours de langues sont dispensés les deux premiers

semestres à la HEIA-FR, sur quatre semestres à la HEG-FR, tandis qu'à la HEdS-FR et la HETS-FR les cours de langues ne font pas partie du plan d'étude cadre. Pour la HEdS-FR les étudiants-es doivent être aptes à faire leurs stages dans les deux langues. L'appui des conseillères aux études permet d'identifier les ressources requises pour progresser dans la langue seconde. Il est donc difficile d'établir un principe qui soit identique pour les quatre hautes écoles spécialisées.

A la HEIA-FR des cours génériques d'allemand sont donnés aux étudiant-e-s francophones. Ces cours ont les mêmes contenus pour toutes les filières. Les enseignant-e-s essaient de façon limitée d'intégrer quelques éléments spécifiques de chaque filière. L'objectif est d'offrir des cours de langue spécifiques pour chaque filière. Le cours d'allemand est obligatoire en première année pour les étudiant-e-s Bachelor (le niveau varie entre A0 jusque B1+). Les étudiant-e-s qui ont un niveau B2 (Goethe/Telc Zertifikat ou le test interne B2+) sont dispensés du cours d'allemand.

A la HEG-FR, les cours de langues sur objectifs spécifiques sont obligatoires pour tou-tes les étudiant-e-s en première et deuxième année du Bachelor. Les étudiant-e-s francophones suivent les cours «Wirtschaftsdeutsch» et «Business English», les étudiant-e-s germanophones suivent les cours «Français des affaires» et «Business English».

Les compétences linguistiques spécifiques ainsi acquises sont testées au quatrième semestre au moyen d'un certificat de langue reconnu au niveau international. Pour l'allemand et l'anglais, il s'agit du TELC – Deutsch für den Beruf et TELC Business English. Pour la langue française, les étudiant-e-s doivent se présenter au Diplôme de français professionnel – français des affaires (DFP-Affaires, une offre de la CCI Paris).

A la HEdS-FR et à la HETS-FR il n'y a pas de cours de langues prévus pour les étudiant-e-s et l'intégration de cours de langue dans leurs PEC respectifs n'est pas à l'ordre du jour. La HETS-FR et la HEdS-FR privilégient donc l'offre de collaboration avec le centre de langues de l'Université de Fribourg pour ses étudiant-e-s et collaborateurs/trices. Un bilan de satisfaction sera tiré d'ici la fin de l'année sur l'accord de coopération qui lie actuellement la HES-SO Fribourg et le centre de langue.

Les étudiant-e-s germanophones et francophones qui ont suivi un cursus bilingue durant leurs études – et pour autant qu'un tiers des crédits ECTS ait été dispensé en allemand – ces étudiant-e-s reçoivent un diplôme avec mention bilingue. Hormis à la HEG-FR, à ce jour pour les trois autres Hautes écoles spécialisées il n'y pas de «test de sortie» pour confirmer le niveau atteint dans la langue partenaire de l'étudiant-e. Le centre de langues de l'Université de Fribourg est toutefois centre d'examens pour les certificats due Goethe Institut et pour le TCF tout-public test de connaissance du français<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> <https://www.unifr.ch/centredelangues/fr/tests/goethe/>

### 3.4. Personnel dédié au bilinguisme

A la HEIA-FR, une personne est responsable pour développer et promouvoir le bilinguisme au niveau stratégique et opératif au sein de la HEIA-FR. Il existe déjà des actions en phase conceptuelle et de mise en place pour la promotion du bilinguisme – comme par exemple un questionnaire interne sur le bilinguisme, une affiche, des vidéos, contact étroit avec les centres professionnels/gymnases germanophones, la préparation d'un événement sur le bilinguisme, des démarches pour obtenir le label Bilinguisme, etc.

Concernant la HEG-FR, l'une des tâches de l'un des directeurs adjoints est de s'occuper de tous les aspects du bilinguisme au sein de la Haute école. Cela comprend divers aspects tels que la conception du PEC et les programmes d'études bilingues. La même personne est également responsable des aspects du bilinguisme de la politique de recrutement de la Haute école et représente cette dernière dans le groupe de travail sur le bilinguisme de la HES-SO Fribourg. Elle a également été chargée d'obtenir le label du bilinguisme du Forum du bilinguisme en 2015 et 2020.

A la HEdS-FR depuis plusieurs années un répondant bilinguisme est nommé et assure la promotion du bilinguisme au sein des missions de formation, de prestations et de recherche. L'implication du personnel et des étudiants-es au développement des actions bilingues est sollicitée. En 2019, la HEdS a obtenu le premier prix du Concours de la Journée du bilinguisme du canton avec une présentation d'un vidéo réalisé par les étudiants-es de la volée bilingue en soins infirmiers. Une personne est responsable de la coordination du programme bilingue en soins infirmiers (en cohérence avec le programme francophone) et accompagne les étudiants-es dans leur parcours d'étudiants en programme bilingue. La Direction de la HEdS-FR assure le développement des PEC pour les deux filières et le respect des exigences pour garantir le titre bachelor et master bilingue

A la HETS-FR, le directeur, assisté d'une professeure bilingue, assure depuis 2021 la tâche de promouvoir le bilinguisme au sein de l'école. Il préside également un groupe de travail qui traite le développement et la promotion du bilinguisme de manière transversale (voir infra).

Un poste dédié au bilinguisme pour la HES-SO Fribourg n'est de ce fait actuellement pas nécessaire.

### 3.5. Politique du personnel en matière de bilinguisme

La politique des ressources humaines de la HES-SO Fribourg favorise d'une part l'engagement de personnes bilingues voire trilingues, et d'autre part, offre la possibilité à son personnel de se former dans la langue partenaire. Sur ce deuxième aspect, la convention signée avec le centre de langues

de l'Université de Fribourg concrétise encore davantage cette politique. Ainsi, les quatre hautes écoles spécialisées de la HES-SO Fribourg soutiennent en temps et en moyens financiers, dans le cadre budgétaire alloué à la formation continue de son personnel, les collaborateurs et les collaboratrices qui désirent se perfectionner dans la langue partenaire.

La volonté de disposer de davantage de personnel maîtrisant la langue partenaire vise plusieurs intentions, voire objectifs, notamment:

- > Favoriser l'enseignement bilingue
- > Décrocher davantage de projets d'envergure nationale par les synergies que permet le bilinguisme
- > Réaliser des projets inter-écoles impliquant les deux langues
- > Développer une meilleure perception du bilinguisme par une communication de qualité
- > Favoriser une gestion efficace des ressources et des compétences bilingues
- > Encourager la curiosité du personnel pour la culture partenaire
- > Promouvoir les synergies entre les quatre hautes écoles spécialisées, notamment pour les traductions
- > Améliorer continuellement les compétences linguistiques du personnel
- > Renforcer l'identité bilingue de la HES-SO Fribourg

### 3.6. Mise en place d'un groupe de travail dédié au bilinguisme

En 2019, la HES-SO Fribourg a mis en place un groupe de travail dont la mission était justement de déterminer les leviers d'actions et les mesures à mettre en œuvre afin de développer le bilinguisme au sein des quatre Hautes écoles spécialisées de la HES-SO Fribourg.

Avant de définir les actions nécessaires pour développer le bilinguisme le groupe de travail a identifié dans un premier temps les effets recherchés qui sont notamment:

- > Avoir davantage d'étudiant-e-s germanophones,
- > Avoir davantage d'étudiant-e-s en filière bilingue,
- > Augmenter l'attractivité de nos Hautes écoles spécialisées pour le personnel germanophone,
- > Pratiquer un bilinguisme «pragmatique»,
- > Traduire des informations destinées au personnel et aux étudiant-e-s,
- > Développer les collaborations avec les HES et les HEU germanophones,
- > Avoir davantage de manifestations publiques bilingues,
- > Reconnaître davantage les compétences linguistiques du personnel lors des engagements.

Puis, dans un deuxième temps le groupe de travail s'est penché sur les actions à entreprendre pour répondre aux effets recherchés. Ces actions sont:

Actions	Effets visés couverts par l'action
1 Mettre sur pied un cours de langue pilote pour le personnel et pour les étudiant-e-s (collaboration avec DEVPRO, la HEG, l'UNIFR...)	> Davantage d'étudiant-e-s en filière bilingue > Promotion de la curiosité pour la langue partenaire > Pratique d'un bilinguisme «pragmatique»
2 Créer des tandems linguistiques entre le personnel et entre les étudiant-e-s	> Pratique d'un bilinguisme «pragmatique»
3 Mettre en commun/transversaliser les ressources en traduction des 4 HES	> Traduction des informations destinées au personnel et aux étudiant-e-s > Meilleure perception du bilinguisme par une communication de qualité
4 Créer un groupe de travail chargé de développer une politique de communication bilingue	> Davantage de manifestations publiques bilingues > La documentation est proposée dans les deux langues > Meilleure perception du bilinguisme par une communication de qualité
5 Informer les responsables que les collaborations avec les HES et les HEU germanophones sont un point d'attention	> Développer les collaborations avec les HES et les HEU germanophones
6 Créer un fonds HES-SO Fribourg en faveur du bilinguisme	> Davantage de manifestations publiques bilingues > La documentation est proposée dans les deux langues > Réaliser des projets interécoles impliquant les deux langues > Davantage de projets d'envergure nationale
7 Créer un groupe de travail RH permettant d'établir une politique RH favorisant le bilinguisme dans les engagements et la gestion du personnel	> Augmentation de l'attractivité de nos HES pour le personnel germanophone > Pratique d'un bilinguisme «pragmatique» > Valoriser les compétences linguistiques lors de l'engagement > Gestion efficiente des ressources et des compétences bilingues

Les actions 1, 3, 5 et 7 sont en cours de réalisation, les actions 2, 4 n'ont pas encore été entreprises. Le Conseil d'Etat est d'avis que les instruments de financement de projets spécifiques en lien avec le bilinguisme (voir point 3.7) devraient déjà permettre la réalisation partielle de l'action 6.

### 3.7. Financement de projets spécifiques en lien avec le bilinguisme

Finalement, chaque année, dans le cadre des aides financières de la Confédération pour la promotion du plurilinguisme, la HES-SO Fribourg dépose, par l'intermédiaire de ses quatre hautes écoles, des projets de développement. Depuis 2011, celles-ci ont obtenu un financement de 393 720 CHF sur 945 702 francs demandés, leur permettant ainsi de développer plusieurs projets. A titre d'exemple, en 2021, 50 000 francs ont été obtenus, permettant de développer les projets suivants:

- > HEdS-FR: Promouvoir les filières de formation bilingue de la HEdS-FR à travers des supports de communication adaptés à nos publics cibles (futurs étudiants), à savoir la réalisation de clips vidéo mettant en situation et en scène les avantages à se former en bilingue. (10 000 francs)
- > HEG-FR: Le projet vise à promouvoir le tandem linguistique auprès des étudiant-e-s d'institutions d'enseignement supérieur et à intégrer les tandems linguistiques dans les pratiques d'enseignement des langues, en s'appuyant sur la toute nouvelle plateforme électronique nationale E-TANDEM destinée aux hautes écoles suisses (<https://edu.e-tandem.ch>) lancée en septembre 2020 sous la responsabilité du Forum du bilinguisme. (10 000 francs)

- > HEIA-FR: Erhebliche und nachhaltige Erhöhung der Ausbildungsqualität in den zweisprachigen Studiengängen. (10 000 francs)
- > Direction générale HES-SO Fribourg: Rédiger un guide de communication épïcène adapté aux hautes écoles, aux administrations, et à un public plus large, en allemand et en français. (10 000 francs)
- > HETS-FR: développer le bilinguisme français-allemand au sein de la HETS-FR, favoriser la coexistence des cultures professionnelles francophones et germanophones et promouvoir l'utilisation de la langue allemande dans le quotidien institutionnel. (10 000 francs)

Pour 2022, les quatre projets suivants ont été déposés par la HES-SO Fribourg et ses quatre Hautes écoles spécialisées:

- > HETS-FR: Promouvoir les études bilingues auprès des personnes intéressées par une formation HES en travail social à la HETS-FR.
- > HEdS-FR: Zweisprachige Blended Learning Kurs für Studiengang Bachelor Science in Pflege
- > HEG-FR: Fachwörterbuch (D/F) für die Kern FER (Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)
- > HEIA-FR: Zweisprachiges Studium im Fachbereich Architektur (von Grund auf reformiertes Modell).

Si des projets spécifiques en lien avec le bilinguisme ne sont pas financés par le budget courant de l'année N de la HES-SO Fribourg, cette dernière peut proposer lesdits projets au prochain budget N+1. Le fonds de réserve et/ou des fonds Ra&D de la HES-SO Fribourg est également disponible pour financer des projets en lien avec le bilinguisme.

#### **4. Conclusion**

La présente réponse permet de mettre en lumière les éléments demandés par les auteurs du postulat. Fort de ce qui précède, le Conseil d'Etat est d'avis que les hautes écoles fribourgeoises disposent actuellement des outils et moyens financiers nécessaires afin d'améliorer leur politique de promotion du bilinguisme.

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.

---





## Bericht 2022-DEE-31

24. Mai 2022

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2021-GC-129 Daniel Bürdel/Nicolas Pasquier – Förderung der Zweisprachigkeit an den Freiburger Hochschulen

Wir unterbreiten Ihnen einen Bericht zum Postulat 2021-GC-129 Daniel Bürdel/Nicolas Pasquier – Unterstützung der Zweisprachigkeit an den Freiburger Hochschulen.

Der Bericht ist wie folgt aufgebaut:

<b>1. Zusammenfassung des Postulats</b>	<b>9</b>
<b>2. Einleitung</b>	<b>9</b>
<b>3. Allgemeines</b>	<b>10</b>
3.1. Politische und institutionelle Ziele in Bezug auf die Zweisprachigkeit	10
3.2. Förderung und Attraktivität der zweisprachigen Bildungsgänge an der HES-SO//Freiburg	10
3.3. Angebot an Sprachkursen im Rahmen des Studienprogramms	13
3.4. Personal zur Förderung der Zweisprachigkeit	14
3.5. Personalpolitik in Bezug auf die Zweisprachigkeit	15
3.6. Errichtung einer Arbeitsgruppe für Zweisprachigkeit	15
3.7. Finanzierung von spezifischen Projekten in Verbindung mit der Zweisprachigkeit	16
<b>4. Schluss</b>	<b>16</b>

#### 1. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 10. September 2021 eingereichten Postulat verlangen die Grossräte Bürdel und Pasquier im Namen der Freiburger Delegation bei der Interparlamentarischen Kommission der HES-SO, dass der Wettbewerbsvorteil der Freiburger Hochschulen mit ihrem zweisprachigen Bildungsangebot weiter verstärkt wird, da sie dies für einen wahrhaften USP (Unique Selling Proposition) halten. Weiter verlangen sie, dass eine Strategie aufgestellt wird, die es namentlich erlaubt, die Zweisprachigkeit im Unterricht nachhaltig zu fördern, das Personal anzuspornen, sich sprachliche Kompetenzen in der Partnersprache anzueignen und das zweisprachige Bildungsangebot der Hochschulen an den kantonalen Gymnasien besser bekannt zu machen.

#### 2. Einleitung

Der Staatsrat ist sich der Bedeutung der Zweisprachigkeit für unsere Hochschulen bewusst und hält zusätzliche Ressourcen für notwendig, um daraus einen echten Trumpf zu machen. Schliesslich hat er sich im Regierungsprogramm 2017–2021 die Herausforderung gestellt, eine qualitativ hochstehende Ausbildung und die Zweisprachigkeit zu fördern.

Die Zweisprachigkeit muss an der Fachhochschule Westschweiz Freiburg (HES-SO Freiburg) genutzt und unterstützt werden. Deshalb setzt die HES-SO Freiburg im Rahmen ihres jährlichen Budgets bereits eine «pragmatische» Zweisprachigkeit<sup>1</sup> um und ermutigt ihr Personal, ihre Studierenden und auch ihre künftigen Studierenden, die Zweisprachigkeit zu leben. Es laufen also schon Bemühungen an der HES-SO Freiburg und sie verfügt bereits über die nötigen Instrumente, und zwar namentlich dank der Errichtung einer Arbeitsgruppe für die Zweisprachigkeit, die den Auftrag hat, ihre Position als zweisprachige Fachhochschule zu stärken.

Zudem wurden politische Ziele festgelegt, damit die Zweisprachigkeit in der langfristigen Entwicklung der gesamten HES-SO und besonders der HES-SO Freiburg berücksichtigt wird.

<sup>1</sup> Es wird also nicht alles übersetzt. Alle benutzen ihre Muttersprache, die Sitzungen finden gemischt auf Französisch und Deutsch statt.

### 3. Allgemeines

#### 3.1. Politische und institutionelle Ziele in Bezug auf die Zweisprachigkeit

Im Bereich der Fachhochschulen hat der Regierungsausschuss der HES-SO dem Rektorat der HES-SO im Rahmen der vierjährigen Zielvereinbarung 2021–2024 das Ziel gesetzt, die Positionierung der Landessprachen institutionell zu festigen und vorrangig eine Strategie für die Zweisprachigkeit Französisch–Deutsch (FR-DE) auszuarbeiten.

In Bezug auf die Ziele im Bereich der Zweisprachigkeit erwähnt zudem der Leistungsauftrag (LA 21-24), der zwischen dem Rektorat der HES-SO und der HES-SO Freiburg aufgestellt wurde, Folgendes:

- 1) Die HES-SO Freiburg wird zum Vorreiter der Zweisprachigkeit (FR-DE), dies durch die Förderung des zweisprachigen Unterrichts in der Grundausbildung, namentlich in Partnerschaft mit der Berner Fachhochschule (BFH) und der HES-SO Valais-Wallis, und durch die Erweiterung des Angebots an Nachdiplomaausbildungen, insbesondere auf Deutsch oder zweisprachig (FR-DE).
- 2) Die Entwicklung von zweisprachigen Dienstleistungen für Dritte im Bereich der Digitalisierung wird fortgesetzt.
- 3) Die Aktivitäten im Bereich der Zweisprachigkeit werden erweitert und ihre Qualität gesteigert, dies insbesondere durch die Anstellungspolitik, die Weiterbildung und die politische Unterstützung einer gelebten Zweisprachigkeit.

Der LA 21-24 wird insbesondere durch die an der HES-SO Freiburg entwickelten Projekte umgesetzt, die Einzelfragen zur Zweisprachigkeit behandeln (vgl. weiter unten).

Für die Zukunft gilt es im Rahmen der Prioritäten gemäss Regierungsprogramm 2022–2026, die Kompetenzen des Freiburger Fachhochschulpersonals in beiden Sprachen zu steigern, Kommunikations- und Marketingmassnahmen für die Zweisprachigkeit zu unterstützen und an den vier Freiburger Hochschulen Arbeitsplätze zu fördern, die die Entwicklung der Zweisprachigkeit ermöglichen.

#### 3.2. Förderung und Attraktivität der zweisprachigen Bildungsgänge an der HES-SO//Freiburg

Der Freiburger Staatsrat bestätigt, dass die HES-SO Freiburg über einen Trumpf (USP) verfügt, der es ihr ermöglicht, allen Freiburger Studierenden, aber auch allen Studierenden aus anderen Kantonen, die an einer ihrer vier Hochschulen immatrikuliert sind, die meisten Bachelor- und Masterstudiengänge in einem zweisprachigen Format anzubieten. Dies stellt einen echten Wettbewerbsvorteil dar, den es zu verstärken gilt.

Vorab ist darauf hinzuweisen, dass die Freiburger Studierenden unabhängig davon, ob sie deutsch- oder französischsprachig sind, ihren Studienort vorrangig aufgrund der gewünschten Studienrichtung wählen. Die HES-SO Freiburg bietet Bachelor- und Masterstudiengänge in den folgenden vier Bereichen: Ingenieurwesen und Architektur, Wirtschaft und Dienstleistungen, Gesundheit sowie Soziale Arbeit. Für die beiden anderen Bereiche: Musik und Darstellende Künste, Design und Bildende Kunst besuchen die Freiburger Studierenden Bachelor- und Masterstudiengänge ausserhalb unseres Kantons. Ihre Wahl hängt auch vom bestehenden Angebot an Studiengängen und Studienrichtungen im Rahmen des in Freiburg vorhandenen Bildungsangebots ab sowie davon, ob aufgrund einer Zulassungsbeschränkung eine Prüfung absolviert werden muss.

Da das Freiburger Bildungsangebot sehr dicht ist und ein bestimmter Studierendenbestand pro Klasse erreicht werden muss, damit ein Studiengang jedes Jahr angeboten werden kann, zieht es die HES-SO Freiburg vor, zweisprachige Bildungsgänge anzubieten, damit sie nicht für jede Studienrichtung getrennte Bildungsgänge auf Deutsch und Französisch aufstellen muss.

Bis heute bietet nur die Hochschule für Wirtschaft Freiburg (HSW-FR) die Möglichkeit, einen vollständig deutschsprachigen Bildungsgang zu absolvieren und einen Bachelor mit dem Vermerk «Zweisprachig» oder «Dreisprachig» zu erlangen. Die Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HTA-FR) hat für die meisten ihrer sechs Bachelor-Studiengänge ein zweisprachiges Angebot und stellt ebenfalls Abschlüsse mit dem Vermerk «Zweisprachig» aus. Die Hochschule für Soziale Arbeit Freiburg (HSA-FR) bietet eine zweisprachige Ausbildung in Zusammenarbeit mit der Berner Fachhochschule und der Hochschule für Soziale Arbeit Wallis. Dadurch haben ihre Studierenden die Möglichkeit, einen Bachelor mit dem Vermerk «Zweisprachig» zu erlangen. Die Hochschule für Gesundheit Freiburg (HfG-FR) hat zwei zweisprachige Bildungsgänge: Der eine führt zum zweisprachigen Bachelor in Pflege und der andere zum zweisprachigen Master in Osteopathie.

Die Ausbildungsstätte profitiert dadurch von Synergien mit den Ressourcen, die für die französischsprachigen Bildungsgänge zur Verfügung gestellt werden. Der Nutzen für die Studierenden liegt in der besseren Arbeitsmarktfähigkeit.

Die Tatsache, dass allen Studierenden zweisprachige Ausbildungen zur Verfügung stehen, sollte nicht nur die Freiburger Studierenden dazu ermuntern, in Freiburg zu studieren, sondern auch Studierende aus anderen Kantonen anlocken.

Mit diesem Ziel vor Augen führen die HES-SO Freiburg und ihre vier Hochschulen Marketingaktionen durch, die sich an die deutschsprachigen Studierenden im Kanton richten, um sie zu animieren, die zweisprachigen Bildungsangebote der

HES-SO Freiburg zu nutzen. Damit ein zweisprachiger Unterricht angeboten werden kann, sollte der Studierendenbestand pro Jahrgang aus französisch- und deutschsprachigen Studierenden im Verhältnis 2:1 oder besser noch 1:1 bestehen.

Die folgenden Tabellen geben Auskunft über die Studierendenbestände nach Studiensprache und Hochschule.

Tabelle 1: Studierende an der HTA-FR nach Studiensprache, 2015–2021

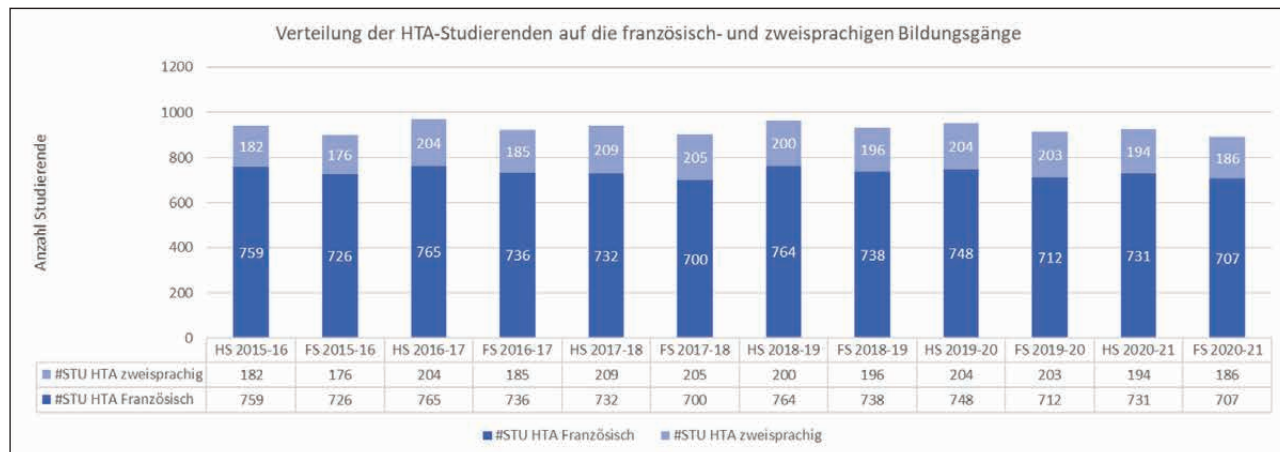


Tabelle 2: Studierende an der HSW-FR nach Studiensprache, 2015–2021

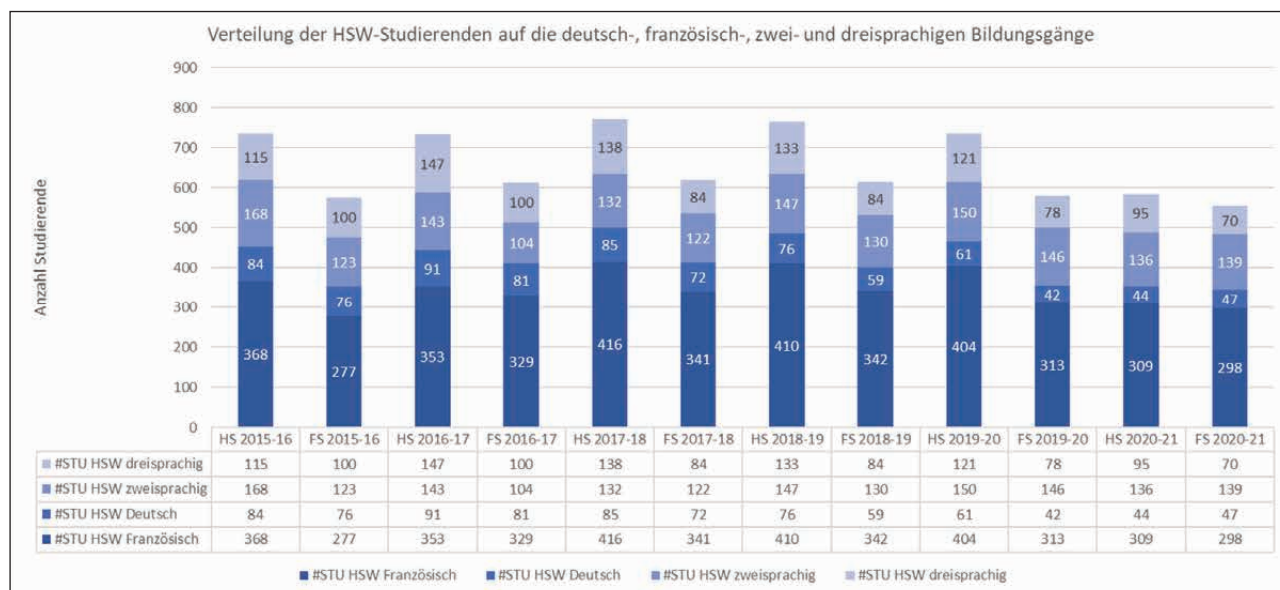


Tabelle 3: Studierende an der HfG-FR nach Studiensprache, 2015–2021

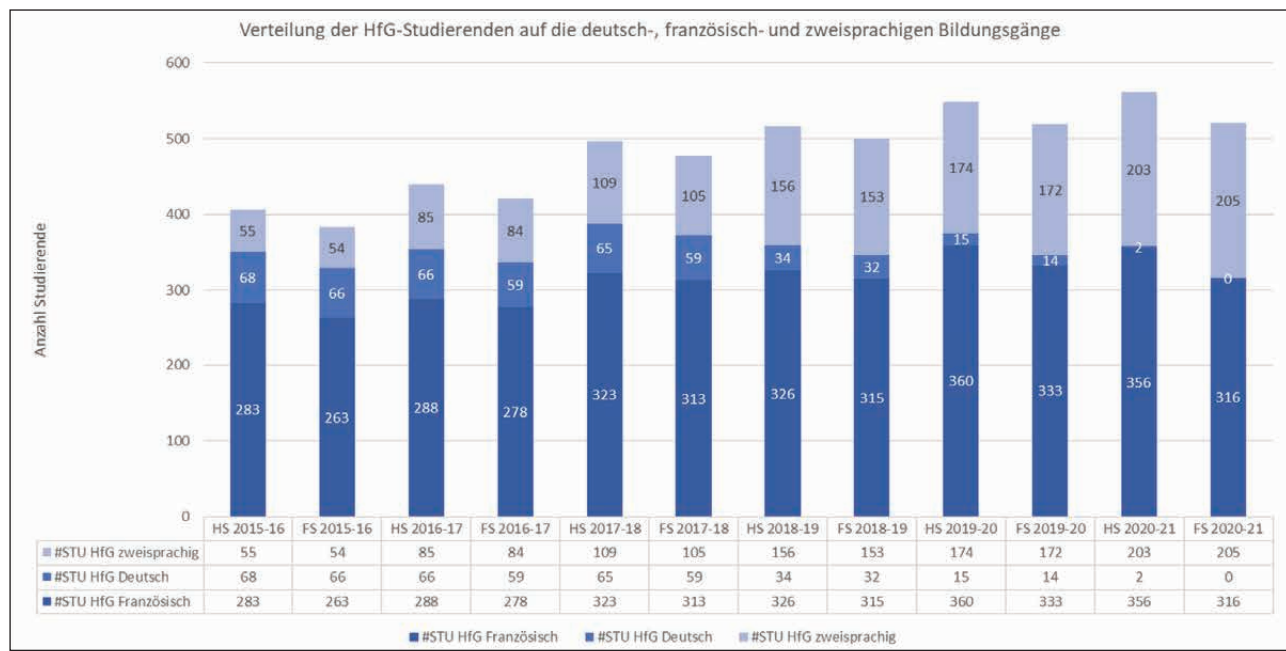
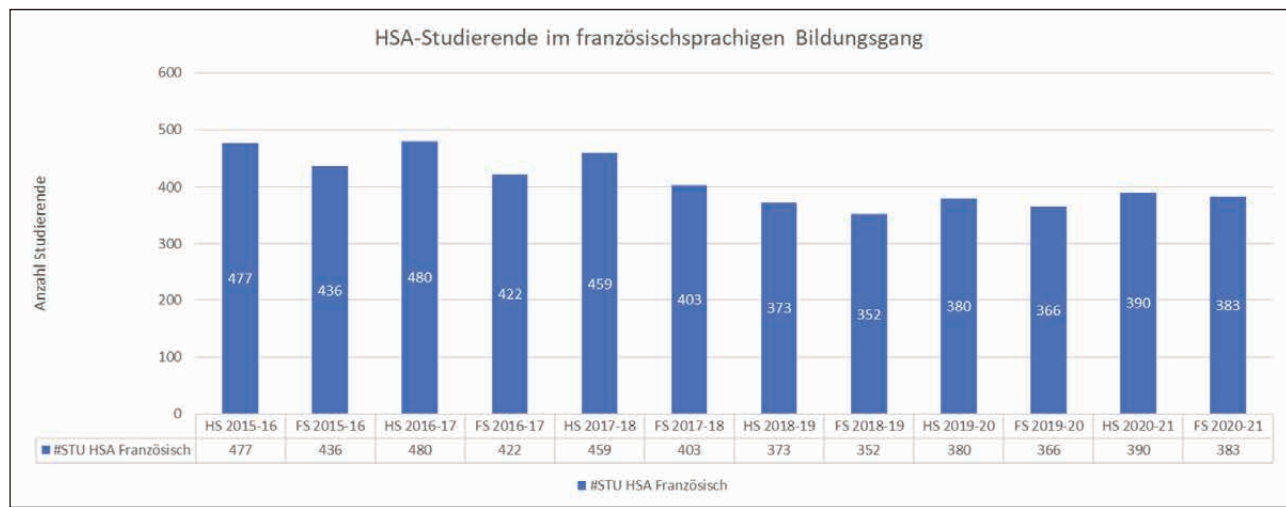


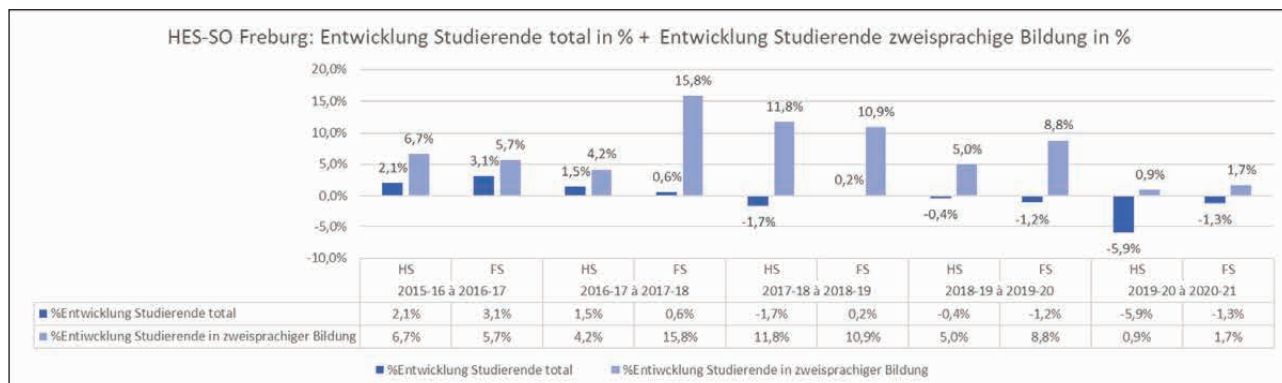
Tabelle 4: Studierende an der HSA-FR, 2015–2021



Selbstverständlich ist es für die HES-SO Freiburg und für den Staatsrat erfreulich, wenn sich die deutsch- und französischsprachigen Studierenden für eine zwei- oder gar dreisprachige Ausbildung in Freiburg entscheiden.

Es ist interessant, die prozentuale Entwicklung des gesamten Studierendenbestands der vier Hochschulen der HES-SO Freiburg mit jener der Studierenden, die einen zweisprachigen Studiengang besuchen, im Zeitraum 2015–2021 zwischen den Herbst- (HS) und Frühjahrssemestern (FS) zu vergleichen. Die folgende Tabelle zeigt auf, dass bei abnehmendem Gesamtbestand der Studierenden die Zahl der Studierenden in einem zweisprachigen Studiengang zunimmt. Die Tabelle zeigt auch, dass auf die sehr positive Entwicklung in den Jahren 2015 bis 2019 eine etwas langsamere Zunahme in den Jahren 2020 und 2021 folgt. Dies bedeutet, dass die HES-SO Freiburg und ihre vier Hochschulen ihre Anstrengungen zugunsten der Zweisprachigkeit fortsetzen müssen.

Tabelle 5: Entwicklung der gesamten Studierendenbestände an der HES-SO Freiburg im Vergleich zu den Beständen in einem zweisprachigen Studiengang 2015–2021



Im Übrigen gilt sowohl für die französisch- wie auch für die deutschsprachigen Studierenden, dass die Motivation zum Besuch eines zweisprachigen Studiengangs in erster Linie von der persönlichen Motivation zum Erlernen der Partnersprache abhängt. Die HES-SO Freiburg muss sich auf die Kenntnisse der Studierenden in der Partnersprache bei Studienantritt einstellen.

Die Studierenden, die eine Ausbildung an der HES-SO Freiburg antreten, haben etwa zu 75% eine Berufsmaturität oder eine Fachmaturität und etwa zu 25% eine gymnasiale Maturität. Bei diesen zuführenden Bildungswegen bedeutet die Erlangung einer Maturität theoretisch bereits ein Sprachniveau, das nach dem europäischen Referenzrahmen je nach Maturitätstyp auf der Stufe B1 oder B2 liegt.

Dem ist anzufügen, dass ein sehr grosser Teil der Sekundarstufe II (gymnasiale Maturität, Fachmaturität, kaufmännische Berufsmaturität Richtung Wirtschaft und Dienstleistungen – Typ Wirtschaft, Berufsmaturität Richtung Technik, Architektur und Life Sciences) bereits die Möglichkeit bietet, eine zertifizierte zweisprachige Bildung zu absolvieren.<sup>1</sup>

Für die HES-SO Freiburg und ihre vier Hochschulen gilt es also, gegenüber allen Studierenden für die Vorteile eines zweisprachigen Bildungsgangs zu werben, der es ihnen namentlich erlaubt:

- > ihre Kenntnisse in der Partnersprache während der gesamten Ausbildung zu verbessern;
- > sich mit der Kultur der Partnersprache vertraut zu machen;
- > das nötige Selbstvertrauen zu gewinnen, um sich in der Partnersprache ohne Angst vor Bewertung auszudrücken;
- > dank dem Vermerk «Zweisprachig» bzw. «Dreisprachig» auf ihrem Diplom ihre Chancen auf dem Arbeitsmarkt zu erhöhen;

- > Zugang zu Sprachkursen zu erhalten, die von den Fachhochschulen unterstützt werden;
- > eine berufliche Laufbahn auf nationaler Ebene aufzubauen.

Was den zweitletzten Punkt betrifft, hat die HES-SO Freiburg kürzlich mit dem Sprachzentrum der Universität Freiburg eine Vereinbarung unterzeichnet, die den Zugang der Studierenden und des Personals der HES-SO Freiburg zu einem günstigen Preis erleichtert.

Diese regelt die Zusammenarbeit der beiden Parteien und ihre Rechte und Pflichten im Rahmen der Dienstleistungen, die das Sprachzentrum den Studierenden und Angestellten der HES-SO//FR leistet und zwar namentlich:

- > Zugang zum bestehenden Angebot des Sprachzentrums an Semesterkursen gemäss der jährlich veröffentlichten Kursliste;
- > Teilnahme an den Intensivkursen, die das Sprachzentrum ausserhalb der Studiensemester anbietet;
- > Teilnahme an massgeschneiderten Kursen und Sprachlehreangeboten, die gestützt auf einen separaten Zusammenarbeitsvertrag spezifisch für den Auftraggeber ausgearbeitet werden.

### 3.3. Angebot an Sprachkursen im Rahmen des Studienprogramms

Als Erstes gilt es, die für jede Fachrichtung spezifischen Rahmenlehrpläne (RLP) einer jeden Hochschule zu beachten. Die RLP legen einen gemeinsamen Rahmen für die Ausbildung fest (Referenzsystem der Kompetenzen, Bezeichnung der Module, Anzahl ECTS-Punkte pro Modul, wichtigste Inhalte, Studienformen). Die Hochschulen setzen die RLP unter Berücksichtigung ihrer Spezialisierung und der regionalen Besonderheiten in ihrem Bildungsprogramm um.

Für die RLP sind die jeweiligen Bereichsräte der HES-SO zuständig, in denen die Hochschuldirektorinnen und -direk-

<sup>1</sup> Vgl. auch: *Übersicht über die Berufsmaturitäten*

toren Einsitz nehmen. Die einzelnen RLP werden auf die Möglichkeit hin geprüft, bestimmte Module für die Sprache zu nutzen (z.B. die Module für Kommunikation) und zwar zusätzlich zu den bestehenden Sprachkursen, die im Folgenden beschrieben sind.

Im Rahmen des Unterrichts in den Hauptfächern werden Sprachkurse an der HTA-FR in den ersten beiden Semestern und an der HSW-FR während vier Semestern erteilt. Bei der HfG-FR und der HSA-FR sind Sprachkurse hingegen nicht im Rahmenlehrplan vorgesehen. Die Studierenden der HfG-FR müssen in der Lage sein, ihre Praktika in beiden Sprachen zu absolvieren. Mit der Unterstützung der Studienberaterinnen und -berater können die erforderlichen Ressourcen bestimmt werden, um individuell die Kenntnisse in der Zweitsprache zu verbessern. Es ist folglich schwierig, eine einheitliche Vorgehensweise für die vier Hochschulen festzulegen.

An der HTA-FR werden generische Deutschkurse für französischsprachige Studierende angeboten. Diese Kurse haben die gleichen Inhalte für alle Studiengänge. Die Lehrpersonen versuchen in begrenztem Rahmen einige für die einzelnen Studiengänge spezifische Elemente zu vermitteln. Ziel ist es, für jeden Studiengang einen spezifischen Sprachkurs anzubieten. Der Deutschkurs ist für die Bachelor-Studierenden im ersten Studienjahr obligatorisch (das Sprachniveau reicht von A0 bis B1+). Studierende mit einem Sprachniveau von mindestens B2 (Goethe-/Telc-Zertifikat oder interner Test B2+) sind vom Deutschkurs dispensiert.

An der HSW-FR sind die Sprachkurse mit spezifischer Ausrichtung für alle Bachelor-Studierenden im ersten zu zweiten Studienjahr obligatorisch. Die französischsprachigen Studierenden besuchen die Kurse «Wirtschaftsdeutsch» und «Business English», die deutschsprachigen Studierenden besuchen die Kurse «Français des affaires» und «Business English».

Die so erlangten spezifischen Sprachkenntnisse werden im vierten Semester im Rahmen eines international anerkannten Sprachzertifikats geprüft. Für Deutsch und Englisch handelt es sich um das TELC Deutsch für den Beruf und das TELC Business English. Für die Anerkennung ihrer Französischkenntnisse, absolvieren die Studierenden die Prüfung zum Diplôme de français professionnel – français des affaires (DFP-Affaires, ein Angebot der Handels- und Industriekammer Paris).

An der HfG-FR und der HSA-FR gibt es keine Sprachkurse für die Studierenden und die Integration von Sprachkursen in ihre Rahmenlehrpläne ist auch nicht geplant. Die HSA-FR und die HfG-FR ziehen es vor, mit dem Sprachzentrum der Universität Freiburg zusammenzuarbeiten, um ihren Studierenden und Mitarbeitenden Sprachkurse anzubieten. Bis Ende Jahr wird über die Zufriedenheit mit der Zusam-

menarbeitsvereinbarung zwischen der HES-SO Freiburg und dem Sprachzentrum Bilanz gezogen.

Die deutsch- und französischsprachigen Studierenden, die ihren Studiengang zweisprachig absolviert haben, erhalten ein Diplom mit dem Vermerk «Zweisprachig», sofern ein Drittel der ECTS-Punkte auf Deutsch erlangt wurde. Mit Ausnahme der HSW-FR gibt es bei den Freiburger Hochschulen keinen «Abschlusstest», der das von den Studierenden erreichte Sprachniveau in der Partnersprache attestiert. Das Sprachzentrum der Universität Freiburg ist in jedem Fall Prüfungszentrum für die Zertifikate des Goethe Instituts und für den allgemeinen TCF Tout Public – Test de connaissance du français<sup>1</sup>.

### 3.4. Personal zur Förderung der Zweisprachigkeit

An der HTA-FR ist eine Person dafür zuständig, die Zweisprachigkeit auf strategischer und operativer Ebene weiterzuentwickeln und zu fördern. Es gibt bereits Aktionen zur Förderung der Zweisprachigkeit, die in Planung und Umsetzung sind – wie etwa ein interner Fragebogen zur Zweisprachigkeit, ein Plakat, Videos, enge Kontakte mit deutschsprachigen Berufsbildungszentren und Gymnasien, die Vorbereitung einer Veranstaltung über die Zweisprachigkeit, diverse Schritte, um das Label für die Zweisprachigkeit zu erlangen, usw.

Was die HSW-FR betrifft, hat einer der stellvertretenden Direktoren die Aufgabe, sich um alle Aspekte der Zweisprachigkeit an der Hochschule zu kümmern. Diese beinhalten verschiedene Aktivitäten wie etwa die Ausarbeitung des RLP und der Programme von zweisprachigen Studiengängen. Die gleiche Person ist auch für die Aspekte der Zweisprachigkeit in der Einstellungspolitik der Hochschule zuständig und vertritt die Hochschule in der Arbeitsgruppe für Zweisprachigkeit der HES-SO Freiburg. Sie hatte auch den Auftrag, das Label für Zweisprachigkeit des Forums für die Zweisprachigkeit in den Jahren 2015 und 2020 zu erlangen.

An der HfG-FR gibt es seit mehreren Jahren einen Verantwortlichen für Zweisprachigkeit, der für die Förderung der Zweisprachigkeit im Rahmen der FH-Aufträge Bildung und Dienstleistungen für Dritte zuständig ist. Für die Entwicklung von zweisprachigen Aktionen werden das Personal und die Studierenden um Mitwirkung gebeten. Im Jahr 2019 hat die HfG dank einem Video, das von den Studierenden des zweisprachigen Studiengangs in Pflege realisiert wurde, am Tag der Zweisprachigkeit des Kantons den ersten Preis gewonnen. Eine Person ist für die Koordinierung des zweisprachigen Studienprogramms in Pflege (in Übereinstimmung mit dem französischsprachigen Programm) zuständig und begleitet die Studierenden, die eine zweisprachige Aus-

<sup>1</sup> <https://www.unifr.ch/centredelanguages/de/tests/goethe/>

bildung absolvieren. Die Direktion der HfG-FR sorgt für die Entwicklung der RLP für die beiden Studiengänge und die Einhaltung der Anforderungen, um einen zweisprachigen Bachelor oder Master zu erlangen.

An der HSA-FR sorgt der Direktor mit der Unterstützung einer zweisprachigen Professorin seit 2021 für die Förderung der Zweisprachigkeit an der Hochschule. Er leitet auch eine Arbeitsgruppe, die mit der transversalen Entwicklung und der Förderung der Zweisprachigkeit betraut ist (vgl. weiter unten).

Es ist deshalb zurzeit nicht nötig, eine Stelle für die Zweisprachigkeit an der HES-SO Freiburg zu schaffen.

### 3.5. Personalpolitik in Bezug auf die Zweisprachigkeit

Die Personalpolitik der HES-SO Freiburg begünstigt einerseits die Anstellung von zwei- und dreisprachigen Personen und bietet andererseits dem bestehenden Personal die Möglichkeit, sich in der Partnersprache weiterzubilden. In Umsetzung dieser Politik wurde mit dem Sprachenzentrum der Universität Freiburg eine Vereinbarung abgeschlossen. Die vier Hochschulen der HES-SO Freiburg unterstützen also ihre Mitarbeitenden, die ihre Kenntnisse in der Partnersprache verbessern möchten, mit Zeit und finanziellen Mitteln, dies im Rahmen des Budgets, das für die Weiterbildung des Personals bestimmt ist.

Der Wunsch, über mehr Personal zu verfügen, das die Partnersprache beherrscht, entspricht namentlich den folgenden Absichten und Zielen:

- > den zweisprachigen Unterricht fördern;
- > mehr Projekte von nationaler Bedeutung durchführen können dank Synergien, die sich aus der Zweisprachigkeit ergeben;
- > Hochschulübergreifende Projekte umsetzen, die den Gebrauch beider Sprachen voraussetzen;

- > eine bessere Wahrnehmung der Zweisprachigkeit durch eine qualitativ hochstehende Kommunikation entwickeln;
- > ein effizientes Management der Ressourcen und der Zweisprachigkeit fördern;
- > die Neugierde des Personals für die Partnerkultur wecken;
- > Synergien zwischen den vier Hochschulen insbesondere hinsichtlich der Übersetzung fördern;
- > die Sprachkenntnisse des Personals ständig verbessern;
- > das Selbstverständnis der HES-SO Freiburg als zweisprachiges Bildungsinstitut verstärken.

### 3.6. Errichtung einer Arbeitsgruppe für Zweisprachigkeit

Im Jahr 2019 hat die HES-SO Freiburg eine Arbeitsgruppe aufgestellt, deren Aufgabe es war, die Aktionen und Massnahmen zu bestimmen, die es ermöglichen, die Zweisprachigkeit an den vier Hochschulen der HES-SO Freiburg auszubauen.

Bevor die Aktionen zur Entwicklung der Zweisprachigkeit definiert wurden, hat die Arbeitsgruppe in einer ersten Phase geklärt, welche Wirkungsziele angestrebt werden. Diese lauten namentlich:

- > mehr deutschsprachige Studierende haben;
- > mehr Studierende in einem zweisprachigen Studiengang haben;
- > die Attraktivität der Hochschulen durch deutschsprachiges Personal steigern;
- > eine «pragmatische» Zweisprachigkeit leben;
- > die Informationen an das Personal und die Studierenden übersetzen;
- > die Zusammenarbeit mit den Deutschschweizer FH und Universitäten ausbauen;
- > mehr zweisprachige öffentliche Veranstaltungen durchführen;
- > die Sprachkenntnisse des Personals bei der Anstellung besser erkennen.

In der zweiten Phase hat die Arbeitsgruppe Aktionen ausgearbeitet, mit denen die gewünschte Wirkung erreicht werden soll:

Aktionen	Wirkungsziele der Aktion
1 Einen Pilotsprachkurs für das Personal und die Studierenden ausarbeiten (Zusammenarbeit mit DEVPRO, der HSW, der UNIFR usw.).	> Mehr Studierende, die eine zweisprachige Ausbildung absolvieren > Förderung der Neugierde für die Partnersprache > Leben einer «pragmatischen» Zweisprachigkeit
2 Sprachtandems zwischen dem Personal und zwischen den Studierenden schaffen.	> Leben einer «pragmatischen» Zweisprachigkeit
3 Die Übersetzungsressourcen der vier Hochschulen zusammenlegen/gemeinsam nutzen.	> Übersetzung der Informationen zuhanden des Personals und der Studierenden > Bessere Wahrnehmung der Zweisprachigkeit durch eine qualitativ hochstehende Kommunikation
4 Eine Arbeitsgruppe für die Entwicklung einer zweisprachigen Kommunikationspolitik schaffen.	> Mehr zweisprachige öffentliche Veranstaltungen > Dokumentation in beiden Sprachen > Bessere Wahrnehmung der Zweisprachigkeit durch eine qualitativ hochstehende Kommunikation

Aktionen	Wirkungsziele der Aktion
5 Die Verantwortlichen informieren, dass die Zusammenarbeit mit den deutschsprachigen Fachhochschulen und Universitäten einen Schwerpunkt darstellt.	> Ausbau der Zusammenarbeit mit den Deutschschweizer FH und Universitäten
6 Einen Fonds für Zweisprachigkeit der HES-SO Freiburg schaffen.	> Mehr zweisprachige öffentliche Veranstaltungen > Dokumentation in beiden Sprachen > Hochschulübergreifende Projekte, die den Gebrauch beider Sprachen voraussetzen > Mehr Projekte von nationaler Bedeutung
7 Eine HR-Arbeitsgruppe schaffen, um eine Personalpolitik aufzustellen, die die Zweisprachigkeit bei der Einstellung von Personal und der Personalverwaltung begünstigt.	> Steigerung der Attraktivität unserer FH für das deutschsprachige Personal. > Leben einer «pragmatischen» Zweisprachigkeit > Berücksichtigung der Sprachkompetenzen bei der Anstellung > Effizientes Management der Ressourcen und der Zweisprachigkeit

Die Aktionen 1, 3, 5 und 7 sind zurzeit in Umsetzung begriffen, die Aktionen 2 und 4 wurden noch nicht begonnen. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die Finanzierungsinstrumente für spezifische Projekte in Verbindung mit der Zweisprachigkeit (vgl. Kapitel 3.7) bereits die teilweise Umsetzung der Aktion 6 ermöglichen sollten.

### 3.7. Finanzierung von spezifischen Projekten in Verbindung mit der Zweisprachigkeit

Im Rahmen der Finanzhilfen des Bundes zur Förderung der Mehrsprachigkeit unterbreitet die HES-SO Freiburg über ihre vier Hochschulen jedes Jahr verschiedene Entwicklungsprojekte. Seit 2011 hat sie von 945 702 Franken, die sie beim Bund beantragt hat, 393 720 Franken erhalten, was es ihr ermöglicht hat, mehrere Projekte zu entwickeln. So etwa hat sie im Jahr 2021 einen Betrag von 50 000 Franken erhalten, was ihr die Entwicklung der folgenden Projekte ermöglicht hat:

- > HfG-FR: Werbung für die zweisprachigen Bildungsgänge der HfG-FR mit Kommunikationsmitteln, die auf das Zielpublikum zugeschnitten sind (künftige Studierende), das heisst mit der Erstellung von Videoclips, die die Vorteile einer zweisprachigen Ausbildung aufzeigen (10 000 Franken).
- > HSW-FR: Förderung von Sprachtandems bei den Studierenden in höheren Bildungsinstituten und Integration der Sprachtandems in den Sprachenunterricht gestützt auf die neue elektronische Plattform E-TANDEM, die an die Schweizer Hochschulen gerichtet ist (<https://edu.e-tandem.ch>) und im September 2020 unter der Leitung des Forums für die Zweisprachigkeit lanciert wurde (10 000 Franken).
- > HTA-FR: Erhebliche und nachhaltige Erhöhung der Ausbildungsqualität in den zweisprachigen Studiengängen (10 000 Franken).
- > Generaldirektion der HES-SO Freiburg: Ausarbeitung eines Leitfadens für geschlechtergerechte Sprache, der auf die Hochschulen, die Verwaltung und ein allgemeines Publikum ausgerichtet ist, auf Deutsch und Französisch (10 000 Franken).

- > HSA-FR: Entwicklung der Zweisprachigkeit Deutsch-Französisch an der HSA-FR, Förderung des Nebeneinanders der französisch- und deutschsprachigen Berufskulturen sowie des Gebrauchs der deutschen Sprache im institutionellen Alltag (10 000 Franken).

Für das Jahr 2022 haben die HES-SO Freiburg und ihre vier Hochschulen die folgenden vier Projekte eingereicht:

- > HSA-FR: Förderung eines zweisprachigen Studiums gegenüber Personen, die sich für eine FH-Ausbildung in Sozialer Arbeit an der HSA-FR interessieren
- > HfG-FR: Zweisprachiger Blended-Learning-Kurs für den Studiengang Bachelor of Science in Pflege
- > HSW-FR: Fachwörterbuch (D/F) für die Kern-FER (Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)
- > HTA-FR: Zweisprachiges Studium im Fachbereich Architektur (von Grund auf reformiertes Modell)

Falls spezifische Projekte in Verbindung mit der Zweisprachigkeit nicht über das laufende Budget des Jahres n der HES-SO Freiburg finanziert werden, kann sie die Projekte für das Budget n+1 vorschlagen. Der Reservefonds und die aF&E-Fonds der HES-SO Freiburg stehen ebenfalls zur Finanzierung von Projekten in Verbindung mit der Zweisprachigkeit zur Verfügung.

## 4. Schluss

Die vorliegende Antwort liefert alle von den Verfassern des Postulats verlangten Angaben. Aufgrund der oben aufgeführten Darlegungen ist der Staatsrat der Meinung, dass die Freiburger Hochschulen über die nötigen Instrumente und finanziellen Mittel verfügen, um ihre Politik zur Förderung der Zweisprachigkeit zu verbessern.

Abschliessend bittet der Staatsrat den Grossen Rat, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

\_\_\_\_\_





## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Schwaller-Merkle Esther / Schneuwly Achim

2021-GC-208

### Légalisation des signatures par les communes et la Poste en vue de l'inscription au Registre du commerce

#### I. RESUME DE LA MOTION

Par motion déposée et développée le 14 décembre 2021, les motionnaires demandent au Conseil d'Etat que la possibilité de légaliser des signatures prévues par l'article 6 LSRC, aujourd'hui limitée aux greffiers et greffières des tribunaux d'arrondissement et aux notaires sous réserve des compétences du ou de la préposé-e, soit étendue aux communes et à la Poste. Ils motivent leur proposition par un souci de flexibilité et de facilitation à l'encontre des entreprises et plus particulièrement des jeunes entreprises.

#### II. REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

La question de la légalisation des signatures en lien avec le Registre du commerce est traitée à la fois dans la loi du 7 mars 2001 sur le Service du registre du commerce (LSRC ; [RSF 220.3](#)), la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (LN ; [RSF 261.1](#)), la loi du 17 novembre 2005 sur la légalisation des signatures ([RSF 262.1](#)) ou encore l'ordonnance du 10 janvier 2006 sur la légalisation des signatures ([RSF 262.11](#)).

*Au niveau de la LN*, elle devra être révisée à la suite de travaux en cours au niveau fédéral – l'avant-projet de loi fédérale sur l'établissement d'actes authentiques électroniques et la légalisation électronique ([LAAE](#)) mis en consultation en 2019 a conduit le Conseil fédéral à adopter en décembre 2021 le message relatif à une nouvelle loi fédérale sur la numérisation dans le domaine du notariat ([LNN](#)).

*Au niveau de la LSRC*, les travaux préparatoires de sa révision partielle ont débuté à l'automne 2021, avec une mise en consultation prévue d'ici la fin de l'été 2022. Initialement, cette révision partielle répondait à la nécessité d'adapter le droit cantonal à l'ordonnance fédérale du 17 octobre 2007 sur le registre du commerce révisée (ORC ; [RS 221.411](#)) et de contrôler la conformité, respectivement l'éventuel besoin d'adaptation du droit cantonal aux projets actuels de digitalisation des services de l'administration ([Fribourg 4.0](#), guichet virtuel).

A la suite du dépôt de la présente motion et afin de répondre à cette proposition d'extension de la compétence de légaliser les signatures, la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (DEEF), par le biais de son Service du registre du commerce (SRC ; ci-après : le Service) a mené un sondage, au printemps 2022, portant sur deux questions auprès des registres du commerce cantonaux, afin de connaître leurs pratiques relatives à la signature électronique et la légalisation de signature.

Ainsi, l'ensemble des offices cantonaux du registre du commerce a été invité à répondre aux questions suivantes :

- > *Légalisations de signatures* : par quel biais (notaires, tribunaux d'arrondissement, communes, Poste ou autres) votre office cantonal les accepte-t-il ? Quels retours faites-vous quant aux légalisations effectuées par les communes ?
- > *Signature électronique de réquisition* (cf. art. 18, al. 4 ORC) : votre loi cantonale offre-t-elle cette possibilité ? – En cas de réponse positive : quelle est la base légale en vigueur ? – En cas de réponse négative : prévoyez-vous de l'introduire ? si oui : dans quel délai ? si non : pourquoi ?

Vingt et un cantons et demi-cantons ont répondu au sondage.

*En ce qui concerne la légalisation de signatures* : de manière uniforme, les notaires et les officiers publics des registres du commerce sont habilités à légaliser les signatures. De manière générale, les cantons alémaniques permettent la légalisation au niveau communal, certains par le biais de la présidence de commune et d'autres par le biais de leur chancellerie. Du côté des cantons romands, 5 cantons ont répondu, dont le canton du Valais qui étend la compétence de légalisation aux préfetures et aux communes ; il en va de même pour le Tessin qui suit la pratique alémanique.

Sur le plan intercantonal, la majorité des cantons reconnaissent les signatures dûment légalisées par les autres cantons, quelles que soient les spécificités cantonales.

*En ce qui concerne la signature électronique apposée sur la réquisition* : l'ensemble des offices cantonaux s'accorde à dire que le droit fédéral est d'application directe, respectivement qu'il ne nécessite pas de règle cantonale d'exécution. Cependant, trois cantons (AR, LU et SO) bénéficient de lois spéciales mais aucune d'elle n'est en adéquation avec les dernières évolutions technologiques.

Sur la base de ce sondage et la législation cantonale actuelle, le Conseil d'Etat prévoit d'étendre la révision partielle de la LSRC à la question de la légalisation des signatures et d'étendre ainsi la compétence aux communes qui en font expressément la demande, sous réserve que celles-ci fournissent toutes les garanties requises liées à l'exercice de cette tâche d'officier public.

Pour ce qui est de la question de l'extension aux offices postaux, la Poste offre déjà un produit qu'elle appelle « identification Jaune » mais qui n'équivaut pas à une légalisation formelle. L'émission « Kassensturz » de la SRF a relevé la confusion possible quant à la portée de ce produit. Les autres offices cantonaux sondés ont eux aussi relevé la non-validité de ce mode d'identification. A ce jour, rien n'indique que La Poste souhaite obtenir au niveau national cette compétence, et encore moins uniquement pour le canton de Fribourg.

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à fractionner la présente motion et d'accepter le volet visant la légalisation des signatures par les communes et de rejeter le volet relatif à la légalisation des signatures par La Poste.

En cas de refus du fractionnement, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à refuser la motion.

4 juillet 2022



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Schwaller-Merkle Esther / Schneuwly Achim

2021-GC-208

### Unterschriftsbeglaubigungen via Gemeinde oder Post für einen Handelsregistereintrag

#### I. ZUSAMMENFASSUNG DER MOTION

Mit der am 14. Dezember 2021 eingereichten und begründeten Motion verlangen Grossrätin Esther Schwaller-Merkle und Grossrat Achim Schneuwly vom Staatsrat, dass die in Artikel 6 HRAG vorgesehene Befugnis zur Unterschriftsbeglaubigung, die heute den Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern der Bezirksgerichte, den Notarinnen und Notaren sowie der Handelsregisterführerin bzw. dem Handelsregisterführer vorbehalten ist, auf die Gemeinden und die Post ausgeweitet wird. Sie begründen ihren Vorschlag damit, dass den Unternehmen und insbesondere den Jungunternehmen mehr Flexibilität und eine Vereinfachung geboten werden sollten.

#### II. ANTWORT DES STAATSRATS

Die Unterschriftsbeglaubigung im Zusammenhang mit dem Handelsregister wird im Gesetz vom 7. März 2001 über das Handelsregisteramt (HRAG; [SGF 220.3](#)), im Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (NG; [SGF 261.1](#)), im Gesetz vom 17. November 2005 über die Beglaubigung von Unterschriften ([SGF 262.1](#)) und in der Verordnung vom 10. Januar 2006 über die Beglaubigung von Unterschriften ([SGF 262.11](#)) behandelt.

*Was das NG betrifft*, sind zurzeit Arbeiten auf Bundesebene im Gange, an die das Gesetz angepasst werden muss, sobald sie abgeschlossen sind. Der Bundesrat hat nämlich 2019 eine Gesetzesvorlage über die Erstellung elektronischer öffentlicher Urkunden und elektronischer Beglaubigungen ([EÖBG](#)) in die Vernehmlassung geschickt. Gestützt auf die Vernehmlassungsergebnisse hat er danach im Dezember 2021 seine Botschaft zu einem neuen Bundesgesetz über die Digitalisierung im Notariat ([DNG](#)) verabschiedet.

*Was das HRAG betrifft*, wurden die Arbeiten an der Teilrevision dieses Gesetzes im Herbst 2021 aufgenommen. Die Änderung wird voraussichtlich Ende Sommer 2022 in die Vernehmlassung geschickt. Ausschlaggebend für die Teilrevision ist der Anpassungsbedarf aufgrund der Revision der Handelsregisterverordnung des Bundes vom 17. Oktober 2007 (HRegV; [SR 221.411](#)). Zudem muss geprüft werden, ob die derzeitigen Digitalisierungsprojekte der Kantonsverwaltung ([Freiburg 4.0](#), virtueller Schalter) eine Anpassung der geltenden kantonalen Gesetzgebung erfordern.

Um auf diese Motion, mit der die Ausweitung der Befugnis zur Unterschriftsbeglaubigung vorgeschlagen wird, Stellung nehmen zu können, hat die Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (VWBD) über ihr Handelsregisteramt (HRA) im Frühjahr 2022 bei den kantonalen Handelsregistern eine Umfrage durchgeführt. Das HRA hat ihnen zwei Fragen gestellt, um ihre Praxis in Bezug auf die elektronische Signatur und die Unterschriftsbeglaubigung in Erfahrung zu bringen.

Alle kantonalen Handelsregisterämter wurden gebeten, die folgenden Fragen zu beantworten:

- > *Unterschriftsbeglaubigung*: Durch wen können in Ihrem Kanton Unterschriften für das Handelsregister beglaubigt werden (Notarinnen/Notare, Bezirksgerichte, Gemeinden, Poststellen usw.)? Was ist Ihre Erfahrung mit der Unterschriftsbeglaubigung durch die Gemeinden?
- > *Anmeldungen mit qualifizierter elektronischer Signatur* (vgl. Art. 18 Abs. 4 HRegV): Bietet Ihre kantonale Gesetzgebung diese Möglichkeit? – Wenn ja: Was ist die gesetzliche Grundlage dafür? – Wenn nein: Falls Sie die Einführung dieser Möglichkeit planen: Welche Frist haben Sie sich gesetzt? Falls nicht: Warum?

Einundzwanzig Kantone und Halbkantone haben die Umfrage beantwortet.

*Was die Beglaubigung von Unterschriften betrifft*, sind in allen Kantonen die Notarinnen bzw. Notare und die Urkundspersonen der Handelsregister befugt, Unterschriften zu beglaubigen. Allgemein ermöglichen die deutschsprachigen Kantone die Beglaubigung durch die Gemeinden. Bei den einen ist es die Gemeindepräsidentin bzw. der Gemeindepräsident, bei den anderen die Gemeindeschreiberin bzw. der Gemeindeschreiber, die dazu befugt sind. Von den Westschweizer Kantonen haben 5 geantwortet, darunter der Kanton Wallis, der die Beglaubigung durch die Oberämter und die Gemeinden erlaubt. Auch das Tessin folgt der Deutschschweizer Praxis.

Zudem anerkennen die meisten Handelsregisterämter die in anderen Kantonen beglaubigten Unterschriften unabhängig von der jeweiligen kantonalen Praxis.

*In Bezug auf die elektronische Signatur von Einträgen* sind sich alle kantonalen Ämter einig, dass das Bundesrecht direkt zur Anwendung kommt und keine kantonalen Ausführungsbestimmungen erfordert. Allerdings verfügen drei Kantone (AR, LU und SO) über eine Spezialgesetzgebung, die jedoch nicht auf dem Stand der neusten technologischen Entwicklungen sind.

Aufgrund dieser Umfrage und der aktuellen kantonalen Gesetzgebung sieht der Staatsrat vor, im Rahmen der Teilrevision des HRAG die Befugnis zur Unterschriftsbeglaubigung auf die Gemeinden auszuweiten, die dies ausdrücklich wünschen. Sie müssen dafür alle Garantien liefern, die für die Ausführung dieser Aufgabe durch eine Urkundsperson erforderlich sind.

Was die Ausweitung der Befugnis auf die Poststellen betrifft, ist zu erwähnen, dass die Post eine Dienstleistung mit der Bezeichnung «Gelbe Identifikation» bietet, die aber keine Beglaubigung im rechtlichen Sinne ist. In der SRF-Sendung Kassensturz wurde auf die mögliche Verwirrung bezüglich des Nutzens dieser Dienstleistung hingewiesen. Der Staatsrat hält es für möglich, dass die Verfasserin und der Verfasser der Motion dieses Angebot ebenfalls mit einer Beglaubigung verwechseln. Als Beweis können die Antworten der anderen Kantone dienen, die darauf hingewiesen haben, dass sie die Echtheitsbestätigungen der Post nicht anerkennen. Es sieht derzeit nicht so aus, als ob die Post die Befugnis zur Unterschriftsbeglaubigung auf nationaler Ebene, geschweige denn auf Ebene des Kantons Freiburg anstreben würde.

Abschliessend empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, den Teil der Motion anzunehmen, der die Unterschriftsbeglaubigung durch die Gemeinden betrifft, und den Teil abzulehnen, der die Unterschriftsbeglaubigung durch die Post betrifft.

Im Falle einer Ablehnung der Aufteilung fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, die Motion abzulehnen.

4. Juli 2022